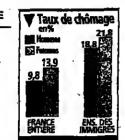
L'immigration, fardeau ou bénédiction?



Le front

anti-FN

■ Plus de 50 000

personnes ont défilé

à Strasbourg contre

la haine et le racisme

■ Des manifestants

au quotidien les idées

■ Les élus RPR et UDF

contre « le fanatisme

■ Le Front national

s'affirme « démocrate

et notre éditorial page 13

et l'intégrisme »

et républicain »

Lire pages 5 à 7

à ciel ouvert

de l'extrême droite

déterminés

à combattre

s'engagent

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÈE - № 16230 - 7 F --

MARDI 1" AVRIL 1997

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

Un attentat exacerbe les divisions du pouvoir au Cambodge

AU MOINS SEIZE PERSONNES ont été tuées et cent cinquante blessées, dimanche 30 mars, dans un attentat à la grenade survenu à Phnom Penh au cours d'une manifestation organisée par un parti d'opposition. Deux cents Cambodgiens appartenant au Parti de la nation khmère (PNK) étaient en train de manifester en faveur de l'indépendance de la justice devant l'Assemblée nationale quand quatre grenades ont été lancées

Le gouvernement cambodgien est divisé en deux camps rivaux : l'un dirigé par le prince Ranariddh, fils du roi Norodom Sihanouk; l'autre patronné par Hun Sen, héritier du gouvernement communiste. Le PNK est proche de la tendance du prince Ranariddh. L'attentat meurtrier vient alourdir un peu plus un climat politique tendu, au moment où certains espéraient un début de détente entre les deux têtes d'un pouvoir

Une semaine sociale chargée

Alors que le mouvement des internes se poursuit, la semaine devrait être marquée par plusieurs actions revendi- p. 26 et un point de vue de Bernard Kouchner p. 12

Campagne ardue pour John Major

De nouvelles affaires minent la campagne électorale des conservateurs britanniques, auxquels les bons résultats de l'économie ne profitent pas. p. 2

: La fin d'un mythe Ford a décidé d'arrêter la production de la légendaire Thunderbird. p. 22

... Le procès d'Oklahoma City

Le proces de Timothy McVeigh, accusé d'avoir organise l'attentat qui a fait 168 morts à Oklahoma City en avril 1995, s'est ouvert lundi 31 mars. p. 11

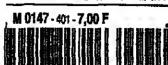
📹 Dans la famille Giacometti, le père

Rétrospective à Lausanne de la carrière de Giovanni Giacometti, l'un des plus grands peintres suisses.

Steffi Graf détrônée

Martina Hingis devient, à seize ans, le numéro un du tennis féminin. p. 20

Allemagne, 3 DM; Artitles-Guyane, 9F; Autriche, 25 ATS; Behgape, 45 FB; Canada, 2,25 S CAN; Cets-d'Ivatire, 850 F CFA; Dangemark, 14 KRD; Espagne, 220 PTA; Grande Pretagne, 12; Geice, 400 DH; Mande, 140 C; Isale, 2300 L; Losenbourg, 46 FL; Marce, 10 DH; Novego, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Pertugal CON., 250 PTE; Eduction, 9F; Sanigal, 1509 F CFA; Sunder, 15 KPS; Source, 2,00 S; Turhale, 1,2 Din; USA INY), 25; USA (others), 2,50 S.



La France envisage une campagne d'information sur la transmission sanguine du Creutzfeldt-Jakob

Le secrétaire d'Etat à la santé a décidé d'exclure du don du sang les personnes transfusées

LE GOUVERNEMENT français est sur le point de lancer une campagne d'information en direction de toutes les personnes susceptibles d'avoir été en contact avec l'agent de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ) lors d'une transfusion sanguine. L'Agence française du sang et l'Agence du médicament ont reconnu avoir récemment retiré de nombreux lots de sang et de produits dérivés qui auraient pu être contaminés par le don d'une personne ultérieurement atteinte de MCJ. Plusieurs dizaines - voire plusieurs centaines - de milliers de patients seraient exposés, via la prescription de dérivés sanguins thérapeutiques, à un risque de contamina-

Ce risque n'était jusqu'à présent que théorique. On salt anjourd'hui, après les travaux expérimentaux du professeur Paul Brown (Institut national américain de la santé, Bethesda, Maryland) que l'agent infectieux de la MCJ peut être transmis par vole sanguine. Les spécialistes estiment que de nouvelles mesures préventives doivent être arrêtées. Il s'agirait dans un premier temps d'informer les personnes qui ont reçu ces produits sanguins ayant pu



être contaminés : dans un second temps, ces personnes seraient exclues du don du sang. Hervé Gay-mard, secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale, avait déjà, en décembre 1996, décidé d'interdire à toutes les personnes transfusées de donner leur sang, mesure qui doit entrer en application dans les prochaines semaines.

Selon une circulaire de la direction générale de la santé (DGS), datée du 31 juillet 1996, il n'existait pas d'arguments justifient l'information systématique des personnes ayant recu ces médicaments. En l'absence de tests de dépistage et de traitement de cette maladie toujours mortelle, la diffusion de cette information ne présenterait, selon la DGS, aucun avantage diagnostique on thera-

« Ces personnes courent sans aucun doute un risque excessivement faible, mais il jaut les informer avec prudence », nous a déclaré le pro-fesseur Luc Montagnier. François Chast, responsable de la pharmacie de l'hôpital parlsien de l'Hôtel-Dieu, affirme au Monde que « nous sommes face à une possible catastrophe sanitaire ».

L'Europe

LE 1" AVRIL 1997 s'achève le processus, engagé il y a dix ans, de libéralisation du transport aérien européen. A cette date, le dernier verrou à une concurrence sans entrave aura sauté : les compagnies aériennes européennes peuvent désormais opérer sur les routes intérieures d'autres Etats membres. A la même date, est franchie la première étape de la fusion d'Air France et de l'ex-Air Inter. Personnels au sol et pilotes d'Air France Europe s'opposent aux modalités de cette fusion. Les premiers ont débrayé vendredi, samedi et dimanche, les seconds lundi 31 mars et mardi 1º avril. Si le mouvement de fin de semaine a conduit à annuler des vols, celui des pllotes ne devait pas entraîner de fortes perturbations.

Lire page 14

Au Brésil, les « surfeurs du rai! » jouent avec la mort

RIO DE JANEIRO correspondance

Une brève séquence présentée au journal télévisé de l'Etat de Rio montrait récemment un corps inerte, étendu sur le toit d'un train de banlieue à l'arrêt, entre deux gares. Sur une photo en gros plan de la victime, la présentatrice annonça la mort du onzième « surfeur du rail » depuis le début de l'année. Habitant de Santa Cruz, dans les faubourgs à l'ouest de Rio, Marco Aurelio Gomes, âgé de vingt-deux ans, appartenait à l'une de ces bandes de jeunes casse-cou qui ont l'habitude de « voyager » debout sur les toits arrondis des wagons de la Flumitrens, la compagnie publique gestionnaire du réseau ferré déliquescent du Grand Rio. Le 21 mars, sur le trajet qui devait le conduire à Central deo Brasil, la station la plus proche du centre-ville, l'équilibriste a touché une caténaire. La décharge de 4 400 volts l'a foudroyé.

Voilà plus d'une dizaine d'années que les « surfeurs du rail » font partie du paysage des banlieues cariocas. Les jours de semaine, entre 5 heures et 8 heures, ils sont des centaines à se jucher sur les toits des rames en partance de la Baixada Fluminense, sinistre et Pendant que 100 000 usagers s'entassent, chaque matin, dans des wagons bondés, de jeunes intrépides s'amusent, au-dessus de leurs têtes, à esquiver les caténaires et les tabliers des nombreuses passerelles qui enjambent la voie ferrée.

Mouvements de hanches, bras en balancier, gestes provocateurs: la Jeunesse des favelas singe les adeptes du sport roi des plages de Copacabana et d'Ipanema. « C'est une sorte de surf du pauvre », constatait, il y a quelques années, un sociologue chargé par la Flumitrens d'une enquête sur ce phénomène.

Les « surfeurs du rail » coûtent cher à l'Etat. Sans compter les indemnisations parfois obtenues, devant la justice, par les parents des victimes d'électrocutions ou de chutes, les interruptions de trafic provoquées par les accidents dus au « surf » ont plusieurs fois déchaîné, ces dernières années, la colère des voyageurs. Exaspérés, ces derniers ont ainsi saccagé et incendié des trains immobilisés. A chaque fois, les dégâts ont été considérables.

En dépit des campagnes de répression (près de trois cents « surfeurs » verbalisés et

Immense banlieue de 5 millions d'âmes, éta-lée le long de la route menant à Sao Paulo. la police ferroviaire, pourtant considérée la police ferroviaire, pourtant considérée comme l'une des plus violentes de Rio, est incapable de faire appliquer la loi. En désespoir de cause, la direction de Flumitrens opta, en 1990, pour la sensibilisation par l'horreur en exposant, dans le hali d'une station très fréquentée, des photos géantes de cadavres de « surfeurs » carbonisés. Peine perdue. Cette pratique suicidaire, quasiment inconnue dans le reste du Brésil, a survécu à toutes les offen-

> Les « surfeurs », qui autrefois se contentaient de tromper la mort en solo, agissent aujourd'hui en bandes. Quand la bande des « porcs » croise par exemple celle des « sansterre », on se bat à coups de pierres, de bâtons et de grappins artisanaux. En Juin 1996, alarmés par la recrudescence de la violence à bord des trains de banlleue, des soldats en tenue de combat avaient occupé, durant un mois, quatre stations parmi les plus mai famées. L'armée ayant depuis levé le camp, les « surfeurs du rail » ont de nouveau la voie

Jean-Jacques Sévilla

diplomatique

INFORMATION : Apocalypse médias, par Ignacio

AFRIQUE : Fin de règne au Zaïre, par Philippe Leymarie. -Mensonges et diamants en Angola, par Augusta Conchiglia. – Quand l'apartheid s'exporte dans le sud du cootinent, par Michel Chossudovsky.

CONFUT ISRAELO-PALESTINIEN: Retour aux Nations unies. par, Alain Gresh. - • Le Proche-Orient éclaté »- II. es feuilles du livre de Georges Corm.

PHILIPPINES: La paix reste fragile à Mindanao, par

ALLEMAGNE: Qui a profité de l'unification?, par Jay Rowell. – Un formidable transfert de propriété (J.R.). ÉCONOMIE: Ces deux cents sociétés qui contrôlent le

monde, par Frédéric F. Clairmont. - Trahison sociale chez Renault, par Sophie Boutillier, Blandine Laperche et Dimitri Uzinidia. FONDS DE PENSION: Demain, les retraites à la merci des

pactole de la dette publique (F.C). Un acquis de la Libération remis en cause (F.C). n vente chez votre marchand de journaux - 22 F

marchés, par François Chesnais. - La Bourse de Paris et le

Crise de la société, crise de la foi

LES ÉGLISES étalent à oouveau bondées pour la fête chrétienne de Paques; 3 700 adultes out été baptisés pendant la nuit pascale, un record dans un pays aussi déchristia-nisé que la France. Issus de milieux souvent étrangers à la foi chrétienne, ce sont 12 000 adultes, au total, qui se préparent actuellement au baptême dans l'Eglise catholique. Ils n'étaient qu'un millier dans les années 70. C'est un phénomèce à rapprocher de celui des « recommençants », ceux qui, plus nombreux qu'hier, après une expérience spirituelle forte, une épreuve ou une rencontre marquante, renouent avec une pra-

Malgré l'Intérêt renouvelé aujourd'hui pour les questions de foi et de spiritualité, les responsables des Eglises n'en restent pas moins fort lucides. La montée d'une « culture » d'indifférence religieuse atteint en particulier les plus jeunes générations. L'enquête que vient de publier l'hebdomadaire La Vie confirme une évolution en profon-

deur: il y a trente ans, 81 % des jeunes Français de dix-huit à vingtquatre ans disalent croire en Dieu. Cette proportion est tombée à 62 % en 1977. Elle n'est plus que de 46 % en 1997. Près de 40 % des jeunes se disent « sans religion », et si un bon nombre se définissent encore comme catholiques, le booddhisme exerce sur eux une attraction croissante. Cette religion leur paraît la plus tolérante et épa-

Ces tendances rejoignent le diagnostic réaliste, quoique très pessi-miste, que vient d'établir le cardioal allemand Josef Ratzinger, chargé, au Vatican, des questions de foi et de doctrine. Sans sous-estimer le danger des intégrismes et des sectes, avec leurs consequences tragiques en Algérie ou en... Californie, il fait du « relativisme » son principal esmemi.

Hemi Toncq

Lire la sutte page 13

L'effet Prost

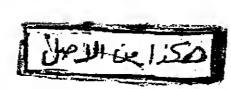


OLIVIER PANIS

APRÈS SES DEUX POINTS gagnés à Melbourne, Olivier Panis a augmenté son capital au classement des pilotes de formule 1, lors du Grand Prix du Brésil, disputé dimanche 30 mars. Grâce à sa troisième place, le pilote de l'écurie française Prost-Mugen a offert à Alain Prost un premier podium.

Lire page 21

International 2	Acjourithal
Prance 5	jetor
Societé	Météorologie 2
Canet	Abonnements2
Hortesus #	Culture2
Extrarises14	Geride cettered2
Le Monde Economie 15	Radio-Television2



INTERNATIONAL

GRANDE-BRETAGNE En dé-pit d'une nouvelle batterie de chiffres témolgnant de la bonne santé de l'économie britannique, le

puis dix-huit ans, ne parvient pas à décoller dans les sondages. • À UN MOIS DES LÉGISLATIVES du 1" mai, tout se passe comme si l'électorat ne donnait aucun crédit au gouver-

données sur lesquelles le premier ministre comptait pour lancer la d'« affaires » qui vient de s'abattre

nement de John Major pour la campagne des tories et éclipser l'au-baisse du chômage, la croissance et les résultats du commerce extérieur, données sur les qualles la promier. ficie, en outre, de la dernière série

sur le Parti conservateur, domine la « une » des journaux et a conduit trois des élus tories, dont leur chef en Ecosse, à présenter leur démis-

John Major ne profite pas des performances de l'économie britannique

Deux semaines après le lancement de leur campagne pour les élections du 1^{er} mai, les conservateurs restent à la traîne dans les sondages ; ils sont incapables de mettre leur bilan en avant et paraissent minés par un nouvel épisode du feuilleton des « affaires »

LONDRES

de notre correspondant Alors que les bonnes nouvelles se succèdent sur le front éconnmique pour le gouvernement de John Major, la campagne électorale des conservateurs continue à faire du surplace. Certes, elle n'a pas encore officiellement commencé, mais occupe déjà une plate considérable dans les média, sur les nndes et sur les murs, tandis que le premier ministre et son «challenger », le travailliste Tony Bialr,

battent chaque jour le pavé des

villes et des bourgs pour

convaincre les derniers indécis. Mais les efforts des tories pour reprendre l'initiative se heurtent aux « affaires » qui s'abattent sur eux presque quotidiennement. Ainsi, en moins d'une semaine, deux députés de la mainrité sortante ont été contraints de retirer leur candidature de la manière la plus humiliante. Au mnins deux autres sont dans le collimateur des médias. Thut cela embarrasse fortement leur parti et éclipse les efforts de M. Major pour remonter dans les sondages en tirant avantage des succès économiques remportés depuis plusieurs années par fait beaucoup mieux que la Dame de fer. Le chanceller de l'Echiquier, Renneth Clarke, vient de rendre publics les derniers chiffres de la balance des paiements, les meil-leurs depuis 1985. Ils sont pratiquement équilibrés, le déficit s'étant limité en 1996 à 14 millions de livres (moins de 140 millions de francs), contre 3,74 milliards l'année précé-

Même s'il est vrai que ce chiffre est largement dû aux invisibles - en particulier aux 10,3 milliards rapportés par les investissements à l'étranger - et si la balance commerciale reste dans le rouge, ces chiffres confirment l'embellie actuelle de l'écommie britannique. Surtout si l'on y ajoute la baisse constante du taux de chômage

- actuellement 6,5 % selon les chiffres officiels, qui ne tiennent compte que des chômeurs indemnisés - et la hausse du niveau de vie : le revenu disponible par tête a augmenté de 3,8 % en 1996, contre 2.9 % en 199S. Cette hausse semble toutefois avoir moins profité à la consommation qu'à l'épargne, qui continue de croître, signe, explique le Financial Times, que le fameux garder le pouvoir n'est toujours

Comme on pouvait s'y attendre,

en militares de livres

emparée de ces chiffres, dont elle

aurait bien vnulu faire son princi-

pal thème de campagne. Le pre-

mier ministre, qui s'est déjà félicité

que son pays connaisse « In meil-

leure situation économique depuis

des générotions », a expliqué que

« les nouveaux chiffres du commerce

extérieur représentent un nouveou

«feelgood factor » (optimisme) sur Grande-Bretagne ». «Le fait que la lequel comptent les tories pour balance des paiements ait été virtuellement en équilibre l'an dernier montre que le monde entier foit confiance à nos biens et services », la propagande conservatrice s'est a-t-il dit. M. Clarke s'est réjoui de

Des indicateurs plutôt favorables

ces « trois bonnes nouvelles économiques en deux semaines », déclarant que, « cette fois-ci, nous avons une croissance saine qui ne crée pas de difficultés à notre bolunce des paiements, comme ce fut le cas nu-

paravant quand le boom s'est tronsformé en crise ». Bien entendu, le Labour conteste vote de confiance en faveur de la la solidité de la reprise, qu'il af-

firme fragile. Il dit s'inquiéter d'un récent rapport de l'Oxford Economic Forecasting selon lequel la croissance risque de pâtir de la hausse de la livre et de son impact négatif sur les exportations. Cette étude estime qu'un futur gouvernement travallliste risquerait d'être contraint par la Banque d'Angleterre, dès son arrivée au pouvoir le le mai au soir, de décider une très impopulaire hausse des taux d'intérêt pour faire face à la surchauffe de l'éconnmie et à la menace d'une reprise de l'inflation.

CHEF CONTESTÉ

Mais les électeurs ne suivent guère dans le détail les longs débats techniques entre économistes des deux bords. Ils sont plus concernés par l'incertitude du marché du travail et par les divisions qui minent le camp conservateur. M. Majnr leur apparaît plns comme le chef contesté d'un parti embourbé dans le long et sordide feuilleton des « affaires » et au bord de l'éclatement sur l'Europe que comme l'homme qui peut faire basculer soo pays dans le troisième millénaire. Sa campagne - dont il avait en partie choisi la date de départ pour qu'elle coıncide avec la publication de ces chiffres enviables - a pris le plus mauvais départ possible.

Les Britanniques, qui continuent

d'associer dans le même cycle le

boom et la crise, ne lui savent

guère gré de ces bonnes nouvelles. Lors des élections de 1987 et de 1992, les tories leur avaient promis le premier et ils avaient eu la seconde. Le « mercredi noir » de novembre 1992 avait été en outre suide bausses d'impôts vingt-deux au total, selon M. Blair - ce qui fait que les pro-messes d'une réduction de la pression fiscale ont perdu leur pouvoir de conviction. Comme l'écrit l'éditorialiste de The Independent, Donaid Macintyre, « on demande à des électeurs à qui on avait dit que la récession avait été causée par des facteurs internationaux sur lesquels le gouvernement n'avait pas prise de croire que la reprise est à mettre ou crédit de ce même gouvernement ». Voilà sans doute ce qui explique que, reprise ou non, le premier mi-

nistre ait tant de mai à faire passer

Patrice de Beer

Une nouvelle série de « scandales » déstabilise les tories

LONDRES de notre correspondant Chaque livraison de la presse apporte ces jours-cl sa nouvelle molsson d'« affaires » – on dit ici * sleoze » -, qui touchent exclusivement un Parti conservateur luttant pour se maintenir au pouvoir. Samedi 29 mars, le président des tories pour l'Ecosse, Sir MIchael Hirst, a annoncé sa démission en raison d'une « Indiscré-

élections après avnir été impliqués dans des scandales. Selon les médias, Sir Michael, bun père de famille, aurait eu une aventure homosexuelle; ce qui expliquerait pourquoi, deux jours plus tôt, il avait retiré sa candidature a la succession d'Allan Ste-

wart, un député tory écossais qui

Les jeunes votent massivement pour Tony Blair

Le secrétaire général du Labour dispose d'une large avance dans

les intentions de vote des jeunes électeurs âgés de dix-huit à vingt-

sept ans. Il bénéficie d'un avantage de 40 points sur les tories, selon

un sondage publié, le 30 mars, par l'hebdomadaire dominical

The News of The World. Selon cette enquête, les travaillistes sont crè-

dités de 62 % d'intentions de vote, les conservateurs de 22 %, les libé-

raux-démocrates de 9 % et les autres partis de 7 %. Dans les estima-

tions effectuées ces dernières semaines auprès des électeurs, tous

ages confondus, l'avance du Labour se situe autour de 25 %. Le son-

dage a été effectué par l'institut de sundage MORI auprès de

tion passée » personnelle. Son

départ suivait l'annonce par deux

députés tories qu'ils ne se repré-

senteralent pas aux prochaines

venaît de démissionner en début de semalne pour une autre fredaine: il avait eu une passade avec une femme marlée rencontrée lors d'une cure de désintoxication alcoolique. L'autre parlementaire qui a rendu son tablier est Tim Smith: il a reconnu avoir recu de l'argent - il ne se souvient plus tout à fait combien - du patron des grands magasins Harrods, Mohamed Al Fayed, pour poser des questions aux Communes.

Le premier ministre, John Mainr, a rendu hommage à Sir Mlchael pour la « manière courogeuse et hunorable » avec laquelle Il a fait face à la situation. Ces propos s'adressaient sans doute aussl à MM. Smith et Stewart. Mais avant tout à au moins deux autres MPs' compromis dans des scandales et qui se refusent obstinément à partir malgré les ob-

de la plupart de leurs pairs. Piers Merchant a eu les honneurs de la « une » du Sun, le tabloid populaire du magnat de la presse Rupert Murdoch, qui s'est rangé dans le camp travailliste et qui a publié des photos de lui avec une entraîneuse mineure. La jeuoe personne, qui travaille dans un bar tout en donnant des coups de main aux tories, s'est fait photographier dans un parc bouche à bouche avec le député, puis entrant le soir dans sa garçonnière et en sortant le matin.

USURE DU POUVOIR

M. Merchant, soutenu publiquement par sa femme, se défend comme un beau diable de toute inconvenance et affirme avoir été piégé par le Sun. Il a obtenu pour le moment - le soutien des responsables conservateurs de sa circonscription, mais ses jours sembleut comptés. Tout comme ceux de Neil Hamilton, victime de la vengeance de M. Al Faved. qui affirme l'avoir également fourni en enveloppes bourrées de billets de banque, M. Hamilton dément farouchement mais a récemment retiré sa plainte contre le Gunrdian, qui avait repris les accusations de M. Al Fayed.

Tnut cela a un effet dépiorable sur l'opinion en ce début de campagne. M. Major avait compté



épuiser son rival Tony Blair. Les deux premières semaines unt été occupées à éteindre les incendies causés par les scandales à répétition oui s'abattent sur les troies. Les nnms des députés qui pourraient suivre circulent tandis que certains de leurs confrères, qui luttent pour leur survie politique, les implirent de disparaître au plus vite, craignant que le parti ne soit submergé par les affaires de sleaze et leur exploitation par sur une lungue campagne puur une opposition travailliste qui

n'en demandait pas tant. Il est n'est guère réglementé par la loi, vrai qu'il devient difficile, y compris pour la presse conservatrice, de dissocier les tories du sleaze. L'usure du pouvoir y est certainement pour quelque cbnse. Mais aussi, au Royaume-Uni, il semble difficile de se faire pardonner la moindre incartade sexuelle ou cnnjugale, même ancienne. La vie privée des bommes pulitiques est scrutée férocement par la presse et le public. Et si le

financement des partis politiques

celui des députés est de plus en plus contrôlé. Une commission est chargée de les surveiller. Mais la dissolution précoce des Communes par M. Major l'a empéché de pubber avant les électinns le résultat de ses investigations. D'où la suspicion entretenue par le Labour qu'il y aurait enenre d'autres anguilles sous rocbe.

P. de B.

2.404

Ug.

En Belgique, Guy Spitaels, ex-président de la région wallonne, est inculpé dans l'affaire Dassault

Le dirigeant socialiste francophone doit répondre de « corruption passive »

BRUXELLES

de notre correspondant Le législateur belge n'a pas suivi la France dans sa réforme du cude de procédure penale : en Bel-gique, une inculpation reste une inculpation, et nun une euphémistique « mise en examen ». Guy Spitacls, president du Parlement wallon jusqu'en fevrier 1997, ancien dirigeant du Parti speialiste bèlge francophone jusqu'en 1992. a donc annoncé lui-même, dans un communiqué diffusé dimanche 30 mars, son inculpation pour corruption passive * par la jus-

Celle-ci lui a été significe, vendredi 28 mars, après qu'll eut été interrogé pendant près de neuf heures par les juges Jean-Louis Prignon, chargé de l'affaire Dassault, et Véronique Ancia, chargée de l'affaire Agusta. Les deux firmes sont accusées d'avnir

versé des pots-de-vin à des fnrmations pulitiques belges en 1988 et 1989, en échange de l'obtentinn d'un contrat d'hélicaptères de cumbat pour la firme italienne Agusta et de modernisation des chasseurs F16 de la force aérienne beige pour Dassault.

QUATRE COMPTES LUXEMBOURGEOIS L'affaire avait éclaté à la mi-ianvier, après que l'ancien homme de cunfiance des dirigeants du PS. Merry Hermanus, eut adressé des lettres à Guy Spitaels et à snn suc-

cesseur Philippe Busquin, leur demandant des instructions sur l'usage qu'il devait faire de summes déposées dans une banque du Luxembnurg sur un compte personnel, mais apparte-

M. Spitaels et M. Busquin ont transmis immédiatement ces missives à la Cour de cassation, qui

décidait l'ouverture d'une enquête confiée au parquet de Liège. Les juges liégenis enmmencèrent par inculper et placer sous mandat de dépôt. Merry Hermanus, puis deux proches de Guy Spltaels, Français Pirot, ancien secrétaire général du PS, et Fernand Detaille, contrôleur de gestion de la plupart des entreprises liées à ce parti. Au fil des interrogatoires, les iuges décnuvraient qu'nutre le compte personnel de Merry Hermanus, qui avait servi à accueillir le • don • de l'avionneur français, existaient trnis autres comptes luxembourgeois gérés par le PS.

Lors du déclenchement de cette affaire, M. Sphaels a nié formellement avoir eu connaissance de l'existence de ces enmptes luxembourgeois, et a fortiori de l'origine des snmmes qui y avaient été déposées. Snn immunité parlementaire étalt pourtant levée et il dut, le 7 février, démissinnner de sa présidence du Parlement walinn et de celle du Crédit communal de Belgique. Se sentant « lāchés » par leur ancien patron. Merry Hermanus, François Pirot et Fernand Detaille démentaient les affirmations de M. Spitaels et déclaraient avoir informé ce dernier de l'existence de ces comptes et de celle des pots-de-vin. Cette position était confirmée par Alain Van der Biest, ancien ministre PS, qui vient d'effectuer plusieurs mois de détentinn pravisoire dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat, en 1991, de l'ancien ministre André Cools. M. Hermanus, M. Pirnt et M. Detaille étaient alnrs remis en liberté. S'il ne nie plus avoir eu connaissance de l'existence des comptes Juxembnurgeois. Guy Spitaels réfute dans son enmmuniqué de dimanche les accusations de cor-

ruption. « Je fais abserver encore, précise-t-il, que, jnmais, à nucun moment de ma carrière politique, ministérielle, présidentielle ou lo-cale, je n'ai subordonné une décision d'octroi de marché à un don d'argent », précise-t-il.

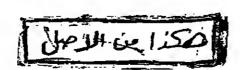
M. Spitaels, qui continue de siéger au Parlement wallon et occupe les fonctinns de bnurgmestre de la ville d'Ath dans le Hainaut, peut être inculpé et entendu par les juges, mais non être incarcéré. Il est toujnurs protégé par snn statut de parlementaire, sa levée d'immunité n'étant pour

l'instant que « partielle ». La mise au grand jour de ces scandales a été d'un coût politique très important pour le Parti socialiste franciphone. Un snndage publié récemment par La Libre Belgique révèle que, pour la première fnis depuis la guerre, le PS n'est plus, dans les intentions

de vote, le premier parti de la communauté française (Wallonie et Bruxeiles), au sein de laqueile il est dépassé par le Parti réformateur libéral IPRL). Dans la capitale, où ce dernier, allié au Front des francophones, est largement en tête, le Parti socialiste est méme relégué à la troisième place

derrière les écolngistes. Bien que l'un de ses procbes, le député de Charleroi Patrick Mnriau, ait lui aussi vu son immunité parlementaire levée dans le cadre de cette enquête, l'actuel président des sucialistes, Philippe Busquin semble personnellement épargué par ces scandales. Mais il a beaucoup de mal à exercer son autorité sur une formation politique où, dans la tnurmente, les guerres de clans et les rivalités personnelles resurgissent.

Luc Rosenzweig



Le pape exprime son inquiétude pour « la chère Albanie »

Dans son message de Pâques, Jean Paul II lance un appel à la paix au Zaïre et au Proche-Orient

PRÈS DE CENT MILLE per- fices ». Rappelons qu'il doit se sonnes ont suivi, place Saint-Plerre à Rome, dimanche 30 mars, la cérémonie de la fête de Pâques présidée par le pape. Pour la première fois, Jean Paul II ne s'est pas adressé aux pèlerins depuis la log-gia de la basilique, à la fois en raison de sa fatigue et du retard pris par la célébration, le pape devant se plier aux impératifs horaires de la retransmission télévisée de son message traditionnel de Pâques et de sa bénédiction.

Dans ce message, Jean Paul II s'est adressé aux Africains, dont «l'existence et l'avenir sont campromis par la guerre et la haine ». Ensuite, évoquant la situation au Proche-Orient, il a insisté pour que «les responsables des nations » veillent à « l'hormonie entre les peuples, les cultures et les diverses religions de la Terre sainte ». Le pape a eu une pensée particulière pour «lo chère Albanie » en prociamant son soutien à ceux qui, dans les Balkans, « cherchent à consolider lo paix et lo démocrotie obtenues bien souvent ou prix de nombreux sacri-

rendre les 12 et 13 avril à Sarajevo. Il a enfin évoqué la prise d'otages à la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima (Pérou), qui dure depuis plus de cent jours. Il a préconisé « le courage du pardon et de la réconciliation » et lancé à propos des otages : « Que leur soit enfin accardée la libération tant sauhoitée! » « Puisse la jaie de la fête de Paques être portagée, a conclu le pape, par tous nos frères dans la foi qui, en diverses parties du mande, sant victimes de controintes au de persécutions. Qu'ils ne se laissent pas prendre par le décourogement, qu'ils ne se sentent pas seuls. »

Au cours de la nuit de Pâques, l'Eglise catholique baptise ses catéchumènes (adultes qui se préparent au baptême). Le pape a tenu à baptiser personnellement deux sœurs albanaises, originaires de Shkodër, arrivées en Italie avec les premiers groupes de réfugiés albanais. Il a également baptisé deux Zairois et d'autres adultes originaires de Chine et de Taïwan.

L'Italie ouvre deux enquêtes après le naufrage du bateau albanais heurte par l'une de ses vedettes

Rome s'apprête à prendre le commandement de la force multinationale

Après l'éperonnage, vendredi 28 mars, d'un ba-teau albanais par une vedette militaire italienne, le président du conseil, Romano Prodi, a promis

que « toute la lumière [sera] faite » sur cette tra-gédie qui a provoqué la mort de plusieurs dizaines de person*n*es. L'accident survient au moment où

Rome s'apprête à prendre le commandement de la force multinationale, et à envoyer un premier

ROME

correspondance Combien étaient-ils ? Cinquante, soixante, quatre-vingts? Combien de femmes et d'enfants sont restés prisonniers dans le Kater-i-Rades, le bateau albanais qui a coulé, dans la soirée du vendredi 28 mars, dans le canal d'Otrante après avoir été heurté par une vedette de la marine italienne? Après les élans de solidarité et l'accueil des milliers de réfugiés sur les quais de ses ports de la mer Adriatique, l'Italie découvre un autre aspect de la tragédie albanaise: la mort à ses portes avec un de ces bateaux débordant de réfugiés qui s'est transformé en sépulture par 850 mètres de fond, au beau milieu de ce bras de mer. « Un massacre de femmes et d'enfants », titrait, dimanche, La Repubblica. Un des trente-quatre rescapés, à son arrivée à Brindisi l'autre soir, n'avait qu'un seul cri à l'intention des Italiens venus le se-

courir: « Criminali I » (criminels). Les versions sont divergentes sur les origines du naufrage, mais le choc a été fort en ces festivités de Pâques. Selon la marine ita-

lienne, le navire albanais a brusquement coupé la route à la corvette Sibilla, qui tentait de s'approcher pour lui intimer l'ordre de s'arrêter. Un comportement «imprévisible et irrespon-sable » du commandant du navire albanais, qui a été d'ailleurs arrêté pour avoir favorisé « l'immigratian clandestine à des fins pécunaires ». Selon le témoignage de rescapés, au contraire, la vedette italienne aurait délibérément heurté le bateau albanais.

Dans les deux cas, c'est la décision du gouvernement de Rome d'effectuer le blocus des ports albanais qui est sur la sellette. Deux enquêtes ont été ouvertes : l'une par les autorités militaires, l'autre par le parquet de Brindisi, qui a placé sous séquestre la vedette ita-

UNE « MISSION NEUTRE » Le président du conseil, Romano

Prodi, en visite, dimanche, dans un camp de réfugiés albanais dans la région de Bologne, a promis que « toute lo lumière » serait faite au plus vite sur cette tragédie. Pour

l'italie, en effet, cet accident est survenu au pire moment puisqu'elle s'apprête à prendre le commandement d'une force multinationale de protection en Albanie. Une opération votée, vendredi soir 28 mars, par le Conseil de sé-curité de l'ONU qui pourrait maintenant se transformer en mission à risque pour les Italiens. Alors que le président albanais, Sali Berisha, demandait d'« établir les responsabilités de cette tragédie tout à fait évitable », le comité de salut des insurgés de Vlora, ville d'où est parti le bateau, déclarait n'accepter « aucune présence militaire étrangère tant que ne seront pas identifiés les responsables de la tra-

Ces réactions ne devraient cependant pas retarder les préparatifs. « J'espère que la missian pourra partir immédiatement », a déclaré Romano Prodi, qui a confirmé que l'Italie est prête depuis le 17 mars. Tout devrait être mis en place rapidement.

Le Parlement, a annoncé le président du Sénat, Nicola Mancino. se réunira, mardi 1º avril, pour

donner son feu vert. Un premier contingent italien pourrait débarquer dès le début de la semaine à Durrës et à Vlora pour préparer l'arrivée des 2 500 soldats qui seront engagés pour une période de trois mois pouvant être prolongée Une première phase prévoit le contrôle des deux ports ainsi que de l'aéroport de Tirana et des lignes de communication du pays. La deuxième phase consistera à protéger l'acheminement de l'aide

Pour l'instant, les militaires ne seront pas chargés de récupérer les armes ni de désarmer les bandes. Ils ne pourront réagir qu'en cas d'attaque. Selon le conseiller diplomatique du ministère de la défense, « la mission devra être absolument neutre ». Il faut éviter que la force multinationale, qui sera dirigée par le général de l'armée de terre. Luciano Forlani, ne soit perque comme une unité engagée aux côtés du président, Sali Berisha, ou du premier ministre, Bashkim Fi-

Salvatore Aloise

Un accord OTAN-Russie pourrait être signé en France ou au Portugal

BONN. Le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a envisagé, samedi 29 mars, la possibilité que l'accord négocié par l'OTAN et Moscou soit conclu les 27 et 29 mai pour la rencontre ministérielle de l'Alliance à Cintra (Portugal), en tout cas avant le sommet de Madrid, les 8 et 9 juillet, qui doit entériner l'élargissement à l'Est. Son homologue russe, Evgueni Primakov, en visite pour deux jours en Allemagne, a déclaré que la Russle « oimeroit signer le document avec l'OTAN avant Madrid ». Il a entretenu le doute sur les dates d'une visite de Boris Eltsine en Allemagne - en principe prévue pour les 17 et 18 avril. De son côté, l'agence Itar-Tass a indiqué que l'accord OTAN-Russie pourrait être signé en mai à Paris lors d'une possible visite de Boris Eltsine en France. Enfin, le Washington Post croit savoir que le président Clinton a choisi de confier au général Wesley Clark le poste de commandant suprême des forces alliées en Europe (le Saceur) en remplacement du général George Joulwan. - (AFP.)

RUSSIE: les foyers russes détiennent entre 20 et 25 milliards de dollars de liquidités « sous le matelas », un véritable « désastre » pour l'économie, selon Pavel Medvedev, expert financier du Parlement cité

par l'agence itar-Tass, vendredi 28 mars. - (AFP.) ■ ALLEMAGNE: les possibilités d'accuell des immigrés ont été épuisées, a estimé Manfred Kanther, le ministre allemand de l'intérieur, dans le quotidien Bild, daté du 30 mars : « Nous n'avons besoin d'une immigration, ni ouiourd'hui, ni dans les onnées à venir », a affirme le ministre, représentant de l'aile droite de la CDU (Union chrérienne démocrate). - (AFP.)

■ ITALIE : l'auteur de l'attentat contre Jean Paul II en 1981, Mehmed Ali Agca, pourrait, après seize années d'incarcération, obtenir la semi-liberté dans les semaines à venir, selon ses avocats. Ancien membre du mouvement turc d'extrême droite les Loups gris, Ali Agca souhaiterait, à terme, purger le reste de sa peine en Turquie. - (AFP) ■ ESPAGNE : les partis nationalistes basques out commémoré, dimanche 30 mars, le Jour de la patrie basque, par des rassemblements, dont l'un, à Pampelune, a été marqué par des incidents entre manifes-tants et policiers ayant fait sept blessés. Près de 30 000 personnes selon les organisateurs, 10 000 selon la police, ont participé à la ma-nifestation de la coalition indépendantiste basque Herri Batasuna (HB, bras politique de l'organisation séparatiste ETA) à Pampelune. - (AFR)

■ Le ministre espagnol des affaires étrangères, Abel Matutes, se remet de façon « satisfaisante » de l'infarctus dont il a été victime samedi 29 mars, a annoncé dimanche le directeur de la clinique Nuestra Senora del Rosario d'Ibiza (lles Baléares), Alberto Torres. M. Maintes se trouve dans un état «stable» et pourrait quitter, lundi, l'unité de soins intensifs. Le ministre, qui passait le week-end dans sa ville natale d'Ibiza, a été hospitalisé dans la nuit de vendredi à samedi.

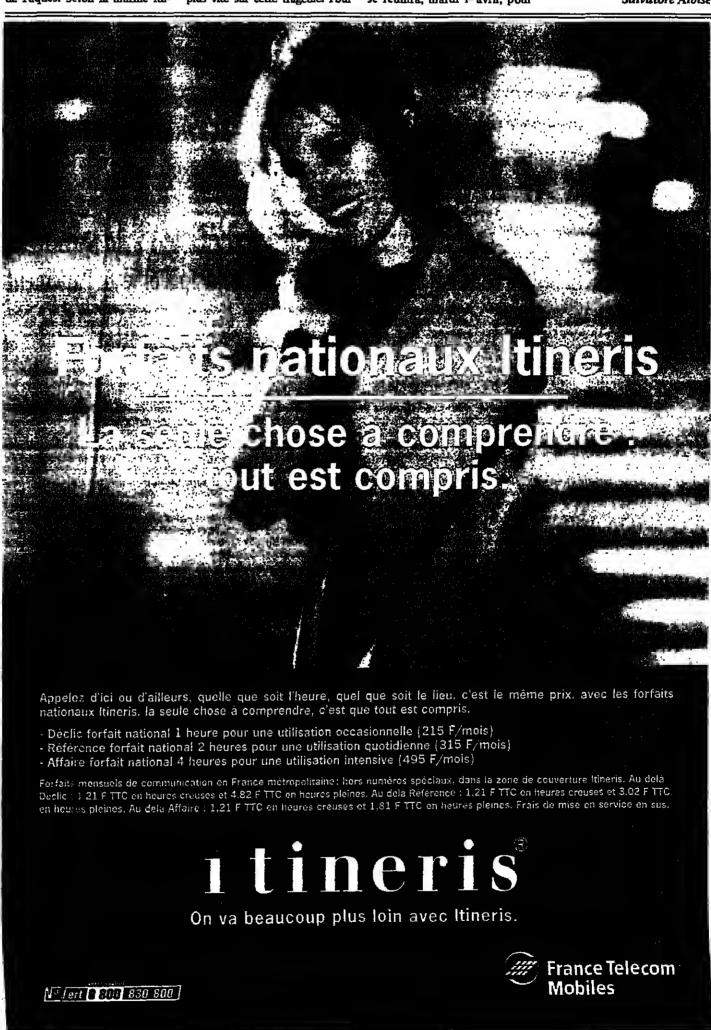
PROCHE-ORIENT

ARABIE SAOUDITE: un avion de ligne libyen transportant des pèlerins s'est posé, vendredi 28 mars, à l'aéroport de Djeddah en violation de l'embargo imposé par l'ONU en 1992. Cet embargo interdit les vois extérieurs de la compagnie aérienne libyenne, en raison du refus de Tripoli de livrer aux Etats-Unis deux de ses ressortissants soupçonnés d'être impliqués dans un attentat contre un avion de la Panam qui a fait 270 morts en 1988 au-dessus de Lockerbie, en Ecosse.

■ GAZA: la liste du Mouvement de la résistance islamique Hamas a remporté les élections de l'association professionnelle des ingénieurs à Gaza. Huit des onze sièges sont revenus au Hamas, les trois autres ayant été remportés par le Fatah de Yasser Arafat. - (AFR)

CAMEROUN: le couvre-seu a été décrété à Bamenda, principale ville de la province du nord-ouest du Cameroun, a-t-on appris dimanche 30 mars. Selon les autorités, des indépendantistes anglophones armés ont attaqué vendredi et samedi des établissements civils et militaires. Ces incidents auraient fait au moins quatre morts,

dont deux officiers. - (AFR) E NIGERIA : le caime est revenu dans la cité pétrolière de Warri, dimanche 30 mars, après les violences qui, la semaine dernière, ont opposé deux communautés rivales, les ljaws et les lisekiris, et ont fair quarre morts, amenant l'imposition du couvre-feu. Les ljaws avalent, entre le 22 et le 27 mars, pris en otage une centaine d'employés nigérians de la Sheil. - (AFP.)



Le climat politique s'alourdit au Cambodge après un attentat meurtrier à Phnom-Penh

Une attaque à la grenade contre une manifestation d'opposition a fait au moins seize morts

deuxième premier ministre, a démenti toute impli-

grenade contre les manifestants du Parti de la na-tion khmère (PNK). Un conseiller de Hun Sen,

PHNOM-PENH de natre envoyé spécial

cent cinquante ont été blessées, dimanche

30 mars, à Phnom-Penh, lors d'une attaque à la

La situation politique au Cambodge a pris une bien mauvaise tournure avec l'attentat à la grenade qui, dimanche 30 mars à Phnom-Penh, aurait fait entre seize et dix-neuf morts et plus de cent cinquante blessés. La plupart des victimes sont des membres du Parti de la nation khmère (PNK) de Sam Rainsy qui manifestalent, près de l'Assemblée nationale, en faveur de l'Indépendance de la justice. Quatre grenades de forte puissance ont été jetées, de façon apparemment coordonnée, contre ce rassemblement de quelque deux cents militants du PNK, qui avait attiré des

Sam Rainsy n'a pas été blessé, mais le garde du corps qui le protégeait, un membre du comité directeur du PNK et un journaliste figurent parmi les morts. Montrant la chemise encore tachée du sang de son garde du corps, le président du PNK a, peu après, réuni des journalistes à son domicile pour dénoncer cette « attaque bien planifiee » et dont l'objectif était de « tuer des gens ». Il s'est déclaré « plus que jomais déterminé à se battre en faveur de la démocratie ». « Naus cantinuerons de défier le PPC », a-t-il ajouté, sans toutefois rejeter explicitement la responsabilité de l'attentat sur le Parti du peuple cambodgien - héritier du régime communiste mis en place sous la protection d'un corps expéditionnaire vietnamien, en 1979, après la chute des Khmers rouges -, qui fait partie de la coalition gouvernementale au pouvoir depuls

Dans la soirée. Hun Sen. deuxième premier ministre et viceprésident du PPC, a déclaré qu'il

térieur d'« examiner la responsabilité des organisateurs de la manifestation tout en procédant à la recherche des suspects ». L'un de ses conseillers a démenti toute implication du PPC dans l'attentat. De son côté, le prince Norodom Ranariddh, premier premier ministre et président du Funcinpec (royaliste), a dénoncé la * barbarie » de l'attaque. Enfin, le roi Norodom Sihanouk, qui se

partie de l'administration et de l'armée. Il réclame la formation du Conseil suprême de la magistrature, prévu par la Constitution de 1993, et a armoncé qu'il ne se présenterait devant un tribunal que si le roi émettait l'avis que la justice actuelle est « indépendante ».

Depuis un an, le gouvernement royal « à deux têtes » est paralysé en raison de la dégradation des rela-

La polarisation de la vie publique autour de mouvements politico-militaires qui se sont fait la guerre dans les années 80 est lourde de menaces pour la campagne électorale qui commence

remet à Pékin d'une opération de la cataracte, a exprimé son « émation » et sa « tristesse ».

Cet attentat est le plus grave depuis la campagne, qui avait fait près de cinquante morts, pour les élections générales organisées par l'ONU en mai 1993.

L'une des taisons de la manifestation de dimanche était l'éventuelle convocation de Sam Rainsy dans le cadre d'une enquête sur l'assassinat, en novembre, d'im beau-frère et garde du corps de Hun Sen. Un membre du comité directeur du PNK est détenu par la police depuis le 14 février à cause de ce meurtre. Il serait passé à des aveux, obtemus, selon Sam Rainsy, sous la menace. Ce dernier dénonce • une police communiste » et « un système judicioire de type communiste, inféodé à un parti politique qui détient l'ensemble des pouvoirs dans le pays », allusion au PPC qui a

conservé le controle d'une bonne

tions entre le prince Ranariddh et Hun Sen. Le premier s'est réconcilié avec Sam Rainsy, ministre des finances qu'il avait limogé en 1994, et leurs partis respectifs, le Funcinpec et le PNK, ont formé le Front uni national (FUN) avec une aile du

PDLB restée fidèle à Son Sann.

La polarisation de la vie publique autour de mouvements politico-militaires qui se sont fait la guerre dans les années 80, n'avait cependant pas été, jusqu'à présent, audelà d'une rhétorique envahissante. Fin mars, une certaine détente s'était même manifestée. Le Funcinpec et le PPC ont fini par s'entendre sur la tenue fin 1998 d'élections générales qui devraient être précédées par des élections locales. Le PPC ne revendique plus la for-

mation d'une commission électorale indépendante. Auparavant, les deux premiers ministres s'étaient entendus sur le rappel du gouverneur (PPC) et du vice-gouverneur

L'un des chefs du PNK est impliqué dans l'affaire du meurtre d'un beau-frère de Hun Sen. (Funcinpec) de la province de Battambang, où les relations entre les deux partis ont été tendues au début de l'année, Enfin, Hun Sen avait tenu, le 26 mars, des propos plus

conciliants à l'égard du prince No-

rodom Sirivudh, un demi-frère du

rol, qui souhaite regagner le Cam-

bodge où ll a été condamné par

contumace, l'an dernier, à dix années de prison à la suite d'une obscure affaire de menace d'attentat visant la personne de Hun Sen. Mais la tragédie de dimanche a rendu l'atmosphère plus électrique, encourageant des numeurs souvent a déjà commencé de facto et les alliances se sont refaites seinn des cli-

infondées. La campagne électorale vages traditionnels, hormis les Khmers rouges affaiblis, divisés et dont les deux camps se disputent La toile de fond est formée, toutefois, par les relations entre le roi,

qui avait abdiqué en 1955 pour gérer lui-même son royaume, et le PPC, qui s'inquiète, malgré les démentis de Sihanouk, de voir ce dernier replonger dans la politique, depuis qu'il a évoqué, avant de gagner Pékin, l'éventualité d'une deuxième abdication. Arrivé seulement en deuxième position derrière le Funcinpec en 1993, le PPC insiste pour que le souverain se cantonne dans la neutralité constitutionnelle d'un monarque qui « règne mais ne gouverne pas ». Pour sa part, Sihanouk a qualifié de « ridicule », le 28 mars, l'éventualité d'une deuxième carrière politique. L'attentat de dimanche est venu rappeler la dure réalité d'une lutte pour le pouvoir. apparemment sans compromis. En tout cas, il augure mal des derniers dix-huit mois de la législature en

Jean-Claude Pomonti

Les Palestiniens ont retrouvé les réflexes de l'Intifada

La police des territoires autonomes a réussi à prévenir une escalade des affrontements lors de la Journée de la terre

BETHLEEM

de notre envoyé spécial Les plus jeunes n'ont pas douze ans. Mais, en dix jours d'affrontements quotidiens avec les forces armées d'Israel, ils ont appris ou réappris les vieux réflexes de l'Intifada. Comment fabriquer une fronde avec un mètre de corde à linge et un morceau de vieux cuir. Comment rouler un baril d'essence vide devant sol pour s'approcher des soldats, à l'abri des rafales de billes de plomb caoutchoutées qu'ils lâchent sporadiquement et qui peuvent tuer à courte distance. Comment protéger son nez derrière un keffich et bourrer ses poches d'oignons en cas d'ingestion trop forte de gaz facrymogènes. Nouveauté, certains jeunes disposent maintenant de masques à gaz achetés dans les surplus israéliens. Le jeu, car c'en est un pour beaucoup de ces gamins, politisés avant l'àge par leurs conditions de vie, consiste à làcher son dérisoire projectile en direction de l'uniforme casqué, posté là-bas au coin de la rue, avant que l'autre ne tire sa rafale. Quelquefois, le jeu est mortel.

DRAPEAUX BRÛLÉS Dimanche 30 mars, à Beit Sahour, ce village majoritairement chrétien qui jouzte Bethléem, on enterrait Abdallah Khalil Salah, tué la veille au cours d'affrontements à Ramallah. Agé de vingt ans, étudiant en ingénierie à l'université de Bir Zeit, Salah a été touché par une balle que les médecins palestiniens affirment réelle. L'armée israélienne dément avoir jamais employé de vrales balles. Enveloppé dans le drapeau quadricolore de Palestine, le premier mort arabe depuis le début des affrontements a été accompagné à sa dernière demeure par une procession d'environ mille personnes, dont de nombreux poli-

L'un d'eux tire une rafale d'honneur vers le clel. Les autres écoutent la procession reprendre le vieux chant nationaliste: « Pur notre àme et par notre sang, nous te libérerons & Palestine » Certains portent des handeroles sur lesquelles on peut lire: « Oui à la paix, nan aux colonies ! Pas de paix sons l'arrêt de la colonisation l > A Gaza, d'autres banderoles, plus radicales, disent à Benyamin Nétanyahou qu'il « creuse sa tombe sur le djebel Abou Gneim » (Har Homa, la nouvelle colonie juive de Jérusalem-Est). Les drapeaux israéliens et américains sont brûlés. On crie que « Clinton est un làche », parce qu'il s'est « identifié à Nétonyohau . Mais la police palestinienne, tirant parfois en l'air, parviendra à dissuader les manifestants de s'ap-

procher des colonies juives autour desquelles sont stationnés les soldats israeliens.

le front nationa.

Dimanche, comme chaque fois qu'elle s'y est préparée, ce ne fut pas l'apocalypse annoncée par l'armée israélienne. Au Caire, où il s'est rendu pour participer à une réunion de la Ligue arabe, Yasser Arafat a évoqué le déploiement de forces exceptionnel, les hélicop-

La Ligue arabe demande le gel des liens avec Israël

Les ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe devalent adopter, hundi 31 mars. une recommandation demandant le gel de la normalisation avec Israël et la fermeture des bureaux de liaison et d'intérêts dans ce pays, a annoncé le secrétaire général adjoint de la Ligue pour les affaires palestiniennes, Said Kamal. Le texte recommande aussi de « cesser de traiter avec ce pays (...) jusqu'à ce qu'il se plie aux principes de la conférence [de paix] de Madrid [de 1991], notomment celui de "la terre contre la paix" », a-t-ll ajouté, en précisant qu'il est prévu « de suspendre la participation arabe aux négociations multilatérales, de continuer le boycottage arabe [des entreprises israéliennes) jusqu'à ce qu'une paix juste et globale soit réalisée dans la région ». L'Egypte et la Jordanie, seuls pays arabes à avoir signé des traités de paix avec israel en 1979 et 1994 respectivement, ne sont pas concernées par la recommanda-

2800

2000

.

Automotive

A774 1

 $\Delta d M = 2$

tères, les chars d'assaut et les escouades de tireurs d'élite autour des buit enclaves palestiniennes autonomes. « Ils encerclent nos villes ! Si ce n'est pas une décloration de guerre, olors qu'est-ce que c'est? », s'est écrié le chef de l'OLP. Le dialogue n'a toujours pas repris, le processus politique reste

« COOPÉRATION MINIMALE »

Mais dans les enclaves autonomes, où ses hommes ont parfois utilisé la matraque pour empêcher les jeunes d'approcher les forces israéliennes, c'est la police palestinienne qui a prévenu l'escalade. Itzhak Mordechaï, le ministre de la défense, l'a reconnu dimanche soir et s'est félicité de cette « coopération minimale » retrouvée. Bien que plusieurs dizaines de manifestants - notamment à Diénine et Bethléem - se soient retrouvés tout au long de la journée dans les hôpitaux, la démonstration de force armée - sept chars d'assant déployés autour de la seule Naplouse - a partiellement atteint son objectif de dissuasion. * Pas d'affrontements ici, le socrifice serait vain I », criait aux manifestants Houssam Khader, un élu de l'Assemblée législative palesti-

Scénario Identique en Israel même, où l'important dispositif de police déployé près des « villes arabes » du Néguev et de Galilée n'a pas eu à entrer en action. Les Palestiniens de l'Etat juif ont tenu leur promesse de manifester sans violence pour la 21 Journée de la terre. Marqué cette fois par une grève générale des neuf cents et quelque mille « Palestiniens d'Israél », cet événement commémore chaque année la mort de six d'entre eux, tués le 30 mars 1976 par la police anti-émeutes, alors qu'ils protestaient contre des

confiscations de terres arabes. Plusieurs dizaines de milliers de personnes à travers le pays ont entendu des discours parfois très durs contre « les expropriations de terre qui continuent », le « statut de citoyen de seconde classe qui naus est réservé », la « judéisation de Jérusalem » et la politique « unnpaix » du gouvernement.

Patrice Claude

Le gouvernement indien en sursis après le retrait de son principal allié au Parlement

cision prise, dimanche 30 mars, par son principal allie de lui retirer son soutien. Le chef du partí du Congrès, Sitaram Kesri, qui avait, il y a dix mois, décidé de « sautenir sans participer : un gouvernement de coalition de treize partis. minoritaire à l'Assemblée nationale, a remis une lettre au président de la République, Shankar Dayal Sharma, l'informant que sa formation cessait d'apporter son soutien parlementaire à M. Gowda. Il a précisé que le Congrès « demandait de former le [prochain]

Dans sa lettre au chef de l'Etat, M. Kesri accuse le premier ministre d'avoir « eu un effet demaralisateur dans le pays ., de n'avoir pas été capable d'y maintenir l'ordre et d'avoir négligé les questions de défense et de sécurité. La récente arrivée au pouvoir dans l'Etat de l'Uttar-Pradesh, le plus peuplé du pays, d'une coa-

reprocbe également au gouvernement de s'être montré incapable de défendre la cause

« ÉPREUVE DE FORCE »

Un porte-parole du Front uni, la coalition de centre-gauche et de gauche au pouvoir, a cependant affirmé que le gouvernement ne démissionnerait pas et que le Front était «prêt n une épreuve de force ». Deve Gowda devrait vraisemblablement faire face à un vote de dé-

Le Congrès devrait s'efforcer de rallier à sa cause certaines des formations composant l'actuelle coalition s'il veut espérer former un gouvernement. S'il n'y arrive pas, les Indiens devraient retourner aux urnes moins d'un an après la consultation d'avril-mai 1996. Conséquence de l'incertitude politique, les cours de

ne pouvaient par ailleurs tomber plus mal alors que les discussions indo-pakistanaises venaient de reprendre à New Delhi entre les secrétaires généraux des ministères des affaires étrangères des deux pays. Les pourparlers entre les deux adversaires du souscontinent « continueront », a cependant affirmé un responsable indien. Les discussions portent avant tout sur l'épineuse question du territoire disputé du Cachemire ou sévit depuis sept ans une insurrection séparatiste musulmane et où deux attentats à la bombe ont fait, samedi, 17 morts. Ces pourparlers devraient être suivis par une rencontre entre ministre des affaires étrangères, le mois prochain, en vue de préparer un sommet au plus haut niveau. - (AFP, Reuter.)

LE GOUVERNEMENT du premier ministre lition incluant la droite nationaliste hindoue, a la Bourse de Bombay ont chuté de 10 %, lundi, indien Deve Gowda est en sursis depuis la dé- joué un rôle dans la décision de M. Kesri, qui durant les trois premiers quarts d'heure de co-

fiance au Parlement dans le courant du mois.

Les menaces de démission du gouvernement

Brazzaville, la « banlieue de Kinshasa », est sur ses gardes

BRAZZAVILLE

de notre envoyé spécial Prets à évacuer les étrangers résidant au Zaire, plus d'un millier de soldats occidentaux campent dans la capitale du Congo, Brazzaville, surnommée « banlieue de Kinshasa ». REPORTAGE_

La moindre anarchie

chez le grand voisin pourrait ébranler le régime congolais

Toute proche, sur la rive gauche du fleuve, la capitale du Zaire, avec ses 3 millions d'habitants, est quatre fois plus peuplee que sa voisine congo-Depuis le 21 mars demier, 300 mi-

litaires français, suivis de 500 Belges et 250 Americains jainsi que d'une dizaine de Britanniques), sont venus etablir leurs quartiers sur l'aéroport Maya-Maya de Brazzaville, où ils commencent à se sentir un peu à l'étroit. Les Etats-Unis ont également annoncé l'arrivée au large des côtes congolaises du Nassau, un bátiment qui peut embarquer 35 hélicoptères et 1 millier de « marines ». Pour le général Edwin Smith, commandant du contingent améri-

cain, il ne s'agit pour le moment que hasa sur * les Français qui viennent d'.. une mission d'évaluation ».

Les forces françaises de l'opération « Pélican », commandées par le général de brigade René Landrin qui a été en poste à Kinshasa de 1988 à 1990 - se sont assurées de pouvoir utiliser toutes les embarcations qui font la navette sur le fleuve, au cas où il faudrait aller chercher quelque 7 800 étrangers au Zaïre, dont 3 000 Belges et 1 200 Français 1900 d'entre eux résidant à Kinshasa). Force est de constater qu'il n'existe guère de coopération entre Américains, Français et Belges. Les contacts pour le moment ne dépassent pas les formalités de bon voisinage. Les Américains ont deià fait savoir qu'ils travaillaient sur leur propre plan d'évacua-

« Nous faisons attention de ne pas trop nous montrer en ville cur tout mouvement trop important pourrait declencher la rumeur d'une intervention imminente », explique un officier français. Il est vrai que tout ce déploiement intrigue. On se souvient que le détachement français était deux fois moins nombreux lors de la précédente évacuation, en 1993, alors qu'il y avait davantage d'étrangers au Zaire. Les rumeurs vont bon train dans les rues de Kinssoutenir Mobutu », mais aussi sur les Américains qui constitueraient la cinquième colonne de la guérilla zaï-

« Nous avons été pris nu dépourvu en 1993, explique l'officier français. Alors, aujaurd'hui, naus naus efforcons de précéder l'événement. • Les Belges, qui gardent un mauvais souvenir de leur opération d'évacuation au Rwanda, en 1994, partagent l'approche française et sont venus en force. Pour beaucoup d'observateurs, ce déploiement est également une façon de transmettre un message fort aux extrémistes du régime zairois qui seraient tentés de commettre un coup d'Etat ou de semer le chaos dans la capitale.

Z DÉGONFLEMENT »

Toutefois, après une mise en place rapide au moment où la tension montait à Kinshasa, les états-majors admettent qu'il y a eu, depuis, « dégontlement ., avec le retour du maréchal Mobutu dans son pays et le sommet de l'OUA, à Lomé, où autorités zairoises et forces rebelles ont été sommées de se parler. Ce relatif apaisement pourrait durer sl les Americains se décident à faire pression sur la guérilla en vue d'un cessez-le-feu et si le président Mobutu ne s'obstine pas à essayer de retourner la situation en sa faveur pour s'actrocher au pouvoir. Brazzaville suit attentivement ce

qui se passe de l'autre côté du fleuve, car la moindre anarchie chez le grand voisin se répercute au Congo. Il suffit que 10 % seulement des Kinois traversent le fleuve afin de se mettre à l'abri pour que Brazzaville doive faire face à un afflux de chômeurs prêts à trouver un travail à n'importe quel salaire, à une aggravation de la délinquance et, surtout, à une flambée des prix sur les marchés, comme fors des émeutes et des pillages à Kinshasa, en 1993. Une telle éventualité risquerait d'ébranler le régime congolais, encore fragilisé par les troubles ethniques de 1994, marqués par l'apparition de mílices. Un diplomate européen ajoute que, dans les cercles dirigeants congolais, certains souhaitent que les soldats étrangers

restent jusqu'aux élections présidentielles de juillet prochain. Les affrontements de 1994 avaient éclaté après un scrutin contesté. « Ceux qui unt laissé l'incendie s'étendre cherchent maintenant à jouer nux pompiers, ironise un fonctionnaire congolais, alars qu'ils auraient pu mettre fin au conflit des le

- à la présence stabilisatrice -

début en envoyant leurs soldais dans l'Est du Zaire en décembre. » En attendant de servir à une éventuelle « manœuvre de Blancs », les barges poursuivent leur navette sur le fleuve, transportant à chaque voyage des dizaines de handicapés qui se sont lancés dans l'import-export entre Kinshasa et Brazzaville. profitant d'une loi qui les autorise à payer deux fois moins de taxes. Un trafic juteux pour certains, qui ont transformé, avec des morceaux de tôle soudée, leur trkycle d'infirme pour en faire un « vélo-camian », qui, chargé, doit être accompagné par trois ou quatre « pousseurs ».

Sur le dernier bateau qui rentre à Kinshasa avant la nuit, une commerçante, estropiée elle aussi, revient avec quelques kilos de riz et de lait en poudre achetés à Brazzaville, après avoir revendu « des miroirs et des brosses à dents » importés du Zaīre. Veuve avec trois enfants à charge, elle o'a rien à dire sur la politique zairoise. Pour elle, « le changement riendra si Dieu le veut ». Elle n'envisage pas de se réfugier à Brazzaville, en cas de violences à Kinshasa. Elle a échappé aux pillages de 1993, parce qu'il n'y a « rien à prendre » dans sa maison.

Jean Hélène

FRANCE

● LA MANIFESTATION organisée par

les associations antiracistes et anti-

fascistes a rassemblé, samedi, dans la

capitale alsacienne, de 32 000 à

34 000 personnes seion la préfecture

Le Front national cherche à se donner une image légaliste

Le parti d'extrême droite, dont le dixième congrès devait s'achever lundi 31 mars à Strasbourg, a tenté de présenter

THE PERSON !

To agree the co

3. O. C. 447.65

La Ligian de Lin

mais in contraire tout à espérer. A ceny-là, de toute race, de toute religion, de toute couleur, de toute opinion, le dis, comme le disait le pape Jean Paul II: N'ayez pas peur! Car les dangers ne se trouvent pas du côté du Front national, ils se trouvent en face de lui.

1...) Nous sommes un grand mouvement national, populaire, humaniste, œuvrant par le dévouement et même, s'il le fallait, par le sacritice, pour qu'il y ait sur notre terre, et singulièrement la nôtre, un peu moins de peines pour les hommes, un peu moins de dangers, un peu moins de risques et une plus grande espérance de bombeur » (29 mars). » Le Front national, maigré une

houre, M. Le Pen avait déclaré :

dans quelques jours, pour dire à la

EXTRÊME DROITE Le dixieme congrès du Front national devait

s'achever, lundi 31 mars, à Stras-

bourg, au terme du discours final

prononce par Jean-Marie Le Pen, réé-

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

menace. Leur président Jean Marie

Le Pen avait écrit au préfet et au

president du tribunal. Leur secré-

taire genéral, Bruno Golloisch,

s'était, lui, adresse au maire socia-

liste de Strasbourg, Catherioe

Trautmann, ils demandaient qu'on

interdise la manifestation prévue

samedi 29 mars contre l'organisa-

tion de leur dixième congrès dans

la capitale alsacienne. Que l'on ar-

rete de façon préventive les « cas-

seurs - qu'ils designaient, par anti-

cipation, comme étant des

membres de Ras l'front ou des

rouges allemands. Et, à l'ouverture

de leur congrès, leur délégué géné-

ral, Bruno Mégret, avait ironisé, en

remerciant « le maire de Strasbourg,

les membres de la classe politique, les

nationalistes ».

ils avaient prévenu. Ils avaient

peuple de se rallier à nous. Le chefaire croire. lls n'ont rien à min est sans doute encore ardu qui doit nous conduire à la victoire (...). craindre du » Le système politicien, corrom-Front national, pu et incapable de gouverner efficacement la France, consacre

toutes ses forces à lutter contre le Front national, soit pour son compte propre et la défense des privilèges et des prébendes dont jouissent ses affidés, soit en exécution d'engagements idéologiques à des contrats secrets. (_) Il y a chez nous des citoyens sans droits ou à droits limités, une caste de sous-citoyens, de parias, qui rappellent les pestiférés du Moyen-Age ou les juifs de l'Allemagne nazie. Le Front national est le mouvement des exclus qui demandent justice. C'est parce que la France n'est plus chez elle en France qu'il faut assurer son retour > (30 mars).

dévouement de ses militants, a en-

combat résolu bien qu'apparemment désespéré. Dieu merci, les

forces de vie ont répondu à notre

appel. Contre le courant qui sem-

blait irrésistible, la force nationale

a commencé de se rassembler et le

dizaines de milliers de personnes qui, venant en bus, par le train ou en voiture, ont mootré, la veille, leur opposition au Front national en défilant dans les rues strasbourgeoises. Ils se sont, eo revanche, repus des incidents qui ont éclaté plusieurs heures après la dispersion du ans n'a jamais rien fait d'autre que cortège. L'occasion était trop belle de clamer que « l'ardre » et le « resrit M. Gollnisch, tandis que M. Mépect de la démocratie » étaient du coté du Front oational. Trop belle pour se faire une respectabilité et Chaque orateur y est allé de sa SUDVETSIS ».

PROJET DE RÉFORME

lu président du parti d'extrême

droite par les 2 200 congressistes.

Pendant trois jours, les dirigeants du

mouvement ont tenté de se donner

une image respectable et rassurante.

trotskistes, casseurs et autres » car,

« grace à eux, la vérité va apparaître,

on va voir de façon évidente au est la

violence, qui met en cause les libertés

fandamentales, où est le danger pour

Aussi, dimanche 30 mars, les le-

pénistes ont quasiment ignoré les

la démocratie ».

jouer les victimes.

M. Le Pen veut créer sa propre « internationale »

Le congrès du Front national à Strasbourg a donné l'occasion à

lean-Marie Le Pen, dimanche 30 mars, de recevoir une douzaine de

délégations étrangères. Parmi elles, Il y avait des représentants de

groupuscules extrémistes européens antisémites et révisionnistes. En

les accueillant, le chef du FN, qui milite pour une « Europe des nations

et des patries », a déclaré qu'il sonhaitait prolonger cette rencontre.

Soit par « une politique de coopération », soit en créant une structure

qui s'appellerait « Euronot ». Il envisage d'organiser un congrès, à Pa-

ris, après les législatives de 1998 pour rassembler ces « nationaux et

M. Le Pen, qui n'ignore pas « les divergences » et les conflits d'ambi-

tion territoriale existant entre ses invités, leur a demandé d'oublier

leurs « querelles de fomille ». L'ancien Waffeo-SS allemand Franz

Schönbuber, absent du congrès, a adressé un message affirmant que

« N'ayez pas peur!»

Avant de clore le congrès du Front absence de moyens médiatiques

« le voudrais que vous repartiez, gagé contre les forces de mort un

national, lundi 31 mars, à Stras- presque totale, en s'appuyant sur le

les ldées du FN « volent de mairie en mairie jusqu'à l'Elysée ».

France et aux

Ftançais que,

contrairement

à ce qu'on es-

sale de leur

Ces deux premières journées out été employées à se composer in nouveau visage. A rassurer à travers les discours. Mais aussi à travers les textes adoptés par les congressistes. Au centre d'une polémique sur son éventuelle interdiction, le parti d'extrême droite contre-attaque, en affirmant qu'il est « un parti démocrate et républicain ». Mieux, il change ses statuts et tout particulièrement son objet. Les congressistes ont ainsi adopté de nouveaux statuts dans lesquels il est dit que « le Front national est une formation politique oul concourt à l'expression du suffroge dans le

formule. Le président du parti d'extrême droite le premier. Pour M. Le Pen, réélu à la tête de son mouvemeot, le rassemblement de la drolte, le samedi matin, n'était qu'« une cogode » (un « merdier ». en provençal). La manifestation de la gauche « affichait clairement ce qu'elle était : une atteinte, une attaque en règle contre la démocratie, le suffrage universel ». A l'en croire, « jamais depuis vingt-cinq ans les militants du Front national n'ont cantre-manifesté ou que ce soit ». « Le Front national depuis vingt-and se présenter aux élections », renchégret voit « d'un côté, un grand parti politique respectueux des institutions (_), de l'autre, une classe politique dons la rue appuyée par des gens

> cadre des institutions de la République et du pluralisme démocratique ». On y lit également que « le Front national est favorable ou gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ».

Sachant qu'il serait attendu sur sa proposition de loi (le Front oational parle de projet de loi pour mieux afficher, sans doute, son ambition gouvemementale) concernant la réforme de la Constitution, M. Mégret a présenté un texte dont il a assuré qu'il prenait « totalement en compte l'orchitecture du pouvoir de la 4 République ». Autrement

dit, une V' bis qui se veut, à ses yeux, rassurante. « La VF République viendra du changement de régime qui accompagnera ce changement de Constitution », explique-t-il. Le texte soumis aux congressistes prévoit le retour à la supériorité du droit français sur le droit européen, ce qui remet en cause le traité de Maastricht ainsi que toutes les conventions internationales que la France a ratifiées jusqu'à présent. Il précise cependant, dans un autre article, que « la République peut participer à une ou plusieurs organisations de nations européennes

un visage respectable en revendiquant le rôle de victime. Unique candidat, M. Le Pen a été réélu président constituées d'Etats souverains aui oni choisi librement, en vertu des traités qui les ont instituées, d'exercer en commun certaines de leurs compé-

la nuit. TOUS LES PARTIS DE

GAUCHE étaient représentés dans le

cortège. Une centaine d'élus de

droite se sont rassembles, samedi

matin, devant le Conseil de l'Europe.

Le texte dispose que l'Assemblée nationale est maître de son ordre du jour une fois par semaine. Il prévoit aussi l'institution de la préférence nationale, autrement dit une distinction entre les habitants, dans l'emploi, dans l'attribution des aides sociales, etc. Sont également prévus l'élargissemeot du champ référendaire et l'introduction du référendum d'initiative populaire. Ce dernier n'est cependant envisagé que dans des domaines précis. Les lepénistes ne considèrent pas, en effet, qu'un référendum d'initiative populaire puisse « réformer la Constitution, conduire à mettre en cause la défense. l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité du terri-

Tout démocrate et républicain qu'il se prétend être, le parti d'extrème droite se hâterait de limiter. s'il arrivait aux affaires, les pouvoirs de sa bête noire : le Conseil constitutionnel, notamment son champ d'interprétation. Ainsi, celui-ci ne pourrait plus se référer tant au préambule de 1946 qu'à celui de 1958 pour interpréter le droit. Enfin, les lepénistes supprimeraient toute référence à l'Union européenne et « annexeraient » purement et simplement les territoires

Christiane Chombeau



du Bas-Rhin, 80 000 d'après les orga-

nisateurs, entre 50 000 et 60 000

pour Catherine Trautmann, maire

(PS) de la ville. Elle a donné lieu à des

incidents limités mais violents dans

M. Mégret étend son influence au comité central

M. Gollnisch dément toute rivalité avec le délégué général

STRASBOURG de notre envoyée spéciale

lean-Marie Le Pen est victime d'un blocage. Des qu'on lui parle de sa succession à la tête du Front national, il ne sait même plus compter jusqu'à deux. « Un numéro deux, cela se calcule à quai? », peste-t-il. Inutile d'évoquer le score de son délègué général, Bruno Mégret, à l'élection au comité central, dimanche 30 mars. Inutile aussi de pointer le fait que parmi les six nouveaux élus sur les cent que compte cette instance (Daniel Simonpieri, maire de Marignane, Jean-François Galvaire, conseiller régional de Pohou-Charentes, Yves Dupont, chargé des actioos catégorielles, Stéphane Durbec, conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), Serge Laroze, conseiller régional de Midi-Pyrénées, et Philippe Adam, membre du consell national), cinq au moins gravitent dans la sphère mégretiste.

Pourtant, ces faits révèleot une influeoce croissante du délégué général sur l'appareil du parti. Bénéficiant, entre autre, des retombées de sa victoire par procuration conjugale à Vitrolles, celui que le président du Front national appelle « le maire corsort » arrive en tête, et de loin, sur la liste des élus. Trois cent dix-neuf voix le séparent de son dauphin, qui est également un proche : Jean-Yves Le Gallou, président du groupe FN de la région lle-de-France. Et trois cent soixante du troisième, le secrétaire général Bruno Gollnisch, porte-drapeau des catholiques traditionalistes et des anti-mégretistes. M. Mégret voit aussi des proches comme Yvan Blot, secrétaire départemental du Bas-Rhin, Damien Bariller, conseiller régional de la PACA, ou Philippe Colombani, soo délégué national à la formation, réélus et bien réélus.

MAINTENIR L'UNITÉ »

« Vous me propuisez en rival de Mégret, ce que je ne suis pas, protestait, dimanche soir, M. Gollnisch. Ma seule ambition est de construire quelque chose de stable qui existera après lui et après moi. » Il feignait de mootrer qu'il était au-dessus des guerelles et, en élève appliqué, faisait siennes les consignes d'unité données quelques instants plus tôt par le chef de l'extrême droite française. « Nous devrons être dans l'avenir, et surtout au cours de cette année dangereuse, particulièrement vigilants, particulièrement résolus à maintenir intacte et sans faille l'unité qui nous est nécessaire », avait en effet recommandé M. Le Pen en conclusion de soo rapport moral.

Ce souci d'unité a été poussé jusqu'à ne pas publier les scores des élus. Une telle mesure n'avait pas été prise dans les congrès précédents. Contrairement à l'habitude et à ce qui était prévu, M. Le Pen a décidé de ne pas pro-

poser tout de suite au comité central les membres qu'il nomme lui-même au bureau politique. Il devrait donc, dans les semaines à venir, choisir les vingt personnes que les statuts lui permettent de nommer auprès des cent élus au comité ceotral, puis, formet son bureau politique. Un « BP » élargi mais qui, s'il se conforme à la présentation de son rapport moral, ne devrait pas subir beaucoup de changement. « Il n'y a pas d'autre programme que de continuer la marche que nous avons entamée il y a déjà longtemps, avec la même équipe un peu élargie, car il ne faut pas changer une équipe qui gagne mais la renforcer et la dynamiser », a-t-il déclaré avant de « redire » sa « confiance aux membres du bureau politique sortant », dont il espérait « la brillante réélection ».

Samedi soir, M. Le Gallou, le secrétaire national aux élus, ironisait : « Il faut que nos adversaires choisissent leur stratégie : soit qu'ils misent sur nos divisions, soit qu'ils organisent des manifestations contre nous » Lui et beaucoup d'autres congressistes clamaient que les manifestations organisées contre le coogrès de Strasbourg avaient fait retrouver au parti sa cohésion. Il semble, à voir l'émoi provoqué par le résultat des élections au comité central, que ce-

Ch. Ch.

Un expert est désigné dans l'affaire du

« Roman d'un président »

Le vice-président du tribunal de grande Instance de Paris, Jean-Jacques Gomez, a estimé qu'il n'y avait pas lieu à référé dans l'affaire opposant Jean-Marie Le Pen aux auteurs du Roman d'un président. Dans son jugement, readu vendredi 28 mars, M. Gomez a précisé qu'un expert devra examiner l'enregistrement de l'entretien de M. Le Pen avec les journalistes Nicolas Domenach et Maurice Szafran, pour savoir si les propos tenus sur cette cassette par le président du FN sout conformes à ceux reproduits dans le livre. M. Le Pen affirme notamment n'avoir jamais dit que M. Chirac est l'e otage d'un complet juif ». Ce jugement défavorable devrait conduire M. Le Pen à engager des poursuites devant le juge du fond.

A Strasbourg: « Occupe-toi du FN, sinon il s'occupera de toi » STRASBOURG de nos envoyés spéciaux Qu'importent le service d'ordre,

le carré de tête et les banderoles mal faites! Les petits papiers circulent, pas plus grands qu'un ticket de bus: « Utopistes, debout ! », « Le racisme, c'est du poison ». Un enfant arbore fièrement sa pancarte: « Une seule race, la race humaine ». Mohammed, un Toulonnais de dixsept ans, se promène avec deux colts en plastique qui « ne tuent qu'une seule personne : jeun-Morie Le Pen ». Un vieil homme a avec hi un tabouret pliable qu'il porte sur son dos. Les lycéens, les étudiants, les « moins de vingt-cinq ans » forment peut-être plus de la moitié des manifestants. Les gens se parlent, ne se connaissent pas, ne refusent aucun tract, aucun autocollant. Certains échangent des adresses, des téléphones, de Toulon, de Lyon, de Vitrolles, de Paris. Il y a les mélanges et l'efferves-

en ce début d'après-midi. La France est là, sur cette place de l'Etoile qui, à Strasbourg, est un parking sans charme. Elle est là, joyeuse et en colère, le sentiment d'avoir trop longtemps attendu, laissé dire, laissé faire. Marianne a les seins mus sur une banderole, le bonnet phrygien et le corps prisonnier de « Toulon, Vitrolles, Marignane, Orange ». Marianne vomit tout ce qu'elle peut, le visage dicéré. De sa bouche sortent les lettles FN et de petites

croix gammées.

Il fant qu'ils achent, les électeurs du Front national, il faut leur montrer. « On est thus victimes de la crise, ca suffit de vouloir faire peur en vo-tant fasciste . disent les manifestants. Les politiques ont failli, mais tout le monde s'est endonni. « Occape-toi du FN, sinon, il s'occupera de toi », prévient une affiche.

cence, la musique et l'impatience Les bidons métalliques martèlent ce que tout le monde a dans le ventre. Les musiciens tapent de plus eo plus fort, et les bourrasques du printemps font voler les tracts, les confettie

> « On est tous victimes de la crise, ça suffit de vouloir faire peur en votant fasciste »

Personne ne respecte l'ordre, on double le collectif Justice et Libertés censé ouvrir le défilé. Et, tout à coup, plus personne ne parle, oe se Les Tambours du Bronz grondent mains autour de la bouche, on crie dans la rue loù s'engage le corrège. dans le vent, vers l'autre côté de la sique », plaisante t-elle.

ville. On crie, par dizaines de milliers, encore plus fort, et loogtemps: «Le Pen, la jeunesse t'emmerde! »

Trois garçoos soot déguisés en « hirondelles », les policiers français des années 40. « Tous, on naît, on espère. Tous différents, tous égaux », clame une affiche. Des lycéens courent sur les trottoirs en riant de leur formule : «Le Pen, serre les fesses, on arrive à toute vitesse | »

Aurore, dix-huit ans, se surprend à hurier : « Yoyo ! », en apercevant Lionel Jospin. « Je ne lui en veux pas. précise-t-elle. Moi, de toute façon, je crois que, dans vingt ans, le chômage ne sera pas résorbé. Il va falloir vivre outrement, avec moins de moyens. Je me vois bien me démerder pour gagner suffisamment ma vie et accueillir chez moi deux personnes dans la regarde. Oo crie en ouvrant les deche. Ce serait ca, la nouvelle vie : on se marrera, on fera de la mu-

Derrière, Fahim et Samuel, vingtsix et vingt-deux ans, racontent que lutter contre Le Pen commence par se forcer soi-même à connaître son voisin de paliet « C'est ce qui nous est arrivé. Aujourd'hui, on est là tous les deux, mais, il y a deux ans, on ne se parlait pas, on ne se croisait même pas dans l'escalier. » Fahim veut installer des tables dans la rue en bas des immeubles et «faire des banquets ». « Depuis des années, ce monde fait remonter en nous les sentiments les plus bas. On nous demande de consommer, tout est devenu marchandise: les hommes, les idées, tout. Mes parents, ils ont un travail intéressant, ils sont chercheurs : le soir, ils sont comme tout le monde, ils se mettent devant la télé. regardent Arte, îl n'y o plus de vie, ça nous capture. Comment veux-tu t'occuper d'une cité quand il n'y a que des voitures qui passent ? »

Lire la suite page 6

de la solidarité!»

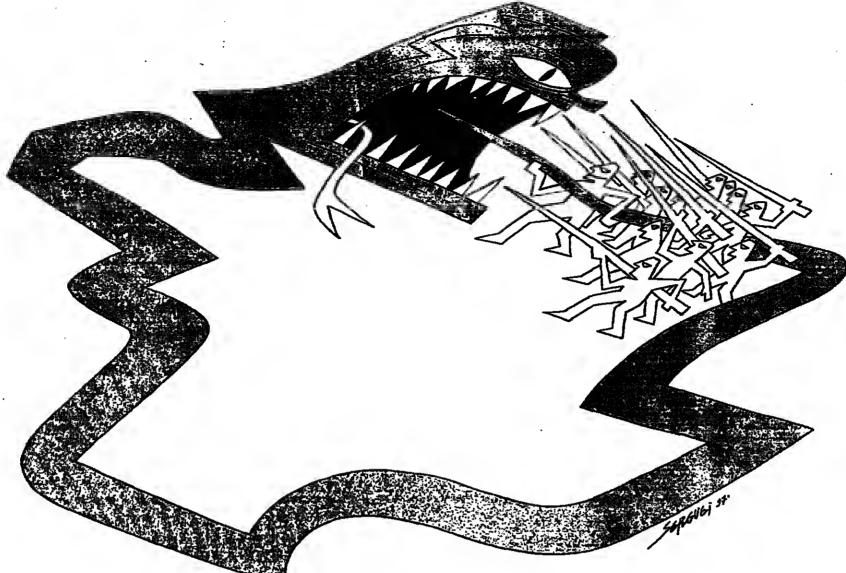
ciens se parlent, se rassureot. « Il y en a toujours qui diront : "Il fallait réagir hier" ou "Attendons demain I ' L'essentiel, c'est d'être là, tu sais », dit l'un. Son compagnoo semble penser à ses concitoyens en soupirant : « On n'est pas au bout de nos surprises. » Le camion-podium de Ras l'Front réunit énormément de jeunes qui dansent tout en criant, avec une émation qui grandit : « C'est pas les beurs, les blacks, les juifs qui sont de trop. C'est Le Pen et les fachos I » Estèle, dix-buit ans, étudiante en lettres à Lyon, parie sur le fait que « lo manifestation va faire réfléchir les électeurs du Front national ». Elle en connaît dans son entaurage: « Ils se sentent seuls. Regardez cette ambiance! Le mec FN, ça va peut-être lui faire envie? Si on recommence souvent, il va voir que la solidarité, elle est de notre cô-

« On organise des réunions le soir avec les vieux et les gamins. Les vieux, ils sont méfiants, ils veulent pas, alors on vient les chercher. Après, ils sont tout contents »

Mohammed, Fares, Nabil et Akim, étudiants de vingt ans, eux. ont créé leur association à Vaulxen-Velin. Elle s'appelle « Yapakapari ». Les voici hurlant : « Nique Le Pen ! A bas le Pen ! T'es joutu ! » Ils portent à eux quatre une banderole intitulée: « Pasquo, Cresson, Debré, on vous enimerde, nous sommes tous des étrangers! » et disent qu' « Il faut aller partout, faut rester dans lo rue, dons les cages d'escalier ». A Vaulx-en-Velin, ils ont monté Yapakapari pour changer l'image des « petits » auprès des personnes agées: « On organise des réunions le soir avec les vieux et les gamins. Les vieux, ils sont méfiants, ils veulent pos, alors on rient les chercher. Après, ils sont tout contents. » Ils ont mis des services en place: les « petits » vont faire les caurses des « vieux », certains les aident à faire la cuisine le soir. « Ca marche hyper bien. Les vieux. v'en a certains, ils nous aiment tellement qu'ils nous ont aides quand on a recueilli de l'argent pour aller à Boston. Parce que, vous le croirez pas, mais on a emmené les ieunes à BOSTON! Le délire! » Ils parient tout en s'interrompant paur crier Le Pen, enculé! --, comme s'il fallait touiaurs continuer. - On est heureux, mansieur! 🕶

On a perdu Lionel Jospin. On le croyait devant. En réalité, le revaici en milieu de cortège, en campagnie de Robert Hue et de Dominique Voynet. Sur le canal, un groupe de Marseillais a investi les echaftaudages de ravalement d'une maisan à colombages. Ils ont déroulé des affiches dénonçant « l'absence de liberté récue de mille el une façous » et crient : « Socialos, collabos? » quand le dirigeant du PS passe pres d'eux. Dominique Voynet sourit, un peu crispée. Robert Hue ne sourit pas. Lianel Jospin regarde droit devant. « Char-





Catherine Trautmann veut que les citoyens reprennent « goût au débat politique »

STRASBOURG

de notre correspondont régional tout bouge pour que rien ne . Il y a un moment où il fout marquer lo limite o ne pas fronchir, alars j'oi décidé d'y oller. » Cette phrase illustre la détermination de Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg, à combattre lean-Marie Le Pen et son mouvement. Lorsqu'elle apprend que le Front national a décidé de tenir son congrès annuel pendant le weekend pascal à Strasbourg, elle accepte le défi. « Interdire lo réunion de l'extrême droite dons mo ville aurait déplocé sur le plan de la loi lo question politique », explique-t-elle.

Parce que M. Le Pen met en danger la «cohésion sociole» et la en droit, est la parce qu'il est ef-* paix civile *, parce qu'il croit vefrayé de voir qu'en Alsace, dans les nir en «terre conquise» défier un maire anti-FN et troubler « le mesvillages sans immigrés ni chômage, on ait pu voter Front national jussoge d'espoir et de solut de Paques ., le premier magistrat de qu'à 35 %, voire 45 %, au premier tour de la présidentielle, il y a deux Strabourg «en oppelle aux clans. « Il faut absolument rehabiliter tovens ». M= Trautmann suscite un interdit sur le vote Front national, débats et confrontations, favorise ne pas le laisser se banaliser, sinon la créatian d'associations et de colla région vo tomber. Le Pen. c'est pas lectifs antiracistes, prend langue possible, je peux pas. Moi, c'est le avec l'UDF et le RPR. En février, le seul combat que je mênerai. » Dercansell municipal -tautes tenrière, lérôme, trente-trois ans, andances confondues - vote une mocien chef de rayon de supermarché, aujourd'hui instituteur, tient

ters de droite, de gauche, chorters

de cons! », crient les Marseillais. « Le Pen ne sero pas l'arbre qui

cache la foret i », insistent-ils. Une banderole traverse la rue et pose la

question que suggérait Lampedu-sa: dans Le Guépard « Faut-il que

change? ». « Qu'est-ce que ça veut

dire? ., se demandent à intervalles

reguliers les manifestants. « Enfin !

Avjourd'hui, ça bouge ; demain,

rien ne change !, explique, énervée,

une femme du groupe. Les poli-

tiques récupérent toujours tout en

surface, et rien ne chonge ou fond.

Décembre 1995, ça bouge, c'est dur, et on se démobilise parce que les

gens ne sant pas des militants pro-

fessionneis. Il faudroit ne faire que

ça. Les permonents des syndicats,

eux, ils sont payés, et ils ont cassé le

la banderale d'Alerte Orange, le

mauvement de résistance au maire

Frant national de cette ville.

Jacques Bompard. « Ils détruisent

tout dans la ville, ils sont déma-

gagues, se contredisent du jour au

lendemain. Ils se donnent un air res-

pectacle : en réalité, ils créent les

comilits, ne respectent rien, surtout

pas les gens. Ils incitent à la déla-

tion. Ils sont immondes », résume-t-

« Il faut absolument

interdit sur le vote

Front national »

hop là I »

réhabiliter un

Dans le texte commun, la majorité socialiste accepte de faire référence à l'engagement de Jacques Chirac contre l'extrême droite. Le pacte républicain est appliqué.

Lorsque Justice et libertés la sollicite pour organiser une manifestation populaire, elle appule l'idée sans réserve. Elle a pourtant connu, sur ce terrain, deux cuisants échecs dans le passé. A la fin de 1992, quand elle a appelé à une mobilisation contre la réunioo électorale de M. Le Pen pendant la campagne législative, elle n'a réuni que cinq cents personnes. En 1995, à trois mais des élections municipales, quand elle veut renoulever l'opération pour l'élection présidentielle, elle ne rassemble que mille personnes. Cette fais, elle prend à nouvean le risque car «il ne faut jamois renoncer à ses convictions fondamentales ». Surtout pas pour des préoccupations

électoralistes. L'opération prend farme. La nécessité de « foire parler les gens du Front national, pour qu'ils n'aient plus peur de discuter de ses provocations et de ses thèses racistes ». l'in-

Pour casser le « monopole » du FN, les « citayens doivent reprendre gout au débot politique duquel lis se sentent exclus ». Le maire n'est pas peu fier de la remarque d'un de ses administrés: « Je suis heureux de voir o nouveou la parole circuler

LE « PARADOXE » ALSACIEN

entre les Strasbourgeois. »

Mais la droite alsacienne lâche le maire, en annonçant qu'elle ne participera pas au cortège du 29 mars. Pour l'ancieu secrétaire d'Etat, elle n'a « ni vision ni strutégie commune », alors « elle confond le porti » que pourrait tirer une personnalité socialiste d'une mobilisation réussie et l'« objet » de l'opération, la lutte contre l'extrème droite. Pour trouver un terrain d'entente, M= Trautmann décide de se retirer du carré de tête. où elle aurait dû être placée en sa qualité de maire. En vain.

Du coup, elle n'a jamais été aussi sévère à l'encontre de ses adversaires républicains. « Dans cette région, on a peur du débat politique, affirme-t-elle, et on se coche régulièrement derrière l'identité cultu-

relle pour éviter les questions delicates. » Enfonçant le clou, elle explique qu'il faudra blen discuter du « parodoxe » qui consiste pour les Alsaciens à voter à 65 % en faveur du traité de Maastricht en 1992 et à 25 % pour l'anti-européen Le Pen à la présidentielle de 1995. « C'est vral, admet-elle, j'ai décidé de mettre les pieds dans le plat. .

Mais le maire de Strasbourg préfère, pour l'heure, revenir à « sa » manifestation, « joyeuse et bon en-fant », même si la fierté et le bonheur qu'elle lui procure ont été entachés par les provocations des casseurs. « Certes, co o morché, mais on n'est pas quitte pour outant, dit-elle, prudente, car le combat ne fait que commencer. » M= Trautmann est persuadée que « le mouvement populaire a été compris » et qu'« il va se poursuivre ». « Les citoyens doivent reprendre gout au débat et à lo politique », réaffirmet-elle. Pour que, ajoute-t-elle, « les différences, sinon les désoccords, nourrissent la démocratie, à condition que subsiste le pacte républi-

Marcel Scotto

La gauche partout et en même temps nulle part

STRASBOURG de notre envoyée spéciale

La gauche? Où est la gauche? Le mot n'est pas écrit sur les banderoles. Dans les rues de Strasbourg. samedi 29 mars, la gauche est partout, et en même temps nulle part. On repère bien sûr la * ligne » des respansables polltiques - Liaoel Jaspin, Rabert Hue, Daminique Voynet, Jean-Michel Baylet, Alain Krivine - grace aux caméras de télévisian. On sait aussi que la gauche est contre le Front national. Mais la foule qui défile dans la capitale alsacienne n'est qu'un pâle reflet ~ peut-être à cause de son jeune âge de la gauche militante telle qu'an l'a vue défiler depuis de longues an-

Car les associations, elles, sont là.

. Front national, front antiso-Première évidence : les arganisa cial », suggère une banderole. Un tions syndicales ne sont pas là. Un couple d'Alsaciens regarde le défilé petit cortège de la CGT, mais sans aucun dirigeant national; un ballan passer, sur le trattair, réjaui : de la FSU, une bannière « CFDT en C'est ça qui est bien, les gens sont lutte ., mais de faibles bataillons. différents. » Un Strasbourgeais a fait sa pancarte : « C'était vraiment SUO est absent, camme les autres. pas "Le Pen" de venir, une fois donc, Les seuls à mobiliser sont les syndicats étudiants et lycéens, en particulier l'UNEF-ID et la FIDL, qui, toutes deux venues dans le train de SOS-Racisme, oot réuni un gros

Partout, dans le défilé, on vend pour 10 francs une petite résistance électrique en céramique, une resistance pour les libertés, l'égalité et les solidarités . Les Anglais de la Ligue antinazis sont là, le syndi-Samedi, les collectifs de Ras l'Front cat allemand DGB aussi. Un char l'organisation antifasciste née au de Na Pasaran! appelle à boycotdébut des années 90 - font un molter Air France, . Air Flic ., autre alheur. Plus jeunes, plus gais, les lusion aux charters. rangs du Manifeste contre le Front

national et de SOS-Racisme, où est colore. Troisième pilier de cette venu s'abriter Patrick Bruel, font aussi le plein. La petite main jaune des « potes » camme le triangle rouge de Ras l'front ne rebutent personne. On les colle taus les deux. ensemble, sur le jean, un sur chaque

« LES POLITIQUES DERRIÈRE » A côté, le cortège des jeunesses communistes fait pitié. Le parti ne mobilise plus. Privé de ses satellites d'hier, camme le Mauvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), qui a pris son indépendance, le PCF est esseulé et fait pâle figure à côté du PS, qui peut au mains compter sur SOS-Racisme, l'UNEF-ID, le Mouvement des jeunes socialistes (MJS) et le Manifeste. Bernard Vasseur, membre du secrétariat national, et Serge Guichard, le nouveau responsable de l'immigration place du Colaoel-Fabien - l'hamme du taurnant de Saint-Bernard - sont bien

Soucieux « de ne pas laisser ça au Front national », explique le député européeo Francis Wurtz, chargé du secteur international au PCF, les communistes ant fabriqué pour la manif des autocollants bleu, blanc, rouge. « Il y a deux ou trois ans. je ne suis pas sur qu'on aurait pu », explique M. Wurtz. C'est le seul cortège, avec celui de Julien Dray, pour SOS, où l'on retrouve le drapeau trigauche républicaine, Jean-Pierre Chevènement et ses « citoyens » sont invisibles à Strasbourg. Les partis font d'ailleurs piètre fi-

gure. Certes, le PS est là, et nombre de ses dirigeants aussi : Henri Emmanuelli, Jean-Marie Le Guen, Manuel Valls, Adeline Hazan, chargée de l'immigration au secrétariat national, et aussi Laurent Fabius. Mais leurs dirigeants out du mal à défiler ensemble. En début de manifestatian, Lionel Jospin préfère retrouver le cartège sacialiste, laissant les autres responsables de la gauche s'impatienter et s'ébranier sans his Il les retrouve une beure plus tard. sous les applaudissements... et les siffiets. On entend fuser des « rentre chez toi Yoyo » ou, moins personnel, « les politiques derrière ». Est-ce par crainte de l'image d'un oauveau Front populaire marchant contre le Froot national? On est-ce parce ou'll est décidément trop tôt pour s'afficher à côté du secrétaire national du Parti cammuniste? Lionel Jospin préfère donner le bras à Dominique Voynet, porte-parole des Verts, et Henri Leclerc, président de la Ligue des droits de l'homme, plutôt qu'à Robert Hue.

Les uns après les autres, les militants libertaires de Réflexe et de la Confédération nationale du travail (CNT) farmeot uoe impressiaonante coulée noire. Ils sont muets. Juste derrière, en rouge et noir, la

Fédération anarchiste (FA) explique: « Contre le fascisme, c'est la lutte sociale qu'il faut mener. » Les ¡C sont plus floues, ou plus électorales. « Contre le FN, je fais de la poli-tique », disent quelques affiches, et dans le haut-parleur : « Mais d Gardanne, mais à Gardanne on a niqué le Front national . Ras l'Front et la Ligue communiste révolutionnaire développent au porte-voix : « Non à cette société qui ne produit que des chômeurs, des Le Pen et des Debré. » Les autres jeunes, qui nombreux défilent dans la rue, dansent et scandent comme dans la chanson: « La jeunesse emmerde le Front no-

tional. » Pour preuve, les élèves du Théâtre national de Strasbourg proposent en recto-verso un « Front national dans le texte », avec références écrites du programme du FN et dates des interventions télévisées citées. En bas, un bilan de la gestion municipale à Marignane, à Orange, à Taulan. Quand Lianel Jospin passe, ils crient: « Droit de vote aux immigrés! » Ils se méfient des politiques, mais ils aimeraient bien qu'ils proposent quelque chase, pour ne pas seulement être contre. Le sair, au journal télévisé de France 2. Lianel laspin teote, lui aussi, d'être un peu constructif. Il rappelle que le PS vient d'adopter son « projet économique »...

Ariane Chemin

Incidents limités dans la nuit de samedi à dimanche

Neuf « casseurs » ont été déférés au parquet

STRASBOURG

de notre correspondant régional Trois à quatre cents « casseurs » ont semé le trouble au centre-ville de Strasbourg, dans la nuit du samedi 29 au dimanche 30 mars. Alors qu'un concert rock se déroulait place Kléber, une voiture a été les contacts directs et violents ». Les brûlée dans une rue adjacente. Les « casseurs » ont alors entamé des opérations de harcèlement contre CRS ne soot pas intervenus, se les barrages policiers en jetant des cootentant de protéger les pompiers venus éteindre l'incendie. Une heure plus tard, les provocateurs, par groupes de trente à quarante personnes, se sont attaqués aux vitrines des magasins. C'est alors que les forces de l'ordre ont décidé de

véhicule équipé d'un canon à eau. Ces incidents ont eu pour conséquence l'annulation, par les organisateurs, du spectacle prévu dimaoche après-midl au même endroit. En revanche, près de deux mille cinq cents personnes, selon les la ouit de dimanche à hındi dans le hall Rhénus au grand concert cos-

faire évacuer la place en utilisant un

sé par des jeunes Strasbourgeois. Selon Patrice Magnier, préfet de la région Alsace, les organisateurs du spectacle avaient été prévenus avant l'intervention qui était, pour hii, le « meilleur choix afin d'éviter

vrés de leur côté à des vois dans les Le bilan de la mit s'établit à quarante personnes interpellées parmi lesquelles figurent des Allemands.

Celles-ci Oot duré jusqu'à

quatre heures du matin. Des

jeunes, originaires notamment des

quartiers « difficiles » de l'agglomé-

ratioo strasbourgeoise, se sont li-

Les artistes dénoncent « un groupe fascisant »

Après l'annulation des concerts gratuits prévus dimanche 30 mars place Kleber, les artistes (Les Garçons Bouchers, Noir Désir, Bertignac, Pulsart, Génération Chaos, Tambours du Bronz, LO'JO) ont manifesté leur volonté de « poursuivre le mouvement de réaction contre les idées racistes et fascistes à Strasbourg et ailleurs ». Dans un communiqué, ils se sont dits surpris de « l'efficacité d'un groupe fascisant de cinquante personnes, réussissant à faire annuler à lui seul des concerts arganisés par un collectif de cent associations ». Le collectif Cultures et Libertés a dénoncé, pour sa part, la responsabilité de « skinheads armés ». « Les artistes sont déterminés à ne jamais laisser la place à l'extrême droite », ajonte le communiqué des groupes musicaux, qui appelle à accorder « l'importance prédominante à la manifestation anti-Front national ».

pierres et des bouteilles de bière. Sur ce total, trente-quatre personnes ont été placées en garde à vue, dont neuf ont été déférées au parquet des dimanche. M. Magnier a temu à relativiser l'ampleur des incidents qui se sont soldés par vingt et une vitrines endommagées et cinq blessés légers chez les CRS. Le préfet a mis en regard ces désordres avec la manifestatino de samedi après-midi et la dispersion du cortège dans la soirée qui « se sont déroulées dans des conditions opti-

males ». Catherine Transmann a « déploré », dimanche, « les dégradations subies par plusieurs commerçants et exprimé sa solidarité à l'égard des personnes qui ont été victimes des affrontements provoqués par des casseurs ». Le maire socialiste de Strasbourg avait demandé par ailleurs au préfet d'« assurer une vigilance accrue dans toute la ville pendant les deux jours au cours desquels doit encore y sejourner le Front national ».

Les élus RPR et UDF défendent « l'Alsace tolérante et fraternelle »

STRASBOURG

de notre correspondant régional Restant sur leur position de ne pas participer à la manifestation organisée par la gauche, les elus alsaciens de l'UDF et du RPR se soot rassemblés, dans la matiné de samedi 29 mars, devant le Conseil de l'Europe, pour déconcer le Front national. Devant une centaine de députés, sénateurs, maires, conseillers régionaux et généraux, Adrieo Zeller (UDF-FD), président de la région, a affirmé que l'« Alsace ne se trompera pas de chemin, elle restera tolérante et fra-

Le député du Bas-Rhin, maire de Saverne, a estimé nécessaire d'«illustrer de monière cloire », devant la Maison des droits de l'bomme, « les convictions qui animent les élus de lo majorité et de les faire partager aux Alsaciens ». « L'objectif. a-t-il précisé, est de faire barrage à toute résurgence de l'antisémitisme et du racisme, tout comme le fanatisme et l'intégrisme sous toutes ses formes. > En concluant sa courte allocutioo, M. Zeller s'est prononcé en faveur d'« un potriatisme national et euro-

du conseil général du Bas-Rhin, a rappelé, pour sa part, «les valeurs fondamentales sur lesquelles s'est contruit le Conseil de l'Europe », avant d'en appeier à la vigilance. « Dons un mande tourmenté, il faut rester particulièrement attentif car rien n'est jamais acquis définitivement : les Alsaciens ont trop souvent été victimes des vicissitudes de l'Histoire pour ne pas rester vigilants », a déclaré l'ancien ministre délégué à l'aménagement du territoire.

Jean-Jacques Weber (UDF-FD), président du consiel général du Haut-Rhin, a stigmatisé, pour sa part, « le poujadisme et l'exploitation de lo misère et de la peur de l'autre ». Il est urgent pour bil que « les politiques parient mieux à ceux qui sont les cibles du Front national : les edus, les pauvres, ceux qui doutent et ceux qui ne trouvent pas leur place dons lo société ». Pour le RPR. Bernard Schreiner, député du Bas-Rhin et maire de Brumath, a. hri, marqué sa « voionté de manifester, dans la sérénité, le refus de tout extrémisme » et d'œuvrer au « rassemblement de tous les républicains pour que tous se battent pour l'homme ».

Après un làcher de ballons bleus, blancs et Daniel Hoeffel (UDF), sénateur et président nouges, les élus alsaciens se sont dirigés vers le

site de la synagogue inceodiée par les nazis le 12 septembre 1940. Sur la stèle commémorative, où repose une pierre du lieu de culte disparu. M. Zeller a déposé une gerbe, et Henri Hajdenberg, président do Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), s'est exprimé brièvement pour dire : « Même si l'Histoire ne se répète jamois de lo même manière, il faut combattre tous ensemble des idéologies comparables à celle des nazis. »

Le responsable du CRIF, qui a regretté qu'il n'y ait pas eu de « défilé unitaire » contre le Front national, a participé au cortège de la gauche. Tout commme Jean Kahn, président de la Commission consultative des droits de l'homme, qui déplore, lui aussi, que les « partis républicains » ne soient pas parvenus à s'entendre pour manifester ensemble contre le congrès du mouvement de Jean-Marie Le Pen. « Cette attitude est d'autant moins compréhensible, explique l'ancien président du CRIF, que les partis ont fait taire leur querelle face au terrorisme et que le racisme est aussi dangereux pour la sauvegarde de nos valeurs. » :-

Les Toulonnais : « Prenez garde que votre tour ne vienne... »

de notre envoyée spéciale Samedi 20 heures: « le train des libertés » quitte Strasbourg pour reotrer à Toulon. « Le succès de la manif réchauffe le cœur », s'exclameot les cent cioquaote « citoyens » qui, la veille, ont quitté Toulon par ce même train, dans une nuit douce et chaude. Ils sont ravis, bieo qu'épuisés par la marche de l'après-midi sous les giboulées et le frold de l'Est. « Aucun incident n'a terni l'ample défilé », se réiquissent-ils, forts de cette dienité calme « qui s'oppose à lo violence du Front ». Eux qui sont de « Toulon, ville occupée », les voilà fiers de ce vent de résistance qui s'est ievé à Strasbourg.

Tout au long de la marche, ils ont di faire face aux questions et aux interrogatioos de leurs compagnons de manifestatioo: n'avait pas encore démarré. La « Que faire pour arrêter la montée : insidieuse du Front national?» Que de fois se sont-ils vus prendre en pitié: « Ah! Vous, de Toulon... » Chaque fois, ils oot réturqué: « Prenez garde que votre tour ne

vienne... Notre expérience de la vie ardinaire dans une municipalité frontiste peut vous servir. » Et ils ont fourni force détails de ce fascisme au quotidien « qui est la vichysation des esprits ».

Andrée Baduelle, par exemple, la soixantaine énergique, dirige à Touloo un collectif de défense des valeurs républicaines. Elle revendiquait eo tête de cortège cette « responsabilité citoyenne » qui o'a rien de politicien. « Ne dites plus Toulon-la-Noire, mais dites Toulonla-Lumière. C'est de Taulon, des villes occupées, que port cet esprit de résistance à l'œuvre aujourd'hui dans les rues de Strasboure. »

Un moment, Andrée Baduelle s'est cependaot écervée tout rouge alors que la manifestatioo grande banderole des « villes occupées » devait comme prévu prendre la tête du défilé - « un symbole, lo porole aux citoyens »avant celle des partis traditionnels. Mais vollà: au dernier moment,

l'organisation venait de changer et l'on vit les leaders politiques nationaux prendre prestement la place d'homeur, assiégés avec complaisance par les médias accourus.

Pour Andrée Baduelle, comme pour beaucoup d'autres, « ce fut un signe de trop! Les partis ne veulent pas entendre la voix des citoyens. Ils naus conduisent droit au mur. Le Front national peut ga-

La militante aux cheveux blancs ne se laissa pas démonter. Elle vint contester, de sa voix forte : « C'est naus, les citoyens de base, qui sommes confrontés à la violence des gens du Front. Les menaces, les coups, chaque jour, c'est pour nous quand nous les affrontons sur le marché ou dans la cité. C'est nous, les citoyens de base, qui aujourd'hui avons mobilisé. Ecoutez-nous, avant qu'il ne soit trop tard! » Le carré des politiques resta néammoins en tête de manifestation.

Le débat, ainsi ouvert, se propagea très vite dans le cortège. Chez les Toulonnais d'abord où l'on ne fit, d'ailleurs, que renouer le fil des

discussions de la nuit dans le train. En particulier à propos du Parti socialiste de la ville, qui a déjà désigné ses candidats aux prochaines législatives. « De braves gens. Mais qui ant taujours perdu. Ils ne peuvent pas faire le poids, les habitants ne croient plus en eux, il faut des têtes nouvelles, pour faire front désormais », seloo les Toulonnais

de Strasbourg. Mais qui écoute ce signal d'alarme? « Nous, les citoyens, devons investir les partis, et non pas nous en détourner. Le combat est politique », rectifie Andrée Baduelle, au cas où certains se laisseraient tenter par le nihllisme. A Strasbourg ainsi, au sein de la plus grande marche contre le FN jamais réalisée en France, on débattait largement et fiévreusement de la grave questioo des lendemains qui ne chanterout pas automatiquemeot. Que faire après Strasbourg pour empêcher que le FN ne devienne, comme il s'y affirme prêt, le parti gouvernant?

Danielle Rouard

« Notre seul pouvoir, c'est de se révolter »

● ● Au coin de la place de la République et de la rue de Paix, c'est-àdire sur la voie d'accès au Palais des congrès, des jeunes Parisiens déplorent qu'« il n'y ait pas de frissons qui montent ». Ils invitent sans succès, par de grands gestes, à faire dériver la manifestation vers les barrages policiers. Un homme tente de les raisonner. Basile, vingt ans, lui répond: « Les fachos, ils se gênent pas pour aller casser la gueule aux Arabes. et il faudrait laisser faire? Notre seul pouvoir, c'est de se révolter. » Quelques skinheads allemands et français les rejoignent et courent jusqu'au barrage policier, le visage camouflé dans des cagoules ou sous des foulards. Une femme tente à son tour de les dissuader : « Vous n'allez quand même pas tout gâcher! Et puis, quand on manifeste contre l'extrême droite, il faut avancer à visage découvert. » Les jeunes gens n'écoutent pas, balancent des pierres et des bouteilles. Les CRS finissent par répondre par des grenades lacrymo-gènes. Un manifestant est fauché à la iambe par une voiture de police, venue en renfort. La vitrine de l'Automobile-Club d'Alsace vole en

Dans la manifestation, trois graphistes parisiens de vingt-cinq ans ont fait ce qu'ils ont pu, c'est-à-dire une banderole. Le travail est soigné, impeccable, et on lit sur un fond bianc et rouge, avec une petite étoile sur le côté ; « Il n'y a pas de races humaines, il n'y o que des classes sociales. » Pessimiste sur l'antiracisme, Guillaume a peint cette banderole parce qu'il a eu tout d'un coup « envie de faire de la politique ». « On ne combat pas à ormes égales contre Le Pen, surtout pas avec les outils polltiques et syndicaux dont on dispose oujourd'hui. Aujourd'hui, je ne vois aucun représentant parler des classes moyennes ou des quartiers et qui reste crédible. Nous sommes tous responsables de cette situation : un pouvoir, quand il n'est pas surveillé, il a tendance à faire n'importe quoi. » Mohammed, étudiant à Colmar, dit la même chose: «On ne va pas se lamenter éternellement sur la responsabilité des hommes politiques dans la montée du Front national I Paut qu'on continue la démonstration de force. Les électeurs de Le Pen vont s'apercevoir qu'en votant pour lui, ça ne va rien résoudre, au contraire, car la très grande majorité des gens se révolte-

« Nous sommes tous responsables de cette situation: un pouvoir, quand il n'est pas surveillé, il a tendance à faire n'importe quoi »

Olivier, étudiant en lettres de Nancy, n'était jamais très chand pour défiler contre Le Pen mais « là, maintenant, [il ne se] pose plus la question de savoir si on his fait de la pub ou pas ». « Je sens que quelque chose se réveille. Faudrait pas que les électeurs de Le Pen se sentent rejetés et que le Pront national soit le seul parti à les accepter, sinon il fera d'eux de vrais fachos », explique-t-il. Lui, il vient de se

décider à faire du soutien scolaire dans une cité. « A la fac, on voudrait commencer un travail sur le langage, décoder le discours du Front national. » Hervé, trente-deux ans, veut aussi s'engager « personnellement »: parler autour de lui, dénoncer les failles du discours lepéniste, dénoncet « le renoncement de l'Etat ». Francis, quarante-trois ans, chef comptable à Epinal, est également prêt à « aller les récupérer, les copains qui vont vers Le Pen ». En même temps, il trouve que « ça dort, on en prend plein la gueule avec la crise, toutes les couches sociales sont touchées, personne ne réagit, [il ne sait] pas ce qu'il faut ».

« Marre qu'on justifie le Front national par la crise »

Cédric, dix-neuf ans, Grenobiois, a choisi d'étudier l'histoire parce qu'il est intrigué de voir qu'à « chaque fois, les révolutions ont été volées ». Pour lui, il faudrait répéter que le fascisme, « ce sant toujours les gens riches qui l'ont financé ». « Le Front national, c'est une manière de gérer la crise sociale. Les ouvriers ne se rendent pas compte qu'en votant pour ui, au bout du compte, ils deviendront une main-d'œuvre qui devra fermer sa gueule et sera vendue encore moins cher. > Axel, autre étudiant, veut dire. aux électeurs de Le Pen « ce qu'il y a vraiment dans son programme: liberté de licenciement, liberté du potron de fixer les salaires, suppression de la Sécu ».

Jean-Louis, quarante-cinq ans, animateur dans une MIC créée à Romans par des résistants du maquis du Vercors, est réjoui : « C'est un renouveau funtastique. On paie vingt ans de repli et d'action spectaculaire. On sent bien que c'est fini. En même temps, dans les quartiers, les jeunes sont tellement tombés dans des logiques de destruction qu'ils se font re-jeter. Même par le militant de gauche , le plus patient. On s'était endarmi, oi proposait de la consommation d'activités. Maintenant, chacun doit donner une part de soi-même. » « A condition de ne pas se faire récupérer par les politiques! », se permet d'interrompre un passant qui écoutait. Pierre, dixhuit ans, étudiant à Troyes, dit sculement qu'il n'y a pas de politique-mi- . rade: « Faudrait qu'on soit rallié, relié par quelque chose », regrette-t-ll. « Y en a marre que le chômage justifie toutes les régressions, comme si c'était à nous de payer la crise au on nous impose, marre qu'on justifie aussi le Front national par la crise », dit Alain, dix-ocuf ans. De vieux militants communistes révent d'une mobilisation spontanée « à chaque fois que Le Pen l'ouvrirait et dirait un truc raciste, ca obligerait les juges, l'Etat à le

Batilde, elle, étudiante en droit à la Sorbonne, prend son accent parisien pour dire qu'il ne faut pas désespérer. Elle aussi, elle va aller leur parler aux electeurs du Pront national. « je. pensais que Le Pen allait s'éliminer tout seul ou que le jeu politique allait finalement l'étouffer. C'est le contraire. Donc, faut y aller. Je vais leur dire que tout le monde vit la crise, justement, il faut être solidaire. » En juin, le Manifeste contre le Front national organisera une campagne de rencontres avec l'électorat lepéniste. « le suis décidée. J'ai dix-neuf ans. L'avenir Le Pen, non, c'est pas pos-sible ! » « On veut être libres ! », finitelle par crier.

> Dominique Le Guilledoux et Marcel Scotto

Le chef d'état-major de l'armée de terre a expliqué aux officiers de réserve la réforme en cours

PETITE RÉVOLUTION daos l'armée de terre : son chef d'étatmajor, le général Philippe Mercier. a convoqué, au milieo de la semaine dernière, à l'Ecnie militaire, à Paris, pas moins de trois cents officiers généraux de la deuxième section (réserve) pour leur expliquer les grandes lignes de la réorganisation eo cours.

C'est une pratique assez inhabituelle que d'avoir entrepris cette pédagogie d'une réforme qui est un bouleversement complet de l'institution de défense et dont le général Mercier s'est parfois démarqué, en y apportant quelques nuances. Face à lui, les membres du groupe de liaison G2S, officialisé en 1994 pour, dans « une démarche » qui se veut « prudente et pragmatique », sensibiliser la société civile aux questions de défense sans toutefois s'interdire de communiquer sa propre réflexion en profitant de la liberté d'expression que, sous certaines canditions, la loi reconnaît aux cadres de réserve.

Partisan d'une armée mixte et, donc, en oppositioo quasi intellectuelle avec une professionnalisanon à 100 % de l'armée de terre qui aboutit à supprimer le service militaire obligatoire, le général Daniel Valéry, ancien « patron » de la région mllitaire Ile-de-France, a, le même jour, annoncé sa démission, cédant la présidence du G25 au général Pierre de Percin de Northumberland, ex-inspecteur général de l'armée de terre,

FORCES . PROJETABLES » A ses interlocuteurs, le général

Mercier a indiqué que, désormais, il y aurait deux chaînes de commandement: une chaîne territoriale, avec cinq régions militaires, dont les PC seront à Paris, Metz, Lyon, Bordeaux et Rennes pour traiter des questions finanet une chaîne opérationnelle, à partir d'un commandement principal basé à Lille en 1998, pour s'occuper de forces terrestres « projetables » dans le cadre de missions nationales, multinationales ou au profit de l'OTAN. La mise en place de ces forces

« projetables » suppose d'aligner les unités sur le modèle de nouvelles structures professionnalisées entre 1997 et 1999. La logique même du système repose sur l'existence de onze brigades au total: deux brigades blindées (à Besançon et Orléans), deux brigades mécanisées (à Limoges et Châlons-en-Champagne), deux brigades légères blindées (à Nantes et Nimes), deux brigades d'infanterie (une pour le combat en montagne, à Grenoble, et une pour le combat aéroporté, à Toulouse). une brigade aéromobile (à Nancy)

et deux brigades logistiques (à

Sauge et Montihéry). Cet eosemble réunira cinquante et un régiments de manœuvre, dix-neuf régiments d'appui spécialisés et quinze régiments de logistique. Chaque régiment, avec environ un millier d'hommes en moyenne, subit noe double subordination. celle de la brigade pour l'entraîne-ment et l'emploi proprement dits, et celle de la région, pour tout le

Evoquant les dissolutions de formations, sur le territoire national dès 1997, puis en Allemagne en 1999, le général Mercier a regretté que les mesures d'incitation au départ, votées par le Parlement eo 1996, aient été « trop timides » pour résorber « le sureffectif » de sous-officiers.

D'ici à l'an 2000, ce nouveau « format » de l'armée de terre peut être menacé, selon son chef d'état-major, par une poblique des réserves, qui ne serait pas adé-

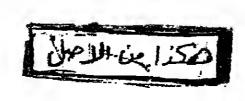
quate, mais stittout par une participation trop lourde au fonctionnement des ceotres du rendezvous citoyen. Sur ce point, le général Mercier a été catégorique : il u'est pas question que les autres armées, voire la gendarmerie, se déchargent de leurs responsabilités en la matière et que l'armée de terre soit sollicitée de fournir plus de 25 % de l'encadrement desdits centres. Sinon, a estimé en substance le chef d'état-major, il y va du succès de la réforme de l'armée

C'est en réponse à des questions de ses auditeurs - pour la plupart, il est vrai, acquis à une armée de conscription conçue comme un une expression de l'un d'entre pas devenir la voix du parti ». eux -que le général Mercier a laissé paraître un regret.

Le chef d'état-major de l'armée de terre a participé aux travaux du comité stratégique qui fut placé, en 1995, auprès de Charles Millon, pour conseiller le ministre de la fense sur la réorganisation. Luimême amait été piutôt favorable à l'instauration d'« une armée mixte », avec la perspective d'une pro-

C'est une autre voie, celle de la professionnalisation à 100 %, qui a été retenue d'autorité par le président de la République, chef des armées, et dernière laquelle le général Mercler s'est rangé par disci-

Au demeurant, a-t-il cooclu après s'être engagé à instituer un rendez-vous annuel avec les généraux en deuxième section. « le G25 moyen de lutter contre « les fruc- a le droit de n'être pas de mon tures sociales », pour reprendre avis », car, pour ini, « il ne devra



La transmission sanguine du Creutzfeldt-Jakob inquiète les autorités

De nombreux lots de sang auraient été contaminés par des donneurs ayant développé ultérieurement cette maladie. Le gouvernement a décidé d'exclure du don les personnes transfusées et s'interroge sur la nécessité d'informer les malades auxquels ces produits ont été prescrits

françaises sont aujourd'bui confrontées à un grave dilemme. Il est depuis peu établi que plusieurs dizaines - voire plusieurs centaines - de milliers de personnes soot, en France, exposées, via des produits thérapeutiques dérivés du sang, à un risque de contamination par l'agent responsable de la maiadie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ). On ne dispose d'aucune méthode diagnostique ou théra-peutique pour dépister ou traiter cette maladie neurodégénérative toujours mortelle.

Ce risque était jusqu'à présent tenu pour n'être que théorique. Mais on sait aujourd'bui, après les travaux expérimentaux du professeur Paul Brown (Institut national américain de la santé, Bethesda, Maryland), qui ont été présentés voici quelques jours à Genève devant l'Organisation mondiale de la santé (Le Mande du 28 mars), que cet agent infectieux peut être transmis par voie sanguine. Une telle information provoque les plus vives inquiétudes chez les professioonels de santé directement concernés par ces questions.

Ces spécialistes estimeot, en substance, que de nouvelles mesures préventives doiveot au plus vite être arrêtées. Il s'agiralt d'abord d'informer les personnes qui sont exposées au n'sque de développer, dans les années qui viennent, la maladie de Creutzfeldt-Jakob; il serait eosuite eovisageable d'exclure à l'avenir ces personnes du doo du sang. L'objectif est ici de rompre une chaîne transfusionnelle dont tout indique principe de précaution conduit à qu'elle demeure, en dépit des progrès considérables réalisés par la biologie, potentiellement conta-

La déconverte par voie de presse (Le Mande du 8 février 1992) de l'affaire de l'hormone de croissance contaminée par l'agent de la MCJ avait conduit Bernard Kouchner, alors ministre de la santé, à prendre une série de mesures

mettre en lumière de nouvelles incohérences et impose d'aller plus loin encore dans la logique pré-

Les pharmaciens des bôpitaux publics, qui sont en charge, depuis le 1ª janvier 1995, de la délivrance des produits stables dérivés du sang (produits considérés comme des médicaments), apparaissent aujourd'hui comme les profes-

Saisie du « comité des experts »

A la lumière des conclusions expérimentales du professeur américain Paul Brown présentées il y a quelques jours devant l'Organisation mondiale de la santé, le gouvernement a décidé de saisir une nouvelle fois le comité interministériel sur les maladies spongiformes transmissibles, que préside le professeur Dominique Dormont. Le comité doit examiner la teneur et la portée des travaux du professeur Brown et l'éventuelle nécessité de mesures complémentaires. Les conclusions du comité du professeur Dormont seront proebainement rendnes publiques. A l'issue de la présentation pnblique des travaux du professeur Brown, le docteur Dominique Dormont avait déclaré : « Il s'agit d'une expérience bien construite sur le plan méthodologique, dont les résultats sont encore quelque peu préliminaires. » « Naus sammes, une fois de plus, victimes du fait que nous ne disposans pas de test permettant de faire le diagnostic de la maladie dans sa phase d'incubation », avait-Il ajouté.

préventives. Ces mesures furent. par la suite, progressivement complétées: la liste des personnes à exclure du don du sang n'a cessé de s'allonger au fil du temps. La France est aujourd'hui l'un des pays au monde qui disposent dans ce domaine de réglementations sanitaires parmi les plus rigoureuses. Pour autant, cette politique heureusement fondée sur le

sionnels les plus inquiets (lire natre entretien ci-dessaus). Mais le problème est aussi posé aux responsables des différentes structures (direction générale de la santé, Agence française du sang, Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies, Agence du médicameot) qui soot, à un titre ou à un autre, impli-

■ Transfusion. Le système transfusionnel français a été de l'affaire du sang contaminé. La « l'ensemble des moyens visant à immunologiques et infectieux liés à

le caractère non lucratif de la ont défini le nouveau statut des établissements de transfusion sanguine. L'Agence française du sang, créée en juillet 1992, est responsable de leur coordination. Le Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies est seul habilité à fractionner le plasma collecté pour la fabrication des produits dits « stables » du sang (albumine,

l'Agence française du sang ainsi qu'à l'Agence dn médicament d'avoir du procéder récemment, après consultation du Comité de sécurité transfusionnel, au retrait de très nombreux lots de sang et de produits dérivés potentiellement contaminés par un don d'une personne ultérieurement atteinte de MCI. L'un des aspects les nhis complexes de ces mesures tient an fait que le sang des don-neurs peut, pour obtenir des pro-duits dits « stables », être associé au sang de très nombreux autres dons (technique dite du « poolage »). De plus, le fractionnement du plasma ensuite mis en œuvre conduit à la fatrication de multiples substances (albumines, immunoglobulines, facteurs antibé mophiliques de coagulation, etc.). Cela multiplie de manière très importante la possible diffusion du risque infectieux et complique l'identification et l'éventuelle information des personnes concer-

L'Ageoce française du sang (AFS) a demandé à plusieurs reprises de statuer quant à l'information des personnes ayant reçu des produits sanguins poteotiellemeot contaminés et à leur exclusion du don de sang. Cette question dépasse d'ailleurs celle tenant à la seule MCJ puisque d'autres risques infectieux émergent, comme celui de l'hépatite viraie de type G. L'AFS a, il y a peu, lancé une expérieoce dans quatre régions afin d'évaluer la proportioo des donneurs de sang qui avaient été précédemment transfusés.

Une circulaire du professeur jean-François Girard, directeur général de la santé, datée du 31 juillet 1996, avait explique qu'il n'existait pas d'arguments justifiant l'informatioo systématique des persennes ayant reçu des médicaments préparés à partir du sang de donneurs chez lesquels le diagnos tic de MCJ a ultérieurement été fait. Cette information ne présenterait en effet aucun avantage diagnostique (en l'absence de tests de dépistage de cette maladie) ou thérapeutique (pas de traitement) pour les personnes concernées. La mesure, en revanche, ne prend pas en compte la dimension collective du problème, dès lors que l'on postule que ces mêmes personnes sont autorisées à continuer à don-

ner leur sang. « Chez les danneurs de sang il existe schématiquement trois profils de persannes: celles qui savent qu'elles ant été transfusées, celles chez qui la transfusian est incertaine mais probable, et celles chez qui cette probabilité est dauteuse », nous a-t-on indiqué. En pratique, cette proportion se situe entre

On ne conteste nullement à 1,5 % et 9 %. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale, a pris la décision, en décembre 1996, sur proposition de la direction générale de la santé, de procéder à l'exclusion du don du sang de tous les anciens transfusés. Cette mesure ne pourra toutefois pas être mise en pratique, pour des raisons techniques, avant le début ou la fin de l'été. Elle conduira les responsables na-

> « Ces personnes courent sans aucun doute un risque excessivement faible, mais il faut les informer avec prudence », estime le professeur Montagnier

tionaux de la transfusion sanguine à mener de nouvelles campagnes d'information. Mais elle ne concerne que les produits dits bules blancs ou plaquettes).

« labiles » (globules rouges, glo-Deux questioos restent pendantes : celle de l'information des receveurs a prieri exposés au risque de MCj ; celle de l'exclusion

du don du sang de tous ceux qui,

duits sanguins « labiles », ont reçu un médicament issu du fractionnement du plasma sanguin. Certains oe cacbent pas aujourd'hui leurs inquiétudes. « Que faut-il décider ?, s'interroge un des membres du comité interministériel sur les maladies à prions. Avertir les dizaines de milliers de persannes concernées en induisant chez elle une anxiété majeure alars que le risque est très faible, au ne pas les infarmer avec tautes les canséquences sanitaires et juridiques que cela peut avoir ? »

Pour le professeur Luc Mootagnier (Institut Pasteur de Paris), qui fut l'un des premiers virologues français à travailler sur les maladies à prions, les conclusions expérimentales présentées par le professeur Brown sont o priari « inquiétantes ». Seloo lui, il est important de pouvoir organiser la surveillance des personnes qui ont reçu des produits potentiellement contaminants. « Ces personnes caurent sans aucun doute un risque excessivement faible, mais il faut, me semble-t-il, les informer avec prudence, estime le professeur Montagoier. L'éralution des cannaissances dans ce damaine naus mantre qu'il faudra un jaur que la transfusian sanguine s'éteigne, grace au développement des produits bialagiques issus des techniques de recombinaison génétique et qui permettront de troiter les patients en faisant l'économie du don de sang. »

J.-Y. N.

La MCI et le système transfusionnel français

Creutzfeldt-Jakob. La MCJ, encéphalopathie dégénérative rarissime, est caractérisée par l'Installation d'une démence progressive accompagnée de différents signes oeurologiques. Son évolution est toujours mortelle. La MCJ peut être transmise par des ageots infectieux atypiques appelés * virus lents » ou « prians ». Des cas de contamination à partir d'intervection neurochirurgicales Ou Ophtalmologiques ont été décrits. Une série de cas touchant des enfants traités par hormone de croissance ont donné lieu à une instruction judiciaire (Le Mande du 17 janvier). L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a récemment démontré, sur la base des travaux du professeur Paul Brown (Institut national américain de la santé. Bethesda, Maryland), que la MCJ pouvait être transmise par le sang et par les produits sanguins.

 Les réglementations. La France a pris des mesures contraignantes pour limiter le risque de transmissioo de la MCI via le sang. Parmi les dispositions prises figurent l'exclusion du don des personnes traitées par hormones de croissance extractives (décembre 1992), l'exclusion du don des personnes ayant des antécédents familiaux de maladie neurodégénérative (novembre 1993), l'exclusion du don des personnes ayant bénéficié d'une greffe de cornée et d'intervention neurochirurgicale (eo raison de la possible utilisation de dure-mère, tissu englobant le cerveau) ou d'exploration cérébrale invasive (mai 1995). Le retrait des médicaments issus du plasma d'un donneur ayant développé une MCI après le don de sang a été mis en place en 1994. Enfin. l'utilisation thérapeutique de dure-mère est interdite depuis

entièrement réorganisé à la suite loi du 4 janvier 1993 a réaffirmé certains grands principes : la garantie de sécurité transfusionnelle, définie comme réduire ou à éliminer les risques la transfusion de produits sanguins », le bénévolat du don et collecte. Ses décrets d'application

facteurs de la coagulation, immunogiobulines).

Un Tunisien malade du sida autorisé à revenir en France

UN TUNISIEN malade du sida, qui avait été expuisé de France le 8 février, a regagné Lyon, dimanche 30 mars, après que le tribuna administratif de Grenoble eut décidé, le lundi précédent, de surseoir à l'exécution de cette décision du ministère de l'intérieur, en considérant qu'il ne pouvait poursuivre sa trithérapie en Tunisie (Le Mande du 26 mars). Agé de trente-oeuf ans, Ali Bouanuaja vit en France depuis vingt-trois ans. Il est soigné depuis treize ans pour le sida. La préfecture de l'Isère lui avait renouvelé son titre de séjour en dépit d'une condamnation pour vol. Mais le ministère de l'intérieur avait abrogé l'arrêté d'assignation à résidence pris à son eocontre, et l'avait expulsé par bateau vers Tunis, en dépit des protestations d'associations comme Aides et la Cimade. La dérision du tribunal a contraint l'administration à lui accorder un visa autorisant son retour en France.

■ CORSE: trois personnes sonpçonnées de racket ont été placées sous mandat de dépôt, dimanche 30 mars sur l'île de Beauté, après avoir été interpellées, mercredi 26 mars, dans la région de Porto-Vecchio (Corse-du-Sud). Proches des milieux nationalistes, elles devaient être prochainement transférées à Paris afin d'être

entendues par le juge d'instruction antiterroriste Gilbert Thiel. ■ DROGUE : deux fonctionnaires de justice ont été écronés, samedi 29 mars à Montpellier (Hérault), à la suite du vol de plusieurs kilogrammes d'béroîne placés sous scellés. Un appariteur et un bomme travaillant au service des scellés du tribunal sont soupconnés d'avoir détourné la drogue qui avait été saisie dans le cours d'enquêtes judiciaires. L'béroine était revendue par un troisième homme, également écroué, qui a été surpris en flagrant délit de trafic de produits stupéfiants.

■ MEURTRE : une Allemande de vingt-cinq ans a été mise en examen pour « bomicide volontaire sur mineur de moins de 15 ans » et écrouée, samedi 29 mars, par un juge d'instruction de Grenotile après la mort aux Deux-Alpes (Isère) par suffocation de la fille de son ami, agée de neuf ans. Les circoostances et les raisons exactes du drame restent indéterminées. La jeune femme, étudiante en biologie, aurait déclaré ne se souvenir de rien et expliqué être sujette à des « phénomenes de perte de mémaire et d'évanouissement ». Selon elle, l'enfant « se serait étranglée dons lo parte », mais les enquêteurs ont très rapidement mis en doute cette thèse, le corps de la fillette portant des traces de strangula-

■ JUSTICE : le substitut dn procureur de la République de Grenoble a requis, jeudi 27 mars, des peines de trois à douze mois de prison assorties du sursis cootre deux responsables du service des pistes de la station de l'Alpe d'Huez (Isère) et deux pisteurs-artificiers. Le 1ª janvier 1996, une avalanche s'était déclenchée vers 3 000 mètres d'altitude et avait emporté un skieur de trente-cinq ans qui évoluait sur une piste tialisée. Le directeur des pistes, Christian Reverbel, et ses trois collaborateurs sont poursuivis pour n'avoir pas suffisamment « sécurisé » les pentes qui entourent la piste balisée de Sarenne, longue de 18 kilomètres. (Corresp.)

DIVERS: nn rodéo antomobile sauvage a fait un mort et douze blessés, veodredi 28 mars, dans une zooe industrielle de Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne). Une centaine de personnes assistaient à la course qui opposait deux Peugeot 205. L'un des vébicules a fauché un groupe de spectateurs. Trois personnes ont été interpellées.

François Chast, responsable de la pharmacie de l'hôpital de l'Hôtel-Dieu « Nous sommes en face d'une possible catastrophe sanitaire »

pharmacie de l'Hôtel-Dieu, est le représentant des pharmaciens des hópitaux à la commission médicale d'établissement de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

« En quol etes-vous concerné par le problème de sécurité transfusionnelle que pose la possible transmission de la maladie de Creutzfeldt-Jakob par

voies sanguine et plasmatique? Nous gérons la distribution des produits sanguins statiles depuis le la janvier 1995 et nous avons eu à connaître, depuis, différents incidents. Ce fut notamment le cas en septembre 1995: plusieurs milliers de malades avaient alors reçu des unites (immunoglobulines, albumines, facteurs de coagulation, etc.) issues de 19 lots « suspects ». Nous n'avons su que quelques semaines plus tard qu'il s'agissait d'un cas de MCI diagnostiqué chez un donneur de sang. A l'époque, on nous a expliqué que la protéineprion impliquée dans cette maladie

François Chast, responsable de la ne se transmettait pas par le sang. Or, la situation est aujourd'hui totalement différente puisque nous apprenons que cette maladie peut expérimentalement être transmise

> D'autres « incidents » sont survenus le 6 février 1997 au sujet de 13 lots préparés à partir d'un pool ayant inclus un donneur chez qui une maladie neurodégénérative avait été signalée. Contrairement à mes souhaits, ni le corps médical, ni l'administration hospitalière, ni le conseil de l'ordre des pharmaciens, ni la direction générale de la santé, ni l'Agence du médicament n'ont considéré qu'il y avait le moindre danger J'ai en vain proposé d'informer les receveurs, de noter les incidents dans les dossiers médicaux, d'exclure ces patients du don du

- Etes-vous inquiet? - Nous sommes en face d'une possible catastrophe sanitaire. Je

me sens d'une certaine manière,

comme beaucoup de mes col-

plus de dix ans, avec l'affaire du sang contaminé par le virus du sida. Les plus grands spécialistes de l'épidemiologie française estimaient alors qu'il valait mieux administrer des produits potentiellement contaminants plutôt que de ne pas délivrer de traitements. Auiourd'hui, je me sens personnellement engagé dans un processus de culpabilisation. Je connais certaines informations et le ne les donne pas aux personnes concernées à qui j'ai dispensé des médicaments. Cette situation est pour moi intolérable.

» l'estime que, dans l'ignorance, il faut savoir rester modeste et en finir avec le silence du corps médical. Plus précisément, je regrette que l'on n'ait pas pris la décision d'écarter systématiquement du don du sang des personnes qui ont reçu des produits potentiellement contaminants. Le risque que ces personnes développent ultérieurement une MCJ est sans doute excessivement

lègues, dans une situation similaire réduit. On ne peut, en revanche, à celle que j'ai vécue il y a un peu prendre celui de recycler les agents prendre celui de recycler les agents pathogènes dont elles peuvent être porteuses via le don du sang.

- Mettre en application nne telle mesure ne nutrait-il pas à l'ensemble de la transfusion -Le système actuel de la trans-

fusion sanguine, fondé sur l'ano-nymat et le bénévolat, fait qu'en France on attend le donneur comme la pluie au Sahel. Il fait aussi que l'on considère comme contraire à l'éthique la constitution d'un fichier de donneurs. On peut néanmoins imaginer un système dans lequel toute personne qui a reçu un produit dérivé du sang serait, à l'avenir, exclue du don. Les premières estimations que l'on peut faire dans ce domaine montrent que le nombre de donneurs potentiels demeurerait

> Propos recueillis par Jean-Yves Nau

la Fi incu belg un ci 30 m " CCT dredi inter neut Louis Dass chara

٧O

éle

tur

wa

Le

les

sep

un

The

dite

ran

Légion d'honneur

Nous publions la liste des nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au *Journal officiel* du 30 mars.

Grande chancellerie

Est protus commandeur: Chades Chevder, directeur général bonoraire d'Hectriché de France.

Premier ministre

Sout promus commandeurs: Guy Dugrus, maire, président d'une associa-on nationale d'anciens combatumis; Alfred rosset, univenitaire, écrivain.

Anciens combattants et victimes de guerre

Est promu commandeur: Joseph Reiffsteck, président de l'Association des matilés des yeux de guerre. CONTINGENT DES DÉPORTÉS ET DES INTERNÉS DE LA RÉSISTANCE

> **Education nationale**, enseignement supérieur et recherche

RECHERCHE

Est promu commandeur: Jean-Pierre Changeux, professeur an Collège de France et à l'instinu Pasteur,

Défense

Est pronu commandeur : André Ravier, président-directeur général de

Est promu commandeur: Louis-Charles Bary, président d'une union confessionnelle pour le loge-

Cooperation

Travail et affaires sociales

Est promu *communicur*: Régis Portos, doyen honoraire des universi-tés. Officier du 28 mai 1990. SANTÉ ET SÉCURITÉ SOCIALE Est promu commandeur: Jean Doumont, professeur des universités, l'Agence pationale de la recherche sur le sida.

Intérieur

Sont promis communicus:
Marcelle Devaud, née Gouguenheim, ancien
vice-président du Sénat, ancien député de la
séhe, ancien maire de Colombies (Hauts-de-Seine); Charles Lichtenstein (dit Liche), rabbin
du Marais et des déportés de France; Jean Ma-zet, ancien couseller général de la Creuse, an-cien maire de Felletin.

Économie et finances

Sont promis commandeurs: Victor Chapot, conseller d'Etat bongraire, ancien président de société; Dominique Le-wandowski, inspecteur général des finances bo-

Relations avec le Parlement

4

£ .

Est prousu commandeur : Antoine Gissinger, député houoraire du Haut-Rhio, ancien maire de Wittenbeim.

Culture

st protou *commundeur :* conges Poisson, ancien conscrvateur géné-iu partimoine. Officier du 17 mars 1989,

industrie, poste et télécommunications

Est promu commandeur : Jacques Durand, gérant de société.

Aménagement du territoire, ville et intégration

Est promu commandeur : Paul Ricard, ancien président-directeur géné-ral de société, maire honoraire.

Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat

Est pranti commandeur : Jacques Dauer, maître im mecteur général de société

Jeunesse et sports

Est nommé chevalier : Christophe Auguin, vainqueur du « Vendée-Giobe » 1996-1997.

Grande chancellerie

Grande chancellerie

Sont promus officiers:
Francis Artighi, sous-préfet honoraire; Pierre Benaiteau, présidem de l'Association des réservistes du chiffre et de la sécurité de l'information, ancien ingénieur dans mi groupe électronique de défénes; Bernard Pollot, ancien responsable national de la société d'entraide des membres de la Légion d'honneur; Gibert May, membre de plusieurs associations d'anciens combutants et victimes de guerre; Roger Path, président du combé d'Autoume de la société d'entraide des membres de la Légion d'honneur; Michel Sallard, ancien inspecteur général à Gaz de France.

Sont nommés chevaliers:
Louis Abbé, aucien communidant de vedette garde-cites des douanes fançaises; Michel Armand Parte, sollen des ancien diseases; Michel Armand (Armand-Parteus), conseiler à la Cour de cassation en service extraordinaire; Lucien Berton, ancien diseases délégat d'EDF Production-basisport et chargé de mission à la direction générale d'Ellectriche de France; Colette Biddaili, née Lebourgeois, membre actif d'associations d'anciens combattants; Gérard Crocson, ingénieur commercial; Monique Dalguiez, née Develay, attaché principal d'administration la ministère de la justice; Guy Depuennel, secrétaire en chef honoraire du parquet général de la Cour de cassation; Jacques Forzy, membre tituloire de l'academic de chirunge; Cossies Frank, médecin de l'acasse honoraire, ancien chirungem des hôptissus de Strasbourg; Jacques Gerval, président de la section de l'Éssonne de la société nationaix « Les Méthallés similariers » ; Lucien Hendon, conseiler honoraire à la cour d'appel de Métz; Angèle Humbert, née Arbohs, exploitainet agnicole, mère de famille nombreuse (quatouze cufants); Andrée Strainchamps, née Colot, vice-président au n'i-

bunal de grande instance de Paris ; Roger Tepe-niez, président national des anciens combatmicz, président national des anciens tants d'Electricité de Prance-Gaz de France; Andrée Valentin, ancien agent civil des années.

Premier ministre

Sont promus officiers:
Marguerite Arnaud, présidente déléguée des meilleurs ouvriens de France; Paul Burry, président d'associations; Pierre Boutoule, membre d'une association d'antières combutants; Marie Lautner, née Vinore, dier Rende Saint-Cyt, combélienne: Marie-Thérèse Meurgey, présidente d'une association pour la sauvegante du patrimoine; Nevarte Manouellan, dite Rosy Varte, artiste dramatique.

rie Lautner, ner Vinner, cir Runde saurcyr, presidente d'une association pour la sauregatie du partimoine; Nevarte Manouellan, dite Rosy Varte, artiste dramatique.

Sont nouveles chronier:
Tves-Mante Beroé, directeur de l'Ecole nationale des chartes; Claire Beylot, née Barncq, praticien hospitales; Francis Boch, médecinchef dans un centre hospitaler; Daniel Bodiot, président du comité inferunivessitaire francomarcain; Françoise Brun, née Vezinet, professeur de vivologie dans un hôpital; Jean-Paul Casita, proviseur d'un lycée professionnel; Annie Charcon, avocat-consultant; Jean-Paul Casita, proviseur d'un lycée professionnel; Annie Charcon, avocat-consultant; jean-Paul Casita, proviseur d'un lycée professionnel; Annie Chanezy, chef de département dans une société; Marcel Dulia, secricaine général d'un syndicait agricole et bortcole; Noël Desbois, président d'une association caritative; lean-marie Deswent, président de société; Repunond Duher, membre d'associations à caractère social; Patrick Dupond, danseur étodé; Jean-Charles Foellung, président directeur général de société; Anteire Gruss, epous Peuroère, président de société; Jean-Paul Houdusse, président partier, président de partemental d'une association d'unières constations d'une association d'une des addiennes autonale; André Moret, maire, administratieur en chef à l'institut de Franci; Josephine Lebort, ancienne infirmière, membre d'association d'une d'association d'une d'association des d'une association d'un journal local; Other Revol, président d'un president de partemental des adisies suntaires et sociales; Clande Pett, directeur de la rédaction d'un journal local; Other Revol, président de Poulon des suites unu

Anciens combattants et victimes de guerre

Sout promus officiers: René GBy, président bonnaine d'une asso-ciation hoceme de résistance; Laurent Lassays, membre du Cominé national d'entente des au-ciens d'indochène.

Sout ponunés chevaliers : Marcel Amsallem, président départemental de l'Association des anciens de la 2º 09 ; Abert Bigleman, président de l'Amicale des anciens déportés du camp de Bergeo-Belsen; Marc Boutloes, président d'une union départemen-tale de combattants volontaires de la Résis-Bounce, president et uno di departemento de combattants volontaines de la Résistance; isabelle Carifer, ancienne résistante, membre d'associations d'anciens combattants; Raymood Chevin, président d'une union départementale de combattants volontaires de la Résistance; Bernard Damy, président départemental de l'Association des anciens de la P. DB; Herniette Dubois, membre d'un comité directeur départements de la Résistance; André Laperie, président national du groupement des combattants d'indochine et TOE; Pierre Marchiani, président d'une section de la société nationale Les Médailés militaires; Robert Pottelance, vice-président régional d'une articale régimentaire; Christian Valle, défené départemental d'une articale régimental d'une articale régimentale. CONTINGENT DES DÉPORTÉS

ET DES INTERNÉS DE LA RÉSISTANCE ET DES INTERNES DE LA RÉSISTANCE
Sont promos officiers:
Fernande Escudie, née Daguin, déponde résistante; Jean Gifbert, interne-vésistant; Jeanne
Peyson, née Prens, interné-résistante.
Sont nominés chevoliers:
Charles Cannet, interné-résistant; Alexandre
Defendint, interné-résistant; René Enchevers,
interné-résistant; Pierre Lacalemne, interné-résistant; Jean Perry, interné-résistant; Odette
Pipoul, née Larrieu, déponté-résistant; Pierre
Plancke, interné-résistant.

ANCIENS COMBATTANTS

DE 1914-1918
Sont nommés chevoliers:
Louis Asclone; Heard Guittet; Marie-Antoine
Laccaur-Laforest; Jules Moutel; Roger Ricard.

Outre-mer

Est promue officier:
Andréa Tourneur, née de Balmann, ancien médecia en Polynésie française.
Sont nommés chevoller:
Michel Dubem, vice-recteur de la Polynésie française: Ary Ebroin, écrivain-chroniqueur gastronomique à la Guadeloupe; Bettino Lara, ancien directeur de l'Imprimente officielle de la Guadeloupe; Daniel Mattheu, ancien directeur d'école en Nouvelle-Calédoné: Marcel Osenat, directeur de sociétés à la Martinique; Marle Picard, épouse Solesse, societire d'une astociation en faveur des handicapés à Saint-Paul (Réunion); joseph Phijot, chef de la tribu de la Conception à Mont-Dore (Nouvelle-Calédonie).

Jeunesse et sports

Est promu oficie:

Marcé Hanseme, président d'hormeur de l'Association des journalistes sportifs.

Sont nommés chevoliers:
Pierre Abnic, président de la Fédération francaise d'estorine; Lucien André, président d'une Ligor régionale d'authébisme; Joun Bayle-Lesphau, président de la Lique manonale de basicrionis; Noci Chambochic de Saint-Polgent, déligué interministériel à la Coupe du monde de football de 1998; Maurice Gioquei, guide de haute montagne; Renaud de Labrouhe de Laborderie, Journaliste sportif; Jean-Mane Leblanc, directeur général de la Société du Tour de France; Gérard Masson, vice-président de la Fédération française handisport; Jean Pality, secrétaire général de la Fédération française de gymnasique; Jean-Marc Pipoul, membre du comité d'homeur du centre nautique des Cilinais; Jean Stabierski, di Stabierski, vice-président deu club sporté municipal.

ACTION HUMAANITAIRE D'URGENCE ACTION HUMANITAIRE D'URGENCE

ACTION HUMANITAIRE D'URGENCE
Sont nommés chevaliers:
Antoine Casasoprana, chef du service de cardiologie pédiatique d'un hôpital; Boyan Christophorou, chef du service de médecine interne
d'un groupe hospitalier; Jean-Martin CohenSolal; consellier du président de la Féderation
nationale de la municipite françaire; Jacques
Crumbin, ambassadeur de Prance au Ruenda;
Geneviève Laborte, née de Saint-Mart, ancietase
saistante d'aussibles-résummation; Jeannesaistante d'aussibles-résummation; assistante d'anesthésie-réanimation; Jeanne-Caudie Larroche, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique; Serge Uzan, chef d'un service de gynécolog

Austice

Sont promis *officie*rs : Pant Comez, conseiller à la Cour de cassa-

tion; Claude Hanotens, premier président de la cour d'appel de Rennes; Roger Le Crall, ancien conseiller prud'homme à Paris; Louis Louche, conseillerer de justice à Patisseau; Jean Massoc, président de section au Conseil d'Esat; Cone-vière Paris, épous Géé, conseiller honoraire à la Conseil de section. La Paris de manustratific de vere rais, crouse de consegniturante à la Courde cassation; Canade Pundens, avocat an barnean de Paris; Jean-Pierre Royanez, pré-sident du tribunal administratif de Bastia; Jean-Paul Welli, avocat honoxaire su barrean de Pasident du tribunal administratif de B Paul Well, avocat honoraire su bar

siderti du tribuntal administratif de Bastia; learPaul Well, avocat homozaire au banteau de Paris;
Sout nommés chevaliere;
Nicole Antoine, née Outin, président de
chambre à la cour d'appel de Paris; Pietre Bazenque, expert honoraire près la cour d'appel de
Paris; Yves Bot, procursur de la République
près le tribunal de grande instance de Nanterre; Casude Brogues, avocat au barreau de
lécontpellier, ancien béhomiser; Pietre Chanel,
président du tribunal administratif de Nice;
Pietre Cheven, président de chambre à la cour
d'appel de Politers; Andrée Coure, d'pouse Cervals de Lafond, premier président de la cour
d'appel de Politers; Janine Deschamps, épouse
Tavernier, président de l'India partie des
associations de défense des familles et de l'individus; Dominique Doffore, avocat au barreau de
Paris; Robert Escraffre, avocat honoraire au barreau de Rodez, ancien béhomiser; François Falietti, procureur général près la cour d'appel de
Lyon; Robert Garrahos, avoud près la cour
d'appel de Paris; Henti-René Garand, avocat
au burreau de Paris; Thérèse Chesquière-Diericke, substitut du procureur général près la
cour d'appel de Vensailles; Didier Riing, expert
près la cour d'appel de Paris; président de la
Companyle nationale des commissaères aux
compies; Marie-France Lagrange, épouse Mazars, président de chembre à la cour d'appel de
Vensailles; François Lusys, avocat au burreau de
Paris; Honor Euger, vice-président au unbituel de grande instance de Versailles; François lacas-lectin, ancien président de la cour d'appel de
Vensailles; Jean-Bierner Picard, chef de acrosc périteritaire à la
cour de appel de Paris; jean-facques
de Paris; Louis Sérié, conseiller à la
cour d'appel de Paris; jean-facques
Zenheit, procureur de la Republique près le tributal de grande instance de Versailles; premier
de Paris; Louis Sérié, conseiller à la
cour de appel d'Agen; Cilies vergues, huisser de la cour d'appel d'Agen; Cilies vergues, huisser de la cour d'appel d'Agen; Cilies vergues, huisser de la cour d'app

Education nationale. enseignement supérieur et recherche

Sont promus officiers:
Marc Angé, directeur d'étailes à l'Ecole des hautes études en sciences sociales; Edmond Légoulière, impectaur général de l'éducation nationale; René Morriet, professeur des anivensités, praticien bospitaller homorafre; Jean-Fieure Pousson, président de l'université Paris-Sochome Paris-IV; Jean Sanvage, ancien président du conseil général de Maine-et-Loire, chargé de la formation des jeunes.

du conseil général de Maine-et-Loire, charge de la formation des jeunes.

Sont nommés cheroliers;

Josiane Atmel, oéc Chamotet, recteur de l'académic de Dijou; Jean-Louis Aucoumnier, professour des universités à Bordeaux; Joseph Sartolomei, directeur de l'école, du collège de du Joée Lacondure de Marcelle; Genevière du Joée Lacondure de Louis du Joée Lacondure de Louis du Joée d Bartolomici, directeur de Fécole, da collège et du lycée Lacardatr de Mansellie; Geneviève Becquelia, née Porquet, inspecteur général de Péducation mationale; Gérard Béranger, professeur à l'université de technologie de Compiègne; Alain Bésançou, merobre de l'Academé des sciences monales et politiques; Bené Chapelle, proviseur homoraire de lycée; Maryvoume Cassan, épouse Lecher, directeur du parc zoologique de Paris et des pous acadegiques du mésum national of histoire naturelle; Etierne d'Alché, professeur de physiologie animale à l'université de Caen; Francis Delamoy, professeur de Alché, professeur de physiologie animale à l'université de Caen; Francis Delamoy, professeur des misersités de Caen; Charles Delamoy, professeur des indication des misersités de l'université Hensi-Poincaré (Nancy-I); Senge Coursaud, professeur des misersités de l'université l'ensi-Poincaré (Nancy-I); Senge Coursaud, professeur des misersités à l'université Paris-V; Jean Héraud, principal du collège Martin-Luther-Aing de Catals; Alexandre Hesica, professeur des universités à l'université Paris-V; Jean Héraud, principal du collège Martin-Luther-Aing de Catals; Alexandre Hesica, professeur des universités à l'université Paris-I, i Marie-Louise Mague, née Unicht, direction toutorair; Marie-Louise Mague, née Unicht, direction université d'académie, directeur des services échartementatus de l'édication unitoécoles honocate; Marie-Thérèse Massard, née Roussard, inspecteur d'académie, discettre des services de partementaux de l'édocation matio-nale de l'Eure; Dominique Meyer, née André, professour d'éconstollege à l'université Pain-XI; Jean-Marc Montell, président de l'université Balais-Pascal de Clemour-Ferranci Marie-reance Moreaux, née Lecker, adjoint au disce-teur des hodes et collèges au ministère; Guy Pautot, directeur de centre de Brest de l'Instituz français de recherche pour l'exploitation de la mer; Joselyne Pérard, née Tourniez, présidente de l'université de Bourgogne; Jacky Richard, chef du service de l'inspection générale de l'ad-ministration de l'édocation nationale; Pierre Tambourin, directeur de recherche à l'Institut national de la samb et de la rocherche médicale. RECHERCHE

national de la same et de la reciperciae managar.

RECHERCHE

Sost mounnés chevaliers:

Pascale Annoul, née Remou, directeur au
Commissariat à l'émergle anomique; PierreFrançois Bougnàres, directeur de recherche à
Innation autional de la samé et de la recherche
médicale; Jacques Cohen-Ganouma, directeur
de recherche au Centre national de la récherche
scientifique; Jean Delon-Laval, directeur de recherche à l'institut mational de la récherche
agroutonique de Nuntes; Bétanior DescampaLatscha, directeur de recherche à l'institut national de la samé et de la recherche médicale;
Claude Drozz, vice-président de l'université René-Descartes (Paris-VI); Beeline Bechrotes, née
Pierron, directeur de recherche à l'institut national de la samé et de la recherche médicale;
Odine Fabote, ingénieur de recherche gar Centre
national de la recherche scientifique; Pierre
Trollais, professeur à l'institut Pasteur; Jean
Weissenbach, directeur de recherche au Centre
national de la recherche scientifique; RECHERCHE

Défense

Sout prumis officier:
Alain Brumenn, directiour dans une société;
lean Foure, président d'une société unitonale;
Michel Mazers, président-directeur général
d'une société.
Sont nomanés cheudiers:
Jean-Louis Champetier, responsable à la direction des arplications militaires; Anne-Thérèse Couze, née Petitiens, laginieux cadre natinito-commencial; Daniel Duppy, directaur de
dirision dans une société; Prançois Levieux
(François), directaur technique dans une société; Jean-Louis Michel, directiour général d'une
société; Particis Milles, responsable des relations adéleticans dans une société; Alain Monnet, magistrat, chef de la division des affairespenales militaires; François Mostaguier, adminitrataur civil hors classe, sous-directeur au
ministre ; Joë Normand, chef de cushue; JeanPett, professen de chaire supérieure; Bernard
Roomemont, président directeur général d'une
accèté. Rocquemont, président-directeur général d'une société.

> Équipement, logement, transports et tourisme

Sont promis efficiers:

Jean-Paul Bernaux, ancien directors d'un
comité départemental de prevention routier;

Pierre Dardele, président horonaire d'une organtisation professionselle maritime; Pierre
Guidhan, hydraient général des preits et chaussées, covidonnaient d'une mission d'inspection
générals; Alain Jaquen, président-directeur
cénimi d'établissements bluciers.

Sont nommés chevalers;

André Ampelie, directeur à la RAIP; JeanYres Edoue, Just de service à l'administration
commale; Danielle Bénadon, éponse Tresdee,
directeur adjoint à l'administration cestralle;
Christian Bernad, président d'une associates;
Michel Burdeau, ingénieur en chef des pouss et
chaussies, délégat général d'un groupe de vociètes astronomères; Roper Geriabent, vice-prè-

dent d'une organisation professionnelle de nuisme : François Lacôte, directeur à la scarte d'une organisation professionnelle de travaire; François Larchte, directeur à la SNCF; Jean Levet, président fondateur d'une association de trustrate; Jaquelle Maurin, directeur d'un ceutre interrégional de formation professionnelle; Henri Ravisse, courtier maritime, ancien y spécial d'un groupement d'uniré, public; Jean-Clande Roude, président d'une quient public; Jean-Clande Roude, président directeur général d'une entreprise de travair d'uniré public; Jean-Clande Roude, président directeur général d'une propret de travair d'uniré public; Jean-Senard Turden, président d'une société d'études de général d'une organisation professionnelle aéronautique.

Logement .

Est pronnes officier:

Paulette Roussel, administrateur d'organismes d'HLM, anche fonctionnaire.

Sont noumeis chevoliers:
Claude Boyer, président-directeur général d'une fichization de bitiment et de travaux publics : Christian Dianné, président de societés d'HLM; Michel Hémar, administrateur de societés, président d'un groupe financier et inmobiler; Partice Lance, adont à un directeur d'administration contrale; Joseph Mél, Ingénieur des travaux publics de Fizza, chargé de mission d'inspection générale; Robert Montase, administrateur d'un office public département d'HLM; Eric Vinsesse, administrateur c'ul, président-directeur général de sociétés tromoblière et fonciere.

TRANSPORTS

TRANSPORTS

Soft nommés chevaliers:
Prançois Bordey, président d'un établissement public finiral; Jean-Pierre Houillon, directour à la SNCF; François Le Bers, président-directour général d'une agence mantime; Dominique Provonst, président-directour général d'une société de transports.

Affaires étrangères

PERSONNEL.

Sont promus *dificies;* Marie-Prance de Hartingh, née Renno, am-assadeur de France en Antriche; Philippe Reibassadeur de France en Amurace, compartier, ambassadeur de France au Nigeria;

tier, ambassadeur de France au Nigeria; Chates Philip de Labone, ancien serréaire de chancellerie de classe exceptionnelle. Sont nommés chevaliers: Françoise Allaire, née Chevrier, chargé de mission à l'administration cerorale; Charles de Bancalls de Manrel d'Aragon, ambassadeur de France en Syrie; Daniel Bernard, ambassadeur, conference merchant de la l'annon aumès de France en Syrie; Daniel Bernard, ambassadeur, représentant pennament de la France auprès de l'Ouganisation des Nations uniès à Genève; Mi-chèle Duntec, ambassadeur de Prance au Salva-dor; Disier Fernard, ambassadeur de Prance au Clasas; Pascal Heschi, ministre piéniponentiaire à l'administration centrale; Jean Galilanie, am-bassadeur de France en Croatie; Marie-Claire Kharal, née Baron, ovesul général de France à Amsterdam.

PROTOCOLE Sont promus officiers:

Marius Le Fevre, direction du ceome de recherche et de authrologie de l'Agence spatiale
européenne (Pays-Bas); Daniel Salem, président d'une société d'éditions (Grande-Bre-

tagne) ; Llouei Stoléra, ancien ministre, pré sident-fondateur de la maison Prance-Israel. Sout noramés chevaliers: Didier Bakne, directeur d'une banque (Hong-rog): Denis Barois, délégué au Conseil aupévicur des Prançais de l'étranger (Mexique) ; Hugo Barral, président de l'Altance fracquise à Asundou (Paragusy); Hampois Bizot, chercheur enseignant (Luoy); Isabelle Deblé, présidente du comité éducation et formation de la Commission française pour l'Unesco; Henri-Horoszovski, chef de service hospitalier (is-talle); Jean Huet, directeur de groupe bauraîne (Exase-Unis); Marie Morrira Alves, née de Preasis, présidente de l'association Solidariné Rance-Brési ; Bomanuel Prat, président de so-cieté (Incom). Prima Parene Establem reance-area : annuanue rat, présonn de so-ciété (apoul) : Exérue Ramos Esteban, pré-sident de société (Colombie) : Augusto Rou Batus, Journaliste, écriván (Panguay) : Pieme Rosfelder, président de la chambre de comuntue Prance Suisse (Suisse) : Prançoise Savage, née Péchon, accien directeur des rela-tions avec Pércauser à Prantine Affonde colstous avec l'étranger à l'austitut défindes posi-tiques de Paris; André l'écininé, cinéaste; Jean Trattenat, président de société (Augentine); Le pète Roger Tilland, en religion, Jean-Marie Ro-ger, religieux (Carada); Pierre Valentin, pré-sident de société (Brési).

Cooperation ."

Sont promus officiers:

Le père joseph de Benoist, membre d'une société de missionnaires d'Afrique; Madeleine Père, fondantice d'un musée de civilisation au Bertina Faso.

Sont noumnis chevaliers:
Martine Blatin, née Dallemague, chef de departement au ministère; Jean-Pierre Fourle, directeur de société; Christian Job, chef de la mission de comperation et d'action culturelle aux Seychelles; Denise Le Constance, en religion sour Marie-Michael, infirmière missionnaire en Afrique du Sod; Jean Terefort, entremologiste export dans la hotte amisachéenne; Henni de Waubert de Gemlis, gérant de sociétés en Afrique du Sud.

Affaires européennes

Sont nommés chroniers:

Pletre Cafeu, directeur général honoraire des Communantés européennes; Efisabeth Moulard, épouse Bontonne, directeur d'un centre d'information et de documentation sur l'Europe; Bernard Souny, membre du comité enfectut de l'association des seniors de l'Europe recommunantes.

communication:
FRANCOPHONIE
Est nominé chrysler:
Jean-Jacques Rateau, délégué au Conseil su-pénieur des Français à l'étranges.

Travail et affaires sociales

Sont promus officiers:
Simon Berenhole, président de l'Académie nationale de chironje; form Le Lous, président-directeur général de laboratoires pharmacourages; Bernard Leroy, ausien secrétaire général de l'Union des admistries métallungiques et inderes; Jacques Moulin, vice-président départemental d'un conseil de l'ordre des métacles ; jean-Marc Sahn-Sever, directeur des relations purasties d'une société : Simone Ensiété, née Marcani, membre d'une fendation médicale.
Sont nommés chevières;
Yvette Amion née le Roux, informême bosoi-

Marcari, membre d'une fandation médicale.

Sout nummés charoliers:

Yvette Amiot, née le Roux, infamilire hospitalière: Bruno Angles Dentine, déligné général d'un groupe: françoise Aspar, née Sécard, directeur des afiniers générales de la Caisse nationale de prévoyance; frame Daniou, arcianne suveillante générale des Daniou, arcianne suveillante générale des Danious; président directeur général d'une polyclimique; jean-Claude Dubois, médecia-spécialiste, président directeur général d'une établissement themal; Danielle Fonteurs, née Inglin, caine socioéthicatif en service d'hospitalisation à dominie : Lucie Fourcale, née Miou, présidente d'une sassolution; Cuty Fradio, anoien médicale généraliste, président honoraire d'un syndicat régional de médecius; Anne Chardot, née Cut-leon, président de médecius; Anne Chardot, née Cut-leon, président d'une mion régionale de protection sociale, infinuière de mit; Claudine Guyot, née Argentien, médecius spécialiste; laisi jecto, directeur régional à l'Agentee unitonale pour l'empiol; Claude Marx, vice-président d'une Résidention d'établissements hospitaliers d'assistance privée; Michel Métoz, président de la Fédération matounale des déco-

pement départemental d'apprentisage en bai-ment; Gérard Prigent, chargé de mission à la délégation intermulsaticiale à Unsertion pro-fessionnelle des lemes; Bemard Rom, pré-sident d'une association; Jest-Pierre Soubier, président de l'Association internationale pour la restaurcion du médie vention du sticide.

Sont nommés chevallers: Jacquet Bournazel, président-directeur géné-nal de sociétés; Prançoise Delamons, vice-pré-sidente du Consell international des femmes francophones; Christiane Elécot, née Sauva-geot, présidente de l'Union européenne fémi-nine.

SANTÉ ET SÉCURITÉ SOCIALE .

SANTÉ ET SÉCURITÉ SOCIALE

Sont promus afficiers:
Geneviève Barrier, directeur médical d'un
SANU; Jacques Giret, président honoraire d'un
conseil régional de l'ordre des pharmaciens;
jacques Salar-Baroux, praticien hospitalier.
Sour nommés chevaliers:
jean Albariet, ancien médicin généraliste;
jean Barbet, ancien médicin généraliste;
jean Barbet, professeur honoraire des indyessités, praticien hospitalier honoraire des hôpitaux
de Parls; Jean Cabanes, ancien médicin, Bertrand Dufour, professeur des molecules, particien hospitalier des hôpitant de Ruis; Jean Rérand, ancien médicin; Nionie Humania, née
Jarrie, praticien hospitalier à Aix-en-Provence;
Pierre Massias, ancien praétien hospitalier; Robent Renand, professeur honoraire des hospites
civils de Strasbourg; Yvas Touanine, praticien
hospitalier houoraire de l'hôpital de Pout-deBeauvolain (tabre).

Sont process officiers:
Zaine Benfabed, président d'association
(yveines): René Bonnefoy, ancien conseiller
régional d'île-de-Prance, ancien matre de Saint-(Weiner); Mene nomeron, smean untre de Sainrégional d'he-de-Fance, uncien maire de SainJean-les-Denz-Jumeaux (Seine-et-Marne);
Won Bouvet, chef du come de déminage de
Châlons-en-Champagne (Marne); Le père
Georges Décogné, vicaire de la puraisse SaintThomas-d'Aquim à Paris; Pouncia Décogné,
maire de Saint-Siméon (Eure); Manuel Leclert,
préfet hors cadre, directeur de l'institut des
huntes étudis de la séculié intérieure; Parrice
Magnier, préfet de la région Alsace, préfet du
Bes-Brin; Roger Séné, maire de La Bentide-deBousignac (Arrêge).
Sont nommés chevaisus;
Daniel Barbier, sous-préfet de Cholet;
Me Louis-Marie Billé, archevêque d'Alx-enProvence et d'Arles (Bouches-du-Rhône); Mate-Ange Bizne, née Thomas, brigadier de police; Michel Boutlier, chef de service ndmoilteatif à la préfetture de la Luire; Alaha Bujean,
ancien maire de Mont-Saint-Alganan (Scho-Ma-

the Ange Blaine, née Thormus, brigadier de police; Michel Bondler, chef de service administratif à la préfecture de la Luire; Alain Brajeur,
anchen maire de Mont-Saint-Algum (Schre-Mataine); Pieure Braum, maire honoraire de Richeim (Haint-Rhin); Annie Chautalat, née Vivron, anchen conseiller de Pairis; Miretille
Choquet, née Ballestraard, comminante divisionnaire de groton (Nord); Mr Michel Dubust,
évêque; Rende Escoffier, née Sainn, inspecieur
de l'administration; Charles-Dominique Rez,
commissive diviniumaire de police; Louis Furchard, ancien président du couseil régional de
Pritou-Charentes, ancien maire de Manifon
(Deut-Sèvren); Jeun-Luc Geroniuni, directrur
adjoint du laboratoire central de la préfecture
de police; Paul Gavot de Langiade, préfet de la
Courber; Faul Gavot de Langiade, préfet de la
Courber; Faul Gavot de Langiade, préfet de la
Courber; Paul Gavot de l'Angia, matre bonoraire de Sainne-Manguerite (Vospis): André
Grignon, conseiller général des Côtes-C'Or; Jean
Lancournet, ancien premier adjoint au matre d'issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Scive!); Robert
Lancournet, ancien premier adjoint au matre d'issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Scive!); Robert
Lancournet, ancien sénateur de la HautsVieune, ancien conseiller régional du Limousiu,
maire bonoraire d'isle; Longeville (Goy), ancien
conseiller régional d'ile-de-Baunx, conseiller de
Rais; Bernaderte Malgenn, préfet de la région
Louaine, préfet de la Mosèlle; Cfare Neuranude,
arcien conseiller yégienal de Hauts-Neuranude,
arcien conseiller yégienal de Hauts-Neuranude,
moire conseiller yégienal de Jacine-Manifane;
Mydam Sérusice, née Jo, capitalus de police;
france-Alamie Sigot, née Roufe, chef de savvior
administrati amolès, à Roquebrune-Cap-Martin (Alpea

5 . Économie et finances

Economie et finances

Sont promis officiers:
Roger Cambournac, ancien président-directeur général de société, président d'homeur d'un syndien national de commence entriour; Philippe Giffard, président-directeur général d'un organisme financier, conseiléer bonoraire du commence entrieur; Authins Jeancourt-Ca-legnani, importeur des finances, président d'une compagnie d'assurances; Roland Vouette, chef de mission de contrôle économique et financier.

Sont nommés chemièrs:
Rail Alibert, président du directoire d'une compagnie financière; Judien Bertrand, ancien chétagie régional d'un établissement financier spéclatisé; jean-Bermard Bistise, professeur d'université, membre du Cousel de la concurence; Claude Couraud, ancien discuter régional d'un établissement financier spéclatisé; jean-Bermard Bistise, professeur d'université, membre du Cousel de la Couracter régional d'un établissement financier; conseiller réfrendaire à la Cour des comples et financier; Augustin Poumier, mésorier-payeur général de la Mayeune; Yves de Cambe, conseiller réfrendaire à la Cour des comples, président-directeur général de sociémé; Paul Grange, ancien trésorier pour de consenier de la Banque de France; Jean-Louis Latour, conseiller réfrendaire à la Cour des compassion économique à Téléman; jean-Claude Le-chanoire, agent général d'assumances, président d'une réoférations uniforaile de syndicats; Didier Manpas, trésorier-payeur général, agent compagnie financière, président de confirés; Didier Manpas, trésorier-payeur général, agent compagnie financière, président de le confirés d'économis sociale; l'amés favel, mésorier-payeur général; Bernard Stoven, chief de hereau au ministère.

Budget.

Sont promus officiers:
Bernard Duchesne, intercrier-payeur général de la Mana-Vienne et de la région Utmousin;
Bernard Thoyer, néoprier-payeur général du Bas-Ribin et de la région Alsace.

Bas-Rhits et de la région Alsace.

Sout nommés christier.

Constant Bigou, agent de reconstantest poncipil des douanes à Doon; Renée Blanchin, contrôleur principal des impôts à Atmey; Régioe Dubert, née Dupet, agent de constalation principal des impôts à Bouleaux; Marie Pagnoul, née Mariel, contrôleur des douanes à Patis; jean Pamouls, trésorier-payers général, agent compubile central du Trésor; Raymond Gélan, directeur régional des impôts à Besanour, Pietre Godignour, receveur regional des douanes à Patis; Duvid Language, general de sociées, espers pais la commission de conditation et d'appettes douanes à commès la commission de conditation et d'appettes douantre; Odite Languag, née Ra-

bin, conseller rechnique de service social au mi-nistère ; Michel Lécolle, contrôleur financier ; Albert Mourgalant, président d'une chambre syndicale de débitants de tablet; André Noyes, chef des services fiscaux à Bustia ; Georges Pi-cavet, trésorier poincipal à Lille.

Finances et commerce extérieur

Est promu officier:

Rend Maire, président du conseil de surveillance d'un groupe, vinicole, conseiller du
commence estérieur.

Sont noumés chevallers:

René Autolne, directour général dans une soclété, conseiller du commence estérieur. Bernéfette de la commence estérieur.

chée, conseller du commerce entérieur; Pienre Beauchet, président-directors général de socié-té; Pienre Capo, directors général de société, conseller du commerce entérieur; Dominique Charvin, directors général de société, conseller du commerce entérieur; Médel Cotte, conseller du commerce entérieur. Charrin, directeur général de sociéré, conseller du commerce antérieur; Michel Coue, conseiler commercial, chef du poste d'expansion économique à Baucelone; Enlispe Fender, chef de service régional de la concumence, de la concommentien et de la répréssion des frandes; lesn Gruzz, président-diseaux général de société; Bessard fiquel, président-directeur général de société; François Leroux, inspecteur général de société; François Leroux, inspecteur général de la concumence, de la concommenton et de la répréssion des fraudes; Jean-Philippe Thierry, président-directeur général d'un groupe d'assummes.

Sont promis officiers: Jean-Chaude Bécane, accrétaire général de la questure au Sénat ; Régine Lleu, née Trestour-net, ancien député, membre actif d'une associa-tion de sepatriés ; Guy Sabatier, député homo-raire, ancien maire de Laon.

name, ancient maire de Laon.

Sont nommés chevaliers:

Achour Amanzougamene, président d'une association de tapatriés; pillanii Benchemmont,
président d'une association de défense des rapartiés; Alfred Bouschbachet, trésorier d'une
association nationale de raputriés; Michel
Chanty, s'esticur bonoraire, ancien maire de
Nautes; Colette Codaccion, née Roussez, ancien unitem, ancien d'entré conseiler entrés par cien ministre, ancien député, conseiller général; Francis Dousnden, vice-président départemen-tal d'une association de rapartife; Claude Lan-gier, directeur adjoint du service du compte rendu imégral à l'Assemblée nationale; Joseph Lies, eleazeur honovaire, ancien maire de Case-Plote; Jacques Rauline, directeur du service de la stance au Sénat; Guy Robert, secrénire du burreau du Conseil économique et social; Ber-nand Tapia, président national fundateur d'une association de rapatriés. cien ministre, ancien député, co

Sout nonmés chevoliers:
Charlotte Anghund, née Wedociong, présidente d'une association de protection de l'envisonmennent; lean-Picure Carbonnel, directeur de recherche dans un laboratoire du Centre national de la recherche généralique; Cynile De Riesan, vice-président d'une société pour le dout de l'envisonmennent; jean-jacques Magnard, collaborateur technique dans une agencide l'eau; yveline Moeglen, née Gavelle, chimiste au Centre national de la recherche schattinge, conseiller trédonale d'Alsace.

Sont promot officiers:
Charles Azhavour, artiste de vaniétés, compo-sitem de musique, comédien: Marguerite De-munge, épouse Puils, président directeur géné-ral du Républicair korubr ; Augustin Grand, aucha chef du département des études et de la

ral da Rejurblicani horushi; Augustin Girard,
ancken chef da departement des études et de la
prospective su minishre; Anaké Sil, éctivain;
André Eamise-Lemfant, dit Michel Tauriac, journaliste, écrivain; Philippe Thy, ancien directeur
de l'Office national de étifusion artistique.

Sont nommés chendlers;
Eugène Bache d'Autonald de Vitrolles, président d'une fondation; Françoise Bulgand, directeur de musée; Heuriette Dalmas, née Fronfreide, éditeur; Robert Damideu, président du
Syndicat mutional des diffuseurs de presse;
Thierry Desjardins, journaliste; partick Devaur,
ancien directrur général de la Comédie-Prançaise; Claude Dufresne, journaliste; président du
Syndicat national des diffuseurs de presse;
Thierry Desjardins, journaliste; partick Devaur,
ancien directrur général de la Comédie-Prançaise; Claude Dufresne, journaliste, instorien,
producteur de tatio; Seuge-Léon Psyolles, président du Syndicat national de l'édition; Autoineme Fry, prouve Halle, directeur d'université;
Vera Gobry, échvaln, professeur d'université;
Noëlle Gubert, directeur du département des
arts da spectacle à la Bibliothèque untionale de
Prance; Nicolan Fraide, journelaire, producteur
et minimeur d'emissions téléviées; Bernard
Jadand, président du conseil de surveillance
d'un journal, professeur des diversités; jean
Réged, président de nociété; Alein Letevne,
journaliste, président de nociété; Alein Letevne,
journaliste, président de nociété; Alein Letevne,
journaliste, président de nociété; Marta Prin,
épouse Wogensky, sculpeur; Christian Prévous Wogensky, sculpeur; Christian Prévous Wogensky, sculpeur; Christian Prévous Marte-Thiebes de Mitry, épouse Prançoisprocette; Samore Virauti, éponse la Marta Prin,
épouse Wogensky, sculpeur; Christian Prévous Marte-Thiebes de Mitry, épouse Prançoisdes Mosuments historiques; Viváine Rey,
épouse Hachard, directeur d'un musée
nositée; Samore Virauti, éponse Herog, conservaiteur pénéral de la patrimoine; Jean-Pierre Wallet, violousite conce

industrie, poste

et télécommunications Sont promus efficiers: Guy Dumas, administrateur de sociétés; Noël Gouant, président-directeur général de société; Claude Ségalot, président-directeur gé-

société; (Jamés Ségniot, président-directeur gé-néral de sociétés.

Sont nommés cheroliers:
Michel Brimsvick, président honoraire du conseil de sayvellance d'une société; Géraldine Capdebous, née Postri-Vinay, puésident-direc-teur général de société; Gérand Cooumand, d' recteur général de société; Gérand Cooumand, d' recteur général adjoint de société; Gabriel Co-loums de Clovellan, président d'une companya-de société; Claude Henry, président-directeur gé-néral et président de société; Claude Jeanni-nel, ingéniem, président d'une commission de normalisation: Olivier Rueiss, président-direc-teur, conseiller du président d'une commission de normalisation: Olivier Rueiss, président-direc-teur, conseiller du président d'une companya-té conseiller du président d'un groupe indu-triel; Paul Monta, gérant de société et président de conseiller du président d'un groupe indu-triel; Michel Mottant, président directeur gé-néral de société et président d'un syndicat pa-trous régional; Michel Quélennec, chef du groupe industriel; Prampoise Soussaine, née Verouchaint, président directeur général de so-ciété; Solange Stricker, née Goale, président-directeur général de sociétés. néral de sociétés.

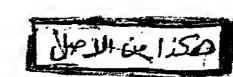
· Lire la suite page 10

La gestion du risque dans les Collectivités Locales

Jeudi 3 avril 1997 16 h 30 PALAIS DU LUXEMBOURG

Inscriptions: 01 55 61 60.32

Beloitte & Δ



Agriculture, pêche et alimentation

Sont promus officiers:
Robert Brouard, président du Conseit interfédéral du bois; Manime de Cordar, ancien président de la Fédération nationale de la propriéé agricole; Lucien Escard, directeur honoraire de l'institut agronomique méditerranéen; Pierre Faucormet, président du Centre national des expositions et

président du Centre national des expositions et controus agritoles.

Sont normés chevallers:

Bitenne Audibert, vice-président d'une caisse négionale de crédit agricole; René Blanchet, président d'une chambre départementale d'agricoloure; Phibert Buchou, anden vice-président d'organismes professionnels agricoles; Charles Calleja, président de la Fédération nationale des producteurs de fuite; Raymond Cayrd, vice-président d'une cou-pératire agroalimentaire; Dominique Ducroquet, président de la Confédération générale des planteurs de betteraves; Louis Goupilleau, directeur gé-néral de l'assemblée permanente des chambres d'agricolture; Marcel Guigal, président-directeur général d'une société vilacele; René Loeb, président du Syndicat des grains de l'Est; Michel Marie, prégenera curre societe viacione; il mine Loca, president du Symficia dei gratios de l'Est; Michel Made, pef-sident de l'Odice national Interprofessionnel des circlates; lacques Massebeuri, directeur général d'une caisse régionale de crédit agricole mutuel; jean Michille, président d'un syndicat viticole; Claude Pellequer, ancien président d'une confisié-cation d'holistries de traitement de produits de la hèbre : leus Signan rédictent d'une caisse triene. pèche ; Jean Simon, président d'une caisse régio nale de crédit agricole; Michel Simon, secrétain

Aménagement du territoire, ville et intégration

Est promu *officier :* Aristide Sangiuolo, conseller régional. Sont numroés *chevalias :*

Sont nummés chevaliers :
Jacqueline Allegrini, née Marchest, présidente d'une association culturelle ; Raphaèl Devaux, ancien maire ; le pasteur Raymond Dodre, président d'un consistoire de l'Egise réformée de Prance ; Jacques Dorisé, amien président-directeur général de société, conseiller général ; Andri Pumex, maire honoraire, vice-président d'un conseil général ; Jacques Gantier, conseiller général, maire ; Georges Israèl, éditeur, administrateur de radio ; Mgr Bernard Lagoutte, seméraire général de la conférence des évêques de Prance ; Louis Lebre, maire ; Pierre Lebum, ancien chef d'entreprise ; James Marson, Leluan, ancien chef d'entreprise ; James Marson, ancien senateus, ancien maire.

Ville et intégration

Sont promus *officiers ;* Bertrand Le Chateller, a Bertrand Le Chateller, administrateur national d'une association de secours ; Paul Patin, président d'un combé départemental de prévention routière,

۳: six

ėle

qui S

boı

ave

ехр

plu[.]

ture

War

Le:

L

ies i

sepi

un

The

dite:

raux

tion: äges dagı

980 J

Lel

ia Fra

de pi

gique

incul

mistic

Spitac

wallor cien c

belge

a don

un cor

30 ma

" COTTI

tice de

dredi :

interr

neuf h

Louis 1 Dassar

charge

deux fi

Celle

Preter Antonius, mane; jean stungens, prov-seur de lycée; Robert Cément, président d'un conseil général; Gibert Edelstein, directeur de druge; André Gorse, président d'une sindation d'entrepoire; Raoul Razandian, président d'une neur d'une association; Michel Mebienz, vio-pré-ter d'une association; Michel Mebienz, vio-pré-

commerce et artisanat

Sone promise questioned de sociétés; Jacques Crasice Chantet, directeur de sociétés; Jacques Cresson, présidente drune association; Christiane Millot, née Lémonou, présidente humoraire d'une chambre de commerce et d'Industrie.

Sont novamés chevalies;

Elemo Australia profession entern houstour, hélitul

chambre de commerce et d'industrie.
Sont novamés chevalies:
Pleure Angessad, aprien artisan boucher; Michel Balllard, ancien Industriel; Claude Bellot, vice-président d'une chambre de commerce et d'industrie; René Bothet, président d'une chambre de métiens; Gelès Behret, artisan en taplasede d'art; Philippe Cartison, d'irecteur du commerce Intérieur; Lucience Clouet, présidente d'honneur d'une Sédéation professionnelle; Yves Coumille, président d'honneur d'une teambre patronnie de la boulangerie-palistenie; Bennard Delran, avocat; Claude Deroure, président-directeur général de société; Jean-Marie Diald de Dispid, président-directeur général de société; Jean-Marie Diald de Dispid, président-directeur général de société; Orac Eneghian, expery-comptuble, commissaire aux comptes; Jean Folliet, président-directeur général de société; Jean-Paul Fournier, arisan peione; Noël Gaocometto, auchen employé; directeur général de sociéé; jean-Paul Fournier, arism peinte; Noël Ganomatto, antein employé; Edouard. Guille, président-général régional d'une fédération professionnelle; Louis Lefichve de Plin-val-Salgues, président-directeur général de sociéé; Hemi Legrand, président-directeur général de sociéé; jean-Luc Mamy-Laffalitre, président-directeur général de sociéé; josé-Manuel Menandez Llorente, président du directoire d'une sociéée Llorente, président du directoire d'une sociéée (férctimologue). Auther Plasonol. authen président d'électronique; André Plagnol, ancien président

Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation

Est promu officier:

Fierre Penin, conseiller régional, conseiller général, conseiller municipal.

Sont nommés chevaliers:

Michel Aubry, adjoint d'un maire; Marc Boyer, anden professeur d'université; Patrick Dumusgier, administrateur c'ul; Adente Punco, née Martinez, vice-président de conseil régional, maire; Roger Gandil, ancien professeur agrégé; Constantin Georgeopoulos, médecin-chef de supeurs-pour-piers; Philippe Ghoin, président-directure général d'une société de financement des collectivités lo-cales; Jean-Fierre Grunspun, chaugé de mission à la mission des délocalisations publiques; Aumich tilinger, née Simon, maire, ancienne directrice d'école; Marrice Leth, Yves Mesnier, membre d'un combé économique et social régional, ancien maire; Marie-Louise Pezet, née Bibollet, maire, professeur; Odie Rudelle, née Roux, directeur de recherche an Centre national de la recherche sierritique; Herni Tourée, conseiller d'État; Louis Véricel, vice-président de conseil général, maire.

ETRANGERS EN FRANCE

Affaires étrangères PROTOCOLE

Peter Kostka, président de société; Guy Kauf-nann, ancien président d'une société d'éditions

Affaires européennes Est nommé chevalier : James Cronin, directeur général adjoint et direc-teur financier d'un groupe industriel fianno-britan**JOURNAL OFFICIEL**

Au Journol officiel du vendredi 28 mars sont publiés:

• Propriété intellectuelle : une loi transposant dans le code de la propriété intellectuelle des directives du Conseil des Communautés européennes des 27 septembre et 29 octobre 1993 (radio ou télédiffusion par satellite et retransmission par câble).

• Culture: un décret relatif à la restitution des blens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre de la Communauté européenne.

• Roissy: un décret portant création de l'Institution indépendante pour la mesure et le contrôle des nuisances sonores autour de l'aéroport Charles-de-Gaulle; un décret déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à l'aménagement des infrastructures aéronautiques de l'aéroport Charles-de-Gaulles et portant mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de Louvres, Epiaislès-Louvres et Roissy-en-France dans le département du Vaid'Oise, des communes de Mauregard et Mitry-Mory dans le département de Seine-et-Marne, et de la commune de Tremblayen-France, dans le département de la Seine-Saint-Denis.

• Préfets: un arrêté revalorisant les primes d'uniforme des membres du corps préfectoral (Le Monde daté 30-31 mars). Ao Journal officiel du samedi

29 mars sont publiés: • Logement : un décret et un arrêté relatifs an caicul de l'aide personnalisée au logement.

• Dépenses médicales: les arrêtés d'agrément de deux conventions médicales paraphées, le 12 mars, par les caisses d'assurance-maladie et deux syndicats de praticiens libéraux.

• Transports: un arrêté portant nomination au Conseil national des transports; trois arrêtés portant nomination à la commission des transports de personnes, à la commission des transports de marchandises alnsi qu'à la commission sociale et de la sécurité du Conseil natioDISPARITIONS

Roger Rocher

Du stade de Saint-Etienne au tribunal de Lyon

ROGER ROCHER, le président du club de football de Saint-Etienne dans les années 70, hospitalisé depuis le 6 février, est décédé samedi 29 mars des suites d'une longue maladie à Saint-Etienne. Il était âgé de soixante-

C'est l'un des dirigeants les plus connus du football français qui s'est éteint samedi. Un homme lié à l'épopée européenne des Verts. aux victoires multiples en championnat et en Coupe de France, aux soirs de triomphe et d'euphorie dans le stade Geoffroy-Guichard. Mais son nom est aussi synonyme du premier grand scandale d'un club Français avec l'affaire d'un détournement de fonds qui avait entraîné sa chute

et sa condamnation en 1991. Ce passionné de football, né le 6 février 1920 à-Champiost-(Youne); avait longtemps travaillé dans les mines de charbon de Saint-Etienne avant de devenir le reponsable de l'entreprise pater-nelle de travaux publics en 1947. Roger Rocher commence à se passionner pour la gestion d'un club de football en 1945, lorsqu'il crée l'Association sportive des petites mines, club du personnel des petites exploitations minières de Saint-Etienne. Deux ans plus tard, ce club fusionnait avec un club de quartier, pour devenir l'Olympique de Saint-Etienne, à la tête duquel il fit ses premières armes de président. Au point d'obtenit, en 1957, le titre de meilleur diri-

Jean Lagrange

Le cofondateur de l'AFP

IEAN LAGRANGE, journaliste et l'un des cofondateurs de l'Agence France-Presse (AFP), est mort, samedi 29 mars à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-cinq

.C'est en 1936 que cet enfant des Landes devenu journaliste entre à l'agence Havas. Résistant de la première heure, il participe à la création de l'agence clandestine AID (Agence d'information et de documentation) qui alimente les journaux de la Résistance. Le 211 août 1944, huit hommes, et parmi eux Jean Lagrange, s'emparent de l'immeuble de la place de la Bourse, ancien siège d' Havas où fonctionne l'Office français d'information (OFI vichyssois), pour y

créer l'AFP. Jean Lagrange a couvert les grands événements qui ont marqué le monde de 1945 à 1977. C'est ainsi qu'il fut le seul jour-

naliste français à assister le 7 mai 1945 à la reddition des Allemands à Reims. Malheureusement, la nouvelle est sous embargo jusqu'au 8 mai. L'embargo sera rompu par Edward Kennedy, jeune correspondant d'Associated Press. Ce premier contact avec la famille Rennedy ne sera pas le dernier puisque Jean Lagrange, chef du bureau des Nations unies (1945-1948), puis directeur aux Etats-Unis (1954-1970), suivra l'élection présidentielle, la visite de Khrouchtchev, l'affaire des fusées à Cuba, l'assassinat de John Kennedy. Entre-temps, il avait été directeur en Argentine et en Uruguay (1949-1953) et chef des services étrangers à Paris (1953-1954). Enfin, de 1970 à 1977, il est directeur de l'information, chargé de

- - Jean-Paul Dufour

geant sportif de France. En 1960, Pierre Guichard, alors président de PAS Saint-Etienne, le nomme vice-président de la commission sportive du club. Il en devient ra-pidement le président, fonction qu'il a occupée jusqu'en 1981. La pipe aux lèvres, cet homme autoritaire, qui se qualifiait de « bâtisseur», avait gagné en tant que président des Verts dix titres de champion de France (record), un titre de 2 division (1962-1963) et six Coupes de France. An niveau européen, il avait

amené les Verts à jouer 69 mat-

ches de coupes européennes.

Avec Robert Herbin, l'un des

joneurs de l'équipe stéphanoise des années 60, il avait réussi à bâtir une équipe qui a fait rêver une génération avec, en point d'orgue, les rencontres de Coupe des champions de la fin des années 70. La finale perdue 1 à 0 le 12 mai 1976 à Glasgow devant le Bayern de Munich demeure dans les mémoires. Les années suivantes entachèrent quelque peu cette belle histoire. Le scandale de la « caisse noire.» devenait un. feuilleton d'un autre genre. Selon les estimations, quelque 20 millions de francs avaient transité, entre 1977 et 1982, par des comptes secrets de l'ASSE, alimentés par une minoration des recettes de plusieurs caisses (gadgets, buvettes...). Lors du procès, Roger Rocher avait expliqué que cet argent était un « trésor de guerre » qui avait permis aux Verts de « garder des joueurs de haut niveau ». li avait été condamné par la cour d'appel de Lyon, le 15 mai 1991, à trois ans de prison, dont trente mois avec sursis et à 800 000 F d'amende. Roger Rocher, qui avait passé quatre mols en détention préventive, avait bénéficié d'une grâce présidentielle en octobre de la même

Serge Bolloch



3º édition

« La découverte d'une nouvelle Amérique » WASHINGTON

du vendredi 16 mai au mardi 20 mai 1997 (Week-end de Pentecôte)

Pour mieux comprendre les aspects politiques, économiques et culturels des Etats-Unis

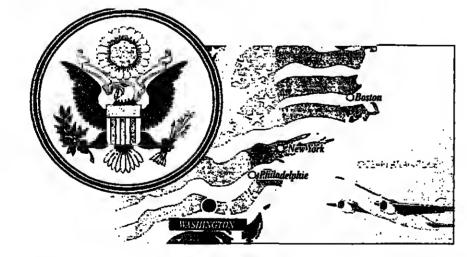
« The American way of life ».

lour 2: Le pouvoir de la presse.

Washington, capitale économique.

Jour 3: La communauté noire. Les visites incontournables.

Washington, capitale politique et diplomatique.



Le veyage que vous propese le Monde à ele concu avet lean-blarie Colombian et les mellleurs spécialistes et correspondants du journal de le Elats Unit. Des visites originales, des ren-contres avec des personnalités politiques, économiques et culturales vous seront propo-

Pour tout renseignement, téléphonez iz Katia Goujon au 31-46-05-44-33

Avec l'agence - Ficence nº 092-95-00-28 et JFD System

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances Caroline VIOLAS

Christophe TRICAUD, Martial, Edouard et Prone,

Pierre,

le 27 mars 1997.

86, boulevard des Barignolles, 75017 Paris.

Anniversaires de naissance - Nous sommes restés discrets, mais

> Ce qui sauve, c'est de faire un pas, encore un pas. ... (Saint-Exupéry).

Heureux anniversaire,

Jacques

Alain, Didier H., Jacques, Laurence. Mimi, Mireille, Nicole D., Sabiae, Sylviane, Xavier.

Anniversaires de mariage

- En ce deuxième anniversaire, Nous levons notre vetre. A tous nos joyeux compères.

Sylvie et Olivier.

Lecteurs hors pairs... Colin d' Avril !

<u>Décès</u>

- Françoise, Pierre, Claude, sa fille et ses fils, Ses huit petits-enf Marc Rabier,

Les familles Rahier, Canlmeau. ont la douleur de faire part du décès, survenu le 26 mars 1997, à l'âge de

quatre-vingt-six ans, de Yvonne BOUTRON-RABIER. ancienne élève de l'ENS de Fontenay-aux-Roses, professeur retraité de mathématiques.

Les obsèques ont eu lieu je 28 mars, à Gap (Hautes-Alpes), où elle repose au côté de son mari,

Armand BOUTRON

sa fille. ase chagrin de faire part du décès de leur très cher époux et père,

la rédaction en chef à Paris.

Karl A. HETZ.

De la part de

Sa famille en Allemagne et en retagne, Et de tous ses amis.

Les obséques-auront lieu le mercredi 2 avril, à 11 heures, en l'église de Saint-Nom-la-Bretèche.

Il sera inhumé à Pont-l'Abbé, en Bretagne, tout près de la pointe de la Torche qu'il aimait tant Dans le jardin, Je feral éclore, pour toi,

toutes les roses de la vie. 12, rue de Valmartin,

78860 Saint-Nom-la-Breteche.

- Krupp VDM.....

Le direction des sociétés Krupp VDM GmbH à Werdohl (RFA) et Krupp VDM SARL à Rueil-Malmaison, Et ses collaborateurs, ont la dogleur de faire part du décès, survenu le 27 mars 1997, de

M. Karl A. HETZ, gérant de Krupp VDM SARL.

Notre filiale française était dirigée par M. Hetz depuis 1984, et sa disparition nous a frappés cruellement. Nous gardons avec émotion en mémoire son souvenir.

Krupp VDM, à Werdohl et à Rueil-

- L'Institut français de Fès (Maroc)

a la douleur de faire part du décès de Pierre ROUZIER, survenu mercredi 26 mars 1997.

CARNET DU MONDE 01-42-17-29-94 letecopieur . 01-42-17-21-36

Tarif : la ligne H.T.

Les lignes en capitales grasses sont facturéas sur la base da deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires at facturées. Minimum 10 lignes.

- M™ Bernard Vohl, née Anne-Marie

son épouse, MM. Thierry et Nicolas Vohl,

sa belle-sœm

font part du décès de

ses fils, M- Monique Remy, en religion, Mère Marie du Christ, M- Bernard Remy, née Monique

> M. Bernard VOHL, chevalier de la Légion d'honne croix de guerre 1939-1945, combatiant volontaire, de la Résistance combattant interné de la Résistanc

évadé de France par l'Espagne, survenu dans sa soixante-seizième année. La messe de funérailles sera célébrée en l'église de Poiscux (Nièvre), le mardi

le avril 1997, à 14 heures.

Selon sa volonté, la crémation aura lieu

Ni flears ni couronnes ni plaques.

Cet avis-tiont lieu de faire-part. 58130 Poiseux.

Messes anniversaires

Christian SLOP, 28-12-1950 - 02-04-1977,

une messe sera célébrée, mercredi 2 avril 1997. à 12 h 10, en l'église Saint-Merri (crypte), 76, rue de la Verrerie, Paris-4.

> Anniversaires de décès Bernard LEPETIT.

31 mars 1996, c'est hier.

<u>Séminaires</u> Le premier séminaire Manitou aura leur à l'espace Rachi, 39, rue Broca, Puris-5º (aucien centre Rachi), en présence de M= Léon Askenazi.

« DIEU, LE MONOTHÉISME »

du 31 mars au 3 avril 1997 inclus. Participeront: M. le grand rabbin Joseph Sitruck, M. Armaad Abécassis, M. le rabbin Gilles Bernheim, M. le grand rabbin David Messas, le Docteur Abraham Weingorth et M. Beuno

HORIZONS

VEC l'aide de ses partisans, Earl Turner a bourré son camion d'explosits, un mélange d'engrais nitrate et de carburant, puis l'a garé devant le siège du FBI, à Washington DC. A In h 15, le tracas de l'explosion a ete terrible. Toute la matinée, Earl Turner a regarde a la télévision les sauveteurs plonger dans les décombres et en sortir des corps dont le total, deux semaines plus tard, atteindrait 700. Cet attentat, avait-il prévu, devait donner le signal d'une révolte générale contre l'Etat tédéral américain, coupable d'avoir interdit la possession individuelle d'armes à reu.

Act .

- A - - -

数が洗ります。

3786

A Later . .

Me and a second

Same and the same of the same

American and the second

MENT

90° 90°

w ba k

250

Cet épisode est, bien sûr, de pure fiction. L'immeuble du FBI se dresse touiours à Washington, et Earl Turner est un personnage imaginaire : c'est le « heros » d'un mauvais roman, publié sous le manteau en 1978 sous la plume d'un denomme Andrew McDonald, de son vrai nom William Pierce, qui dit en avoir vendu 200 000 exemplaires. Délire de racisme et de paranola antifédérale, les Turner's Diaries (Les Carnets de Turner) sont devenus le livre cutte de l'extreme droite américaine, ces groupuscules du refus qui se retrouvent dans les foires aux armes à teu - les gun shaws-, dans les réunions de milices ou sur Internet. Fascine par ce livre, Timothy McVeigh en avait acheté plusieurs exemplaires, qu'il revendait à bas

Le fils



prix dans les gun shows pour répandre la bonne parole. Mais, contrairement à Earl Tur-

ner. Tim McVeigh n'a pas eu le loisir d'admirer l'organisation des secours à la relévision. Interpellé moins d'une heure et demie après l'explosion d'un camion piégé, le 19 acril 1995, à 9 h 2, devant le bátiment de l'administration fédérale, a Oklahoma City, il n'a plus quitte la prison. Depuis lundi 31 mars, ce ieune homme de vingtneul ans tepond devant un tribunal federal à Denver (Colorado) de l'acte terroriste le plus meurtrier jamais perpetré sur le sol amencain: 168 morts, dont 15 dans la crèche du bâtiment, et plus de 500 blessés. Son coaccusé, Terry Nichols, quarante-deux, ans. qui, comme lui, plaide non coupable et risque la peine de mort, sera jugé separement un peu plus tard. 'lim McVeigh, si l'on en croit les

actes d'inculpation dressés par le parquet et le FBI, a été trahi par un morceau de terraille. Garé devant le bâtiment avec ses deux tonnes et demie de barrils de nitrate d'ammonium et de carburant, le camion de location, l'un de ces camions Ryder que l'on volt sillonner tout le pays, a été pulvérisé evec une bonne partie des neuf étages de l'immeuble. Mais, très vite, alors que les sauveteurs s'activaient encure, les enquêteurs ont retrusivé dans les gravats un morceau du châssis qui portait le numero de fabrication. Aussitôt sommés de reconstituer son historique, les ordinateurs, de la Floride au Kansas, ont remonté la filière jusqu'à l'agence de location Kydet de Junction City, au Kansas, à queique 300 kilomètres d'Okla-

homa City-Un portrait-robot de l'homme qui y avait loué le camion deux jours plus tot sous un faux nom, remarquablement ressemblant à Tim McVeigh, fut dresse et montré des ic kondemain à tous les établissements hôteliers et commerciaux de la region. La dame du Dreamland Motel, a Junction City, n'eut encure peine à y reconnaître un

jeune homme tacitume qu'elle avait hébergé du 14 au 18 avril. Enregistré sous le nom de Timothy McVeigh, il avait donné une adresse dans le Michigan, et conduisait une vieille Mercury immatriculée dans l'Arizona. L'étau se resserrait.

E que les enquêteurs du FBI ignoraient encore le matin du 20 avril, c'est que ce Timothy McVeigh-là était déjà sous les verrous depuis la veille à Perry, à une heure et demie de route d'Oklahoma City, pour une banale infraction. La police de la route avait arrêté sa vieille Mercury parce qu'il roulait un peu vite, qui plus est sans plaque d'immatriculation. En vérifiant les papiers du véhicule, le sergent Charlie Hanger remarqua une bosse sous le blouson de McVeigh et eut vite fait de lui braquer son propre revolver sur la tête pour le désarmer. En Oklahoma, le port d'une arme dissimulée est une infraction, et l'odyssée de Tim McVeigh s'arrêta

Le 21 avril, menottes aux poignets et chaînes aux chevilles, revêtu de la combinaison orange des pénitentiers, le visage dur et fermé sous sa coupe de cheveux paramilitaire, on le sortit devant les caméras au milieu d'une nuée flagration le colla au mur d'un imd'agents du FB1 et de la police pour le transférer à la prison fédérale d'El Reno. «Assassin! Tueur d'enfants! », criait la foule. Plus tard, Tim McVeigh racontera à Newsweek qu'il avait en vain demandé un gilet pare-balles ce jourlà, obsédé par le souvenir de Lee Harvey Oswald, le suspect dans l'assassinat du président Kennedy, abattu d'une balle lors d'un transferement.

Ces dernières semaines, deux organes de presse, le Dallas Mor-ring News et Playboy, ont affirmé avoir eu accès à des pièces du dos-sier de la défense dans lesquelles Tim McVeigh reconnaît sa culpabilité. Selon le Dallas Morning News, il a avoué avoir lui-même conduit et garé le camion à Oklahoma City et expliqué qu'il n'avait pas envisagé de faire exploser le bâtiment la nuit, car « il nous fallait des morts pour nous faire entendre ». Ben Fenwick, le journaliste d'Oklahoma City qui a écrit l'article de Playboy, fait état d'aveux extrêmement détaillés dans lesquels McVeigh raconte le moment de l'explosion : après avoir garé le camion devant le bâtiment fédéral, il se dirigeait vers le parking où l'attendait, depuis trois jours, sa vieille Mercury pour prendre la fuite lorsque la dégens? « Ca peut arriver à votre fa-noirs, où les chômeurs font la

meuble. Trebuchant sur une ligne électrique tombée à terre, il reprit son chemin sur un tapis de verre brisé et croisa un facteur. « Mon vieux, lui dit celui-ci, j'ai bien cru que c'était naus qui sautians! » «Oui, moi aussi», répondit

Il appartient à douze jurés de décider si Timothy McVeigh est coupable ou non. Toutes les ques-

Dans une lettre à un journal, en 1992 : « Faut-il que du sang soit versé pour réformer le système ? J'espère que l'on n'en arrivera pas là. Mais cela se pourrait bien. »

vont ressurgir autour d'un mot: nées. pourquoi? Comment, s'il s'avère coupable, un jeune homme propret, que son avocat, Stephen Jones, soucieux d'adoucir son image, présente comme « le garçan d'à côté », un produit de l'Amérique moyenne, se transforme-t-il en un criminel capable de tuer froidement des dizaines de

tions qui assaillirent les familles vore comme d'autres adolescents des victimes au moment du drame se nourrissent de bandes dessi-

qui devient leur bible, pur produit

de la « culture Rambo » issue de la

guerre du Vietnam, et toute la pa-

noplle des magazines sur les

armes à feu, que Tim McVeigh dé-

Rejetant une bourse universitaire, Tim McVeigh présère chercher du travail. Son premier emplol, chauffeur de fourgons de transport de fonds, a l'avantage de lui offrir un revolver et un uniforme. Selon Playbay, il provoque aussi un racisme naissant en le conduisant à travers les quartiers

Américain moyen, Timothy McVeigh avait, de déception en déception, rejoint les rangs des révoltés des Etats-Unis. Il est l'auteur présumé de l'attentat qui a fait, le 19 avril 1995, 168 morts et plus de 500 blessés à Oklahoma City. Son procès a débuté lundi

mille comme à la mienne », a écrit à queue le vendredi pour toucher son journal local en Floride, le Fort Pierce Tribune, la mère de Tim McVeigh. Comment?

L'histoire que les jurés vont entendre est celle de la dérive du fils d'un honnête ouvrier catholique. syndicaliste et démocrate, ne en 1968 dans une petite ville, Pendleton, de l'Etat de New York et qui, de déception en déception, finit par rejoindre les rangs des révoltés de l'Amérique. Dans un autre genre, Théodore « Unabomber » Kaczynski, arrêté en 1995 après avoir envoyé pendant dix-sept ans des lettres piégées aux représentants de la « société industrielle », avait adressé au New Yark Times et au Washingtan Post sa profession de foi, un document de quarante pages. Mals Unabomber était un intellectuel, mathématiclen de baut niveau devenu ermite. Tim McVeigh, lui, n'a pas dépassé le bac et sa profession de foi tient dans une lettre de lecteur publiée le 11 février 1992 par le Lockport Union-Sun Journal, un quotidien de l'Etat de New York. A vingtquatre ans, McVeigh y exprime son amertume sur « le grave déclin de l'Amérique » : « La criminalité est hars de cantrôle. Les impôts atteignent des niveaux cataclysmiques. Les politiciens sant hors de contrôle. Le « rêve américain » des classes movennes s'est évonani. remplacé par des gens paur qui faire le marché de la semaine prochaine est un défi permanent. Que faut-il faire pour auvrir les yeux de nos elus ? » Et de conclure par une phrase jugée aujourd'hul prémonitoire: « Faut-il que au sang sait versé pour réfarmer le système? la Mais cela se pourrait bien. »

l'espère que l'an n'en arrivera pas les bois, puis quelques mois dans Tim McVelgh connait sa première grosse déception à dix ans, lorsque sa mère, lasse de la monotonie de sa vie, abandonne le domicile familial. Tim a l'air d'encaisser, mais ne parlera plus jamais de sa mère à quiconque. Au lycée, à l'armée ou dans sa dérive marginale, personne ne lui connaîtra jamais de relation amoureuse: sa seule tendresse, il la garde pour sa petite sœur Jennifer, qu'il finira par convertir à son idéologie extrémiste. Dans la région de Buffalo, où vivent les McVeigh, non loin de la frontière canadienne, les chasseurs sont nombreux et le jeune Tim se prend de passion pour les armes. Cette passion le mène à la mode du « survivalisme », dont les adeptes stockent vivres, armes et équipement dans des bunkers de fortune pour survivre en cas d'attaque nucléaire soviétique. Les « survivalistes » ont leur littérature, le magazine Soldier of Fortune, créé en 1975 et

leur cheque de l'aide sociale. Plus tard, en 1992, il prendra sa carte au Ku Klux Klan, en Arkansas. Finalement, à vingt ans, il s'engage dans l'armée. C'est là, à la caserne de Fort Benning, en Géorgie, puis à celle de Fort Riley dans le Kansas, près de Junction City, qu'il fait la connaissance de deux hommes qui deviendront ses seuls vrais amis, au point qu'il les associera, selon l'accusation, à la préparation de l'attentat d'Oklahoma City: Terry Nichols et Michael Fortier. Soldat exemplaire, méticuleux, à l'uniforme toulours impeccable, il est rapidement promu sergent; son unité combat dans la guerre du Golfe, où, à la tourelle de son char, il décroche deux médailles.

T AlS sa deuxième grosse déception l'attend au retour: aux vingt et un lours d'épreuves de sélection pour intégrer le corps d'élite des « Green Berets », auquel il était candidat, il jette l'éponge au bout de deux jours : il n'a pas eu le temps de s'entraîner et n'a pas la constitution naturelle d'un Rambo. Mortifié et menacé par les réductions de dépenses militaires après la chute du mur de Berlin, il quitte l'armée le 31 décembre

La suite va être une succession de petits boulots de gardiennage. ll arrondit les fins de mois en acbetant et revendant des armes dans les gun shows. Il dort sur un canapé chez son père, passe quelques mois dans le Michigan, dans la terme du trère de Terry Nichols. ou ils s'entraînent à l'explosif dans le mobile-home de Michael Fortier, a Kingman, dans l'Arizona. Son ressentiment contre le pouvoir fédéral s'accentue, alimenté par deux événements qui vont cristalliser la haine de ce courant extrémiste : le siège de Ruby Ridge, en août 1992 dans l'Idaho, où un « survivaliste » résiste aux forces de l'ordre, qui abattent sa femme et son fils, et celui de la secte des Davidiens à Waco, au Texas, l'année suivante, qui se soldera par 80 morts lors de l'assaut du FBI, le 19 avril.

Tim McVeigh se rend en pèlerinage à ces deux endrolts. La goutte d'eau qui fait déborder le vase, c'est le passage de la législation instituant un début de contrôle des armes à feu pendant le premier mandat Clinton, tout particulièrement la loi qui interdit dix-neuf modèles d'armes d'assaut, en 1994. Solitaire, Tim McVeigh quitte la puissante National Rifle Association, trop molle à son goût. Avec Terry Nichols, affirme le parquet fédéral, il s'embarque dans une autre logique, de vol de dynamite, d'achat et de stockage de quantités énormes d'engrais nitraté, de braquage d'une armurerie de l'Arkansas pour financer l'attentat d'Oklahoma City, programmé, date symbolique, un 19 avril.

Le FBI a retourné le troisième larron, Michael Fortier, qui avait refusé de participer à la phase finale de l'attentat. Avec sa femme Lori, il devrait être le principal témoin à charge au procès de Denver. En attendant, l'avocat de Tim McVeigh s'est attaché, par une stratégie médiatique digne des plus grands cabinets de relations publiques, à donner de son client une image « plus humaine » : « Ni un monstre ni un fou, commentent les journalistes approchés pour s'en faire le relais, juste un jeune Américain, peut-être un peu tête

> Sylvie Kauffmann Dessin : İvan Sigg

par Bernard Kouchner

NTERNES des bôpitaux, ou attendait de vous des pensées fortes sur la médecine de demain et vous nous faites une grève d'un autre âge! On nous en apprend tous les jours sur la thérapie génique, les plantes-médicaments, la no-tion de santé publique s'impose leutement et vous réagissez comme des gens inquiets des évolutions inéluctables. Ne vous laissez pas berner, refusez d'être clonés par un passé révolu qui as-surait l'immohilité à un certain modèle médical. Je mesure votre dévouement

quotidieu, je connais votre

compétence, je sais votre fierté d'être médecin, je vois votre indignation. l'ai rencontré et discuté avec des dizaines d'eutre vous depuis le déhnt de votre mouvement de grève. Je leur al affirmé, à leur étonnement, ce que je répète ici pour tous: je comprends votre colère mais je désapprouve votre grève. Il y a erreur sur les causes de la maladie. Et, naturellemeut, je condamne ceux qui, par démagogie, feigneut de vous soutenir. Qu'ils soient politiques et douc qu'ils travestissent leurs opinions pour gagner des suffrages ; qu'ils soieot de ces syndicalistes mélangés de droite et de gauche qui défilent sans honte à vos côtés et se conduisent comme si l'intérêt des travailleurs était de faire sauter la hanque; qu'ils soient médecins et qu'ils comptent sur vous, les plus jeunes, pour triompher là où ils ont échoué par conservatisme et querelles ; qu'ils soient usagers - malades potentiels - et qu'ils craignent inconsciemment un

grand le pouvoir médical. Je ne peux approuver la « grève des soins ». Pour des motifs évidents d'éthique, si souvent et, hélas à tort, évoqués par le corps rées » ne suffisent pas à calmer l'angoisse supplémentaire des malades. Il y a eu, il y aura, des incidents et même des accidents qui seront très mal vécus par le

courroux qui pourrait s'exercer à

leurs dépens. Tant demenre

Dix-huit mois après le déclen-

chement des hostilités, les syndicalistes les plus conservateurs, n'ayant pu bloquer le processus, ont réussi à vous enrôler, soldats de la dernière beure. Jusque-là ignorés, sacrifiés par leurs aînés, comme c'est la coutume en médecine, pourquoi, même s'ils sont légitimement anxieux devant l'avenir, les jeunes accepteraientils aujourd'hui de prendre le relais des cécités ?

C'est une erreur. D'autant que votre position transitoire dans le système hospitalier ne vous permet pas de négocier à part en-

Pourquoi se tromper de cible et faire supporter à l'hôpital public trement, remettre en cause le

feuilles. Toutes les déclarations et les promesses économiques out été suivies de dérapages fiuanciers chroniques. Alors, pour enrayer la chute, dans un premier temps, aussi court que possible. on ne peut échapper à un budget encadré. Avec une indispensable enveloppe d'urgence à créer. Ensulte, les médecins devront mettre eu place, au plus vite, « leur » maîtrise.

Les syndicalistes qui vous influenceut ont failli: c'était leur devoir de piloter la nécessaire réforme. Tout le monde l'aurait acceptée avec soulagement. Pour cela, il aurait fallu travailler au-

Pourquoi se tromper de cible et faire supporter à l'hôpital public un conflit né d'une certaine pratique

un conflit né d'une certaine pratique de la médecine que l'on dit lihérale? Pourquoi se tromper d'époque? Votre grève témoigne du regret de ce temps où la liberté de prescription constituait, à tort, la seule garande de qualité

de la médecine que l'on dit libérale?

Il est vrai que la violence des mesures comptables reflète la hrutalité de la recouversion du gouveroement. Je me souviens d'une manifestation semblable à la vôtre où le premier ministre d'aujourd'hui se trouvait dans la rue i C'est aussi la preuve que le corps médical français - tout occupé de ses batailles internes - a été incapable d'inventer inimême une maîtrise médicalisée : la seule intéressante.

Vous parlez d'éthique? En cette noble matière de santé puhlique comme ailleurs, on ne penser plus que ce que l'ou gagne : là commence une morale bien comprise. D'où pensez-vous que provienne l'argent dont vous ordounez la dépense? Des usacomptes plos qu'à vos porte-

fonctionnement inflationniste de l'hôpital public, le dogme du palement à l'acte, instaurer un tiers payant à la française, rembourser le nicket modérateur en fonction des revenus, expérimenter d'autres systèmes, moderniser les études médicales, assurer l'égalité eotre les généralistes et les spécialistes, garantir à tons les médecins un rôle à l'hôpital... Tont reste à faire. Faites-le, puisque l'élan est donné; vons seuls en êtes capables si vous ne

devenez pas trop réactionnaires. Vous affirmez défendre les malades? Alors parlez-nous d'avenir, ne vous conduisez pas comme les ventrilognes d'une corporation extéruée par ses disputes et qui n'a pas compris que le siècle basculait. Et nous, les médecins, avec.

Faut-il prendre en otage l'hôpimédecine de ville? Je ne le crois pas. L'expérience, la qualité hospitalière française, une médecine salariée réussie et respectée au côté d'une pratique libérale qui gers. Vous leur devez des doit être maintenue et améliorée, laissaient espérer une autre attitude. Gardez-vous, internes sin-cères, de vous laissez entraîner dans une revendication sociale confuse qui saisirait l'hôpital entier, autoriserait toutes les démagogies, singerait le mai d'une autre année et laisserait le pays

dans l'amertume. Il manque à ce plan Juppé une réflexion et du souffie. Une telle adaptation de notre système de soins exigeait un débat national, et je souhaitais un référeudum. Les propositions sur la santé puhlique font défaut. Une réflexion collective s'impose, sur la qualité des soins, l'information médicale, ce qu'ou attend de notre système de santé dans ces années sans tendresse.

Les patients attendent qu'on parle de santé d'une antre manière que les docteurs Diafoirus ornés de uœuds papillons. Les médecins, par tradition, se mé-fient de l'information des patients. Ils ont tort. Les usagers, demain les consommateurs, sont heancoup plus lucides que les praticiens ne l'affirment. Ils savent que la Prance doit s'adapter aux houleversements de la médecine. Ils comaissent le prix des soins. Le gouvernement n'a pas compris que le pays est mûr pour la sincérité plutôt que les affirmations hautaines. Mettonsnous à discuter de l'avenir de la médecine avec ceux qui la feront demain, mals anssi et surtout avec les patients, ces usagers que I'on entend trop rarement. Et qui demain peseront très lourd.

On affirme, dans ce pays, que le médecin doit être au centre du système de soins, erreur : cette place revient au malade, et trop souvent on parle en son nom. Changeons de méthode: tont reste à faire pour la compréhension et le mieux-être des usagers. Pour préserver l'égalité devant les soins. Internes des hôpitaux, profitez de votre élan, commendynamisme est notre chance à

Bernard Kouchner est député européen; ancien ministre de la santé et de l'action humanitaire.

Le prix de la paix

par Avi Pazner

ONSTRUIRE une relation nouvelle. Voilà, en quelques mots, le dessein consigné dans les ccords de Washington, du Caire et de Taba contractés entre Israel et l'Autorité palestinienne. La dynamique d'audace et d'espérance, mais aussi d'écnells et de défis, ainsi mise eu place reposait sur un axiome d'une simplicité extrême : la violence et la terreur qui avaient empoisonné la relation entre nos deux peuples pendant tant d'an-nées étaient désormais proscrites. Mieux, les adversaires d'hiers'engagealent à cenvrer de concert à cette cause commune et d'ores et déjà sacrée : la sécurité.

Il ne fait aucun doute que c'est bien là l'essence de la reconnaissance mutuelle entre nos deux peuples. Plus du quart des accords qui ont été signés et près de la moitié des annexes qui s'y référent traitent de cette question : le rejet de la violence, la lutte contre le terrorisme, la préventiou des actes hostiles, l'enseignement d'une pédagogie de la paix. Rien u'a été laissé au hasard parce que, justement, les négociateurs d'Oslo savaient à quel point la paix dépend de la sécurité.

Un nouveau concept, porteur d'une insupportable logique paradoxale, est né dans la foulée des accords signés : les victimes du processus de paix

La paix dans la sécurité n'est pas un simple siogan electoral. La formule n'est pas nou plus l'apanage d'une seule frange de la société israélienne. C'est là l'expression de l'aspiration la plus profonde du peuple d'Israël, qui n'a eu de cesse, depuis le jour même de sou existence nationale retrouvée, de payer un très lourd tribut sur l'autel de l'hostilité et de la haine.

Car il ne faut pas se fourvoyer. Ceux qui ont frappé à nouveau, au café Apropo de Tel-Aviv, le 21 mars, sont les mêmes qui ont frappé à Jérusalem, à Beit-lid, Afula, Ramat Gan et ailleurs. Ils ont nom Hamas, Djihad islamique ou Hezhollah. Leur philosophie rétrograde est d'une effrayante simplicité : l'Etat d'Israel n'a - dans aucune de ses frontières -de droit à l'existence. Ce sont eux qui se sont mobilisés pour torpiller l'œuvre de réconciliation israélo-paiestinienne. Ce sont eux qui veulent « paver les voies du Paradis avec les cranes des juifs > (Le Mande du 11 avril 1995), qui assenent régulièrement et méthodiquemeut des coups de houtoir d'une violence inouie à un processus qui peine à leur résister. Ce sont eux qui, sous tous les gouvernements d'Israel et quel que soit le contexte politique du moment, s'achament à semer la terreur la

plus abjecte qui soit. Depuis le lancement du processus d'Oslo, plus de deux cents Israéfiens ont payé de leur vie notre désir de paix. Un nouveau concept, porteur d'une insupportable logique paradoxale, est né dans la foulée des accords signés : les victimes du processus de paix. Au nom de cette logique, on a tenté de justifier et Houer l'infustifiable

Au nom de la paix, on a oublié que la menace première n'est pas la ten-

sion politique, n'est pas la divergence. Car le terrorisme et la violence sont bel et hien le danger qui pomte à l'horizon du processus. Comment envisager de maintenir la confiance mutuelle si nécessaire à tout progrès dans un contexte quasi insurrectionnel? Comment poursuivre la négociation avec un partenaire qui; dès la première friction, lance ses émeutiers à l'assaut dn processus? Comment comprendre que, dans le contexte de tensions des demiers jours, l'Autorité palestinienne ait jugé bon d'élargir des dizaines d'irréductibles dont l'intention déclarée était de renouer avec leur sombre besogne de dévastation, recevant ainsi un véritable feu vert à la reprise des attentats? Comment comprendre, surtout 1 l'heure où Benyamin Nétanyahou. premier ministre d'Israel, offre d'accélérer l'échéancier des négocianons pour justement débattre au plus tôt de tous les problèmes, aborder dans la négociation toutes les controverses, que la violence soit le seul écho à cette proposition ?

Rien - il faut le répéter encore et tonjours – rien ne peut justifier le terrorisme. Ni les tensions ni les frustrations. Ni les divergences ni les dissensions. La violence ne peut qu'appeier la violence. N'avonsnous pas posé ensemble le principe de la négociation en tant qu'unique mode de résolution do conflit ? Que vaut un processus de paix oh l'un des partenaires s'expose systématiquement au pire des périls lorsqu'il refuse d'adhérer aux revendications

de l'autre partie? Voilà pourquoi l'urgence est désormais de combattre - le motn'est pas trop fort - les ennemis de la paix. Il serait faux de croire que l'œuvre de mort des kamikazes ne soit le fait que d'un seul homme. Il y a derrière eux une véritable infrastructure de la terreur. C'est cette lomais, car ils sont un cancer sur le corps de l'espérance.

« Où il y a de la vie, il y a de l'espoir. » Quel espoir peut s'installer lorsque des hommes, des femmes et des enfants tombent dans les villes d'Israël sous les coups de fanatiques érigés en héros dans les rues de l'Autorité palestinienne ? Que penser de ces images d'émeutiers conduits par les policiers palestiniens ? Que dire de ces dirigeants de l'Autorité palestinienne qui, foulant aux pieds les principes les plus élémentaires des Accords d'Oslo, attisent le feu de l'affrontement, ou encoré de la décision du Fatah (principale composante de l'OLP) « d'accroître la coopération avec le Hamas »? Que recherche-t-on lorsqu'on suspend unilatéralement la coopération des services de sécurité, sinon le chaos?

Le processus engagé avec tant de courage connaît aujourd'hui l'épicuve de la vérité. Sa poursuite est intrinsèquement liée à la réalisation de ce qui avait permis son lancement : le rejet de la violence sous toutes ses formes, physique et verbale. Il faut que soit mis un terme définitif, chez tous les dirigeants palestiniens, en premier lieu desquels Yasser Arafat, aux incessantes références au diihad (la guerre sainte) et autre chaids (martyrs). Le double langage n'est plus tolérable. Il faut que les organisations terroristes soient combattues, les infrastructures démantelées, les armes et explosifs confisqués, les activistes appréhendés, les émeutiers contenus. En un mot, l'Autorité palestinienne doit redevenir un partenaire de paix. Il me faut plus que le doute sub-siste. C'est là le prix de la paix.

Avi Pazner est ombassadeur d'Israël à Paris.

Prague en demi-teintes

par Anne-Marie Kittler-Mackova

N cette fin d'hiver pragois aigre et venteuse, les papiers et les bouteilles de plastique roulent aux quatre coins du terrain vague de l'énorme cité de Barrandov. Les arhrisseaux maigrichons revent d'un printemps salvateur. Devant la poste, des mouceaux de détritus attendeut une voirie aléatoire. Dans le métro, les visages embués de sommeil sout chagrins. souveut bargneux. Le sourire est rare, sauf chez les écoliers qui, à 7 beures du matin, emmitoufiés sous leur bounet tricoté, trouvent à la vie un goût co-

Les Pragois u'aiment plus trop qu'on leur parle de leur belle liberté. Il arrive qu'elle leur pèse et leur donne la migraine. La vie quotidienne est acide. Les appartements sont introuvables ou hors de prix. 5e loger relève du défi, du tour de force ou d'une poche monumentalement garnie. Depuis le nouveau projet de loi débattu récemment qui envisage une augmentation des loyers d'Etat de 100 %, les

visages se sont encore alinngés. Rumeurs de grèves scolaires. Les enseignants fulmineut, menacant de fermer les portes de toutes les écoles de la Répuhlique tchèque et de saboter les examens du hac (moturita). L'infrastructure du système médical craque de toutes parts. Le scandale des titres de doctorat frauduleux continue à faire Ja-

L'eau est chère, le gaz est cher, l'électricité est chère, les fruits sont chers, les poivrons rouges on verts - légume favori - sont inabordahles et ne se vendent qu'à moitié pourris au

quart du prix... Et pourtant, Prague u'a jamais été si magnifique dans le rutilement de ses hâtiments res- il est difficile de halayer la

ní Dum scintille sur la place de la République. Partout, les marteaux piqueurs tressautent, les scies électriques feudent allègrement l'asphalte.

Les touristes sont béats. Quelle ville i Quel charme! Quel passé! Quelle bière!... Ils trottent, ravis, le uez en l'air, s'efforçant de ue pas perdre de vue le parapluie que hrandit leur guide. Et tandis qu'Allemands. Américaius et autres étraugers s'empiffreut de sancisses et de goulasch, les professeurs, les infirmières, les pensionnés recomptent leur miuce pécule avant de partir au marché, le petit sac de toile hallottant au bout du bras.

La génération qui devait reutrer les épaules et serrer les dents pendant la normalisation, la génération qui frémissait d'euphorie et scandalt avec les étudiants « Havel au château! », se sentirait-elle leurrée? Les Russes sont rentrés chez eux. mais les Américains fourmillent à la tête des entreprises et le fast-food est partout.

Si vous essayez discrètement de les secouer, les Tchèques vous diront que leur position géographique est malencontreuse, leur climat imprévisihle -sûrement li gèlera au mois de mai -, qu'il leur faudrait la mer, que les choses sont comme elies sout et qu'il ue fant pas en faire un drame.

Ce petit pays coincé au carrefour de l'Europe, aux étangs romantiques, aux coilines tendres, aux villages somoolents, souffre-t-ll eucore d'avoir si

longtemps pllé l'échine? Que pense sou président dramaturge de cette léthargle? Que pense-t-il du marasme des écoles où les murs s'effriteut, où les mannels soot obsolètes? taurés. Après plusieurs années poussière qui colle aux murs et

académique. Bien des jeunes pensent qu'il est téméraire de se lancer dans une carrière sl peu alléchante.

Où est le grand élan de 1988 qui, comme une lame de fond, avait soulevé la nation? Où est la jole de vivre de ce peuple cultivé, amoureux d'art, avide de lecture? A la dernière rétrospective de la peinture tchèque du XIX siècle, les étrangers se pressaieut devant les tolles. Bien peu d'autochtones avaient pris la peine de grimper lusqu'au château. Pas même à cause du cost : la dernière semaine, les « écuries impériales » offralent gracieusement l'en-

Bieu sûr, l'éventail soclal s'ouvre. Certains requins de la finance se sout bien aiguisé les deuts sur les économies des petites gens, qui ont fait montre à leur tonr d'une avidité peu commune... Viktor Kozeny (Harvard Funds), prometteur de fortunes, a bieu su brouiller les cartes du foud de sa retraite des Bahamas. Exploiter la naïveté

de labeur ininterrompu, l'Obec- renouveler le sang du corps de ses clients ne fut qu'un jeu. Bien sür, tout est relatif. Nous sommes bien loin de Sofia, dont l'université est fermée et où la préoccupation des habitants est surtout de se lever à l'auhe pour se joindre aux queues pour les denrées alimentaires. Nombre de Bulgares considèrent la République tchèque

comme un pays de cocagne. Il n'empêche que sa puberté démocratique reste malaisée et ardue. Peut-ou, sans paraître arrogant, lui souhafter une boune dose de patience et de fermeté? Le tout relevé d'humour et de fiair, ce dont ce bean pays n'a jamais manqué.

Les arbres rachitiques de la grande cité sont toujours ballottés par le vent. Mais dans le ciel se profile une large écharpe bleue qui grandit, grandit jus-qu'à devenir aussi large que la VItava.

Inne-Marie Kittler-Mackova est professeur de littérature française à l'université Charles de Prague.

AU COURRIER DU « MONDE »

LES GÈNES ET LE VÉCU

La polémique sur l'application à l'homme de la technique de clonage réussie chez une brebis adulte me paraît quelque peu naïve ou hypocrite, en tout cas plus passionnelle que raisonnée. D'abord, l'idée qu'il suffirait d'interdire pour se prémunir du D' Frankenstein : l'histoire devrait avoir appris que rien n'a jamais pu être interdit de ce qui fut possible. Pas plus Galilée qu'Ambroise Paré ni d'autres ne se sont laissé interdire le progrès de la connaissance. Il faut donc penser (au sens plein) à intégrer ce possible clonage humain, plus ou moins accessible, dans l'éthique de la connaissance. S'en re-

mettre au seul juridique, ce serait dé-missionner devant la difficulté, et prendre l'assurance d'en rencontrer une plus difficile encore.

Ensuite, l'Idée que l'on tiendrait par le clonage humain une voie vers l'immortalité que pourraient être tentés d'emprunter d'égocentriques fortunés pour un clonage d'euxmêmes. S'agirait-il d'eux-mêmes? Quiconque (re)naîtrait génétiquement à l'identique n'en mourrait pas moins pour autant en tant que personne. La survie de ses gènes dans un organisme au départ génétique-ment identique ne transférerait pas pour autant son expérience, son vécu sa forume. L'individu bis ne serait donc jamais qu'un nouvel être face à la vie, auquel la façon dont il y serait venu pourrait poser des problèmes expériences rapportées ne contre-

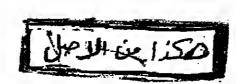
dont on ne sait pas encore comment Il les affirmiterait... Jean-Paul Caverni, Venelles (Bouches-du-Rhône)

DEL'ANIMAL À L'HOMME Je vondrais vous faire part de quekques réflexions concernant les récents travaux sur le cionage des animaux. Il ue s'agit pas du clonage d'une cellule ou d'un individn, puisque ce terme recouvre la production d'un individu unique par reproduction végétative ou asexuée. Dans le cas présent, le noyau d'une cellule adulte a été introduit dans une cellule sexuelle, un ovule. En effet, il est toujours impossible d'obtenir, de novo, un individn à partir d'une cellule somatique adulte. Les

viennent pas à ce principe. Une toute autre question est d'appliquer ces techniques à l'homme. En effet, cette teclinique nécessite une équipe extrêmement spécialisée, avec des moyens importants. (...) Enfin, qui pourrait avoir intérêt à pratiquer cette technique, en sachant que deux individus qui ont le même patrimoine héréditaire (des vrais jumeaux) ne sont jamais identiques. On ne peut concevoir le développement embryonnaire comme une simple « machine », sans « variabili--té » (ce terme ponvant regrouper

des concepts différents). N'est-ce donc pas beaucoup de bruit pour un danger dont la réalité

> Michel Fontés Marseille



Witness Control

The second second

Page service

and the grade of

A Section 1

A transfer

10 m

Acres 6 to 5

22 6 1 1 1 1 1 V

Tariff of a

Andrew Comment

Lack to the con-

Market.

Commence of

والمراجب والمراجب

North Commence

A ----

· · ·

10000

\$8 toward ...

14 A 14 5 50

\$177.4

We are a second

The Company of

Solete Care

288 Seller 1

 $\chi_{\widetilde{q}}^{*} \circ g^{*} = (1 - 1)^{-1} :$

250

60° 50.

The Property of the

decent in

32 5 75

(%C4.74.)

-

第 第 第 2

THE KLANE ST

Later

grafing to the

.

(数 4 新4 ませ

14 th 24 per

MARKET SET

MATTHE

DAME TO SALVE

M. 15-4 25

7-19-cm

prox war and

Mrs. 2011

A Maria

AND IN SECTION

MA 2500

- Aid \$142.041

THE PERSON NAMED IN

popular in

Gen in

Male de La

non-les-Bains (Haute-Savoie), dépasse assez largement les 35 kilomètres de bitume projetés dans le Chablais et qui, parce qu'« ils n'iraient nulle part », provoquaient quelques vagues sur les bords du Léman (Le Monde du 7 février et du 30 mars).

blique de l'autoroute A 400, Annemasse-Tho-

Le Conseil d'Etat a ainsi suivi jusqu'au bout les conclusions du commissaire du gouvernement qui avait proposé l'annulation du décret signe le 6 mai 1995 par Edouard Balladur - juste avant que celui-ci ne quitte l'hôtel Matignon sur la base d'une analyse s'appuyant sur la « théorie du bilan », c'est-a-dire mettant en balance les avantages et les inconvénients d'une infrastructure. Les membres de l'assemblée du contentieux du Conseil d'Etat (la formation la plus haute de la juridiction administrative) se sont ainsi moins comportés en juristes, habitués en général à traquer le vice de forme, qu'en juges - et éventuels censeurs - de l'« utilité publique » d'un aménagement majeur du terri-

« VICTOIRE »

« Unc opération ne peut être déclarée d'utilité publique que si les atteintes à la propriété privée, le cout financier et, éventuellement, les inconvénients d'ordre social et les atteintes à d'autres intérêts publics qu'elle comporte ne sont pas excessifs eu égard à l'intéret qu'elle présente », dit la jurisprudence. C'est bien au nom de ce principe qu'ont été mis sur les plateaux de la balance le coût de la Transchablaisienne - 2,6 milliards de francs, seion l'estimation basse de 1994 -, son trafic quotidien attendn - de l'ordre de 10 000 véhicules dans sa partie centrale, alors qu'une autoroute est jugée « rentable » avec un trafic de 25 000 véhicules/jour -, ses atteintes à la propriété privée et sa nécessité économique.

Sur ce dernier point, la baute juridiction n'a pas manqué de prendre en compte le fait que les villes d'Annemasse et de Thonon sont déjà reliées par des routes comportant de nombreux tronçons à deux fois deux voies. Enfin et surtout, l'assemblée du contentieux a pris acte qu'il n'y avait, en l'état du dossier, aucun prolongement prévu au-delà de la frontière suisse. L'A 400 aurait donc bien débouché sur un culde-sac, et il y aurait eu, si l'on ose dire, trompe-

rie sur la marchandise. Il faut observer que la protection de l'environnement n'a guère été mise en avant par le Conscil d'Etat. Ainsi, la « victoire » des associations qui contestaient le projet, soutenues par les principaux mouvements écologistes, ne peut être réduite, au premier regard, à celle des défenseurs de la nature contre les « bitumeurs ». « Une construction d'outproute pose toujours des problèmes d'insertion dans le milieu naturel. Le tracé de l'A 400 n'y échappe pas. (...) Mais ces inconvénients (...) ne paraissent pas au cas présent excessifs », avait souligné le commissaire du gouvernement, Martine Denis-Linton.

Néanmoins, à y regarder de plus près, c'est bien d'un coup de semonce contre une certaine « frénésie autoroutière » qu'il s'agit et qui transgistrat : « Le ministre ne cache pas que l'un des atouts majeurs de l'autoroute concédée réside dans son financement par peage. (...) Mois cet orgument dont nous n'ignorons pas le poids ne peut en aucun cas être pris en compte pour apprécier

LA DÉCISION du Conseil d'Etat annulant, l'utilité publique de l'opération en cause. Un tel motif ne saurait justifier que l'on couvre lo France d'autoroutes, si d'outres partis sont possibles lo-

> Couvrir la France d'autoroutes I Vaste programme mais authentique débat à une époque ou - après l'acbèvement des indiscutables grands axes de communication du territoire l'on en est progressivement venu à construire, à un rythme toujours très soutenu, des réseaux « secondoires » d'autoroutes, des barreaux de raccordements et autres vraies-fausses rocades, pour quadriller le pays par un maillage de plus en plus serré. On pourrait presque parler d'un syndrome du morpion, cette distraction de potache, à propos de la manière qu'out parfois les aménageurs et les élus de vouloir relier entre elles des villes de plus en plus petites, de prolonger à l'infini des tronçons dont l'utilité est de moins en moins évidente.

Construire ou « faire construire », c'est aussi là la question, puisque ces chantiers sont désormais concédés à des sociétés autoroutières qui pour se lancer dans ces opérations de moins en moins rentables, compte tenu de la faiblesse des trafics envisagés, s'endettent à un rythme vertigineux (120 milliards de francs aujourd'hui, plus de 200 d'ici à 2005) avec des capacités d'autofinancement en chute bbre. La Fédération française des sociétés de protection de la nature

(FFSPN) tire régulièrement le signal d'alarme sur ce thème sans être vraiment entendue. En Haute-Savoie, comme dans beaucoup d'autres départements, les élus qui se préoccupent, légitimement, de la sécurité des automobilistes et des facilités de déplacement pour favoriser l'économie ont souvent tendance à se défausser de leurs responsabilités en faisant financer les aménagements par d'hypothétiques péages et en mettant en avant le vieux sophisme de l'usager-payeur. La décision radicale - et exemplaire? - du Conseil d'Etat va donc provoquer une salutaire réflexion et, peut-être, une remise en question de la politique du « tout autoroute » qui était en passe de prévaloir.

مكنامن الاحل

La portée de la décision ne doit pas faire oubber ses conséquences immédiates. Les travaux de la Transchablaisienne n'ayant reçu aucun commencement d'exécution, le gouvernement va devoir non pas revoir sa copie mais la dé-chirer. Et imaginer une alternative. Ainsi, tandis que Bernard Bosson, député (UDF-FD) de Haute-Savoie, maire d'Annecy et ancien ministre de l'équipement, considère que l'annulation du décret est « un très mauvais coup » pour son département, Bernard Pons, ministre de l'équipement et des transports, annonce déjà qu'il va « exammer toutes les autres possibilités ».

Robert Belleret

Poisson d'avril par Nicolas Vial



Crise de la société crise de la foi

Suite de la première page

La conférence magistrale que Mgr Ratzinger vient de prononcer ou Mexique et aux Etats-Unis et son livre, Le Sel de la terre, bilan du catholicisme à l'aube de l'an 2000 (Flammarion-Cerf), sont deux documents décisifs pour la compréhension de la crise de la foi chrétienne.

Dans les années 70 et 80, le péril était, de son point de vue, dans la théologie de la « libération », c'està-dire, dans une réduction de la foi chretienne à une « orthopraxie » de type marxiste, un programme de lutte contre l'oppression sociale et politique. Elle serait morte en même temps que les espérances communistes. Dans les années 90, la menace se serait déplacée : aux absolus d'hier a succédé l'ère du « relatif », dans le domaine religieux, moral ou politique, explique le cardinal Ratzinger. Tout ce qui est proposé comme « vérité » universelle ou comme norme générale passe pour dogmatique, autoritaire, et contraire à la tolérance et au pluralisme, revendiqués comme des critères infail-

libles. Une telle évolution fragilise le message, par définition universel, du christianisme. Elle disqualifie le discours d'autorité des Eglises. Mais, ajoute le cardinal Ratzinger, elle n'épargne pas les démocraties. Ce relativisme menace les principes éthiques, les références fondamentales des Etats. Pour prendre des exemples d'une brôlante actualité française, l'accueil de l'étranger ou

le respect absolu de l'autre, qui étaient hier des valeurs imprescriptibles, semblent désormais soumises aux fluctuations de l'opinion, à la conjoncture sociale et politique.

Ce « relativisme » serait aggravé par les brassages des cultures et des religions et par les dialogues engagés entre les grandes confessions. Lors du concile Vatican II (1962-1965), l'Eglise catholique avait rompu avec sa conception monopolistique de la religion. Elle avait reconnu l'existence d'autres voies de salut et d'autres « vérités » capables aussi d'«illuminer» tous les hommes (déclaration Nostra Actate). Mais si cet apprivoisement mutuel des religions est l'un des moyens de lutter contre les intégrismes, le christianisme se trouve aujourd'hui pris à contrepied : comment conci-lier l'affirmation d'une « vérité » chrétienne, défendue par une institution bimillénaire, et cet encouragement au pluralisme religieux, ce dialogue avec d'autres traditions proposant également à l'homme d'assurer son épanouissement. A cet égard, le bouddhisme devient le principal concurrent par les réponses qu'il donne aux lacunes de la tradition chrétienne, par son refus des dogmes, la souplesse de sa discipline, la maîtrise qu'il propose du mal et de la souffrance, la place qu'il accorde à la méditation, au slience

ou à la jouissance du corps. Si l'Église, les dogmes ou les sacrements trout plus qu'une valeur relative, s'ils ne s'imposent plus comme une « nécessité absolue », le christianisme ne se réduit-il pas à un humanisme? La religion à une culture ou à une éthique? Jésus-Christ à un « génie religieux » parmi d'autres, selon une dérive que renforce la curiosité contemporaine pour le « jésus de l'histoire », récemment manifestée par la remarquable émission d'Arte (« Le Monde

Télévision Radio Multimédia » daté 23-24 mars)? Dans un tel contexte, annoncer la foi en la divinité d'un seul homme passerait presque pour un signe de « fondamentalisme ». voire de « fanatisme ».

On peut difficilement donner tort à cette analyse du cardinal Ratzinger, qui conclut, à « une fantastique perte de sens » pour le christianisme. Elle est avérée par la prolifération des syncrétismes en Amérique latine, en Afrique ou en Asie, par le recul, dans les sociétés d'Occident, des observances régulières, par la distance prise avec les normes morales ou les croyances dogmatiques des Eglises et par une revendication croissante à l'autonomie de la conscience et des comportements. Tous les spécialistes concluent à un éclatement des modèles institutionnels, à un foisonnement des propositions de « sens » sur un « marché » devenu délirant, où la magie. le satanisme et les sectes ne sont, helas I pas absents.

DÉSAFFECTION MILITANTE N'est-ce pas une évolution qui interroge toute la société ? Depuis des années, des personnalités comme Jean Paul II, Josef Ratzinger ou Jean-Marie Lustiger, rappellent que la crise de la foi chrétienne n'est que le reflet d'une crise plus large de la culture et de la modernité. Des modèles d'autorité politique sont aussi contestés. L'école et la famille connaissent les mêmes ruptures dans les modes de transmission des savoirs et des valeurs. Les partis, les syndicats, les associations subissent anssi une désaffection militante et les couples la même crise de fidélité aux engagements. La chute des pratiques religieuses exprime la fin de la « civilisation paroissiale », c'est-àdire d'un certain type de structuration religieuse de l'espace et du

Sans aller jusqu'à dire, comme le cardinal Ratzinger, que le « relativisme » actuel des convictions ouvre la voie à toute forme d'« orbitraire », on ne peut rester insensible à l'observation scion laquelle « la chute de l'Eglise et du christianisme, telle que nous l'avons comme dans les trente ou quarante dernières années est aussi responsable de nos effondrements, de nos difficultés d'orientation, des démoralisations que nous constatons ». Et il conclut que, « si ce vaisseau n'existait pas, il faudrait l'inventer». C'est un message que les évêques français ont compris. Depuis trois ans, ils conduisent une réflexion sur la « proposition de la foi dans la société moderne » qui a débouché, en novembre 1996, sur Padoption et la publication d'un texte devenu un autre succès de librairie et débattu dans toutes les communautés.

Ses auteurs n'ignorent pas qu'une

certaine mémoire chrétienne a disparu, mais ils se refusent à toute attitude nostalgique. Pour eux, le christianisme n'a pas d'avenir s'il apparaît comme un système fermé, opposé à d'autres vérités concurrentes (religieuse, rationaliste, scientifique ou laïque) ou comme l'expression d'une volonté hégémonique. En revanche, il peut encore se faire entendre de la société moderne s'il contribue à recréer des solidarités; s'il parvient à proposer aux jeunes des espaces attirants de libre adhésion; s'il redevient un laboratoire pour des engagements personnels et collectifs: s'il demeure cette instance critique par rapport aux conformismes et aux anomalies de la société. Sur toutes ces questions, le christianisme n'a aucun monopole, mais il possède une expérience qui en vaut bien d'autres.

Henri Tincq

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél. : 01-42-17-20-20. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

« Yapakapari »

ES années 80 avaient enfanté, à côté d'autres rejetons plns sympathiques, le lepénisme. Les années 90 seront-elles, sur le tard, celles de l'antilepénisme ? Il est permis de le penser après la manifestation qui a réuni à Strasbourg, samedi 29 mars, plusieurs dizaines de milliers de personnes contre le Front national. Pas seulement en raison du nombre des participants, mais aussi et d'abord en raison de leur provenance - de toute la Prance et des pays voisins - et en raison de ce qu'ils ont dit. Car, depuis quelque temps, les manifestations ne martèlent pas des mots d'ordre conçus pas leurs organisateurs: elles les inventent. Elles ne demandent pas à être entendues : elles forcent l'écoute. Les manifestations parlent.

Désenchantée non du discours politique, mais du discours des politiques, la parole de la société civile a paru longtemps confisquée par le Front national, qui prétendait an privilège de « dire tout baut ce que les Français pensent tout bas ». Face à ce permanent coup d'Etat dans les esprits, les adversaires de Pextrême droite étaient désarmés. Les démonstrations de l'antiracisme, orchestrées avec talent par SOS-Racisme, semblaient sans effet. Non pas imptiles, certes - indispensables, même -, mais insuffisantes et, pour tont dire, inopérantes. Une formule résumait ce piège : « Paris » d'un côté, « eux » de l'autre. « Paris » était antiraciste, indigné et dégotité par la diffusion du lepénisme, mais « eux », ils avaient de plus en plus tendance à emprunter le vote Pront national pour se faire entendre.

y a maintenant tous les autres, qui, comme ces manifestants venus de Vantx-en-Velin à Strasbourg, pourraient se baptiser « Yapakapari ». Ce n'est pas seulement « à Paris » que l'on combat, désormais, l'extrême droite. Parce qu'elle a percé à Toulon, Marignane, Orange et Vitrolles, parce qu'elle a franchi « la limite », comme le dit Catherine Trautmann, maire de Strasbourg, l'extrême droite est devenue leur problème, à « eux », c'est-à-dire cekui de tout le monde, autant et plus que celui des politiques, des intellectuels, des journalistes, des sociologues « parisiens » qui n'ont pas su la faire reculer. Il y a une génération politique, qui n'est pas seulement une génération d'âge et dont la lutte contre l'extrême droite est l'affaire parce que, comme le disait une banderole à Strasbourg : « Occupe-toi du FN, sinon, il s'occupera de toi! •

Cette génération veut prendre en charge, ici - c'est-à-dire partout - et maintenant, la lutte contre le lenénisme et contre la lepénisation des esprits, non par la seule denonciation, mais par le dialogue avec ceux qui se réfugient dans le vote Front national Brisant Penchantement d'une situation bloquée, avec des politiques oui ne convainquent pas et des olseaux de malbeur qui viennent nicher dans toutes les cases d'escalier, les marcheurs de Strasbourg disent que la société des armées 80 – celle du repli sur soi, de la fermeture au voisin, de la compétition violente et de l'ébahissement devant les vedettes médiatiques de Findividualisme - n'est pas une fa-

Le plus belle victoire du Pront national annouce peut-être sa défaite : la société le prend au sérieux. Entre Paris et le Pront national, il Il ne pouvait rien lui arriver de pire.

> fe Monde est édité par la SA LE MONDE Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombant Directeire : Jean-Marie Colombant : Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroun, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Pienel Directeurs adoins de la rédaction : Jean-Yvet Lhomeau, Robert Solé Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Carnas, Pierre Georges, Laurent Greitsamer, Erik Izraelewitz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre Directeur artistique : Dounlique Roynette Rédacteur en chef technique : Eric Azan Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégue : Anne Chaussebourg Consciller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtols, vice-président

Anciens directeurs (Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fativet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994. Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde » Association Hubert Beure-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Eoureprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, léna Presse, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Se Monde

Manifestations dans la Ruhr

POUR la première fois depuis l'Occupation, des manifestations importantes ont eu lieu en Allemagne. Dans les grandes villes de la Ruhr, à Dusseldorf, à Essen, à Hagen, à Dortmund, des centaines de milliers de personnes ont exécuté des « marches de la faim ». protestant contre l'insuffisance du ravitaillement.

Ces manifestations se sont naturellement tournées contre l'occupant, c'est-à-dire contre le gouvernement militaire britannique, et l'on en éprouve de l'amertume à Londres : l'Angleterre n'est-elle pas une des puissances occupantes qui a pris le plus de soin des populations à sa charge ?

L'an dernier elle a même prélevé sur son stock de blé pour les nourrir, et il est notoire que le peuple anglais ne vit pas dans l'abon-

Des informations parues dans la

presse britannique, il ressort que les syndicats seraient les organisateurs, sinon des troubles, du moins de la mobilisation de la population ouvrière: quelques incidents se sont produits, que l'on attribue soit à l'agitation d'éléments nazis, soit à des menées communistes. Ces éléments n'ont pu qu'exploiter une situation alimentaire difficile.

On sait que l'Allemagne manque de vivres pour diverses raisons: elle n'a jamais produit tout son ravitaillement, sa production agricole a fortement baissé depuis deux ans, enfin ses provinces occidentales ne reçoivent plus rien des régions de l'Est, en partie annexées à la Pologne, en partie occupées par les Russes. C'est dans les grosses agglomérations que la disette se fait le plus durement

(1ª avril 1947.)

Cellionde SUR TOUS LES SUPPORTS Télématique: 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30 Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province: 08-36-68-03-78

A partir du 1^{er} avril, la concurrence est totale dans le ciel d'Europe

Les compagnies aériennes européennes peuvent désormais desservir les lignes intérieures de tous les Etats membres. Selon Bruxelles, la libéralisation entamée en 1987 n'a pas entraîné une baisse des tarifs aussi importante qu'espéré

LE 1ª AVRIL 1997 s'achève le processus, vieux de dix ans, de libéralisation du ciel européen. A cette date, le dernier verrou à une concurrence sans entrave aura sauté: les compagnies aériennes européennes peuvent désormais opérer sur les routes intérieures d'autres Etats membres. Le ciel d'Europe sera le plus concurrentiel au monde en matière de transport aérien. Devant les Etats-Unis, qui o'accordent pas aux compagnies des pays avec lesquels ils ont des accords de ciel ouvert le droit de desservir des lignes intérieures

« En pratique, le 1ª avril ne créera pas une intense concurrence » par rapport à ce qui existe aujourd'hin, indique David Feldman, consultant spécialiste du transport aérien chez Mercer Management Consulting. Depuis dix ans, et surtout depuis le 1ª ianvier 1993, date du véritable coup d'envol de la déréglementation européenne en matière aérienne, les différentes compagnies se sont largement préparées à cette date symbolique du la avril 1997. Elles ont mis en place leurs plons pour être gagnantes sur l'échiquier du ciel au XXI siècle.

Juergen Weber, le patron de Lufthansa, estime que la dernière phase de la libéralisation « entraînera une baisse des prix de 3 à 4 % par an en Europe ». Depuis 1993. les choses ont délà beaucoup évolué: en janvier de cette année-là, un passager qui voulait faire un aller-retour Bruxelles-Madrid devait payer 14 570 francs belges (2 330 francs au cours d'aujourd'bui). Aujourd'hui, le même voyage lui coûte 9 000 francs belges (1440 francs), voire dans certains cas moins de 6 000 francs

La concurrence ne joue pleinement. que là où I'on compte au moins

trois opérateurs

La coocurreoce s'est fortement accrue, Multiplication des compagnies - entre 1993 et 1996, il s'en est créé 80 pendant qu'il en disparaissait 60 - et des routes intracommunautaires exploitées - elles sont passées de 490 à 520 pendant la même periode -, tel eo a été le premier symptôme. Le nombre de passagers s'est accru; les compagnies membres de l'Association des compagnies aériennes européennes (AEA) ont transporté, l'an dernier. 103 millions de passagers sur les seules lignes intra-européennes, contre 78 millions en

1992. Mais, selon une étude de la Commission européenne sur l'impact des mesures de libéralisation du transport aérien, «contrairement à ce qui s'est passé oux Etats-Unis ou lendemain de la déréglementation du transport oérien, les tarifs en Europe n'ont pas connu une baisse généralisée et bien visible ». Les vertus de la libéralisation sont, pour l'instant, parfaitement inégalitaires selon les lignes et le type de passagers concernés. A tel point, d'ailleurs, que la baisse des prix des billets s'est ralentie ces dernières années: jusqu'au début de la décennie, elle était, en movenne, de plus de 3 % par an ; de 1990 à 1996, en six ans, elle n'a pas dépassé 5 %.

Selon Bruxelles, «les tarifs ont

continué d'augmenter sur un grand nombre de routes » reliant un pays communautaire à l'autre, « que ce soient les tarifs les plus flexibles (affaires et économiques, sans restriction de validité), ou les tarifs éconopromotionnels ». mi*q*ues Explication: 64 % des lignes intracommunautaires sont exploitées par une seule compagnie (contre 61 % en janvier 1993) et 30 % par deux (contre 37 % en Janvier 1993). Or la concurrence pe joue pleinement que là où l'on compte au moins trois opérateurs, ce qui est le cas sur 6% des routes intra-

communautaires, contre 2 % en

janvier 1993. SI les prix ont nette-

ment baissé sur Barcelone-Madrid.

Royaume-Uni-Irlande ou encore Paris-Londres, ces exemples restent isolés. Ces deux dernières années, on a vu se multiplier les nouveaux transporteurs, non sans remous. La petite compagnie britannique EasyJet, née en novembre 1995 et connue pour ses hôtesses et stewards en jean et Tshirt, a transporté, l'an demier, un million de passagers entre l'aéroport londonien de Luton et six autres villes européennes à des tarifs imbattables. KLM, face à cette offensive. a diminué ses tarifs de plus de 50 % sur Londres-Amsterdam, s'attirant, de la part d'Easy-Jet, le dépôt d'une plainte à Bruxelles pour manœuvre prédatrice et abus de position dominante. De la même manière, Virgin Express, née de la reprise de la compagnie belge EBA, en novembre 1995, par Richard Branson, a transporté 600 000 passagers en 1996 entre Bruxelles et six métropoles européennes avec des prix de 50 % à 80 % moins élevés que la concurrence.

Sur les lignes intérieures, les « niveoux de tarifs se caractérisent en général por des niveaux plus bas comporativement aux distances ». estime Bruxelles dans son étude. Là encore, la situation est diversifiée. Il faut distinguer les pays où les acteurs se sont multipliés, se lançant dans des batailles tarifaires violentes, surtout en 1995, sur les

marchés encore peu exposés à la concurrence. En France, AOM, Air Liberté et TAT ont fait perdre 1,3 million de passagers à l'ex-Air Inter eo 1995, et l'ont forcé à multiplier les promotions. Le prix d'appel sur un aller simple Orly-Toulouse, par exemple, est passé de 405 à 366 francs entre le 1 avril 1993 et le 1° avril 1997.

En Allemagne, Deutsche BA surtout, mais aussi Eurowings donnent du fil à retordre à Lufthansa. En Espagne, ce sont Air Europa et Spanair qui font de l'ombre à lberia. L'Italie apparaît en comparaison bien calme, à l'exception de la ligne Rome-Milan, où la concurrence sévit depuis l'irruption d'Air One. Tout comme au Portugal et en Finlande, « les nouveaux entrants privilégient le service ou détriment des prix », explique la Commission. Même la Grèce, traditionnellement très fermée, connaît les joies de la concurrence: la nouvelle compagnie Skybus, qui exploite les lignes vers Thessalonique, a forcé Olympic Airways à casser ses prix de 40 %. En Irlande, en Antriche et aux Pays-Bas, les lignes intérieures sont

encore exploitées en monopole. La libéralisation n'a pas non plus eu les mêmes effets pour toutes les catégories de voyageurs. Ceux qui ont su profiter de la multiplication des promotions eo ont été les

tion a augmenté, compte tenu de l'accroissement de l'offre. « La port des passagers voyageant sur des vols réguliers avec des tickets à prix réduits est passée de 60,5 % en 1985 à 70,9 % en 1995. En tenont compte du fait que la part du marché charter représente environ 50 à 55 % du marché total, on peut estimer que 85 à 90 % des passagers voyagent à prix réduits », écrit Bruxelles dans son étude. « La forte baisse, de près de 20 %, de la recette unitaire otteste également cette tendance. » Ces tickets sont le plus souvent assortis de contraintes, du type « non modifiables », « jours de départ et d'arrivée imposés »...

En revanche, les voyageurs qui paient plein tarif, en classe économique comme affaires, ont plutôt vu l'addition s'alourdir. « Sur certaines routes, ces tarifs peuvent être quolifiés d'excessifs », juge Bruxelles. A titre d'exemple, un passager Air France en classe économique pale en ce moment, en plein tarif, 1 415 francs pour aller de Paris à Londres. Il y a trois ans il payait 1390 francs. A l'inverse, le tarif d'appel sur un allerretour Paris-Londres est passé, sur cette même période, de 980 à 758 francs. La baisse des tarifs, « voilà peut-être, aux yeux de l'usoger moyen, le parent pauvre de lo libéralisation », estime Bruxelles.

Virginie Malingre

Les quatre étapes de la libéralisation

• Décembre 1987 : le premier paquet » instaure le principe d'une libéralisation progressive, et non brutale, comme aux Etats-Unis en 1978. Certaines routes en Europe sont ouvertes à la concurrence. Les prix, maintenus artificiellement à un niveau élevé, sont partiellement libéralisés. 🗩 Juittet 1990 : Je second paquet » permet essentiellement. de préciser les objectifs et le calendrier du processus en cours. • 1º janvier 1993 : le troisième « paquet » marque le véritable coup d'envoi de la libéralisation européenne. Il instaure la liberté pour toutes les compagnies de desservir les lignes intracommunautaires de leur choix. Elles peuvent appliquer

n'importe quel tarif, s'il est économiquement viable. ● 1st avril 1997: fin du processus. Les compagnies européennes peuvent desservir toutes les lignes inténeurs de l'Union européenne.

La fusion d'Air France avec l'ex-Air Inter provoque des mouvements sociaux

A ORLY, le week-end pascal aura été agité. Trois syndicats de pilotes de l'ex-Air Inter, le SNPNAC, le SPIT et l'USPNT, ont commencé lundi 31 mars une grève de quarante-buit beures. Selon la direction, ce mouvement ne devait occasionner qu'une faible perturbation des vols. Vendredf, le personnel au sol de la compagnie intérieure avait igalement débravé, amenant la direction à annuler tous ses vols du samedi. Dimanche, les vols ont pu être assurés à peu près normalement, en dépit d'un oouvel arrêt de travail de midi à 14 heures et de 20 heures à 22 heures.

Entre le personnel au sol et les pilotes, il y a pourtant peu de points communs. Si ce n'est que les deux s'opposent aux modalités de la fusion entre Air France et l'ancienne Air Inter, dont la première étape est franchie, le 1º avril, avec la prise en location-gérance de la compagnie intérieure par la compagnie nationale. Dans la prarique, tout se passe comme si les

Le Monde

DOSSIERS DOCUMENTS

Etat, nation, peuple

L'Etat-nation, dont la France est la quintessence.

incame l'attachement des peuples à leur identité.

Mais peut-on résister aux feux croisés de la mondialisation,

de l'Europe et de la régionalisation?

1947, année matrice

Naissance de la guerre froide, partage de la Palestine,

décolonisation de l'empire des Indes,

1947 est une année charnière,

qui tourne la page de la deuxième guerre mondiale.

UNE PUBLICATION DU MONDE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

deux entreprises étaleot fusionnées : les personnels de l'ex-Air Inter passent sous statut Air France, les opérations sont regroupées. Seule la procédure juridique doit encore être menée à terme : la fusion est prévue pour le mols de septembre.

En passant sous la coupe d'Air France, les pilotes de l'ex-Air Inter craignent d'être bloqués dans leur carrière par leurs homologues d'Air France. C'est tout le problème de la fameuse « liste de séniorité », qui détermine le type d'appareil sur lequel vole le pilote, et donc son saaire, en fonction de son ancienneté. Plus il a d'expérience, plus Il fait du long courrier, et mieux il est

A ancienneté égale, lequel du pilote d'Air France ou du pilote de l'ex-Air Inter sera promu le premier? Une commission des sages, présidée par Marceau Long, a rendu ses premières conclusions sur le sujet. Mais rien n'a encore été décidé. Les pilotes s'opposent également à l'introduction d'une nouvelle grille de rémunération pour les ieunes pilotes : la direction voudrait les embaucber à un salaire inférieur an niveau actuellement en vigueur. Il est prévu qu'ils retrouveraient l'échelle actuelle des sa-

laires au bout de dix ans. Le personnel au sol craint, pour sa part, que la fusloo ne laisse beaucoup d'ex-Air Inter sans perspective d'avenir et de carrière. Seuls les bôtesses et stewards o'ont pas manifesté leur désaccord à la constitution d'un nouveau groupe Air France: la perspective de pouvoir travailler sur long courrier leur est, sans aucun doute, une consola-

ÉQUILIBRE FINANCIER

Christian Blanc, le président d'Air France, sait qu'il doit réussir cette fusion s'il yeut avoir une chance de voir la compagnine publique privatisée avant les législatives de 1998. Pour l'exercice clos le 31 mars 1997. Air France, qui perdait 8 milliards de francs en 1993, est, peu ou prou, à l'équilibre. L'ex-Air Inter a, pour sa part, perdu quelque 800 millions de francs. Selon M. Blanc, le groupe devrait être bénéficiaire en mars 1998. Mais trop de grèves à répétitioo pourraient lui faire manquer

Le PDG d'Air France n'est pas seul à affronter ces problèmes. Marc Rochet, président de TAT et d'Air Liberté, les deux filiales de British Airways en France, connaît les mêmes oppositions. Au 1ª avril, Air Liberté, qui affiche les coûts d'exploitation les plus bas de France, prend TAT en location-gérance, dans l'attente d'une fusion. Les personnels de TAT refusent de voir leurs conditions de travail et de rémunération alignées sur celles de leurs homologues d'Air Liberté. Vendredi, ils ont fait une journée de grève, toutes catégories confondues. «On avait pensé transporter tous les passagers gratuitement au lieu de supprimer les vols. Mois pour des raisons d'assurance, on n'o pas pu le faire », regrette Gilles Nicoli, secrétaire général (CFDT) du comi-té d'entreprise de TAT.

Mais British Airways a les reins solides: « C'est un octionnoire ouquel les grèves importent peu tant que le résultat finol est celui escompté », raconte un dirigeant de la compagnie anglaise en France. Un luxe que M. Blanc doit lui envier.

La révolte des fonds de pension américains

UN CAILLOU de nickel peut-il perturber l'introduction en Bourse de France Telecom? Alors que l'Etat a bien besoin des 30 à 50 milliards de francs qu'il espère tirer de la vente d'une partie du capital de l'opérateur public, des fonds de pension américains menacent de jouer les trouble-fête. A cause d'Eramet. Ce groupe minier, détenu à 55 % par l'Etat, fait l'objet, depuis des mois, de multiples pressions pour le contraindre à céder une partie de ses actifs miniers en Nouvelle-Calédonie à des intérêts indépendantistes. Pressé de résoudre cette question - présentée comme un obstacle aux discussions politiques sur l'avenir de l'île - le gouvernement a lancé, fin mars, une procédure de dé-chéance sur Koniambo, une mine convoitée par les indépendantistes.

- COMPORTEMENT DÉLOYAL -

Depuis longtemps, le mélange des calculs économiques et politiques menés au nom de l'intérêt supérieur du pays a conduit, en France, à de coûteux dérapages. Mais si les entreprises françaises l'acceptaient jusqu'ici bon gré mal gré, les investisseurs étrangers, en particulier les fonds de pension américains qui détiennent aujourd'hui de nombreuses participations en France, refusent cette « spécificité » tricolore.

Le fonds Fidelity, de Boston, s'était ému, il y a quelques semaines, du mauvais sort réservé à Eramet, dont il détient 5 % du capital. Le 12 mars, c'est le fonds Templeton de Floride qui a écrit au ministre des finances, Jean Arthuis. Actionnaire à hauteur de 6 % du groupe minier, il s'étonne de la politique zigzagante du gouvernement français. Lorsqu'Eramet a été introduite en Bourse en 1994, rappelle Mark Holowesko, directeur des investissements de Templeton, dans sa lettre, « le gouvernement françois o proposé d'investir dons une société minière bien gérée, disposont de toutes les outorisations pour exploiter d'importantes réserves de nickel en Nouvelle-Calédanie ». Aujourd'hui, l'avenir de la société est remis en cause, regrette Templeton. « Privatiser une société, en assuront qu'elle possède tous les droits miniers en 1994 et lui retirer ces mêmes droits en 1997, relève d'une comportement déloyal à l'égord des investisseurs », souligne-t-il, quels que soient les dédommagements promis par l'Etat.

L'affaire calédonienne a fait naître un lourd soupçon chez les investisseurs américains : dans d'autres sociétés où il est actionnaire, le gouvernement pourrait-t-il se comporter de la même manière? Les fonds de pension dénoncent un risque d'arbitraire politique sur les sociétés dans lesquelles l'Etat est encore présent. Pour eux, les prix proposés pour les futures privatisations doivent désormais en tenir compte. Et pas plus tard que lors de la vente d'une fraction du capital de France Télécom

Martine Orange

DÉPÊCHES M NIPPON CREDIT BANK: le président de la banque japonaise, Hiroshi Kubota, va présenter sa démission cette semaine, a annoncé handi 31 mars le quotidieo économique nippon Nihon Keizai Shimbun. M. Kubora entend ainsl assumer la responsabilité des difficultés actuelles de l'établissement, régulièrement victime de rumeurs de faillite, souligne le journal.

■ BOMBARDIER : les salariés du ont voté, samedi 29 mars, à une très forte majorité (96 %) en faveur de la grève. Leurs revendications portent sur le niveau des augmentations de salaires et sur la redéfinition des contrats de travail.

■ CHRYSLER : le président de la filiale japonaise du constructeur antomobile américaln. Hideo Hobgi, a annoncé lundi 31 mars sa démission. Il était entré en fonctions il y a un an. Son départ est lié aux mauvais résultats de Chrysler au Japon. Le groupe n'a vendu que 16 170 véhicules en 1996 alors que l'objectif qu'il s'était fixé était de

■ TÉLÉCOMMUNICATIONS : les groupes américains AT&T et SBC Communications ont annoncé, dimanche 30 mars, qu'ils avaient signé un protocole d'accord avec Pékin et plusieurs autres compagnies internationales pour étudier un projet de câble sous-marin reliant la Chine et les Etats-Unis. Ils out précisé, dans un communiqué, que le document avait été signé dans la capitale chinoise avec China Telecom ainsi que Hongkong Telecom, Korea Telecom, Singapour Telecom, les groupes japonais Kokusai Denshin Denwa et Nippon Telegraph and Telepbone, et américains Sprint et MCI.

■ NEC: le groupe japonais d'électronique a annoncé, lundi 31 mars, qu'il allait participer, en partenariat avec la Sumitomo Bank, à un foods investissant dans les sociétés nouvellement créées de la Silicon Valley aux Etats-Unis. Il aura à sa disposition un montant initial de 60 millions de dollars

(340 millions de francs).

■ ASCEND COMMUNICATIONS: le groupe californien de commuoications a annoocé, dimanche 30 mars, qu'il allait acquérir la société Cascade Communications Corp. pour un montant de 3,7 milliards de dollars (21 milliards de francs). L'achat se fera au prix de 36,40 dollars par actioo, soit 28 % au-dessus du prix de clôture de Bourse du jeudi 27 mars.

"immigration ardeau bénédictio

la F de giq-inco mis Spin wal cier belg a de 30 **s** uce Uce drec

Loui Das

char

Ŀ

eine fier freien

使使强度 计二十二元 (well a section of the

a ATES と Tele Line

والقرائح فيوفه ليوفي

50 J F 8 W 1 6 8 and the second I making me

CARLON TO VICE

Emmant of a ch

to the Taylor State of the

AL STREET, SAIN A

连续型 海斯二克拉拉

and the second

والمناز والمراجعة والإواران

1. 14 P. 15 Feb.

a to the Santal Santal

2 har - 2 - 1 - 1 - 10

ing in the same of

1 44 mg - 1 mg -

September 19 1 September 1994

The state of the

ALLES BARRES

gergal dan bir is

RECORD ROLL THE TAIL TO

also the also for the

رياني المستعددات

Thris Mattern

连续】 据有有象 一年

P. W. Stranger . Labor.

gereit er en en

ちっぱい ちょうかい マ

Black to spirit in the

with the world to their amade production to a state of

大学 一大学 大学 大学 大学

THE R. LEWIS CO., LANSING

1 M. P. CHARLES W. Mr.

Marie . William A

the annual of the second

١٠٠٠ عنوا التوفير برا الأركاب فيعيديني

g parti engleties de Se

An . befriebe en la seu

make which they be

وه فالسال التنوير ا and the second

North Sulphan rich St.

garage was a fine to the

Arms, French Toler

Bright in the first and

ger wyw a sy

CONJONCTURE Du mieux pour l'emploi dans l'archipel nippon page 18

LIVRES La lente naissance de l'industrie page 19

se Monde **ECONOMIE**

IDÉES Retraites du public retraites du privė: la solidarité à sens unique page 19



ENJEUX ET STRATÉGIES

MARDI 1" AVRIL 1997

L'immigration, fardeau ou bénédiction?

'immigration coûte-t-elle ou rapporte-t-elle à la France ? En lançant cette interrogation, ne recherche-t-on pas de « bonnes réponses » à une très « mauvaise question », pour inverser la formule tant controversée de Laurent Fabius estimant que M. Le Pen apportait de « mauvaises réponses à de bonnes questions ». Songerait-on à se demander si les femmes enceintes ou les Auvergnats coûtent ou rapportent à la sécurité sociale ou à l'économie ?

Trois millions et demi d'étrangers vivent, travaillent et consomment en France, en toute légalité. Raisonner en termes de « coût-avantage » risque de nourrir tant l'illusion gouvernementale de « l'immigration zéro » que les slogans lepénistes scandaleux du « renvoi des immigrés ». sous prétexte de « libérer » des em-

Pourtant, la « mauvalse question » mérite que l'on s'y attarde, parce qu'elle envahit et empoisonne de facto les rapports sociaux et le début politique. Des préjugés répandus sur le thème « il n'y en a que pour les gués de Jean-Louis Debré liant lutte contre les clandestins et combat pour l'emploi, le mariage de l'immigration et de l'économie fait recette. Le debat mérite d'avoir lieu, pour dissiper les fausses évidences répandues dans l'opinion, pour réfuter les chiffres » aberrants diffusés par l'extrême droite, pour expliciter les données d'une question complexe.

Mais quelle question au juste? L'« apport » et le « coût » des immigrés ne se mesurent pas uniquement à l'aune du taux de croissance ou du

▼ France La crise laisse peu de place à de nouveaux arrivants, mais les départs seraient loin de régler la question du chômage

budget des aliocations familiales. L'accueil des réfugiés au nom du droit d'asile, la liberté d'épouser une étrangère n'entrent dans aucun bilan économique. Pas plus que l'apport de sang neuf et de prestige par les immigrés dans les domaines artistiques, scientifiques, sportifs... Pablo Picasso. Georges Charpak, Isabelle Adjani et Diamel Bourras ne s'enferment dans aucune équation, pas plus que les tirailleurs sénagalais fauchés au Chemin-des-Dames. On s'en tiendra donc à des domaines limités, mais quantifiables : l'économie, les transrts sociaux et la démograf

L'énorme bénéfice qu'a procuré l'immigration aux économies occidentales pendant les « trente glorieuses » est indubitable. « L'immigration o eu un effet très positif sur la croissance jusqu'à la crise pétrolière de 1973, analyse Georges Tapinos, professeur de sciences économiques

Questions-réponses

à l'Institut d'études politiques de Paris. L'afflux de jeunes octifs immigrés a favorisé les profits et l'accumulation du capital en pesant à la baisse sur les salaires. Plus mobiles, les immigrés ant occru lo flexibilité du système et contribué à augmenter la productivité. Le recours à l'immigration o aussi permis la mise en œuvre du progrès technique avec le travail posté, la promotian des nationaux, ainsi que le financement de la protection sociale à une époque où la papulation active commençait à stagner. »

Ainsi, contrairement à l'idée selon laquelle l'immigration aurait freiné la modernisation du tissu industriel, on constate que les secteurs les plus friands d'immigrés, comme l'automobile, sont aussi ceux où la substitution du capital au travail et les progrès de productivité ont atteint des

« A court terme, le renvoi des étrangers et même l'arrêt complet de l'immigration ne se produiraient pas sans une baisse de la production et une série de dysfonctionnements du système productif, résume le rapport 1993 Tendances des migrations internationales » de l'OCDE. Cependant, à long terme, on peut envisager une tionaux aux étrangers qui s'occampagnerait nécessairement d'une réévaluation de certains emplais et d'une modification de la structure des salaires par type d'em-

> Philippe Bernard Lire to suite page II

 Un entretien avec Alessandra Venturini, professeur à l'université de Bergame p. 16 L'hôtellerie et la restauration, source d'emplois peu qualifiés « Préférence nationale » : le débat allemand

par Erik Izraelewicz

L'Europe a bon dos

CHRONIQUE

n'est cependant plus efficace pour la discréditer que de lui faire porter la responsabilité de tous nos maux. La ficelle est usée. Mais elle sert encore. Le tandem Chirac-Juppé semble même vouloir l'utiliser avec une obstination rare. Au cours des dernières semaines, le chef de l'Etat et le premier ministre se sont évertués, diraiton, à créer des situations

dans lesquelles l'Europe apparaît comme ce « machin qui dit non », cet ennemi qui nous veut du mal. Que l'on en juge.

Le gouvernement français veut sauver l'emploi dans le textile. Juste cause i Son plan de soutien est refusé par la Commission de Bruxelles. Celle-ci va même jusqu'à. prétendre imposer des sanctions aux entreprises qui ont déjà bénéficié de ce plan, mis en œuvre depuis presque un an. Autre front : l'Etat-actionnaire Efficacité et transparence de l'Etat veut soigner ses grands Rang de la France sur 46 pays malades du secteur public,

les recapitaliser – le Crédit lyonnais, Thomson Multimédia ou aujourd'hui le GAN. C'est encore Bruxelles qui met le holà. L'Etat-actionnaire veut ensuite limiter les réductions d'emplois de Renault en France. C'est Jacques Santer lui-même, le président de ladite Commission, qui affirme que pour la fermeture de l'usine belge de Vilvorde « l'esprit des textes européens n'a pas été respecté ».

1992

Deux autres exemples encore : l'heure d'été et la TVA sur le multimédia. Pour séduire les paysans, les enfants et leurs parents, le premier ministre décide d'en revenir, en France, à l'heure unique. Le Conseil européen le lui interdit - à quatorze contre un. Le président de la République a trouvé, lui, l'astuce qui devrait favoriser, enfin, le développement des ordinateurs personnels: il annonce, à la télévision le 10 mars, la baisse de la TVA sur les CD-ROM et les autres produits multimédias. Le lendemain de son intervention, les Français comprennent qu'il ne peut pas prendre, seul, une telle décision.

A chaque fois, c'est le même scénario. Paris veut le bien de son peuple. Paris a pour cela de bonnes idées, mais celles-ci sont systématiquement « retoquées » soit par la Commission, soit par un conseil, soit par une directive, par l'Europe toujours. On peut accuser Bruxelles, et les anti-Européens ne manquent pas de le faire. Il faut cependant plutôt, en la matière, s'interroger sur l'inconséquence de Paris. En faisant le choix de l'Europe, la France a re-

Europe est une grande et belle idée. Rien connu qu'elle avait tout à gagner, globalement, d'un jeu coopératif avec ses partenaires. Comme les quatorze autres joueurs, elle doit cependant se soumettre à des règles du jeu communes, définies, ensemble, dans les différents traités (Rome et Maastricht) et directives bruxelloises.

Ce n'est pas là abandon de souveraineté, mais simple reconnaissance du jeu des interdépendances.

Quand un pays prend des engagements, c'est qu'il juge, a priori, que ceux-ci lui sont favorables. Il se doit donc de les respecter Le traité de Rome a créé un marché unique européen et défini les conditions d'une concurrence loyale. La concentration et les aides de l'Etat, sectorielles ou aux entreprises publiques, sont donc naturellement sous contrôle. Il est de l'intérêt des salanés du textile français que Bruxelles veille à ce que la Belgique ou l'Italie ne favorisent pas leurs salariés par des soutiens abusifs. Il est normal qu'elle surveille

aussi Paris - pour le textile, l'automobile ou le GAN. De la même manière, dans l'intérêt de chacun, les Quinze avaient longuement travaillé sur l'beure d'été comme sur la TVA. Après dix-sept ans de négociation et sept directives, ils étaient parvenus à s'entendre pour harmoniser le nombre et la date des changements d'heure. Tous ont intérêt à ce que les Trans-Europe-Express puissent arriver à l'heure et à la même heure. Pour la TVA, une directive de 1992 avait défini les conditions dans lesquelles des taux peuvent être modifiés.

Avant toute annonce, un gouvernement qui serait réellement soucieux de la cause européenne se préoccuperait de vérifier d'abord la conformité de ses projets avec les engagements pris par le pays. Au cas où cette conformité ne serait pas évidente, il chercherait à la négocier et à s'assurer, avant tout effet d'annonce, qu'il pourra obtenir, à titre exceptionnel, quelque dérogation. Visiblement, ce n'est la démarche ni de Jacques Chirac ni d'Alain Juppé. Ils préférent l'un et l'autre mettre l'Europe - et nos quatorze partenaires - devant le fait accompli, avant de se voir obligés de renoncer. L'Europe apparaît ainsi comme cet animal qui nous veut du mal, celui qui nous oblige à des sacrifices sur le front budgétaire et qui nous empêche, aussi, de faire ce que nous voulons dans notre propre pays. L'Europe, le houc émissaire. Ce n'est pas nouveau. Mals c'est dommage pour l'Europe.

Le Monde Economie le lundi * Le Monde Emploi le mardi **

et la rubrique Le Monde des Initiatives Locales le vendredi ***

Trois rendez-vous à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière

- * daté mardi
- *** daté samedi
- ** daté mercredi

ESSEC EXECUTIVE MBA

En misant sur vous pour endosser les défis de la mondialisation, votre entreprise reconnaît votre potentiel

L'Executive MBA de l'ESSEC a été conçu pour vous :

 Programme bilingue anglais/français conduisant au diplôme de Master's of Business Administration de ●MBA conçu pour les managers :

cours compatibles avec vos responsabilités professionnelles. Groupe de participants comportant. 12 nationalités différentes. Prochaine rentrée : 24 août 1997.

Contactez Maryvonne DiFazio 祖:0146924922 Fax: 01 46 92 49 91 E-mail: infoessecimd@edu.essec.fr ESSEC IMD - CNIT - BP 23D 92053-Paris La Défense

Petits déjeuners d'information au CNIT le 3 avril et le 3 juin à 8 h 15.

Demain, c'est vous qui montrerez le chemin



afflux de réfugiés albanais. Aux dizalnes de milliers de personnes débarquées sur les côtes des Pouilles, le gouvernement a propnsé un permis de séjour de deux mnis en leur refusant à l'avance le statut de réfugiés politiques. Est-ce le signe d'un durcissement de l'attitude italienne

face à l'immigratinu? - Cette vague de réfugiés n'a pas grand-chose à voir avec l'immigration pour raisons économiques que connaît par ailleurs l'Italie. Dans le cas présent, le pays s'inquiète légitimement : les ressources manquent pour accueillir tous ces gens. Ils arrivent dans une région ou le chômage touche déjà 25 % de la population active et l'on sait que certains vont rejoindre les rangs d'une pègre albanaise très active dans le trafic de drogue et la prostitution.

Le maire de Milan, Marco Formentini, membre de la Ligue du Nord, a fait de la surenchère à l'approche d'élections municipales difficiles pour lui, en refusant d'accueillir le moindre réfugié albanais. La Ligue est le parti italien qui manie le plus le discours xénophobe, parce qu'elle est hostile, par principe, à tout ce qui est différent. Cela dit, les mesures d'urgence qui ont été prises par le gouvernement pour bloquer l'afflux de réfugiés d'Albanie ne reflètent pas l'ensemble de la politique d'immigranon italienne

- Le gouvernement Italien a procédé, l'an dernier, à une régularisation massive d'immigrés clandestins...

- La question de l'immigration se pose très différemment dans un pays comme l'Italie, où il n'y a que 3 % d'étrangers, et en France où ils représentent 6,4 % de la populanon totale. Chez vous, le phénomène est, si l'on peut dire, arrivé à maturité. Jusqu'aux années 70, les pays du 5ud de l'Europe ont été des foyers d'émigration, et d'émigration massive. Quand les flux migratoires se sont inversés, ils se sont rendus compte qu'ils n'avaient pas l'arsenal juridique approprié pour traiter de l'immigration. La première chose à faire étalt de régulariser les étrangers présents sur le territoire, ce qu'ont fait l'Italie et l'Espagne, en plusieurs fols, à partir de la fin des an-

La surprise, c'est qu'à chaque opération de régularisation, il v avait beaucoup moins d'étrangers nombreux, alors qu'auparavant que ce à quoi on s'attendait: 120 000 en Italie et 45 000 en Espagne la première fois, 200 000 et le gouveroement prépare déjà une

premiers textes ne prévoyaient que la régularisation des travailleurs ou des chômeurs -, mais pas de catégories comme les marchands ambulants, qui sont restés dans l'illégalité. Les lois successives ont cherché, sans beaucoup de succès, à adapter les flux d'immigration aux besoins du marché du travail.

- Avec un chômage aussi important au Sud, n'est-il pas surprenant que l'Italie fasse appel à des travailleurs étrangers ?

- L'Italie du Nord, proche du plein emploi, a encore une demande de travail forte, souvent satisfaite par des étrangers. Il y a belle lurette que les Italiens du 5ud, dont le niveau de consommation est comparable à celui dont on jouit dans le Nord, ne s'expatrient plus. Pour favoriser une complémentarité entre les travailleurs immigrés et nationaux, des pays comme les Etats-Unis, l'Australie ou le Canada jouent sur forte une mobilité intérieure et une immigration sélective. L'Italie, en revanche, avec une très faible mobilité intérieure et aucune sélectivité, est mal placée et risque de laisser se développer une concurrence dommageable. Il y a des cas précis: à Florence, certains producteurs d'articles de cuir ont fermé leurs ateliers, et servent désormais de distributeurs aux Chinois qui produisent sur place à bien meilleur marché. Mais dans l'ensemble, la concurrence entre travailleurs immigrés et travailleurs nationaux

est marginale. Le plus préoccuppant, c'est la concurrence entre travail légal et travail au noir (étranger ou pas). En 1991, la loi 59 avait tenté d'assurer la complémentarité entre main-d'œuvre italienne et étrangère, en prévoyant de planifier chaque année un certain nombre d'entrées de travailleurs ; mais les entreprises n'ont jamals clairement indiqué leurs besoins. Les entrées clandestines ont continue si blen que. l'an dernier, Il a de nouveau fallu procéder à une régulari-

 Le nombre de régularisation a-t-Il été, cette fois encore, inférleur aux estimations des immigrés clandestins?

- Les chiffres officiels ne sont pas encore connus, mais l'on sait déjà qu'il y a des changements dans la répartition par nationalité par rapport aux vagues précédentes: les ex-Yougoslaves et les Albanais sont devenus les plus c'était les Marocains, les Tunisiens et les Philippins. Et, de toute façon, 100 000 la seconde. En Italie, les nouvelle loi. il faut espérer qu'elle

donnera des solutions plus durables I

- Cette loi préparée par les ministres de la coalition de l'Olivier, sera-t-elle une loi de

 La gauche italienne est tiraillée entre la compassion envers les étrangers - le souvenir de l'émigration reste présent dans presque toutes les familles Italiennes - et un certain réalisme économique. L'inspiration de gauche figure dans le volet politique, puisque le gou-

vernement a prévu d'introduire le droit de vote et l'éligibilité pour les immigrés en situation régulière aux scrutins locaux. Je ne vous cache pas que cela suscite de vives

Pour le reste, le projet actuel a le mérite de traiter l'immigration sous tous ses aspects (demandeurs d'asile, regroupement familial, travail). Le principe est ceiui des quotas: en créant un flux d'immigration légale, on espère limiter l'intérêt de l'immigration illégale.

En raison du chômage, on commencerait par accorder des visas aux families d'étrangers et aux demandeurs d'asile, ensuite seulement aux candidats au travail. Le problème, c'est qu'on résoud la question du séjour illégal des étrangers, mais pas réellement celle du travail illégal. Toutefois, si les quotas ne sont pas épuisés, un travailleur pourra se faire « sponsoriser » par une entreprise, une association on un immigré en situation régulière qui s'engagent à lui

assurer des ressources le temps qu'il trouve un emploi.

– La future loi permettra-t-elle à l'italie de se conformer aux exigences de l'Europe de Schen-

gen? - La difficulté, avec l'Italie, a toujours été celle du contrôle. En matière de textes, elle n'est pas plus laxiste que ses voisins européens!

> Propos recueillis par Sophie Gherardi





ASE DU SUD EST ▼ Répartition des actifs occupés selon la catégorie socioprofessionnelle et le pays d'origine

	UNION EUROPÉENINE	ALGÉRIE	MAROC	AFRIQUE NOTRE	ENS.DES IMMIGRES	FRANCE	
Agriculteurs exploitant	3007	02	26.2		0.7 w	5.36°-8	
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	9,1	9,4	5,2	7,6	9,0	7,5	995
Cadres, professions intellectivelies superieu	39		1155			130	emptor.
Professions intermédiaires	11,7	9,4	6,8	11,7	10,5	21,0	He sur !
Employes	24	27	19,1	313	1202	28.4	. anquête
Ouvriers	44,1	54,0	63,1	39,6	46,3	26,4	Insee.
dont : ouvriers qualifiés ouvriers non qualifiés	28,6 13,9	28,5 25	30,0 25,8	20,1 19,1	27,4 17,1	17,3 8,2	Source : fr
Ensemble (en milliers)	in the con-	188	2153	167	1976	22 320	Ŋ

ENTRÉES D'ÉTRANGERS (no effectifs en milliers 10% FRANCE 7,6% ALLEMAGNE 2,6% LAPON 183 1,6% LUXEMB. 3,0% NORVEGE 0.7% SHISSE 9,4% ROYALIME-UN ÉTATS-UNIS ENTRÉES D'ÉTRANGERS (moyenne avruelle sur la période) effectils en milliers FRANCE 10,7% 8,1% . ALLEMAGNE JAPON

▼ Hux d'étrangers et taux de chômage

dans quelques pays de l' OCDE

LUXEMIK. 5,5% HORVEGE 2,9% SUBSE 8,6% ROYAUME-UNI **ETATS-UNIS**

Note Allemaine : Allemaone occidentale justici en 1990 Allemagne réunifiée à partir de 1991 Source : Tendances des négrotions internationales, 1997, OCDE, à paralle

L'immigration, fardeau ou bénédiction?

Suite de la page l

Curieusement, les liens entre immigration, emploi et salaires sont peu explorés en France. Mais l'abondante littérature étrangère sur le suiet, aux conclusions contradictoires, laisse l'impression d'un impact finalement limité, penchant davantage vers une complémentarité entre emploi des étrangers et des nationaux que vers une simple notion de substitution. Travailleurs, les immigrés sont aussi des consommateurs dont la présence peut doper les créations d'emplois.

La seule étude française fouillée sur la question est le rapport Le Pors de 1977, commandé à une epoque où le premier ministre, lacques Chirac, voyait dans le retour des immigrés et la « revalorisation du travail manuel » un remède au chômage. Le rapport avait estimé que la présence des travailleurs immigrés constituait « une Jonnée structurelle de l'écanomie française - ne pouvant pas être « brutalement remise en cause », et que le départ de cent cinquante ntille immigrés en cinq ans ne dégagerait que treize mille emplois

30

tic

ini

Lo

pour des Français. Depuis lors pourtant, la crise economique et l'arret officiel de l'immigration de travailleurs en 1974 ont modifié la donne. Alors que les entrées annuelles se comptaient par centaines de mil-

liers au début des années 70, ils ti'étaient plus que cinq mille deux cents travailleurs en 1995, à s'installer légalement en France. Les immigrés ne sont plus seulement ceux qui font les « sales boulots » refusés par les Français. Massivement transférés de l'industrie au secteur des services et de l'artisanat, ils ont été les premières victimes des grandes vagues de licenciements. Ils ont permis d'amortir tous les chocs, d'engager les mutations du processus de production, en particulier la généralisation de la flexibilité.

Sociologue et spécialiste du travail clandestin. Claude-Valentin Marie montre aussi que les étrangers sans papiers (qui ne représentent que 10 % des infractions pour travail illégal) ont été les premiers à expérimenter les nouvelles formes du travail précaire. Aujourd'hui, assure-t-il, le recours aux CDD, à l'intérim et aux « petits boulots » par des catégories de plus en plus larges de salariés francais « afraiblit la complémentarité précédente entre nationaux et étrangers ». Les ravages du chômage parmi les étrangers (32,3 % chez les non-européens en 1996 contre 11,3 % chez les Français) renforcent

le poids de ce constat. Pourtant, les experts s'accordent aussi pour constater que des départs seraient loin de régler la question du chômage en France. Arrètans d'utiliser l'immigratian comme alibi de nos échecs à créer des emplois et à assurer l'avenir des ieunes alars qu'il s'agit d'une ques-tian d'intégration dans la cité!, implore Jean-Pierre Garson, chef de l'unité des migrations internationales à l'OCDE. On ne résoudra pas les problèmes de % des habitants de notre pays en agissant sur les 4 % d'étrangers. >

Les mêmes fausses évidences, la même complexité des réponses dominent le domaine des comptes sociaux. Illégitime s'agissant d'un système fondé sur la solidarité, la question de la place des étrangers dans la protection sociale pose, en outre, plusieurs problèmes méthodologiques. L'observation instantanée est trompeuse : les immigrés chômeurs ou vieillissants, qui « coutent » aujourd'bui, ont longtemps beaucoup « rapporté » et leurs enfants, qui pèsent sur les al-locations familiales, paieront demain nos retraites.

La surreprésentation des jeunes et des défavorisés parmi les immigrés, les obstacles spécifiques qu'ils rencontrent pour mettre en œuvre leurs droits, compliquent aussi les comparaisons. D'ailleurs, aucun bilan social global n'existe en France sur le sujet. Le seul document de référence est une étude réalisée en 1984 par les étudiants de l'ENA, qui estimait à 3,4 milliards de francs le déficii cotisations-prestations des étrangers. Ce document décrivait une balance Françaisétrangers excédentaire pour l'assurance maladie et le régime vieillesse, mais déficitaire pour les allocations familiales et le chômage.

COMPTES SOCIAUX Jusqu'aux années 70, la populadon immigrée était surtout constituée de jeunes actifs pourvus d'emploi et donc « en toute hypothèse contributeurs du système », explique Didier Blanchet, chercheur à l'Institut national d'études démo-graphiques (INED). L'évidence n'est plus aussi frappante depuis que les immigrés vivent en famille en France, qu'ils ont vieilli et subi le choc du chomage, bref depuis que leur physionomie sociale s'est rapprochée de celle des Français.

Confidentiel, un « rapport de mission » remis fin 1995 à la Direction de la population et des migra-tions du ministère des affaires sociales bat pourtant en brèche l'idée selon laquelle les immigrés seraient les grands bénéficiaires du système de protection sociale. On y apprend que les étrangers ont une moins bonne converture sociale que les Français (85 % des Français bénéficient d'un régime complémentaire à la « sécu » contre 52 % des étrangers non européens), que les étrangers « ont moins recours au médecin que les Français» (6,6 consultations par an pour les nationaux contre 4,9 pour les étrangers et 3,7 pour les Maghrébins), qu'ils vont autant à l'hôpital que ces derniers, mais que les difficultés d'accès aux droits en font la clientèle majoritaire des centres de

soins gratuits et de l'aide médicale. Côté retraite, le bilan paraît également positif, s'agissant d'une population plus jeune que la moyenne, souffrant d'une mortalité supérieure avant l'age de la retraite et privée de droits en cas de

retour au pays.

La situation est inverse pour les allocations familiales, prestations versées en priorité aux familles nombreuses et défavorisées: en 1993, les CAF ont verse « en moyenne 2940 francs par mois aux étrangers hars CEE [et] 1760 francs aux Français », précise le docu-

En réalité, plus de 75 % des allocations versées aux étrangers concernent des enfants de nationalité française ou appelés à le devenir. précise Antoine Math. conseiller au bureau de la recherche de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Pour les mêmes raisons, les étrangers sont surreprésentés par-

mi les allocataires de l'aide personnalisée au logement (11,9 % des bénéficiaires de l'APL en 1993 contre 6.4 % dans l'ensemble de la population). Parmi les RMistes (15,9 % du total), la place relative des étrangers est aussi plus vaste, notamment parce que leurs retraites sont plus minces et que leur accès au minimum vieillesse est restreint.

DÉMOGRAPHIE

5urreprésentation aussi dans le domaine des accidents du travail dont 13,1 % des victimes sont des étrangers. Mais qui oserait leur faire grief de payer ainsi pour d'autres? Enfin, les chômeurs étrangers « coûtent » plus qu'ils ne cotisent, mais ils apparaissent relativement peu gourmands en allocations : alors qu'ils représentaient 12 % des chômeurs en 1992, ils recevaient 10 % des dépenses de l'Unedic, avec des indemnités movennes inférieures à celles des Français.

Au total, « l'immigration ne pèse pas très laurd dans le déficit des camptes sociaux, conclut Didier Blanchet après avoir exploré les conclusions contradictoires des enquêtes disponibles dans plusieurs pays développés. Elle a même été plutôt favorable dans le passé, même si son solde est aujourd'hui plus incertain. Pour obtenir un solde sur la durée, il faudrait investir dans des opérations statistiques lourdes dant les résultats risquent d'être ambi-

L'immigration peut-elle permettre de contrebalancer les faiblesses démographiques et d'aider à financer les retraites du futur? C'est envisageable, répond le chercheur, s'il s'agit seulement de stabiiser le volume de la population active (un solde migratoire de cent cinquante mille entrées contre cin-

quante milie actuellement aboutirait à ce résultat), mais prétendre maintenir ainsi l'équilibre actifs-retraités n'est pas réaliste, juge-t-il, puisqu'un tel objectif supposerait au moins six cent mille entrées par

Ainsi, la confrontation des réalités de l'immigration et de celles de l'économie permet de contredire certains préjugés, de relativiser le poids de cette variable dans les équations complexes de la crise, et de rappeler le caractère nécessairement dynamique des phénomènes migratoires. Sait-on que la propension des étrangers à créer une entreprise est presque triple de celle

des Français? Sur le plan démographique, les travaux de Michèle Tribalat, chercheur à l'INED, ont révélé que parmi les personnes nées en France, une sur cinq a an moins un parent ou un grand-parent immigré. 5i l'immigration étrangère n'avait pas existé depuis un siècle, la France compterait douze millions d'habitants de moins. La grande enquête sur le bilan social de l'immigration reste à faire. L'idée, discrètement lancée en 1991 par Michel Rocard afin de répondre aux contre-vérités chiffrées de l'extrême droite, n'a pas résisté longtemps à la complexité technique et aux

risques politiques. Sans doute, comme le prédisent les chercheurs, une enquête ambitieuse, forcément costteuse, ne ferait-elle que conforter l'impression qui domine déjà : l'immigration n'est pas une variable déterminante des enjeux économiques. Mais la vérité des chiffres, même compliqués, vaudrait mieux que les zones d'ombre actuelles et leur cortège de fantasmes.

Philippe Bernard

référence nationale : le r

itellerie et la restauration

enain-d'œuvre peu qua

S

L'hôtellerie et la restauration, source d'emplois pour une main-d'œuvre peu qualifiée

'il existe un point \\ \bar\taproportion commun entre l'hôtellerie et la restauration d'une part et l'industrie automobile d'autre part, c'est bien le recours de ces deux secteurs aux travailleurs d'origine étrangère. Mais l'évolution récente les différencie. L'automobile a cessé de recruter massivement des étrangers depuis près de vingt ans, ce qui est loin d'etre le cas des employeurs de la branche HCR (hôtels, cafés, restaurants). Les raisons? La croissance soutenue de ce secteur au cours des quinze dernières années et le fait qu'y persistent de nom-breux métiers à faible qualifica-

ermetra f other STREET AUGUST

an single I'd

ੂ **ਕਲੋ**ਂ ਦਾ ਜ਼ਬੀ ਹੈ। ਪ

A PARTY OF THE PAR

Mars 1990, dernier recensement de la population française. La branche HCR afficbe une proportion de travailleurs d'origine étrangère de 10,3 %, contre une moyenne d'environ 6 % pour l'ensemble des secteurs de l'économie (7 % en 1995). Plus des deux tiers de ces travailleurs étrangers sont originaires de pays n'appartenant pas à l'Union européenne. « Depuis sept aus, aucune étude afficielle n'est venue réactualiser ces chiffres, souligne Francine Amiguian, secrétaire générale du SFH (Syndicat français de l'hôtellerie), mais les proportions restent à peu près les mêmes. » La dernière enquête emploi de l'Insee (1998) apporte bien un éclairage sur la répartition des immigrés par secteurs, mais pas par branches d'activité.

Sur un effectif total d'environ 635 000 salariés en 1998, selon l'Unedic - 800 000 en intégrant les indépendants et les aides familiaux -, la branche HCR compterait aujourd'hui près de 70 000 travailleurs d'origine étrangère. Le secteur demeure bien « un gros consummateur de ce type de maind'œurre, admet-on au GNCH (Groupement national des chaînes d'hôtels), et cela pour les raisons traditionnelles ». Pendant les « trente glorieuses », l'hôtellerie et la restauration ont recruté des travailleurs immigrés, selon une double logique.

« La première consistait à bénéficier des vagues successives d'arrivée d'étrangers en France- du Moghreb et d'Afrique noire, dans un premier temps, puis d'Asie dons les onnees 70, précise Jean-François vevsset, vice-president du FNIA

des travailleurs d'origine étrangère y est de 10,3 % contre une moyenne de 7 % pour l'ensemble de l'économie française

(Fédération nationale de l'industrie bôtebère), chargé des question sociales. La secande tient au peu de qualifications exigées par certains de nas métiers : le fait que beaucaup d'étrangers ne sachent ni lire ni êcrire natre langue, par exemple, n'est pas un obstacle à leur recrute-

Plongeurs, manutentionnaires. employés de salle, commis de cuisine, femmes de ménage : dès les années 70, une forte proportion de ces postes à bas niveaux de qualification sont occupés par des étrangers. Surtout, plus de 95 % d'entre eux sont employés au plus faible écbelon des grilles de classifica-

Au début des années 80, alors que l'industrie automobile réduit l'emploi – et voit vieillir sa population d'ouvriers immigrés -, la branche HCR se développe et recrute, notamment au sein des nouvelles générations de travailleurs

AGRICULTURE

INDUSTRIES DES BIENS

INDUSTRIES DES BIENS

INDUSTRIE.....

DE CONSOMMATION . . .

INDUSTRIE AUTOMOBILE ...

INTERMEDIAIRES

CONSTRUCTION,,...,

TERTIAIRE

COMMERCE

SERVICES AUX ENTREPRISES.

SERVICES AUX PARTICULIERS.

Répartition des actifs par secteur

restauration dans les entreprises, développement de nouveaux concepts d'alimentation et d'hôtellerie: entre 1982 et 1992, la branche grossit de 150 000 emplois nouveaux (soit une progression de 35,2 %), dont les deux tiers dans la restauration.

Deux secteurs nouveaux se sont imposés depuis vingt ans : la restauration collective (entreprises, collectivités, etc.) et la restauration

Fait significatif, la proportion de travailleurs d'origine étrangère y est supérieure à la moyenne de la branche (moins de 10 % dans l'hôtellerie, près de 15 % dans la restauration collective). Sur un effectif total de 7 467 salariés en France, la société Eurest comptait 13,5 % d'étrangers, une proportion qui atteint 18 % parmi ses employés. Même tendance à la Générale de restauration : 10,5 % de salariés étrangers et 13 % parmi les em-

« Les métiers n'ont pas beaucoup évolué dans la branche, souligne en guise d'exp6cation Prosper Kechala Kossi Novi, membre du syndicat CFDT HCR d'Ile-de-France et délégué syndical de McDonald's France, Toutes les tâches subalternes sont restées oussi peu quolifiées et peuvent danc toujours être confiées aux étrangers. » Alors que, dans l'industrie automobile, le poste d'OS (ouvrier spécialisé) a dû évohier, sous la double contrainte de

Externalisation de l'activité de l'automatisation et des gains de productivité. Autre explication de la forte présence de travailleurs étrangers : peu de perspectives d'évolution de carrière et des conditions de travail difficlles. « Sérieusement, vous voyez un Français accepter de rester quinze au vingt ans à la plonge, sans se vair proposer outre chose? » poursuit le délégué syndical CFDT de McDonald's France. Quant aux garanties sociales des différents secteurs de la branche – dont la plupart n'ont pas de convention collective nationale -, « c'est une banalité de dire que la faiblesse de la pratectian sociale canfere aux tàches d'emplayés un caractère très dur et très dévalorisant », précise Mijo Isabey, secrétaire fédérale de la fédération

commerce et services à la CGT.

Personne ne conteste, au sein des organisations patronales de la branche, que ces facteurs ont favorisé le recours aux travailleurs d'origine étrangère. Mais « les chases changent depuis quelques années, indique Didier Barbaut, directeur des ressources humaines d'Eurest France. A la fin des années 70. je me souviens qu'un chef de secteur avait du aller recruter dans les foyers Sanacotra de la région parisienne car les Français ne voulaient pas des postes que naus leur proposions. Aujaurd'hui, avec le chômage, les Français sont mains exigeonts 🔸

La tendance se traduit dans les cbiffres: 13,5 % de travailleurs étrangers chez Eurest en 1996, contre... 18.3 % en 1985. C'est aussi vrai dans la restauration rapide. Parmi les quelque 25 000 salariés de McDonald's France ou les 10 000 de Quick France, les étrangers sont seulement 6 % à 8 % (15 % dans les très grandes villes).

On retrouve donc dans ces enseignes des étudiants étrangers et des salariés issus de nouvelles vagues d'immigration (les pays de l'Est, notamment). Mais la dernière décennie est venue offrir aux employeurs du secteur un autre vivier de main-d'œuvre avec les jeunes, et notamment ceux - français - issus de l'immigration. « Ce sont eux qui se révèlent les plus stables, précise Prosper Kechala Kossi Novi. Comme ils ont plus de mol ò trouver oilleurs, ils s'accrochent plus longtemps que les Français de souche. »

IMMIGRATION Questions-réponses

Depuis quand immigre-t-on

en France? Dès le XII^e siècle, des migrations à dominante économique, religieuse et politique succèdent aux grandes invasions. Les déplacements temporaires des colporteurs, artisans et saisonniers agricoles conduisent certains à s'établir dans les provinces périphériques du royaume et à Paris. Ces migrations, d'ampleur limitée, répondent à un besoin de spécialistes: artistes italiens, fabricants de drap hollandais, typographes d'outre-Rhin...

Après 1850, arrive la première vague d'immigration moderne, suscitée à la fois par l'énorme besoin de main d'œuvre lié à la révolution industrielle et par une dépression démographique. Belges, Luxembourgeois, Hollandais, Anglais, Suisses, Allemands et Italiens viennent pallier la pénurie de bras. La xénophobie fait rage: mortelles, les émeutes anti-italiennes culminent à Aigues-Mortes en 1893. Après la terrible saignée de la première guerre mondiale, apparaît nécessaire l'appel à une deuxième vague d'immigration. Aux Italiens s'ajoutent les Polonais. Dans les années 30, la France devient le premier pays d'immigration au monde, relativement à sa population.

La troisième vague d'arrivée, après 1945, est la plus massive de Phistoire: quatre millions de personnes venant surtout du Maghreb, d'Espagne, puis du Portugal participent à l'expansion économique des « trente glorieuses ». Depuis les années 70, les Africains noirs et les Asiatiques prolongent cette évolution vers une immigration d'origine toujours plus loin-

Dans quels secteurs travaillent les immigrés ?

Crise oblige, les immigrés, qui demeurent massivement des ouvriers (46 %), travaillent en majorité dans le secteur des services (61 %); un phénomène qui résulte en partie de la large féminisation de cette population. Leur surreprésentation est nette non seulement dans l'automobile (10 % des actifs) et la construction (16,5 %), deux

secteurs qui emploient à eux seuls la moitié des hommes, mais aussi dans les services aux particuliers et les activités immobilières, ou sont concentrées les femmes.

Des spécificités nationales apparaissent : 27 % des personnes d'origine portugaise travaillent dans le batiment, 17 % des immigrés d'Algérie dans les « services aux particuliers » (8 % des Français), 8 % des natifs du Maroc dans l'agriculture (contre 5 % des Français). Les immigrés, qui représentent 7,8 % de la population active, occupent 7,1 % des emplois (chiffres

Les Français bénéficientils d'une priorité à l'embauche ?

luridiquement, les Français et les étrangers titulaires d'une autorisation de travail sont dans une situation d'égalité que perturbent les pratiques discriminatoires qui se développent non seulement aux dépens des étrangers, mais des Français dont l'apparence physique montre l'ascendance etrangère. Le cas des étrangers candidats à l'immigration est tout à fait différent, Depuis 1974, l'immigration de travailleurs est en principe stoppée. L'application de cette décision a fait chuter le nombre d'entrées de travailleurs de 200 000 dans les années 70 à S 200 en 199S.

En pratique, l'application du principe de l'« opposabilité de la situation de l'emploi », inclus dans le code du travail, permet de refuser presque systématiquement les autorisations de travail au motif du nombre de demandeurs d'emploi français et étrangers résidents postulant pour la profession concernée dans le département vi-

Cependant, cette règle ne s'applique pas à certaines catégories d'étrangers : ressortissants de l'Union européenne qui obtiennent automatiquement une autorisation de travail, conjoints et enfants d'un étranger qui le rejoignent dans le cadre du regroupement familial, réfugiés et apatrides reconnus, ressortissants vietnamiens, cambodgiens, laotiens et libanais, titulaires d'une haute qualification dont le salaire mensuel est supérieur à 1300 fois le SMIC boraire.

« Préférence nationale » : le débat allemand

J11,2

de notre correspondont lemagne un débat sur la « préférence nationale » en matière d'emploi. Le constat de départ est très simple : lions de chômeurs, et plus d'un (hors Union le pays compte plus de quatre milmillion de permis de travail ont été accordés en 1996 à des ressortis-

sants étrangers (hors Union européenne). Ces deux chiffres une fois posés, des responsables chrétiensdémocrates (CDU et CSU) plaident pour restreindre l'accès des étrangers au marché du travail. Le ministre des finances, Theo Waigel, par ailleurs président de la CSU, a expliqué en janvier dernier qu'il était « légitime de refléchir oux moyens d'accorder les emplois disponibles à des Allemands ».

Un projet de loi est à l'étude. Une des idées avancées consisterait à instaurer un délai discriminatoire de cinq ans de séjour dans le pays, en deçà duquel un étranger - hors Union européenne - ne scrait pas autorisé à travailler en Allemagne. Il est encore trop tôt pour savoir quelles seront les mesures adoptées, mais on peut s'attendre à un renforcement des instruments de protection existants.

CONCURRENCE Ainsi que le permet la législation européenne, les ressortissants allemands et ceux de l'Union européenne sont prioritaires et n'ont pas besoin de présenter de document administratif particulier haiterait limiter la venue. pour occuper un emploi. Ce qui sur les salaires entre ouvriers alle-

▼ Un projet de loi epuis le début de l'an-née, est apparu en Al-est à l'étude pour restreindre davantage l'accès des étrangers européenne) au marché du travail

> travail. Ce dernier leur est accordé, il est vrai, pour une durée illimitée. Etablir de nouvelles barrières à l'immigration? L'idée fait son chemin, puisque le président du syndicat IG Metall, Klaus Zwickel, plaide lui aussi pour l'introduction de quotas d'immigrés « afin de soulager le marché du travail en Allemagne et de réduire les risques d'explosion sociale » (interview au magazine Focus paru le 27 janvier dernier).

A en croire ces propos, la raréfaction des emplois justifierait l'adoption d'une nouvelle loi permettant de canaliser les courants migratoires en fonction des besoins de l'économie allemande. Là aussi, un projet de loi est à l'étude et devrait être présenté avant la fin de l'année par le Parti libéral-dé-mocrate (FDP). Le débat ne porte pas tant sur les étrangers déjà salariés en Allemagne (un pen plus de deux millions, ou 8 % de la population salariée totale) que sur les nouveaux arrivants, dont on sou-

Officiellement, l'appel à la main-Tempéche pas une concurrence d'œuvre étrangère a été stoppé au milieu des années 70. Mais avec la mands, angluis ou portugais dans fin de la guerre froide, les immile batiment. Les Turcs, eux, sont grants ont à nouveau afflué. «Au soumis au régime du permis de début des années 90, le boom de

constate Elmar Hönekopp, spécialiste du dossier à l'institut de recherche sur l'emploi de Nuremberg. Même si les lois très restrictives de 1993 sur le droit d'asile ont permis de réduire fortement les entrées, le pays doit faire face chaque année à une immigration nette de trois cent cinquante mille à quatre cent mille personnes, dont la moitié est composée d'Aussiedler (les Allemands « ethniques » en provenance d'Europe centrale et orientale).

En % de la France

des immigrés

En % de l'ensemble

Il ne s'agit là que des flux migratoires recensés: on ne tient pas

l'unification o permis d'absorber tionale ». Ceux-là mêmes à propos d'immenses flux migratoires. Ce desquels certains politiciens allen'est plus le cas oujourd'hui », mands parlent de « un millian de permis de travail en trop », sans expliquer dans le détail à quoi correspond ce chiffre.

REGROUPEMENT FAMILIAL De qui s'agit-il? Ce sont des tra-

vailleurs saisonniers en provenance d'Europe centrale et orientale - Pologne, Roumanie et pays de l'ex-URSS : ces personnes sont engagées en Allemagne en vertu de contrats ponctuels et bien délimités. Ce sont aussi des demandeurs d'asile ou des réfugiés de guerre, qui ont le droit de travail-ler à condition qu'aucun Alle-

Inégalité devant le chômage

Les étrangers prennent-ils du travail aux Allemands? A cette question, les économistes répondent avec une grande prudence : « Le traix élevé de chômage ches les êtrangers tend à montrer qu'il n'y a pas de véritable concurrence sur les emplois. En fait, les étrangers oc-cupent surtout des créneaux dont les Allemands ne veulent plus », selon Hans-Dietrich von Löffelholz, chercheur à l'institut économique RWI basé à Essen. Les 7 millions d'étrangers présents en Allemagne connaissent un taux de chômage de 18,9 %, presque le double de celui des Allemands. Particulièrement touchés, les jeunes étrangers sont aussi cenx dont les chances scolaires sont les moins grandes : plus de 20 % d'entre eux quittent Pécole sans le moindre diplôme, contre 7,8 % des enfants allemands.

compte ici de l'immigration illément allemand n'a nullement l'in-Aussiedler - qui ont automatiquement le droit à la nationalité allemande lorsqu'ils arrivent dans le pays -, ce sont donc les immigrants en provenance de pays non membres de l'Union européenne qui devraient être concernés par les réflexions en cours sur le reo-

mand, ancun Européen de l'Union gale. Sachant que le gouverne- ni détenteur d'un permis de travail ne brigue le même poste qu'eux. li tention de fermer la porte aux s'agit par ailleurs de personnes étrangères dont un parent vit en Allemagne et qui bénéficient d'un droit à l'immigration dans le cadre du regroupement familial (beaucoup de Turcs sont dans ce cas). Quoi qu'il en soit, leur nombre total est très inférieur au million. Dans tous les cas de figure, on

forcement de la « préférence na- constate que l'équation consistant

à mettre en parallèle • un millian de permis de travail et quatre millions et demi de chômeurs » renvoie à une réalité bien plus complexe. « Les nauveaux immigrants ne représentent qu'un tiers du total des permis de travail évoqués », selon Elmar Hönckopp, de l'institut de

Nuremberg. L'application renforcée de la préférence nationale » se heurte donc à des difficultés considérables : pour transférer à des Allemands le million d'emplois supposé, il faudrait priver de travail des milliers de personnes déjà salariées depuis un certain temps en Allemagne : demandeurs d'asile et réfugiés, conjoints étrangers de citoyens allemands, travailleurs frontaliers...

Des efforts commencent à être faits en ce sens. L'agence fédérale pour l'emploi peut désormais pri-ver les chômeurs allemands de leurs allocations s'ils refusent d'occuper tel ou tel poste qu'ils estiment dégradant, et qui sont souvent occupés par des étrangers (exemple classique : celui de récoltant). Une nouvelle législation prévoit par ailleurs de limiter le regroupement familial, une mesure qui toucbe particullèrement les Turcs (dont les enfants qui ne sont pas nés en Allemagne ont désormais besoin d'un visa pour venir y

Mais, dans l'ensemble, les appels à un renforcement de la « préférence nationale » ne risquent pas d'être sufvis d'effets spectaculaires. Le vrai problème réside dans l'immigration illégale. En déplt du renforcement des contrôles aux frontières, leur nombre est estimé entre cinq cent milie et deux millions.

Lucas Delattre 150 F).

Bibliographie

Cent ans d'immigration,

étrangers d'hier, Français d'aujourd'hui, sous la direction de Michèle Tribalat (INED, 1991, 344 p., 170 F). • Les Etrangers en France et Les immigrés en France (Insee, « Contours et caractères », 1994 et 1997, 80 F et 78 F). L'Immigration, de Philippe Bernard (Marabout-« Le Monde » Editions, 199S, 182 p., 39 F). Géodynamique des migrations internationales dans le monde, de Gildas Simon (PUF, 1995, 496 p., 248 F). Tendances des migrations internationales, rapport de l'OCDE. A paraître en 1997. « Projections de population active et participation an marché du travail » (Insee, Econamie et statistique nº 300. 1996, 130 p., 46 F). ● An miroir de l'autre. De Pimmigration à l'intégration en France et en Allemagne, de Bernard Falga, Catherine Wihtol de Wenden et Claus Leggewie

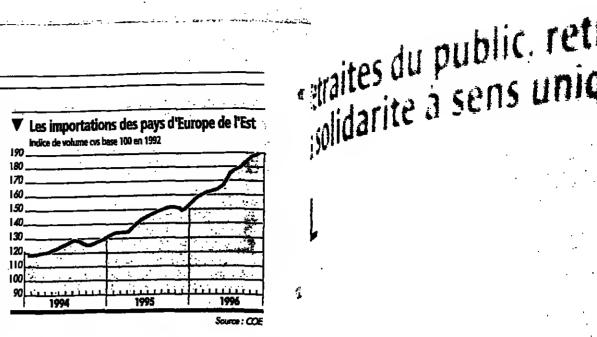
(Editions du Cerf, 1994, 432 p., 165 F). • La France, PAllemagne et leurs immigrés, de Riva Kastoryano (Armand Colin, 1996, 224 p., 150 F). « Chômage et solidarité. Hors du travail, point de salut?» (Revue Hommes et migrations, décembre 1996, 68 p. 40 F). La France et ses étrangers, de Patrick Weil (Gallimard, « Folio ». 1995, 592 p., 72 F). ■ Le Creuset français, de Gérard Noiriel (Le Seuil, « Points », 1992, 437 p., 53 F). • L'Opinion française et les étrangers. 1919-1939, de Ralph Schor (Publications de la Sorbonne, 1985, 761 p., 225 F). Logiques d'Etats et immigration, sous la direction de Iacqueline Costa-Lascoux et Patrick Weil (Kimé, 1992, 298 p.,

DES MARCHÉS PORTEURS À L'EST

Les importations des pays d'Europe de l'Est continuent à enregistrer une progression soutenue (+ 20 % en moyenne en volume en 1996). Ce dynamisme s'explique d'abord par la vigueur de la demande intérieure : la consommation des ménages bénéficie de la bausse des salaires réels et les entreprises recommencent à investir. Une surévaluation du change a aussi encouragé l'achat de produits étrangers dans

certains pays.
Une des conséquences de cet afflux d'importations, signe que les économies s'équipent, est que l'ensemble des pays de la zone enregistrent des déficits commerciaux importants. C'est notamment le cas de la Pologne, de la Hongrie et de la République trhèque. Néanmoins, ces déficits ont été jusqu'ici facilement compensés par les recettes du tourisme et les inves-

tissements directs étrangers. En collaboration avec le COE de la chambre de commerce et d'industrie de Paris



RETENTR EN FRANCE

Du mieux pour l'emploi dans l'archipel nippon

n jazıvier 1996, le taux de chômage japonais a été de 3,3 %. Ce chiffre semble extraordinairement faible à l'aune européenne. SI le niveau en apparaît si réduit, c'est en partie, mais en partie seulement, pour des raisons de définition. Les statisticiens nippons ont des critères stricts qui poussent à réduire le chômage observé : ils considèrent comme active une personne qui a travaillé une beure durant la semaine de l'enquête, et comme chômeur une personne inemployée, disponible et qui recherchait activement du travail durant la semaine de l'enquête.

Trois vraies raisons expliquent que le chômage soit faible au Ja-

Premièrement, les « travailleurs décourages » sont nombreux. Lorsque la conjoncture de l'emploi est déprimée, beaucoup de candidats arrêtent de chercber du travail et sortent de la population active disponible. Ce comportement est fréquent chez les femmes marlées qui repoussent à plus tard la quête d'un emplol. C'est aussi le cas d'une infime minorité de diplômés d'université, et surtout de diplômées, confrontées à ce qu'on appelle à Tokyo le nouvel « åge glaciaire », durant lequel l'accès aux grandes entreprises pour les jeunes femmes universitaires s'est brutalement rétrécl. Lorsque les familles en ont les moyens, ces jeunes peuvent passer une année dans un autre pays, pour perfectionner la connaissance d'une langue étrangère.

▼ Japon La reprise en 1996 a permis la création de près d'un million de postes de travail

Deuxièmement, la démographie particullère du Japon réduit le nombre de candidats. La population en age de travailler, c'est-àdire ayant de quinze à soixantequatre ans, a atteint un pic vers 1995 et est maintenant entraînée vers un long et important déclin. Les baby-boomers nés entre 1947 et 1949 sont encore au travail. Les générations de la « réplique » du baby-boom qul a eu lieu entre 1971 et 1974 sont, elles aussi, entrées dans la vie active, sauf une frange qui achève ses études. Désormais, ce sont les générations creuses, postérieures à 1974, qui alimenteront l'offre de travail.

Troisièmement, et c'est la raison essentielle, le Japon crée des emplois. Il en a même créé beaucoup durant l'année 1996, 980 000 entre janvier 1996 et janvier 1997. Cette création exubérante d'emplois, équivalente à 1,5 % d'une population active de 64,2 millions de personnes, pose deux questions.

La moins importante est celle de savoir pourquoi autant d'emplois nouveaux n'ont fait fléchir le cbòmage (dans la définition japo-

quand le ciel de l'emploi s'est éclairci, ils se sont à nouveau portés candidats an travall. La très grande flexibilité de l'offre de travail joue donc dans les deux sens : durant la récession la population active diminue; durant la reprise elle rebondit ; le tout autour d'une tendance de moyen-long terme en cbute, lente durant les quinze années à venir, rapide dès que les baby-boomers arriveront à l'âge de

la retraite, soit en 2012-2014. La question la plus importante est celle des facteurs d'une création d'emplois qui semble mirifique à un observateur européen.

DÉPRÉCIATION DU YEN Des raisons macroéconomiques

banales fournissent une première piste. Le Japon a vécu une reprise significative durant l'année 1996, le PIB ayant crû de 3,6 % par rapport à 1995. D'où vient ce sursaut, après quatre années d'expansion insignifiante? D'une politique combinant une dépense massive de l'Etat pour financer des grands travaux publics, et des taux d'intérêt particulièrement faibles (taux d'escompte à 0,5 % et taux long inférieur à 3 %). Et la dépréciation compétitive du yen, qui a chuté de plus de 30 % par rapport au dollar depuis avril 1995, n'a pas encore eu tous ses effets stimulants sur les exportations ni son impact déprimant sur les importations.

Le taux de chômage japonais en pourcentage de la population active 1985 86 87 88 89 90 92 93 94 95 91

Source : Insee, enquête sur l'emploi, 1995

gétaire déjà conséquent. Mais pour l'année fiscale qui commence le 1º avril 1997, elles ont fait adopter un budget clairement déflationniste : passage de la taxe sur la consommation de 3 % à 5 % ; suppression d'allégements de l'impôt sur le revenu ; contraction des investissements publics.

Du fait de ce tête-à-queue de la politique budgétaire, les conjoneturistes japonais et ceux de l'OC-DE anticipent que le Japon, qui a eu la plus belle croissance du G7 en 1996, va avoir la plus médiocre en 1997. L'embellie de l'emploi observée l'année passée a donc peu de chance de se renouveler cette année, maigré l'apport de la dépréciation du yen.

On note également des change-Les autorités japonalses ont ments durables de structure. La reprise de l'emploi en 1996 n'a pas naise) que de 80 000 personnes. La sion et à l'emploi, en prenant le profité à tout le monde. Le réponse est dans le grand retour risque d'aggraver un déficit bud- nombre d'agriculteurs a continué

inexorablement à faiblir (- 2,9 %). Les entrepreneurs individuels non agricoles ont souffert aussi (-2,3%) car l'extension des circuits modernes de distribution menace les artisans et les commerçants qui ne bénéficient plus de lois de type « Royer », dérégulation oblige. Les effectifs de l'industrie manufacturière sont aussi en baisse (-8 %). Cette diminution, somme toute modérée, manifeste l'adaptation progressive des grandes industries de main-d'œnvre (automobile et électronique grand public) aux nouvelles donnes de la concurrence internationale. Les grandes entreprises ne remplacent pas tous ceux qui partent à la retraite et parviengent à éviter tout licen-

demier recours. Il est probable que des entre-

dramatione et de

ciement sec, considéré comme

une solution

prises moyennes de l'industrie ont recruté dans les secteurs où le Japon est particulièrement performant, au premier chef dans les biens d'équipement. Les créations d'emplois ont été concentrées dans trois secteurs : la distribution (+ 1%), le bâtiment et les travaux publics (+ 1,1 %) et les services (+ 2 %). La distribution moderne crée de nombreux emplois au fur et à mesure que se multiplient les magasins de proximité ouverts vingtquatre heures sur vingt-quatre. Le BTP profite des grands travaux et de l'arrivée des jeunes nés au début des années 70, qui ont un emploi et donc le pouvoir d'achat de payer un loyer. Et dans les services aux entreprises et aux ménages, véritable nébuleuse, se distinguent les services privés d'édu-

cation et de santé. Une autre évolution structurelle tempère l'optimisme suscité par ce million d'emplois créés en une seule année: ce sont pour beaucoup des emplois à temps partiel, assez mal payés, Le nombre de ces emplois a doublé entre 1985 et 1995 (de 4,5 à 9 millions). Ils sont occupés à 70 % par des femmes dont le salaire boraire (854 yens, soit 43 francs de l'heure en 1995) est de 70 % inférieur au salaire horaire de femmes employées à temps plein. Comme allleurs. l'écart se creuse entre les travailleurs qualifiés à l'emploi garanti et les travailleurs non qualifiés et précaires.

Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales

UN CHIFFRE

milliards de dollars

L'EXCÉDENT DES RÉSERVES DE HONGKONG POUR 1997-1998

L'exercice budgétaire de Hongkong qui s'achève à la fin mars se soldera par un excédent de ses réserves atteignant l'équivalent de 1,9 milliard de dollars américains (15,1 milliards de dollars HK). En soi, le chiffre est important. Il l'est d'autant plus qu'il est dix tois supérieur aux estimations initiales...

Et la tendance ne ferait que se confirmer lors de la prochaine année budgétaire, marquée par le rattachement du territoire à la Chine, avec un excédent qui atteindrait alors près de 4 milliards de dollars américains, escompte le Hongkong Trade Development Council.

De plus, au 1º juillet, le nouveau gouvernement de la région administrative spéciale (SAR) recevra en héritage l'equivalent de 63 milliards de dollars sous forme de réserves en devises.

Cette manne s'ajoutera aux quelque 50 milliards de dollars de réserves fiscales que Pékin trouvera également dans la corbeille à la même échéance (Le Monde du 27 mars), après une série impressionnante d'exercices budgétaires positifs, le dernier en date. à fin mars, se soldant par un surplus de 4,5 milliards de dollars.

Zimbabwe, un acteur-clé du développement régional

ongtemps le Zimbabwe a fait figure de précurseur. Mais aujourd'hui, sa classe politique donne l'impression d'être au bord de la sclérose. Par bonheur, sa vitalité économique lui ouvre d'autres perspectives. En particulier, son pouvoir d'attraction sur les investisseurs d'Asie et d'Australie pourun rôle clé dans le développement de la partie orientale de l'Afrique australe e tournée une l'Afrique australe - tournée vers l'océan indien -, en étroite relation avec le Mozambique. Le Japon est déjà le troisième fournisseur de ce pays, derrière l'Afrique du Sud et la Grande-Bretagne; il est aussi son

quatrième client. Comme l'Afrique du Sud et plus que la Zambie, l'ex-Rhodésie a vécu un régime proche de l'apartheid. Ce pays porte encore les stigmates de ces temps difficiles: le culte du secret dans les cercles dirigeants, les divisions intercommunautaires et une longue pratique du pouvoir en vase clos ont servi de terreau à l'affairisme. Si Robert Mugabe a remporté sans difficulté l'élection présidentielle de mars 1996, avec 92,7 % des voix, c'est sans éclar (le taux de participation n'a pas atteint 32 % des inscrits) et faute d'adversaire, puisqu'il avait multiplié les menaces et les tracasseries à l'égard des deux autres candidats (Abel Muzorewa

et le Révérend Sithole I. L'ancien instituteur à l'attitude austère, l'ex-guérillero sentencieux, soutenu par la Chine populaire, s'est certes tourné vers l'économie de marché à partir de 1990. Mais rien ne l'obligeait pour autant à céder au goût du faste, alors que les inégalités sociales s'accroissent : les mouvements re-

▼ Afrique australe En 1996, les demandes d'investissements étrangers acceptées par Harare

950 millions de dollars

vendicatifs des fonctionnaires en août 1996 auraient-ils été aussi puissants si les bauts dignitaires de l'Etat, dont le président lui-même, ne s'étaient octroyé des hausses de traitement de 133 %? Sans compter les arrestations de syndicalistes, dont celle de Morgan Tsvangirai, secrétaire général de la ZCTU, l'un des hommes les plus respectés du pays.

En définitive, le gouvernement a dû accorder des concessions salariales qui ont crevé les plafonds budgétaires, au moment même où se déroulaient de délicates négociations avec le FMI pour la conclusion d'un nouvel accord. Or le Fonds s'inquiète de l'ampleur du déficit des finances publiques, qui représente 10 % du PIB en moyenne. Surtout, il n'a plus aucune confiance dans les prétextes invoqués par le gouvernement de Harare, qu'il s'agisse d'une réducnon des inégalités entre Blancs et Noirs ou d'une volonté de diversifier les partenaires économiques du pays en dérogeant aux règles

normales des appels d'offres. Ainsi la politique d'indigénisation menée par le gouvernement, consistant à redistribuer une partie des terres possédées par de

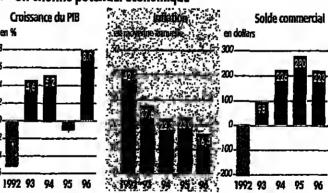
grands propriétaires blancs à de petits fermiers noirs, paraît-elle peu convaincante lorsque l'on sait que les terres les plus fertiles ont été octroyées à de bauts dignitaires du régime. Il en va de même dans les différends qui opposent les autorités zimbabwéennes à leurs partenaires étrangers. Personne ne croît plus Robert Mugabe lorsqu'il tente de justifier l'attribution de contrats signés dans les conditions douteuses, qu'il s'agisse de la construction d'un nouvel aéroport, confiée à une société chypriote liée à son neveu, Léo Mugabe, ou de la récente cession de 51 % des parts de la centrale thermique de Hwange à la société malaisienne YTL... De ce fait, les financements extérieurs dont le pays aurait besoin ont tendance à se tarir, et l'endettement extérieur de l'Etat commence à

Par bonheur, un certain nombre d'institutions échappent aux appénts de l'exécutif et à ses comportements arbitraires. C'est le cas de la magistrature ou de la Bourse de Harare, qui vient de vivre une bonne année 1996. Bref, un certain nombre de conditions sont réunies pour qu'un minimum d'Etat de droit subsiste dans le monde des affaires, ce qui a permis aux me-sures de libéralisation et de dérégulation prises depuis 1991 de por-

ter leurs fruits. Ainsi, les investisseurs étrangers ont déposé quelque 950 millions de dollars de demandes d'investissement en 1996, qui ont été acceptées et devraient permettre la création de 12 000 emplois dans ce pays de 11 millions d'habitants. L'origine des investisseurs révèle un pouvoir d'attraction croissant:

l'Australie pour le secteur minier,

▼ Un énorme potentiel économique Croissance du PIB



Source : Banque mondiale et estimations de NSE

les Allemands dans le tourisme, les Britanniques dans l'industrie, les mines et l'hôtellerie, l'Afrique du Sud dans tous les secteurs ou presque... Sprtout, on constate l'arrivée en force de la Malaisie : les projets malaisiens approuvés au cours de la seule année 1996 atteignent 88 millions de dollars.

C'est dans le secteur minier que le pays présente toujours les plus fortes opportunités. Avec, en ce début d'année, l'entrée en exploitation de la mine Hardley par des opérateurs australiens, le Zimbabwe devrait s'affirmer comme le second producteur mondial de platine, devant la Russie. L'Afrique du Sud, qui reste le premier producteur mondial de platine, surveille de près ce dangereux voisin.

Des stratégies régionales tournées vers l'océan Indien, débouché naturel du Zimbabwe, se mettent aussi en place à travers les corridors qui traversent le Mozambique et qui sont l'objet d'importants investissements en

Infrastructure. Un exemple: la production de briquettes de fer pourrait être envisagée en associant le fer zimbabwéen à l'énergie qui sera produite par les gisements de gaz découverts au Mozambique. Américains, Sud-Africains, Dubai, et les Français par le biais des transports, sont intéressés à ce projet, qui représente un investis-

sement de 660 millions de dollars. A terme, le Zimbabwe devrait donc dépendre de moins en moins des sécheresses qui ont périodiquement freiné son taux de croissance depuis le début de la décennie. L'année 1996 a été bonne, avec une augmentation du PIB de près de 8 % et l'accumulation d'importantes réserves en devises. Mais faudra-t-il attendre que ces dernières fondent pour que les autorités du pays comprennent qu'elles risquent de gâcber un énorme potentiel?

> Nicole Chevillard Nord Sud Export

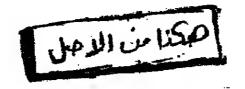
tic

in

ne Lo

D.

Moissance ur deli po



Retraites du public, retraites du privé : la solidarité à sens unique

par Jacques Algarron

e premier mente du plan d'épargneretraite (PER) est de rouvrir le débat sur la retraite. Jugé « explosif » il y a dix ans, le dossier en était resté au stade du constat : chute du niveau des retraites du secteur privé ; écart grandissant avec la retraite des salaries du secteur public. Comme il taus toujours quantifier ce qui peut l'être, tentons de chiffrer ce constat, d'évaluer la contribution du nouveau PER, cherchons s'il existe une possibilité d'amélioration générale.

Les quelque 15 millions de salariés du secteur prive construisent principalement leur retraite en cotisant, avec leurs employeurs, au régime de base (Securité sociale) et à un ou deux regimes complementaires (Arrco et Agirc). Dans ces regimes, les cotisations sont immédiatement réparties entre les retraités et une partie de chaque versement confère aux cotisants un droit de tirage sur les ressources futures du régime. Pour situer le niveau des pensions, on utilise generalement un indicateur : le « taux de remplacement ». Il s'agit du rapport entre le total des pensions brutes perçues la première année * et le « montant du dernier salaire ».

Remarquons bien que ce rapport est un constat et nullement, à l'inverse de ce qui se passe dans la tonction publique et les regimes speciaux, un droit en fonction duquel la retraite aurait à être calculée.

Pour donner une idée des taux de remplacement actuels et futurs, ont été simulés deux profils d'évolution de salaire, le premler commençant et se terminant au SMIC (6 407 francs au 19 juillet 1996), tandis que le second se termine à six fois la valeur du plafond de la Sécurité sociale (soit six fois 13 720 francs par mois). Les calculs ont également pris en compte deux générations successives de salaries, l'une qui prend sa retraite en 2003 et l'autre en 2029. Enfin, deux âges de cessation d'activité professionnelle (60 ou 65 ans) ont été considerés. Pour tous, la durée de travail était de trente-huit années.

Tous régimes additionnés, on constate en passant du premier profil au dernier (le plus éleve) que, pour la génération la plus ancienne, les taux de remplacement tombent de 61 % à 33 % si le départ a lieu à 65 ans ou de 50 % à 29% en cas de départ à 60 ans. Pour la génération suivante, celle qui prend sa retraite en 2029, les taux de remplacement tombent de 60 % à 29 % ou de 50 % à 26 %.

Dans la fonction publique, avec une cotisation salariale un peu plus faible (7,85 % contre en moyenne 9 %), la retraite s'élève, avant majorations, à 75 % du dernier traitement de base ; de même dans les régimes spéciaux des entreprises publiques.

Positive pour tous les salariés qui peuvent se permettre un effort complémentaire, la contrihution du plan épargne-retraite (PER) est également légitime car les salanés du privé, déjà obligatoire - on vient de le voir -, étaient les sculs à ne pas pouvoir choisir individuellement leur taux de cotisation facultative. Pour pou- périeures de 10 à 20 % si ce rendement est à 1

voir prétendre à une exonération fiscale, ils étaient tributaires de l'existence d'un accord collectif imposant un taux commun de cotisation dans le cadre des contrats dits « article 83-2 ». En matière sociale, le dispositif d'exonération du PER est exactement le même que celui institué il y a belle lurette dans ces contrats; en matiére fiscale de même, à ceci pres que certains salariés qui avaient épuisé les possibilités de déduction en retrouvent une. On peut donc dire que, grace au PER, une importante inégalité se trouve légèrement réduite. Ce ne sont d'ailleurs pas tellement les exonérations qui rendent le PER attrayant, mais la combinaison : liberté du choix du taux de cotisation + exonérations + abondement possible de l'entreprise + atouts de la gestion financière avec blocage effectif de la collecte sur longue période.

Le financement des retraites publiques représente entre 34 % et 42 % des traitements de base alors que les cotisations patronales de retraite dans le privé se situent entre 15,74 % et 18,9 %

Soulignons aussi que les cadres supérieurs ne sont pas seuls à pouvoir y trouver des avantages: dans le cas des entreprises qui en auront les moyens, un modeste abondement ao profit des titulaires de bas salaires sera de oature à élever sensiblement le niveau relatif de la retraite : un salarié percevant le SMIC et versant 1,56% de son salaire (100 francs 1997 par mois) avec abondement du quadruple pendant vingt-cinq ans verra, s'il sort à 60 ans, son taux de remplacement passer de 50 à 61 ou 66 % selon que le rendement observé se situera à 1 ou 4 points au-dessus de l'inflation.

Le PER apparait ainsi comme une prime accordée aux salariés prévoyants. Tant mieux pour ces derniers, mais les autres...?

La capitalisation est-elle susceptible d'améliorer les pensions de retraite? Supposons qu'un régime obligatoire par capitalisation ait été entièrement substitué aux régimes complémentaires (le régime de base étant conservé). A cotisations égales, les résultats sont très voisins pour les retraites liquidées en 2003. Pour celles dont la liquidation est simulée en 2029, la supérionté de la capitalisation est sensible : fortement désavantagés en matière de retraite les prestations viagères brutes initiales sont supérieures de plus de 50 % si le rendement se situe à 4 points au-dessus de l'inflation et su-

point au-dessus de l'inflation. Sur une période de trente à quarante ans, il n'est pas déraisonnable de se référer à une hypothèse de rendement nettement supérieur à l'inflation. En outre, les rentes engendrées en capitalisation bénéficieraient d'une revalorisation supérieure à celle du point des régimes par répartition.

Même si l'on est convaincu de la supériorité de la capitalisation, une substitution totale est impensable. La substitution ne peut donc être que partielle, sans pour autant être exempte de difficultés politiques, techniques et finan-

Politiquement, l'argument de la « solidarité », parfois mis en avant, ne tient pas : depuis 1959, il existe des régimes de retraite par capitalisation qui permettent autant de solidarité intergénérationnelle que la répartition, lorsqu'ils sont obligatoires. Là aussi, il ne faut pas confondre partage du gâteau et mode de fabrication dudit gâteau : on s'inquiète curieusement toujours beaucoup plus des modalités de partage que du volume à partager | Et ce n'est pas parce qu'on modifie la fabrication et que le gâteau est plus gros qu'on affecte le partage.

Techniquement, la réglementation reste valide, mais la substitution partielle ne peut être envisagée que très progressivement. Pendant une première période de quelques années, une cotisation supplémentaire aurait à être versée. Au terme de cette période, les cotisations en répartition pourraient diminuer, les droits ainsi perdus en répartition étant compensés par ceux acquis eo capitalisation. Cela jusqu'à l'atteinte d'un niveau de substitution qui sera défini par les partenaires sociaux.

Financiérement, les cotisations supplémentaires, ioévitables pendaot la premiére période, devront être supportées par les employeurs et les salariés du privé. Une source de financement, provisoire ou permanente, pourrait venir d'une réduction de la profonde inégalité existant entre les régimes du secteur pri-vé et ceux du secteur public avec réaffectation des économies ainsi faites par l'Etat. On aura une idée de ces économies potentielles si l'on sait que l'ordre de grandeur du coût lié au financement des retraites publiques représente entre 34 et 42 % des traitements de base, alors que les cotisations patronales de retraite, dans le secteur privé, se situent entre 15.74 et 18.9 %.

Ce sont les salariés du privé qui, après avoir renoncé au maintien de leurs propres avantages en matière de retraite, financent par leurs impôts une partie du maintien de la retraite des salariés du secteur public. Chez nos volsins, l'alignement des régimes spéciaux sur le régime commun a déjà été entrepris, sans révolution semble-t-il. Peut-on suggérer aux syndicats représentant les intérêts des salariés français du secteur privé de se rapprocher de leurs collègues du public pour les inviter à une négociation en vue de réduire cette inégalité qui ne peut que choquer profondément leur sens de la solidarité?

Jacques Algarron est actuaire.

La croissance, un défi pour l'Irlande

par Garret Fitzgerald

endant des générations, les Irlande vie, les infrastructures auxquelles ils avaient accès étaient de loin inférieurs à ceux de leurs voisins européens. Notre mentalité nationale en a été protondément marquée. Quand, il n'y a pas si longtemps, la fortune nous a souri, nous n'étions absolument pas préparés à ce changement radical: être propulsés, en une génération, de la place de pays le plus pauvre du nord de l'Europe au groupe des plus riches, en termes de revenu annuel sinon - et pour longtemps encure - en termes d'infrastructures.

Un éminent économiste indiquait récemment que notre potentiel de croissance économique atteignait près de 6 % par an. Ce chiffre est peut-être un peu trop optimiste: même si nous avons les capacités nécessaires, il y aura forcément des périodes de ralentissement. C'est pourquoi nous nous contenterons d'envisager les implications d'un taux de croissance moyen de 5 % sur les quinze ans à

Cette prévision apparaît réaliste : à l'exception du début des années 80, où un effort a dû être entrepris pour mettre de l'ordre dans les finances publiques, notre économie a crû à un rythme de 4,2 % par an entre 1958 et 1988. Et. depuis 1988, notre taux de croissance avoisine 5,5 %, de sorte qu'un taux de 5 % sur le long terme impliquerait en fait un certain ralentissement de notre économie.

Peu de gens se rendent compte qu'un taux de « seulement » 5 %, s'il était maintenu pendant quinze ans, ferait plus que doubler notre production nationale. Même en admettaot que l'impact de la croissance économique sur l'emploi ces quatre dernières années a été exceptionnel, un doublement de la production nationale augmenterait l'emploi de plus d'un tiers, soit au moins 450 000 emplois créés.

Une telle embellie de l'emploi réduirait sensiblement le nombre de chômeurs, même en tenant compte d'un afflux d'émigrés revenant chercher un travail en Irlande, de mères de fa-

mille retournant à la vie active et d'étudiants dais ont éte pauvres. Leur niveau en quête de leur premier emploi (en raison de la baisse de la natalité enregistrée après 1980, cette derniére catégorie ira en diminuant à partir de l'an 2000). Notre population va certes continuer à augmenter mais, compte tenu de notre taux de natalité, sa croissance sera inférieure à celle de l'emploi. Dans les quinze ans à venir, la population pourrait croître de 250 000 à 300 000 personnes, en fonction de l'importance de l'immigration.

> En une génération, le pays le plus pauvre du nord de l'Europe est passé dans le groupe des plus riches

L'emploi augmentant plus rapidement que la populatioo active, le nombre d'inactifs à la charge des actifs, qui avait déjà diminué d'un cinquième en l'espace de dix ans, va se réduire d'encore d'un tiers. Dans l'bypothèse où la production et le pouvoir d'achat de chaque travailleur augmenterait de moitié sur la période, ce surplus de ressources serait réparti - dans le cadre familial ou par le jeu de la taxation - sur un nombre plus réduit d'inactifs. Dans ces conditions, le niveau de vie moyen des Irlandais devrait presque doubler.

Pour la même période, en Europe continentale, la hausse du nivean de vie devrait être inférieure à 50 % (et de 30 % pour la Grande-Bretagne, si les prévisions se révèlent exactes). Notre niveau de vie moyen pourrait donc dépasser celui de la Grande-Bretagne dès le début de la prochaine décennie et, dans quinze ans, celui de la plupart des pays euro-

Dans ce contexte, qu'en est-il des finances publiques? Plusieurs scénarios sont envisageables, selon les priorités que retiendront les

gouvernements futurs. L'un consisterait à réduire d'un quart le poids de la fiscalité, ce qui laisserait tout de même suffisammeot de ressources pour augmenter de 3 % par an les dépenses de santé et de sécurité sociale. Paralèlement, oo pourrait doubler le volume des investissemeots publics, en les fioancant grace à un excédent budgétaire plutôt que par l'emprunt (le pays sera alors en phase de désendettement).

Soulignons, encore une fois, qu'un tel scéoarlo n'est pas optimiste à l'excès. Il reflète seulement ce qui serait possible si, durant les quinze prochaines années, oos performances économiques étaient non pas aussi bonnes. mais plutôt légérement inférieures en moyenne à celles que nous connaissons depuis buit ans.

Le danger qui nous guette, c'est de ne pas prendre assez au sérieux ces perspectives et de les gâcher par ootre impréparation. Si, par exemple, nous cédions à la tentation de remplacer, à l'école, les cours traditionnels par un enseignement trop professionnel et spécialisé, ootre système éducatif répondrait mal aux besoins futurs, et la chance remarquable que oous venons d'évoquer pourrait être perdue. Notre succès écooomique, jusqu'à présent, est dû pour l'essentiel à la qualité de ootre système éducatif libéral et oon spécialisé.

Les exemples pourraient être multipbés en matière d'infrastructures, de transports, d'urbanisme, d'institutions locales. Si nous n'y prenons pas garde, les goulets d'étranglement dans tous ces domaines peuvent handicaper notre potentiel de croissance. La principale tache du prochain gouvernement sera d'autener la société à prendre conscience d'un enjeu inattendu, celui consistant à tirer le meilleur parti d'un taux de croissance inconno en Europe depuis quarante ans.

Garret Fitzgerald a été premier ministre d'Irlande de 1983 à 1987. Economiste, il écrit une chronique dans l'« Irish Times » de Dublin chaque samedi. **LIVRES**

La lente naissance de l'industrie

par Vanessa Ragat

LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE de Patrick Verley

Gallimard, « Folio Histoire », 543 p., 66 F.

elon certains économistes, nous serions en train de vivre une nouvelle révolution industrielle, comparable à celle du siècle dernier. Le développement rapide des technologies de l'information serait le pendant des équipements massifs en chemins de fer qui ont donné naissance à l'industrie sidérurgique et permis, ulterieurement, de structurer la sphère productive en tirant la croissance des économies européennes au XIX-siècle.

Ce débat historique et d'actualité à la fois incite à faire le point sur la révolution industrielle qui a commencé en Angleterre au XVIIIs siècle. pour se propager au reste de l'Europe et aux Etats-Unis. La littérature abonde sur le sujet, depuis l'ouvrage de référence de Paul Mantoux, La Révolution industrielle ou XVIII siècle, jusqu'à des parutions plus recentes. De nombreux auteurs ont cherché à décortiquer les mécanismes qui ont présidé à la grande mutation socioéconomique des XVIIII et XIX siècles. Pourtant, le sujet reste controversé et finalement peu

Le livre de Patrick Verley propose une synthèse, en deux parties, de cette période clé de l'économie moderne. La première retrace les différentes étapes de la révolution industrielle dans les pays d'Europe et mentionne les diverses analyses dont ces processus historiques complexes et interdépendants ont fait l'objet. La seconde détaille chacun des acteurs ou des facteurs ayant joué un rôle - l'agriculture, le financement bancaire, l'enseignement, les transferts de technologie - en les replaçant dans une perspective économique et sociale. « L'explicotion du chongement ne se réduit pas à l'effet d'une cause unique, mois réside dons l'interférence entre les modifications des focteurs économiques principaux et l'environnement dons leauel ils étaient à l'œuvre. »

La révolution industrielle résulte à la fois des mutations des modes de production et de l'extension de la demande, en Europe et aux Etats-Unis, avec des différences selon les pays considérés. L'impulsion est donnée par la Grande-Bretagne dès le XVIII siècle. La production bri-tannique trouve facilement des débouchés auprès d'une importante classe moyenne à fort pouvoir d'achat, puis sur le marché américain, en pleme expansion. Le phénomène sera plus tardif en France, pays plus rural, où la persistance du travail à domicile ou dans de petits ateliers retarda la constitution de grands ensembles industriels concentrant la main-d'œuvre ouvrière. La rivalité commerciale entre la France et l'Angleterre accentuera la spécialisation des échanges. Incapables de n'valiser avec les faibles coûts de production britanniques, les Français concentreront leurs exportations sur des produits plus luxueux (soieries lyonnaises, cotonnades, tissus de laine). En Allemagne, à l'exception de la Saxe et de la Rhénanie, ou l'industrie textile reposait sur une tradition ancestrale, l'industrialisation lourde ne s'amorcera vraiment qu'à partir de la secoode moitié du XIX: siècle, appuyée par un solide secteur bancaire. Quant aux Etats-Unis, marché de prédilection des Britanniques, ils s'industrialiseront sur le modèle de l'Angleterre.

Les transferts de technologie et de savoir-faire ont joué un rôle important dans la propagation de la vague d'industrialisation d'un pays à l'autre. Au XVIII siècle, les artisans et les ouvriers anglais sont très recherchés et beaucoup d'entre eux s'expatrient, en dépit d'une loi, votée en 1719, interdisant leur départ. Au XIX siècle, c'est au tour des Belges et des Français de diffuser les nouvelles techniques vers l'intérieur de l'Europe. Les Français, notamment, participeront activement à l'effort d'équipement sidérurgique de la Russie.

Au fil des pages, l'auteur dénonce plusieurs idées reçues. La révolution industrielle porte mal son nom. Le processus de diffusion des innovations techniques s'est effectué de manière lente et progressive. La navette volante de Kay a mis du temps à conquérir l'industrie textile. De même, l'usage de la machine à vapeur ne s'est généralisé que dans la seconde moitié du XIX siècle. Il est erroné de croire que les gains de productivité générés dans l'agriculture ont été le préalable indispensable de l'industrialisation naissante, en libérant la main-d'œuvre nécessaire pour travailler dans les usines. C'est oublier la contribution de la forte croissance démographique de l'époque. En réalité, « ô l'exception des Etats-Unis et de lo France, dont la foible natolité occasionno un recours précoce aux travailleurs des pays voisins, lain de manquer de moin-d'œuvre, les pays en cours d'industriolisation furent ou XIX siècle

Dans cet ouvrage, Patrick Verley met aussi l'accent sur l'ambiguité des liens entre la science et l'industrialisation. Certes, la vague d'innovation repose sur les contacts étroits entre le monde industriel et celui des savants, au travers de cercles comme la Royal Society ou la Society of Arts. La croyance dans le progrès imprègne les esprits de l'époque. Mais les avancées décisives résultent souvent de tâtonnements empiriques. Ainsi, le savoir-faire de l'ouvrier resta longtemps irremplaçable pour apprécier la température de la fonte en fusion. « Paradoxalement la science apprit sans doute plus de lo technique que lo technique de la science », conclut l'auteur.

PARUTIONS

des pays d'émigration ».

● « L'ÉLARGISSEMENT À L'EST DE L'UNION EUROPÉENNE »

Un oouveau chantier se dessine pour l'Europe avec l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale. Préalable aux négociations d'adhésioo, les Quinze devront mener à bien la réforme du traité de Maastricht, tâche confiée à la conférence intergouvernementale (CIG) qui doit s'achever eo juin à Amsterdam. A l'aube de ces oouvelles échéances, la Revue d'études comporotives Est-Ouest a choisi de reodre compte, à partir d'exemples précis, du regard que porteot les acteurs eux-mêmes sur les enjeux de la oégociation à ve-

Les coordonnateurs de l'ouvrage, Georges Mink, directeur de recherche au CNRS, et Gérard Wild, conseiller de la direction au Cepii (Centre d'études prospectives et d'informations internationales). ont délibérément choisi de oe pas traiter de l'impact financier de l'élargissement, notamment sur la politique agricole commune et les foods structurels, sujets qui ont déjà fait l'objet de différeotes études. Trois perspectives sont développées : les problématiques de l'adhésion telles qu'elles sont vécues en Pologne, eo Hongrie et eo République tchèque; les différentes dimensions (assistance. commerce, croissance) du rapprochement économique entre les Quinze et les futurs adhérents : les enjeux géopolitiques

« La disporition du Camecan, puis l'éclatement de l'URSS, loisse l'Europe centrole et orientole sans tuteur et sans projet. Il y o certes, d'une certoine foçon, communouté de destin de ces « orphelins » ; mais pas ou paint de cancevoir dons le codre de la transitian vers le morché, un dessein callectif », noteot, en introduction, Georges Mink et Gérard Wild. L'élargissement est dooc une nécessité, et l'Ouest, «le seul guide structurant évident de la transformation économique ». (Revue d'études comporotives Est-Ouest, n 4, volume XXVII, décembre 1996, Centre national de la recherche scientifique, 247 p., 165 F.)

sion 1 et une formation de division 2. des quarts de finale est respectée, mais Clermont-Ferrand (National 2) et Créteil (National 1) ont été tout près de créer la surprise. Ces deux équipes ont poussé leurs adversaires

de division 1 jusqu'aux prolonga-tions. © APRES NIMES, finaliste de l'édition 1995-1996, le bon parcours de Créteil en Coupe de France confirme l'élévation du niveau de

jeu en National 1. Censée être le premier échelon amateur, cette troi-sième division s'est en fait professionnalisée depuis le début des

peque Villeneuve re

le Grand Pri

La Coupe de France révèle l'émergence d'une « Division 3 » professionnelle

Créteil, éliminé en quart de finale, aura été un peu moins loin que Nîmes, la saison dernière. Mais le bon parcours d'un autre club de National 1 étalonne les progrès d'un championnat qui n'a plus grand-chose à voir avec l'amateurisme

au Parc des Princes. Samir (Amirèche), Hubert (Castets) ou David (Lollia) auront savouré ce rève de ioueur de football. Ils l'auront

méme étiré au-delà du temps réglementaire. Ou'll s'agisse là « que » d'un

quart de finale de Coupe de FOOTBALL 11 000 spectateurs, l'a à peine affadi. Le club de National 1 ne sera pas allé jusqu'an grand soir son passée. Mais Guingamp (D1) aura usiné deux heures avant de briser les espoirs de finale (1-1, 3-1

après prolongations). A propos de cette rencontre, on aurait aimé parler de Cendrillon contre Gobath, d'héroisme et de chance, d'épopée et de drame, bref de la magie de la Coupe de France. Il n'en fut rien. Samedi 29 mars, le public assista à une partie de football équilibrée et presque sage.

Rien sur la peiouse ne laissait deviner que deux divisions séparaient les adversaires. Ce fut une explication d'égal à égal, tout comme au tour précédent face à Strasbourg, même si l'Issue en fut moins heureuse. Simplement. Créteil a dû faire sans l'ex-Bordelais Didier Sénac, l'ex-Monégasque Patrick Biondeau et l'ex-Auxerrois Franco Vignola, tous trois indisponibles.

Mais il lul restait l'ancien Montpelliérain Claude Barrabé, les transfuges stéphanois Pierre Haon et Jean-Luc Vasseur, le passé cannois de Hakim Kharcbaoui pour dispenser leur science du haut niveau. N'en déplaise aux esprits manichéens, les forts n'affrontèrent pas les faibles, samedi, encore moins les riches les pauvres. Ce quart de finale n'avait que peu à voir avec la lutte des

Créteil après Nimes. La constance avec laquelle des clubs de National 1 rivalisent avec des adversaires biérarchiquement plus élevés ne doit rien au basard. En fait, une troisième division professionnelle est en gestation.

La constance avec laquelle des clubs de National 1 rivalisent avec des adversaires hiérarchiquement plus élevés ne doit rien au hasard

Le quart-de-finaliste malheureux de ce samedi dispose d'un budget de 20 millions de francs, sensiblement le même que celui de Laval (Division 2), qualifié, hui,

pour les demi-finales. En arrivant à sa tête en début de saison, Alain Affleiou, l'ancien président des Girondins de Bordeaux, a donné au club de banlieue une nouvelle envergure.

Mais cette richesse n'est pas un cas isolé en championnat National 1. Saint-Denis-Saint-Leu, qui postule également à devenir résident dans le Stade de France, dispose des mêmes ressources. Même si certaines équipes vivotent encore avec 4 millions de francs par an, beaucoup ont déjà passé le cap des 10 millions.

Depuis le début de cette décennie, l'ex-Division 3 est passée de six groupes à deux. La saison prochaine, elle sera fondue en une poule unique de vingt clubs, baprisée Championnat de France national. Chaque resserrement s'accompagne d'une nouvelle surencbère financière.

« Le National 1 est un championnat Canada Dry. Il a la couleur et le goût du professionnolisme, mais il n'est pas reconnu camme tel », affirme Didier Bariani, président du Paris FC et de l'Association nationale des clubs de championnats fédéraux de football (Anceff) qui regroupe 120 adhérents.

Le député de Paris (UDF-rad) fustige « l'hypocrisie » qui assimile continue d'être sous la coupe di-

cette division à la compétition recte de la Fédération française de amateur. La majorité des joueurs football (FFF), plus précisément sont en effet des footballeurs à du Conseil national du football plein temps et certains salaires amateur (CNFA). Elle ne bénéficie

Des championnats fédéraux remodelés

A partir de la saison 1997-1998, le championnat de National 1 deviendra championnat de France national et les deux groupes de 18 ciubs seront fondus en un seul groupe de 20 ciubs. Le Natinnal 2 deviendra championnat de France amateur 1 (CFA I) et restera avec quatre groupes de 18 cinhs. Le National 3 sera rebaptisé championnat de France amateur 2 (CFA 2) et compurtera toujours huit groupes de 16 clubs. Par ailleurs, la limite de budget au-delà de laquelle, à partir de 1999, un club ne sera plus autorisé à recevoir des subventions des collectivités locales est actuellement fixée à 2,5 millions de francs. Guy Drut, ministre de la jeunesse et des sports, a promis de porter ce plafond aux envirous de 4 millions de francs. Ce seuil financier correspond dans les faits an seuil sportif entre le futur championnat de France national et le futur CFA 1.

clubs ont d'ailleurs l'obligation d'adopter un statut de Société anonyme à objet sportif (SAOS) ou de Société d'économie mixte (SEM) et de payer l'Urssaf comme

des entreprises à part entière.

dépassent 50 000 F mensuels. Les donc pas des droits télévisés, gérés par la Ligue nationale de football (LNF).

La salson dernière, le dossier CN1 avait été la raison d'un différent entre Claude Simonet, président de la FFF, et Noël Le Graet, Pourtant, ce championnat président de la LNF. Le second entendait gérer entièrement ce troi-

sième échelon, intégrant ainsi dans la ligue une troisième division professionnelle comme en Angleterre ou en Italie. Le premier souhaitait, lui, un système hybride. L'affaire valut facherie et resta finalement en l'état.

Les clubs ne reçoivent-de leur organisme de tutelle qu'une dotation qui devrait attelndre 700 000 francs la saison prochaine. Avec une moyenne d'à peine 1 000 spectateurs par rencontre, les recettes aux guichets de ce championnat frôlent le ridicule, maigré la présence d'équipes issues de grandes métropoles.

Dès lors, le bricolage des budgets n'est pas sans rappeler les grandes beures de l'amateurisme marron d'antan, dans le football, le basket ou le rugby.

« Cela contraint les gens à chercher des solutions douteuses au regard du droit fiscal », constate Didier Bariani. Les partenaires, plus mécènes que sponsors, assurent tout ou partie des revenus des joueurs par des emplois fictifs.

Pourtant, la surenchère sportive se poursuit. Elle contamine les divisions inférieures, qui se bonifient par ricochet. La bonne résistance offerte à Nice (Division 1) par Clermont-Foot (National 2). dimanche 30 mars, en est une autre illustration.

Le jeu est cependant dangereux. En quatre ans, une dizalne de clubs de National 1 ont déposé le bilan. A partir de 1999, en vertu de la loi Pasqua, la fin de l'exception française, des subventions « obligatoires » versées par les collectivités locales, devrait décimer un peu plus les comptabilités. « L'amendement buvette », qui divise les députés depuis des mols, ne devrait pas suffire à compenser ce manque à gagner. Sportivement, le National 1 est poussé vers le professionnalisme pur et dur. Structurellement, il béencore. Les clubs teurs » devraient donc continuer à illustrer à part égale la chronique de la Coupe de France, et celle des tribunaux de commerce.

Benoît Hopquin

Quatre qualifiés en quête de rachat

TROIS ÉQUIPES de division 1 et une formation de division 2 : chahutés les tours précédents, les clubs de l'élite ont rétabli leur droit hiérarchique sur la Coupe de France, à la veille des demi-finales, prévues samedi 19 avril.

Encore s'agit-il là de comparses du championnat, le dernier ténor, Bordeaux, étant à son tour éliminé. Il s'en est d'ailleurs fallu de peu que les quarts de finale qui se sont déroulés ce week-end n'accoucbent de qualifiés atypiques. Après Créteil (national 1) face à Guingamp (division 1), samedi, Clermont-Ferrand (national 2) a poussé Nice (division 1) jusqu'aux prolongations, dimanche

LE RÊVE DE CLERMONT

Devant 9 000 spectateurs massés dans le stade Gabriel-Montpied, Clermont Foot a revé 108 minutes. Après une première mitemps difficile, les Auvergnats ont bousculé Nice en seconde mi-temps. Le temps régle(1-1) et Nice ne prenait l'avantage que dans la seconde période de la prolongation, sur une tête d'Olivier Fugen. Assuré d'être relégué en division 2 la saison prochaine, Nice entretient quelque peu l'intérêt pour sa fin de saison par ce résultat obtenu sans gloire.

La Coupe de France sera également une lecon de rattrapage pour Laval. La formation de division 2, qui n'est pas encore assurée de se maintenir dans son championnat, a éliminé (1-0) Troyes, un club dans une situation identique. Malgré leur qualification, les joueurs mayennais, en bisbille avec leur président, ont refusé de boire le champagne à la fin de la rencontre.

plaisir d'avoir éliminé Créteil. Les 3 000 supporteurs bretons qui s'étaient déplacés dans la capitale ont salué la première accession de ieur club à ce stade de la compédition. L'En-Avant s'était autrefois révélé au grand public en atteignant les seizièmes de finale de la

mentaire s'acbevait sur un score de parité Coupe de France, quand le chib végétait encore dans les divisions inférieures. Maintenant qu'elle a discrètement pris pension parmi l'élite, l'équipe se rappelle au bon souvenir dans cette compétition.

LA FORME DE MONTPELLIER

La saison passée, Guingamp s'était qualifié en coupe UEFA. Cette saison, la coupe de France pourrait lui permettre de renouer avec une compétition continentale.

Mais Montpellier reste l'équipe qui a le plus impressionné au cours de ce week-end. Vainqueur (2-1) sur le terrain de Bordeaux, le club de l'Hérault a confirmé son excellente forme du moment. En deux mois, il a quasicède pour la deuxième année consécutive au dernier carré de la Coupe de France.

Le président Louis Nicollin peut espérer atteindre une troisième finale dans cette décennie, après 1990 et 1994.

B. H.

Les nouvelles vedettes rendent le tennis féminin plus séduisant

A seize ans, la Suissesse Martina Hingis a pris, au tournoi de Key Biscayne, la première place du classement mondial à l'Allemande Steffi Graf

du tennis féminin s'appelle Venus. Elle a quatre sœurs, admire John McEnroe, aime les œillets et le rose et possède un sens faramineux de la géométrie tennistique. 到 Elle est capable d'expédier les

balles dans des

impr obables

grace à un

frappé à plat et

droit

angles

coup



à deux mains. Elle est 110 mondiale, pour pas longtemps. Autres signes distinctifs, la gamine américaine mesure 180 cm filiformes, et pèse 62 kg auxquels il faut aiouter 2 kg de perles multicolores tressées dans sa chevelure. Extraordinaire particularité, Venus Williams est - vieille -. Elle aura dix-sept ans

l'heure ou certains sports, dont le tennis, cultivent des athlètes bonsais et des prodiges précoces.

En fait, Venus est professionnelle depuis trois ans, mais ne compte pas encore trente matches joués à son palmarès. Elle n'a fait que de brèves apparitions dans des tournois américains, elle n'en a gagné aucun. Son père Richard, dont la légende raconte qu'il rèvait d'une fille championne de tennis avant même de l'avoir concue, a mis un soin jaloux à protéger sa fille du circuit, des agents

et des sponsors. Venus poursuit ses études, elle joue en double avec sa sœur cadette Serena, propulsée sur le circuit il y a un an. Au tournoi de Key Biscayne (Etats-Unis), où elle faisait son entrée, Venus Williams s'est amusée à faire sensation avec

en juin. Un âge canonique à son large sourire, sa décontraction inoxydable et son tennis flatteur. Venus a battu lennifer sa compatriote Capriati au deuxième tour avant de tomber face à la Suissesse Martina Hingis en quart de

> Joué au printemps, le tournoi de Key Biscayne accueille, à l'exemple des tournois du grand chelem, les deux circuits masculin et féminin pendant deux semaines. Deux mois après les Internationaux d'Australie, deux mois avant les Internationaux de France de Roland-Garros, il est un rendez-vous convoité par les joueurs et joueuses et par les spécialistes. Les premiers espèrent des prouesses porteuses de confiance et de respect à la veille de l'été ; les deuxièmes y repèrent les ten-

dances de l'année. Et là, chez les hommes, ils ont

pu observer une tendance au classicisme - version Pete Sampras, l'Américain, très à l'aise dans sa prestation de numéro un mondial depuis quatre ans - matiné de chaleur espagnule: le retour de l'Espagnol Sergi Bruguera, double vainqueur de Roland-Garros 1993 et 1994, après deux saisons gachées par des blessures.

RÉVOLUTION FÉMININE

Chez les femmes, en revanche, il s'agit d'une belle révolution. Elle était attendue depuis le début du tournoi. Lundi 31 mars, au classement de l'Association des joueuses professionnelles, Martina Hingis devient numéro un au classement mondial, succédant ainsi à l'Allemande Steffi Graf, titulaire du poste depuis le 25 novembre 1996 et qui l'a déjà occupé en 1995. A seize ans, la Suissesse devient la plus jeune numéro un de l'histoire du tennis et se déclare prête à tenir son rang quelques

Depuis le début de l'année, la demoiselle prodige s'est offert sa première victoire dans un tournoi du grand chelem en Australie. Elle a gagné vingt-six rencontres d'affilée, et donc tous les tournois

qu'elle a disputés. La future nouvelle numéro un mondial a adoré son nouveau costume. « Oui, je suis imbattable, a-telle déclaré. C'est assez drôle de voir que tout le mande scrute ma première défaite. Mais, vous savez, je suis la même à seize ans qu'à quinze ans: heureuse. Et heureuse de jouer au tennis. » Martina la surdouée succède à une absente. Steffi Graf panse toujours ses blessures et devrait revenir pour la saison de terre battue en avril. Reconquérir son titre lui sera difficile. Victorieuse à Roland-Garros, Wimbledon et Flushing Meadow. elle a des centaines de points à dé-

fendre. Il n'empêche, le circuit féminin, habitué aux duels Navratilova-Evert ou Graf-Seles, s'étoffe et a de l'allure. Elles sont une dizaine à porter haut ses couleurs. L'Américalne Monica Seles, de retour après deux mois de convalescence - à cause d'un auriculaire cassé, cette fois-, Arantxa Sanchez-Vicario et Conchita Martinez - en délicatesse avec leurs épaules et leur moral -, Jana Novotna, à la trentaine triomphante, sont devenues d'excellents faire-valoir aux

jeunesses Hingis ou Williams. Et puis, il y a Jennifer Capriati, pimpante ancienne sur le retour. Et puis encore la Roumaine Irina Spirlea. Enfin, les Françaises, ragaillardies par Yannick Noah en Fed Cup (l'équivalent féminin de la Coupe Davis) et qualifiées pour les demi-finales en espérant la vic-

toire, ont des ambitions. Natbalie Tauziat. « vétéran » encore d'attaque, reste une valeur sûre, quand Alexandra Fusal ou Sandrine Testud se sont découvert des ailes et des talents en battant Anke Huber, cinquième joueuse mondiale et Arantxa Sanchez-Vi-

cario, classée troisième. Comme Martina Hingis et Venus Williams, elies attendent Paris et Roland-Garros avec impa-

Bénédicte Mathieu

La revanche de Thomas Muster

L'Autrichien Thomas Muster, numéro 2 mondial, a pris sa revanche sur le sort en s'imposant en trois sets 7-6 (8/6), 6-3, 6-1, face à l'Espagnni Sergi Bruguera, 35º mondial, dimanche 30 mars, en finale du tournni de Key Biscayne. Dans ce duel entre deux spécialistes de la terre battue, disputé sous une forte chaleur, Thomas Muster a usé de sa puissance pour remporter sa 12 victoire sur Sergi Bruguera. Tombeur du numéro 1 mondial Pete Sampras en demi-finale, l'Espagnol a laissé passer sa chance à la fin de la première manche, lorsqu'il n'a pas su profiter de deux balles de set dans le jeu décisif. En 1989, déjà qualifié pour la finale du tournoi de Key Biscayne, Thomas Muster avait été contraint de laisser Ivan Lendi Femporter sans jouer : la veille, l'Antri-chien avait été renversé par un chauffard, et cet accident l'avait tenu éloigné des courts pendant plus de six mois. « Après Roland-Garros, c'est probablement la plus grande victoire de ma currière. Aujourd'had justice m'a été rendue », a déclaré le champion autrichien. - (AFR)

Une championne précoce

La nouveile numéro un mondiai a été très précoce puisqu'elle a selon son entourage, tenir une raquette de tennis des l'age de trois ans et qu'elle a même ele inscrite à son premier Tournoi à cinq ans

• 1980. Naissance de Martina Hingis, le 30 septembre, à Koslce (Slovaquie). Son père, Karol Hingis, est professeur de tennis et administrateur du club de celle ville.

• 1988. Depuis cette date, elle

réside à Trubbach (Suisse), où sa mère, Mélanie Molitor,

l'entraine. • 1994. Le 14 octobre, elle devient joueuse professionnelle après avoir remporté le tournoi junior de Wimbledon. 1996. Demi-finaliste à

l'US Open. • 1997. Un succès en Grand Chelem aux Internationaux d'Australie à Melbourne. Invaincue lors de 5 tournois (Sydney, Melbourne, Tokyo Paris, Key Biscayne) avec 26 matches gagnés. Numéro nn mondial

à partir du 31 mars 1997 (399 le 21 mars 1994] après sa victoire rapide (6-2, 6-1) sur l'Américaine Monica Seles, tête de série nº 4, en finale du tournoi de Key Biscayne, en Floride. ■ Les gains, dans sa déjà longue carrière, se chiffrent à plus de 2 millions de dollars plus de 11 millions de

Jacques Villeneuve remporte à l'arraché le Grand Prix du Brésil

L'arrivée en compétition des pneus japonais Bridgestone a modifié les données de la course

Le pilote canadien Jacques Villeneuve (sur Williams-Renault) a remporté, dimanche 30 mars à ner : il a bénéficié du second départ, alors Sao Paulo, son premier Grand Prix de formule 1

de la saison. Sa victoire a été difficile à se dessi-ner : il a bénéficié du second départ, alors qu'une grosse erreur lors du premier l'avait conduit dans le sable. Les nouvelles écuries équipées de pneumatiques du fabricant japo-nais Bridgestone ont paru en avoir tiré profit.

était admirablement préparée par

une équipe dont l'avenir dépend de

plus en plus de la seule volonté de

la famille Benetton de continuer à

se faire un nom pour mieux vendre ses produits. Et Gerhard Berger n'a

cessé de menacer Jacques Ville-

neuve pendant les vingt derniers tours de la course, pour finir à

L'ambitieux transfuge des

courses sur circuit nord-améri-

caines a, par ailleurs, vu s'éloigner

au Brésil tout risque, dans l'immé-

diat, que Heinz-Harald Frentzen

lui dispute la place de premier pi-

lote au sein de son écurie, alors

que Frank Williams n'aime rien

tant que faire éclore les talents. Les

difficultés du pilote allemand à rééditer, à Sao Paulo, son bon

comportement de Melbourne si-

gnifient peut-être aussi que les Wil-

liams-Renault ne vont pas rester

cette saison aussi dominatrices que

A cette première mauvaise nou-

velle pour Jacques Villeneuve

pourrait s'en ajouter une autre.

Celle-ci est venue d'un élément

que l'on savait essentiel à la réus-

site en formule 1, mais que le mo-

nopole de fait du manufacturier

américain Goodyear n'avaît pas

permis de mesurer depuis plusieurs

L'inattendue troisième place

d'Olivier Panis sur sa Prost-Honda

ainsi que la bonne tenue, jusqu'à la

moitié de la course, de Damon Hill

sur sa TWR-Arrows montrent que

l'arrivée des pneus japonais Brid-

gestone pourrait bien troubler le

condes pour que le pilote français

ne réédite son exploit du Grand

Prix de Monaco en 1996. Ce sont

celles qui ont permis à Jacques Vil-

leneuve de conserver de justesse la

Tirant le bénéfice de la résistance

de ses pneus sur la piste bosselée d'interlagos, Olivier Panis était re-

venu tout près du Canadien en ne

ravitaillant qu'une fois. Les nou-

velles stratégies rendues possibles

par les gommes japonaises vont

donc apporter de salutaires incerti-

tudes aux quinze prochains Grands

Jacques Villeneuve, qui veut « du

spectacle », ne devrait pas s'en

plaindre. Mais le jeune Canadien

risque aussi d'y perdre la mâle as-

surance, parfois proche de l'arro-

gance, dont il avait fait preuve

jusque-là... en pilote trop sûr de

son fait.

jeu des écuries de pointe.

deuxième arrêt au stand.

Il s'en est fallu de qu

l'an dernier.

quatre secondes du vainqueur.

LA VICTOIRE de Jacques Villeneuve dans le Grand Prix du Brésil devrait le rendre plus modeste. On pourrait peut-être ainsi moins entendre le jeune pilote mettre en

doute la qualité du spectacle offert par les courses de for-29 mars). Car le

cinquième suc-FORMULE 1 cès du Canadien depuis son arrivée sur les circuits du championnat du monde doit beaucoup à la chance. Sans le blocage de la Stewart-Ford du Brésilien Rubens Barichello sur la grille de départ, les ambitions du vice-champion du monde 1996 de gagner, dimanche 30 mars, son premier Grand Prix de la saison auraient été anéanties à peu près aussi vite qu'en Australie, il y a trois semaines. Et, cette fois, Jacques Villeneuve n'aurait pas eu l'excuse d'avoir été poussé hors de la piste par un Eddie Irvine en folie.

Bénéficiant une nouvelle fois de la position de pointe, le pilote de la Williams-Renault n'a pas mieux réussi à Sao Paulo qu'à Melbourne à placer sa monoplace en tête dans le premier virage. Et c'est Michael Schumacher qui lui a donné la lecon. Le double champion du monde allemand a magnifiquement su mettre sa Ferrari à la corde dans la courbe au bout de la ligne droite des stands, pour profiter ainsi de l'inhabituel sens de rotation du circuit d'Interlagos, inverse de celui des aiguilles d'une montre.

ses côtés, Jacques Villeneuve commettait une grossière erreur en refusant de renoncer à la place supposée lui revenir. La force centrifuge l'envoyait piteusement dans l'herbe et le sable. S'il réussissait à traverser sans trop d'encombres ce vaste champ, c'était pour se re-

trouver dans l'anonymat d'un peloton, dont il allait être bien difficile de s'extraire. Toute honte bue, il venait de profiter de l'un de ces dégagements de sécurité qu'il dénonce souvent comme contraires à l'intérêt du spectacle pour reprendre tant bien que mal la

course, C'est là qu'est venu à son secours le drapeau rouge des commissaires, brandi pour interrompre le Grand Prix et redonner un nouveau départ. Mais cette seconde occasion de prouver sa dextérité dans le maniement de l'embrayage manuel ne devait pas être

nait une seconde par tour à tous ses adversaires. La qualité de sa monoplace semblait lui promettre une victoire facile. Maleré le ciel bas, tont risque semblait écarté d'un orage tropical qui aurait pu lui faire perdre le contrôle de sa voiture sous les trombes d'eau, comme l'an dernier.

LA MENACE DE GERHARD BERGER C'était sans compter sur les surprises de ce début de saison. Les McLaren-Mercedes se sont certes montrées beaucoup moins performantes au Brésil que ce que pouvait laisser espérer la victoire de

Premier podium pour l'écurie Prost

L'inattendue troisième place d'Olivier Panis au Grand Prix du Brésil est due sans aucun doute à la qualité des pnens Bridgestone qui équipent la monoplace française. Ce podium, le premier de l'écurie Prost depuis le rachat de Ligier, a évidemment fait le bonheur du quadruple champion du monde. « Après six tours, compte tenu de notre stratégie, je savais qu'Olivier Panis avait toutes les chances de terminer 2 ou 3, o déclaré Alain Prost à Sao Paulo. Au premier départ, alors qu'il avait passé le premier virage en 3 position, j'ai même pensé que nous pourrions gagner. Mais il y a eu le drapeau rouge. »

Les conseils d'Alain Prost, six fois vainqueur au Brésil, portent rapidement leurs fruits au sein de l'écurle. Celle-ci occupe maintenant la 5º place du championnat du monde des constructeurs et semble promise à un bel avenir. Les partenaires se précipitent d'ailleurs pour la sontenir. Le célèbre logo de la société Bic figure ainsi sur les monoplaces bleues depuis la semaine dernière.

plus favorable au Québécois. Car Michael Schumacher réussissait encore à le mettre dans le vent de sa Ferrari. Mortifié, le couteau entre les dents, Jacques Villeneuve pas la fin du premier tour pour profiter de la supériorité de la Williams-Renault sur la voiture italienne.

Le candidat à la succession de Damon Hill (son ancien coéquipier) pour le titre de champion du monde des pilotes aurait du alors vivre une course tranquille. Il pre-

David Coulthard en Australie. Les pilotes de l'écurie Benetton-Re-

Berger a fait preuve d'une fougue que ses trente-six ans et ses 196 Grands Prix ne permettaient pas toujours d'espérer. Sa voiture

nault ont, en revanche, manifesté une volonté de racheter les déceptions de Melbourne. Jean Alesi a permis de ne pas manquer ses ravitaillements pour décrocber une

Et, surtout, l'Autrichien Gerhard

du monde des pilotes 1. D. Coulthard (G-B) et Villeneuve (Can.), 10; 3. G. Berger (Aut.), 9; 4. M. Schumacher (All.), 8;

5. M. Hakkinen (Fin.), 7; 6. O. Panis (Fra.), 6. Classement dn championnat dn monde des constructeurs McLaren-Mercedes, 17 pts; Benetton-Renault, 10: 4. Ferrari. 8:5. Prost-Mugen-Honda, 6.

 Prochaine épreuve Grand Prix d'Argentine. Aires.

SOS Jeux de mots:

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

Laurent Boudouani conserve son titre WBA des super-welters

NET VAINQUEUR aux points de son challenger américain Carl Daniels, samedi 29 mars, à Las Vegas, le boxeur français Laurent Boudouani a conservé son titre mondial des super-welters (WBA), acquis en août 1996 aux dépens de l'Argentin Julio Cesar Vasquez. Handicapé par une douleur au bras gauche, une tendinite au coude survenue à l'entraînement, Laurent Boudouani a effectué un début de combat prudent pour ses grands débuts américains. Après plusieurs reprises d'un combat d'attente, le Français s'est finalement imposé en patron, avançant plus souvent sur son adversaire et le malmenant par des séries des deux mains. Il a ainsi accumulé les points à défaut de réussir le coup décisif. Cette victoire est la trente-cinquième - pour deux défaites - du Savoyard Laurent Boudouani. Dans le combat vedette de la soirée de Las Vegas, l'Américain Michael Moorer, champion IBF des lourds, a remporté, sous les huées du public, une petite victoire aux points sur son challenger inconnu Vaughn Bean. - (AFP.)

Nouvelles accusations de corruption contre un arbitre de football suisse

L'ARBITRE suisse Kurt Röthlisberger, radié à vie par l'Union européenne de football pour tentative de corruption (Le Monde du 29 mars), a annoncé sa décision de faire appel de cette sanction. Il a également menacé, dans un entretien publié samedi 29 mars par le quotidien de Lausanne Le Motin, de « dénoncer toutes les magouilles » au sein du football européen. « Des gens doivent trembler », déclare M. Röthlisberger, qui se dit « victime d'un règlement de comptes ». Il a jusqu'au 2 avril pour faire officiellement appel. L'ancien arbitre international aurait proposé de truquer le match du tour préliminaire de la Ligue des champions entre Zurich et Auxerre, en octobre 1996.

Le quotidien suisse alémanique Blick a accusé, dans son édition du 29 mars, Kurt Röthlisberger d'avoir proposé de truquer le match Suisse-Norvège du 10 novembre 1996 comptant pour les éliminatoires de la Coupe du monde 1998. Le chef de la rubrique sportive de Blick. Rainer Meier, affirme que M. Röthlisberger lui a téléphoné pour lui dire: « Je peux m'arranger pour que la Suisse gagne. L'arbitre est un ami o moi. » Selon le journaliste, l'arbitre suisse aurait proposé 100 000 francs suisses (environ 400 000 francs français). - (AFP)

■ CYCLISME : le coureur espagnol Marcelino Garcia (ONCE) a remporté dimanche 30 mars sa première grande victoire dans le Critérium international. Vainqueur, dans la matinée, de la deuxième étape de cette épreuve, le coureur des Asturies, âgé de 26 ans, a conservé le maillot jaune l'après-midi. Le Français Laurent Jalabert, vainqueur en 1996, a terminé à la deuxième place, devant son compatriote Pascal Li-

GOLF: l'Américain John Daly a annoncé ou'il allait suivre un programme de désintoxication antialcoolique au Betty Ford Center de Palm Springs, en Californie. Jeudi 27 mars, sous l'emprise de l'alcool, l'ancien vainqueur de l'Open de Grande-Bretagne, en 1996, et de l'Uspga, en 1991, avait détruit sa chambre d'hôtel. Il était engagé an Chamit des joneurs, disputé à Pontevedra Beach (F) trente ans, le golfeur de l'Arkansas a déjà été suspendu deux fois sur le circuit américain. - (AFP.)

La course

 Grille de départ Première ligne : Jacques Vilianeuve (Can., Williams-Renault), Michael Schumacher (All., Ferrari); ligne: Gerhard Berger (Aut., Benetton-Renault), Mika Hakkinen (Fin., McLaren-Mercedes): 3º ligne: Jean Alesi (Fr., Benetton-Renault), Olivier Panis (Fr. Prost-Mugen Honda). Leaders successifs Villeneuve du 1º au 45e tour ; Berger du 46° au 48°; Villeneuve

du 49º à l'arrivée. Meilleur tour en course Jacques Villeneuve (Can., Williams-Renault) 1 min 18 s 397 (197,089 km/h) au 28° tour. Arrivée 1. J. Villeneuve (Can., Williams-Renault); 2. G. Berger

(Aut., Benetton-Renault), à 4 s 190 ; 3. O. Panis (Fr., Prost-Mogen Honda), à 15 s 870; 4. M. Hakkinen (Fin., McLaren-Mercedes), à 33 s 033 : 5. M. Schumacher (All., Ferrari), à 33 s 731 : 6. J. Alesi (Fr., Benetton-Renault), à 34 s 020. Classement du championnat

2. Williams-Renault et

dimanche 13 avril à Buenos

Christophe de Chenay

RÉSULTATS FOOTBALL tête de la course après son Championnat d'Allemagne Vingt-chquième journée Duisbourg-Hambourg Sankt-Paul-Dortmund Stuttgari-Munich 1860 Bochum-FC Cologne Bayern Munich-Breme Bieleleld-Karleruhe

Classanant: 1. Bayern Munich, 52 pts; 2. Bayer Leverkusen, 50; 3. Borussle Dort-mund, 49; 4. VFB Stuttgert, 48; S. Karts-rute; 6. Bochum; 7. Schalke 04 Geisenkirnane; 6. Boenum; 7. Sename M. Gassanum-chen, 37; 8. Munich 1880, 35; 9. FC Cologne, 34; 10. Borussia Mönchenglad-bach; 11. Werder Britons, 32; 12. Anninka Bielefeld; 13. Hambourg SV, 30; 14. MSV Dusbourg, 29; 15. Fortuna Düsseklorf, 25; 16. Hansa Rostock, 24; 17. Sankt-Pauli Hamurg, 23; 16. Fribourg, 14.

Championnat d'Espagne Trente et unième journée Real Sociedad-La Corogne ٠..

AFFAIRE DE LOGIQUE PROBLÈME Nº 11

Comment les deux hommes

devront-ils procéder pour que

chacun mange à sa faim et que

l'alpiniste rénssisse son exploit

Solution

(Le Monde du 25 mars)

Le problème se modélise en

Chaque « tour » équivaut à

représentant les noubes par

un ruban de longueur n.

du problème nº 10

Elisabeth Busser

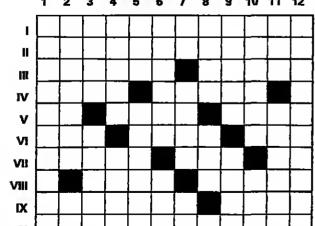
et Gilles Cohen

© POLE 1997

dans les temps prévus?

MOTS CROISÉS PROBLÈME Nº 97061

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12



HORIZONTALEMENT I. Berceau des Demoiselles d'Avignon. - II. Comme une loi Pasqua revue par Debré. - III. Se prend pour un rhinocéros. Découpa les mots. - IV. Support provisoire. Assurer l'endormissement. - V. Participe gai. Le copain d'Oliver. Se nos plaisirs. - VI. Poème lyrique. Ancien émirat. Cette unité n'a duré que quelques années. - VII. Une négation qui n'est plus à l'ordre du jour. Avait pris connaissance. Le place. Tout le poids d'une religion Mao. Badiane. Le samarium. - 8.

sur la tête. - IX. Pour monter correctement. Même les plus grands orateurs ont commencé par là. - Χ. A faire quand la première levée n'a

VERTICAL EMENT Descendre trop rapidement. – mettent à cinq pour satisfaire tous 2. En famille avec le canard. Personnel. - 3. Prit la mesure du retranchement. Jetée en cas de fuite. - 4. Attaché. Court de partout. - 5. Dans les pommes. Gardes pour toi. – 6. Dépassent les bornes. Morceau chrome. - VIII. A réussi à trouver sa d'histoire. - 7. Déjà en mesure sous

Des coups qui assurent des points. Période chaude. - 9. Attention de ne pas tomber dedans. Grand plat provencal. - 10. Compromettre sérieusement. Tire des traits. - 11. Arrose Strasbourg. Belle comme un coquillage. - 12. Interviendra si c'est trop lourd pour le premier.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 97060

HORIZONTALEMENT I. Adjudant-chef. - II. Diesel. Reine. - III. Anse. Lauréat. - IV. Peu. Bélier. - V. Trilogies. PC. - VI. Talons. Euh. - VII. Taeb (béat). Ré. Bibi. VIII. Es. Iliade. Is. - - IX. Uiyaoe (aeiouy). Durit. - X. Réalisa-

VERTICALEMENT

PRINTED IN FRANCE

 Adaptateur. - 2. Dîner. Asie. Jésuite. Ya. - 4. Use. Labial. - 5. Dé. Bol. Loi. -6. Allégories. -7. Alinéa. - 8. Truies. DDT. - 9. Cérès. Beur. - 10. Hier. Ei. Ri. - 11. ENA. Public - 12. Fétichiste.

St Blande est échte par la SA Le Monde. La rep

L'ascension fabuleuse

Un alpiniste s'apprête à tenter en solltaire une escalade fabuleuse qui est si difficile qu'elle doit durer quinze jours. La descente est aussi délicate que la montée et nécessite le même

Seulement voilà, chargé de tout le matériel d'ascension, un bomme ne peut transporter que 18 rations journalières (nouriture et eau).

Dans cette montagne, aucun refuge n'a été construit, pas question d'espérer retrouver le moindre paquet abandonné. Heureusement, l'alpiniste peut compter, s'il le souhaite, sur un sberpa, pour l'accompagner sur une partie de l'ascension, porter des provisions nu aller en cher-

Comme lui, son assistant peut se charger de 18 rations, comme lui, il en consomme une par

133, avenue des Champs-Elysées

75409 Paris cedex 08

une cnupe dans ce roban pour rendre juste les carrés nécessaires. Pour chacune des (n-1) subdivisions, il y aura deux possibilités: operer une coupe ou non. Pour la premlère subdivision, 2 cas, pour

la (n-1), 2 cas. Au total, nn dénombrera Commission pertains des journaux et publications n° 57 437

donc 2=1 façons de décnuper le ruban. Redressons les tours. en les assemblant côte à côte pour construire les maisons, Nons notennas 221 maisons. Soit, avec 4 cubes, 8 maisons Tél: 01 44 43 75 00 Fax: 01 44 43 77 30 et, avec 10 cubes, 512 maisons.

Tenerife-Real Madrid (Lind)

Attetico Madrid-Gijon (Lundi)

Classessent: 1. Real Madrid, 72 pts;

2. FC Barcelone; 3. Betis Sévite, 63; 4. Deportivo La Corogne, 60; 5. Atfetico Madrid, 52 (2 matches en moins); 6. Athetico Bibao; 7. Real Sociedad Saint-Sébastien, 47; 6. Valledoßd, 45; 8. Ténérife, 44 (1 m. en moins); 10. Vallence, 43; 11. Reacing Sentander, 41; 12. Ceita Vigo, 36; 13. Compostefie, 36; 14. Real Oviedo, 35; 15. Sporting Gijon, 35; 1m. en moins); 16. Saragosse, 33; 17. Payo Vallecano Madrid, 33; 18. Extremadura, 32; 19. Espanyol Barcelone, 31; 20. Logrones, 62; 21. FC Séville: 22. Hercules Alicante, 25. GOLF Open de Madère 1. P. Mitchell (G-B), 204; 2. F. Jacobson (Sub.), 205; 3. A. Coltart (G-B), 206. HANDBALL Coupe de France. Critell 101)-Chembery (01) ivry (D1)-Vil Finale Cretell-bry 19-18 HOCKEY SUR GLACE Championnat de France M1A Finale Amiena-Bresi RUGBY

Espanyol Barcsione-Betis Sévião Logrones-Athletic Bilbao Compostello-Extremadura

FC Seville-Valledolld

Saragosso-Celta Vico

Championnat de France Groupe A1 Biartiz-Périgueux 34-13 Classement: 1. Bourgoin, 36 pts; 2. Tou-touse; 3. Dax, 35; 4. Agen, 34; 5. Castres, 33; 6. Biarritz, 30; 7. Grenoble, 27; 8. Beziers, 25; S. Nimes, 22; 10. Périgu e Poule 2 Paris UC-Brive Classemen1: 1. Moniferrand, 35 pis; 2 Brive, 35; 3 Pan; 4 Toulon, 33; S Par-2 Brive, 35; 3. Pau; 4. Touton, 33; 5. Per-pignan, 32; 6. Bègles-Bordeaux; 7. Nar-toune, 31; 8. Colomiers, 29; 9. Paris UC; **VOLLEY BALL**

la deuxième, 2 cas, ce qui double le nombre de cas, pour Championnat de France Prote A 3-0
Partie UC-Avegoon 3-0
Pattiers-Montpellier UC 3-0
Classement: 1 Partis UC, 8 pts; 2 Portiers; 3. Montpetter UC, 6; 4. Avignon, 4.

Soleil et températures en hausse

UNE LARGE ZONE anticyclo-nique s'éteodant des îles Britanniques à l'Europe ceotrale protège, mardi, le pays des perturbations atlantiques. Seule la Corse, eo bordure d'une dépressioo située sur l'Adriatique, verra des ouages instables se former. Grace au flux de sud, le mercure sera à la hausse.

Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie. ~ Le soleil brillera toute la journée sur ces ré-gions. Une petite brise de oord tempérera les ardeurs do mercure sur les plages de la Manche avec 14 degrés. Ailleurs, il fera 18 à 20.

Nord-Picardie, fle-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Il fera très beau, et les cumulus de beau temps qui se formeront l'après-midi sauront rester discrets. Après les gelées blanches du petit matin sur Champagne-Ardenne, le thermomètre affichera 17 à 20 degrés dans l'intérieur, 13 à 15 sur la côte d'Opale.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le

PRÉVISIONS POUR LE 1er AVRIL 1997 Ville par ville, les minima/maxima de temp

NANTES NICE PARIS

RENNES

TOURS

ST-ETIENNE STRASBOURG TOULOUSE

CAYENNE FORT-DE-FR. NOUMEA

cootrarié l'après-midi par des nuages bourgeonnants peu déran-geants. Il fera de 17 à 19 degrés.

Poiton-Charentes, Aquitaine Midi-Pyrénées. - Ce mardi se déroulera sous un ciel vierge de tout muage et un solell éclatant. En milieu d'après-midi, on relèvera 20 à 23 degrés du oord au sud, un peu moins sur la côte aquitaine avec 18

Limousin, Anvergne, Rhône Alpes. – Le soleil régnera eo maître. Quelques nuages blancs viendront coiffer les sommets alpins l'après-midi. On prévoit 19 à

Languedoc-Ronssilion, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le ciel bleu sera encore au programme. Quelques rares ouages se formeront sur les Alpes du 5ud au fil de la journée, mais c'est sur la Corse, notamment orientale, que le ciel pourra se montrer temporairement nuageus. Il fera 17 à 19 degrés sur les plages, 20 à 22 dans

AMSTERDAM

BELFAST

BELGRADE

BERUN BERNE BRUXELLES

BUCAREST BUDAPEST COPENHAGUE DUBLIN

FRANCFORT GENEVE HELSINKI

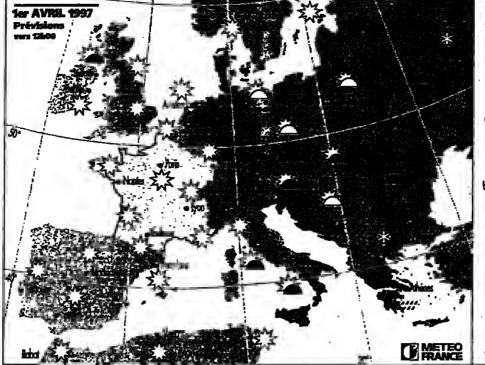
0/15 S 4/16 S 3/18 S 1/16 S

5/12 5 LLXEMBOURG

MADRIO MILAN MOSCOU MUNICH NAPLES OSLO

PALMA DE M. PRAGUE ROME SEVILLE SOFIA ST-PETERSB. STOCKHOLM TENEDICE

9/14 P 9/17 S 4/11 S 3/9 N 5/14 N 1/11 S 3/15 S



LE CAIRE MARRAKECH

NAIROBI PRETORIA RABAT

BOMBAY DIAKARTA DUBAI HANOH HONGKONG JERUSALEM NEW DEHLI PEKIN

SEDUL SINGAPOUR SYDNEY

19/24 P 16/24 S 22/29 S -1/6 S 21/25 S

11/15 5 13/15 F 0/4 P 6/10 P

BUENOS AIR.

LIMA LOS ANGELES MEXICO MONTREAL NEW YORK

SAN FRANCIS.
SANTIAGO OH
TORONTO
WASHINGTON
AFRIQUE
ALGER

2/12 5 5/23 5 4/20 5 -2/3 * 2/9 5 7/13 5 5/12 5 6/19 5

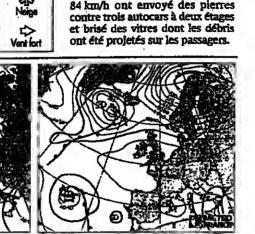
10/25 5 3/5 -2/4 4/13 5

13/29 5 11/24 5 16/27 5 15/23 6 11/24 5

26/36 S 24/32 ! 26/30 C 14/22 S 20/22 P 19/23 S 12/23 S 18/29 C

LE CARNET **DU VOYAGEUR**

FRANCE. Une nouvelle compagnie aérienne espagnole, Air-Nos-trum, s'est installée lundi 31 mars à l'aérogare-1 de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, pour assu-rer trois liaisoos hebdomadaires les lundi, mercredi et vendredi entre Paris et Saragosse (Espagne). Air-Nostrum opère avec des avions Pokker-50 dans la zone méditerranéenne et le nord de l'Espagne vers vingt-quatre destinations, notamment des lignes régulières entre Nice et Palma, Nice et Barcelone, Pau et Madrid. ■ ETATS-UNIS. Une violente tempête a balayé samedi 29 mars le centre spatial Kennedy à Cap Canaveral en Floride et a blessé une quarantaine de touristes. Le site de lancement a subi quelques dégâts mioeurs. Les vents soufflant à 84 km/h ont envoyé des pierres



AUTOMOBILE

BORDEAUX

LIMOGES LYON MARSEILLE

Ford sacrifie la légendaire Thunderbird

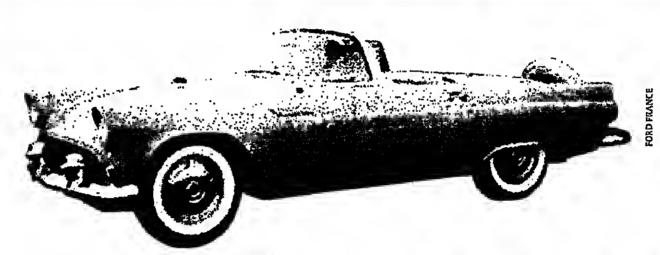
Voiture mythique apparue en 1955, la T-Bird n'était plus adaptée aux nouvelles tendances de l'automobile américaine

17 mars, en provenance de Detroit. Dans le cadre d'un plan d'économies prévoyant notamment la suppressioo de 2500 postes, Ford Motor Co a décidé de mettre un terme à la production de la Thunderbird. Autres sacrifiés sur l'autel de la rentabilité: le monospace Aerostar, le

coupé Probe et la Mercury Cougar. Le sang des aficiooados n'a fait qu'un tour. En version coupé et, surtout, dans sa variante cabriolet, la Thunderbird est un monumeot. Apparue en 1955 pour faire pièce à la Chevrolet Corvette - lancée en 1953 et dont, ironie du sort, General Motors vient de présenter une nouvelle version - la T-Bird restera comme

LA NOUVELLE est tombée le l'un des attributs les plus célèbres et les plus étincelants de l'Amérique insouciante et prospère des années 50. « She'll have fun, fun, fun til her daddy takes her T-Bird away » (« Elle va bien s'omuser jusqu'à ce chantaient en 1964 les Beach Boys...

Le mythe Thunderbird s'est construit pendant ses premières années de carrière. Début 1953. lorsque la Corvette se dévoile, la respectable maisoo Ford ronronne avec ses lourdes familiales. Or les européens Porsche, Jaguar et Mercedes commencent à exporter des petits roadsters agiles et sportifs qui plaisent aux ménages aisés, aux stars de l'époque et font rèver les



Reconnaissable à son « continental kit » (une roue de secours extérieure) du plus bel effet, la version 1956 de la Ford Thunderbird est la plus recherchée par les collectionneurs.

chose est en train de lui échapper. Dès septembre 1954, la Thunderbird est prête. Son nom - « l'oiseau de tonnerre » – évoque l'oiseau annonciateur de la foudre qui, dans la mythologie indienne, est synonyme de pluie, et donc de richesse. Ce faisant, Ford devance in extremis son éternel concurrent, qui devra se résoudre a baptiser « Firebird » la

nouvelle Pontiac. La première T-Bird est une merveille. Ses tignes soot basses, sveltes, élancées. D'inspiration très européenne, cette voiture est d'un glamour très raffiné avec son parebrise panoramique, ses pare-chocs fins dont les butoirs ressemblent à des tuyères, ses feux arrière ronds, son capot aussi interminable que son coffre et ses discrètes oules laté-

Choix atypique aux Etats-Unis, sa boite de vitesses est manuelle. Sous le capot, rugit un V8 de 198 chevaux. d'une cyliodrée de 4,7 litres. Ce roadster est vendu 2 944 dollars, soit dix dollars de plus que la Corvette,

cours de la première année, la Chevrolet ne se vend qu'à 700 exemplaires contre près de 15 000 T-Bird. En 1956, Ford décide de placer la roue de secours à l'extérieur du coffre, dans un superbe coffret arrondi. Aujourd'hui, les collectionneurs se disputent ce modèle, dont la valeur peut atteindre, en France, 200 000 francs.

EMPATEMENT ET DÉMESURE

Les choses se gâtent un peu avec la deuxième génération. En 1958, Ford décide de faire de la Thunderbird une quatre-places et non plus un roadster. Les lignes s'empâtent, les ailerons arrière émergent plus nettement et les pare-chocs s'épaississent. Comme toute la production américaine de l'époque, la voiture commence à cultiver la démesure. Entre 1955 et 1963, elle grandit de 76 centimètres, grossit de 600 kg et sa motorisation gagne cent chevaux

Impossible, pourtant, de faire la fine bouche devant le coupé Thun-

- concessioonaire Ford de père en fils à Chelles (Seine-et-Marne) -, sa carrosserie crème et soo intérieur vert amande avec un petit rétroviseur fiché comme une virgule au milieu du pare-brise. Hélas, les 300 chevaux du V8 qui sommeillent sous le capot ont rarement l'occasion de s'ebrouer. Il est vrai que, si l'oo sollicite un tant soi peu l'accélérateur, on consume vite 20 litres aux cent kilomètres. Ce coupé qui, il y a

trente-six ans, disposait déjà d'une commande électrique pour lever les vitres (et régler le siège du conducteur) réclame quelques précautions. « C'est une voiture souple, confortable et puissante - 37 chevaux fiscaux -, mais dont la torme et demie peut jouer des tours. S'ils sont trop sollicités, les freins à tambour se fatiguent très vite », prévient Robert Dubos.

La T-Bird d'après 1964 ne suscite plus l'enthousiasme des connaisseurs. Ceux-ci la délaissent au profit du nouveau mythe que constitue alors la Ford Mustang (dont on peut

n'est pas proche). Embourgeoisée, devenue une sorte d'Elvis Presley vieillissante de l'automobile américaine, la Thunderbird n'en a cure. En 1977 - l'année de la mort du King -, elle bat tous ses records de vente, avec 322 517 unités. Mais ensuite les ventes déclinent. Ford présente le modèle 1997 comme un « coupé de sport américain classique

et obordoble à propulsion arrière ». La banalité de la formule en dit long sur la perte d'aura de cette voiture qui s'est tout de même vendue en 1996 à 80 000 exemplaires Résultat insuffisant, répondent les très rationnels dirigeants de Detroit, décidés à coller à un marché qui plébiscite les 4 x 4, les minivans et les oick-up. Chez Ford, on murmure toutefois qu'un nom aussi mythique que la Thunderbird réapparaitra probablement dans quelques années. « L'oiseau de tonoerre », comme le phénix, renaîtra un jour de ses cendres.

Jean-Michel Normand

ABONNEZ-VOUS et économisez jusqu'à 294 F

1 AN - 1890 F au lieu de 2 184 F*

2 086 F

1 AN



BULLETIN - RÉPONSE Oui, je snuhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante : ☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1 038 F ☐ 1 AN - 1 890 F au lieu de 1 092 F au lieu de 2 184 F

Je joins mon réglement soit : par chèque bancaire nu postal à l'ordre du Mnnde ☐ par carte baπcaire N° [[] [] [] [] [] [] Date de validite Signature: Cude pustal: ____ Pays: .. ______

1 123 F 1 560 F au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au ven

2 960 F

Le futur pneu Michelin est insensible à la crevaison

(PAV) marquera-t-il autant l'histoire automobile que l'inventinn de la structure radiale, eo 1946? Michelin, qui vieot de concevoir ce pneumatique révolutionnaire à l'appellation épigmatique, eo est persuadé. En cas de crevaison, assure la firme de Clermont-Ferrand, le PAV offre la possibilité de parcnurir 200 kilomètres à 80 km/h aux conditions de charge maximales du véhicule. L'efficacité de ce pneu est telle qu'il imposera l'installation d'un « détecteur de perte de pression » capable d'infurmer le conducteur, grâce à un témoin lumineux, qu'il vient d'être victime d'une crevaison.

L'accrochage vertical concerne l'enveloppe du pneu. Réalisée se-Inn un dessin particulier, celle-cl « colle » à la jante en toutes circonstances. La conception du PAV

LE PNEU à accrochage vertical interdit au taloo du poeu de quit-PAV) marquera-t-il autant l'his- ter son logemeot, même si la tensioo exercée dans la carcasse est très importante.

Le nouveau Michelin se caractérise également par des flancs plus courts, d'nù une plus grande rigidité transversale et davantage d'espace laissé au logement des freins. Le diamètre extérieur des roues peut donc être plus petit, ce qui libère aussi davantage de volume pour l'habitacle et permet d'abaisser le centre de gravité de la

A MOINS DE 80 KM/H A l'intérieur du PAV, un insert

spécial, sorte d'appui reposant sur la jante, contribue à assurer la bonne tenue du pneu en cas de crevaison. « A pressian nulle, en maintenant la vitesse du véhicule en deçà de 80 km/h, la voiture conserve

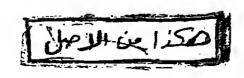
un comportement sain - c'est-à-dire cantrólable par tous les utilisateurs - en ligne droite, en virage, en cas de freinage brutal ou lors d'une manœuvre d'évitement », assure-t-

oo chez Michelin. Présenté au Sainn de Genève sur deux « concept-cars » (la Renault Pangéa et l'Opel Signum), ce pneu sera commercialisé dans moins de cinq ans, indique le manufacturier, qui aloute que les cootacts pris avec les coostructeurs automobiles soot prometteurs.

Pour l'heure, Michelin vient de lancer la deuxième génération de ses pneus Energy à sculpture asymétrique afin d'améliorer l'adhérence sur sol mouillé. Grâce à une mnindre résistance au roulement, la consommation est, en principe, réduite.

J.-M. N.

HYUNDAI: le constructeur coréen commercialise une version 1,6 litre de son coupé, présenté lors du dernier Mondial de l'automobile avec une motorisatioo 2 litres. Ce modèle est proposé en deux finitions, dont les prix débutent respec-tivement à 99 000 et à 112 000 francs. LOTO: résultats des tirages nº 26 du samedi 29 mars 1997. Premier tirage: 8, 15, 25, 28, 42, 47, ouméro complémentaire: 43; rapports pour 6 bons ouméros: 5 322 125 F; pour 5 bons numéros, plus le complémentaire : 64 355 F; pour 5 bons numéros: 6545 F; pour 4 bons oumérns: 141 F; pour 3 bons numéros: 15 F. 5econd tirage: 16, 20, 29, 36, 44, 48, numéro complémentaire : 14 ; rapports pour 6 bons numéros 26 023 325 F; pour 5 hons oumérns plus le complémentaire : 126 715 F; paur 5 boas numéros: 7 175 F; pour 4 bons numéros: 179 F; pour 3 hons ouméros:





toujours prêt à expérimenter, qui

des motifs montagnards, des grands sin est réduit au plus simple. ● VERS formats avec des effets de lumière. Dans les années 1900, il pratique le divisionnisme, l'aplat à la Gauguin, la couleur quasi matissienne, le des-

1906, il pousse cette idée à l'extrême, peint par stries, bandes et taches, anticipe la mesure de Van Gogh. Giovanni Giacometti engendra aussi une

lignée d'artistes. Il eut quatre fils: Diego qui fut décorateur et bronzier, Ottilia, Bruno qui devint architecte, Alberto, sculpteur, peintre et dessi-nateur, le plus célèbre.

Giacometti, l'autre, le père

Au Musée cantonal des beaux-arts de Lausanne, une rétrospective, la première, retrace la carrière de l'un des grands peintres suisses (1868-1933).

Doté d'une grande liberté d'esprit, cet infatigable expérimentateur a aussi souffert de la gloire de son fils

Musée cantonal des beaux-arts, palais de Rumine, 6, place de la Riponne, Lausanne. Tél.: 00-41-21-312-83-32. Du mardl au dimanche de 11 heures à 17 heures, le jeudi jusqu'à 20 heures. Jusqu'au I" juin. Catalogue Illustré, 264 pages.

LAUSANNE

de notre envoyé spécial C'est une histoire de famille. Il était une fois un patissier appelé Alberto Giacometti, né en 1834 à Stampa, dans le Val Bregaglia, en Suisse. Il exerca ses talents à Varsovie et à Bergame, puis revint à Stampa épouser Ottilia Santi, dont les parents possédaient une boulangerie - quoi de plus normal pour un patissier que d'épouser une boulangère? Ambitieux, ils firent de la boutique un hôtel, l'Albergo Piz Duan. Ils eurent six enfants, parmi lesquels un pătissier, un jardinier, un banquier et Giovanni. Glovanni, qui naquit le 7 mars 1868, était le deuxième. Ce fut aussi le plus célèbre.

En 1900, il épousa Annetta Stampa, la fille aînée et « noiraude » de l'instituteur de Stampa. lls eurent quatre enfants, Alberto - prenom du grand-père -, Diego, Ottilia - prénom de la grand-mère - et Bruno. Ce dernier fut archltecte, Diego décorateur et bronzier, et Alberto fut Alberto Giacometti, sculpteur, peintre et

Des photographles des années 10 montrent la famille assise dans l'herbe. Alberto et Diego se reconnaissent à leurs cheveux abondants et frises, héntage d'un père qui tirait quelque fierté de sa chevelure et de sa barbe blond roux. Il en tirait de beaux jeux dans ses autoportralts. Giovanni Giacometti, fils d'Alberto le patissier et père d'Alberto le sculpteur,



« Autoportrait devant un paysage hivernal », 1899, huile sur tolle 40 X 60.

était peintre en effet. l'un des plus prolixes et des plus résolus que la Suisse ait compté au tournant du siècle, l'un des plus célèbres aussi.

Or ce peintre intéressant a durement souffert de la gloire de son fils, si ce n'est de ses fils. Les blographes d'Alberto le nomment et hui rendent un hommage évasif et pressé, ils lui reconnaissent le mérite d'avoir placé entre les mains de son fils des tubes et des brosses dès son enfance, voilà tout. Un parallèle s'esquisse : M. Ruiz remet à son fils Pablo Picasso ses instruments de peintre et renonce à l'art; M. Giacometti, un quart de slècle plus tard, fait de même, vaincu par sa postérité. Ce paral-Ièle est faux : si Picasso a eu rapidement raison des tentatives

picturales de son père, professeur dans des écoles des beaux-arts, Giovanni Giacometti, campé sur son œuvre, n'a pas renoncé. Dans les années 20, Giovanni et

Alberto ont travaillé ensemble, sur les mêmes motifs alpestres et devant les mêmes natures mortes dans l'atelier, lis ont posé l'un pour l'autre, le fils pour des dessins et des peintures innom-brables, le père pour quelques huiles et des sculptures, bustes qu'il arrive ensuite au modèle d'introduire dans ses tableaux, de sorte que le va-et-vient de l'un à l'autre n'en finit pas.

Comme il se doit, la rétrospective que le musée de Lausanne consacre à Giovanni s'achève sur une salle où les deux protagonistes se retrouvent et où il devient impossible de s'interdire le jeu des comparaisons. Elles suggerent que, vers 1930, Alberto pratique une touche serrée, dure, appuyée quand Glovanni peint largement, avec souplesse, avec lyrisme. Il cultive le fo presto et une virtuosité qui ne déteste pas l'exhibitionnisme quand son fils refuse ces effets de style et semble essentiellement préoccupé de simplicité et d'épuration. Manière pour lui de se débarrasser de la tutelle esthétique paternelle? Probablement.

Pour autant, on aurait tort de réduire leur histoire à une petite fable cedipienne pour psychanalystes pressés et tort de réduire l'exposition à sa dernière salle. Dans toutes les autres apparaît assez a son avantage - un artiste qui fait preuve, tout au long de sa carrière, d'une grande liberté d'es-

prit et d'une énergie infatigable. Il

Les séances dans l'atelier

Alberto Giacometti a raconté les séances dans l'atelier du père et leurs désaceords: « Par exemple, mon père, qui faisait des portraits d'après nature, faisait des portraits grandeur nature tout ò fuit Instinctivement, même si je posais à trois mêtres. S'il faisait des pommes, il les faisait grandeur nature. Et moi, j'ai dessiné une fois dans son atelier - j'avais dix-hult, dix-neuf ans - des poires qui étaient sur une table, à lo distance normale d'une nature morte. Et les poires devenaient toujours minuscules. Je recommençais, elles redevenaient toujours exactement de la même taille. Mon père, agacé, o dit: " Mais commence à les faire comme elles sont, comme tu les vois!" Et il les o corrigées. J'ai essayè de les faire comme ca et puis, malgre moi, j'oi gomme et elles sont redevenues une demi-heure après, exactement au millimètre. de lo même taille que les preignore le renoncement et déteste l'habitude. Il veut connaître, comprendre, voir par lui-même. expérimenter, tenter l'impossible. Il lui arrive d'échouer. Il lui arrive de se tromper, mais, quand il se trompe, c'est largement, jusqu'au bout, sans aucun goût pour le

Dans les années 1890, après une formation plutôt conventionnelle, il se rallie à la peinture claire, l'impressionnisme, le plein air. Il se donne pour maître l'italien Segantini, qui jouit alors d'une célébrité internationale mais meurt dès 1899, et pour ami Cuno Amiet, qui a côtoyé les élèves de Gauguin à Pont-Aven en 1892. S'appuyant sur ces deux alliés, peignant en leur compagnie dans le Val Bergaglia et en Engadine, il se met au travail.

Motifs montagnards, grands formats, effets de hunlère: Giacometti méprise le danger. Il aime les reflets blenâtres sur la neige, les cieux bleu vif au-dessus des champs jaunes et roux. En 1899, SOD Autoportrait devant un paysoge hivernol le révèle tel qu'en luimême: un jeune bomme aux lèvres purpurines, aux yeux grand ouverts, à l'expression farouche. Il occupe le centre et le premier plan de la toile, la tête couverte d'un bonnet qui lui donne un faux air médiéval. Derrière lui, les chalets, les montagnes, la neige. Il affirme sa présence. Il se reconnaît le droit de tout oser et de tout braver, jusqu'au ridicule.

De cette licence, il abuse, Pour vivre, il accepte des commandes de toiles décoratives pour palaces. Il y vante la beauté des cantons helvétiques sans vergogne. Les sapins sont hauts et verts, les prés très verts et très fleuris, les cimes altières, les horizons immaculés. Cet impressionnisme touristique se compromet dans des panoramas qui font songer à ceux qui, jadis, dans les gares, devaient attirer le voyageur à Evian, Megève ou Luchon. Glacometti leur a dü d'améliorer ses finances et de conquérir un premier public d'amateurs.

Il leur a dû aussi de pouvoir, librement, tenter des expériences plus intéressantes. Dans les années 1900, il pratique le divisionnisme, l'aplat à la Gauguin, la couleur quasi matissienne, le dessin réduit au plus simple - tout cela en désordre, au gré des motifs. Chaque fois, il pousse l'essai à son paroxysme. Le divisionnisme l'incite à dissoudre les formes et à se basarder du côté des barmonies à deux on trois tons proches, un

rose, un violet et un orangé. Du modèle nu ne reste qu'une silhouette devorée par la couleur Il « gauguinise » avec la même ardeur et découvre, à Stampa, des scènes bretonnantes, avec vaches blanches, rochers mouchetes et arabesques.

Vers 1906, il pousse l'idée à l'extrème, peint par stries, bandes et taches. Il fait mieux : lisant la correspondance de Van Gogh, il recopie la composition de son Pont de Longlois et l'interprète avec un jaune citron et un rose tendre plus vifs que l'original lui-même. Or, à cette date, n'ont pris la mesure de Van Gogh que les avant-gardes parisienne et allemande, Derain, Vlamlnck, Kirchner, dont Giacometti semble très éloigné

Il veut connaître, comprendre, voir par lui-même, tenter l'impossible. Quand il se trompe, c'est largement, sans aucun goût pour le compromis

Jusqu'à la fin de sa vie, jusqu'au dialogue avec Alberto, il ne faiblit pas sur ce point. Tput en exécutant avec son habileté habituelle des portraits aimables, tout en produisant des vues de jardins et de lacs gentiment décoratives, il continue ses exercices atypiques, flirte en secret avec le fauvisme et rôde aux marges de l'expressionnisme.

Autrement dit: il ne s'interdit rien, il refuse d'adhérer à une école, il ne veut pas se laisser embaumer vivant dans la posture du grand peintre suisse officiel, gloire nationale et poète de la patrie alpestre. La Lampe de 1912 - portrait de la famille - et la vue de Soint-Moritz de 1916 sont de ces toiles en décalage, preuves d'une liberté qui se débat contre le succès et l'âge. S'il est une leçon qu'Alberto a entendue, ce fut celle-ci: une lecon d'indépendance, à laquelle il est demeuré irréprochablement fi-

Philippe Dagen

Au rendez-vous des grands hommes

La Fondation de l'Hermitage accueille la collection de Rolf et Margit Weinberg

« Du Greco à Mondrian, une collection privée suisse », Fondation de l'Hermitage, 2, route du Signal, Lausanne. Tél.: 00-41-21-320-50-01. Du mardi au dimanche de 10 heures à 18 heures; jeudi jusqu'à 20 heures. Jusqu'au 27 avril.

LAUSANNE

de notre envoyé spécial Rolf et Margit Weinberg appartiennent à l'anstocratie secrète et surprenante des collectionneurs suisses. Aucun pays ne peut se flatter d'une concentration aussi dense d'amateurs vraiment très fortunés - industriels, banquiers, entrepreneurs, médecins - et de galeries vraiment très privées qui dépassent de loin le niveau moyen d'un musée des beauxarts d'une ville française.

Lequel se vanterait de posséder à la fois une crucifixion du Greco, un ensemble hors du commun de Degas, des Cézanne, des Picasso et des Matisse remarquables, et asset de toiles pour décrire à peu complètement l'histoire de l'abstraction dans le premier tiers du siècle, de l'avant-garde russe au néoplasticisme en passant par Segal, Torres-Garcia et Léger?

Or c'est ce que contient la coilection Weinberg que ses propriétaires ont consenti à révéler. A chaque étage de la villa de l'Hernitage, cossue, très cossue, la mane expérience se répète : Ah l c'en donc eux qui ont ce - (ici, un noin propre illustre) - que l'on ne connaissait jusqu'iei que par la oproduction | Oui, c'est à eux, La Lecture de Paul Alexis che: Zola, ce

Cézanne de jeunesse aussi important pour l'histoire des lettres que pour l'histoire de l'art. Elle est à eux, Lo Loge de théôtre, ce Vallotton cadré de façon si incongrue. Elle est aussi à eux la Noture morte: buffet et table de 1899 qui témoigne de l'usage rebelle que Matisse faisait alors do divisionnisme à la Signac. A eux, la Composition oux plons de couleurs pures sur fond blanc, Mondrian archicélèbre et sublime de 1917. A eux Casagemos dons son cercueil, Picasso antoblographique de 1901. A eux... On n'en finirait pas. il faudrait recopier tout le catalogue, plus de quatre-vingts titres. Ce serait fastidieux, à la

OPULENCE

Devant une telle opulence, des choix si surs, une telle réunion de tableaux de premier ordre, le critique est désarmé. Il se fait badaud, d'une toile à l'autre, en retenant ses eaclamations. Il apprécie aussi que les Weinberg sachent acheter des œuvres rares de peintres méconnus en France, Menzel, Corinth, Beckmann.

Parmi elles se distingue une très étrange vue de salle des machines dans une usine de Corinth, où la peinture affronte le motif mécanique moderne -et par conséquent affronte la photographie. Parmi elles aussi une nature morte sensuelle et symbolique de Beckmann et... Non, plus d'énumération. Qu'il suffise de dire que cette exposition laisse pantois et terriblement envieux.

Campus recherche studios en plein Paris ON VA COUPER le sifflet aux studios Campus. Studios de création musicale - répétition, enregistrement, resto-bar -, c'était le lieu de passage des musiciens du monde, rock, chanson, rap, jazz, traditionnel, musique africaine, etc. Rue Froment, dans le

11º arrondissement de Parls, pas loin de l'Opéra-Bastille, les murs sont couverts de crobards rupestres. A l'intérieur, dix studios acoustiquement surs, bien pourvus en matos, ouverts aux amateurs et aux stars, pas chers. En décembre 1996, leur bail vient à expiration. Le propriétaire des murs (Fédération française de basket, FFBB) veut les reprendre pour en faire des bureaux. Campus est en position d'occupant irrégulier.

Campus date de 1985. Le ministre de la culture (Jack Lang) affecte, pour dix ans, des locaux aux musiciens de rock. Ils représentent aujourd'hui un tiers des activités. Dix ars plus tard (1995), à la fin du premier bail, le ministre (Jacques Toubon) propose une solution transitoire d'un an. C'est l'époque un peu oubliée de la « Lettre aux jeunes » (par Edouard Balladur). Dans la négociation, le loyer double (de 350 000 francs, il passe à 700 000 francs par an), à charge, pour les ministères de la culture et de la jeunesse et des sports, d'acquitter la différence, avant de re-

loger Campus. Dans Paris. Quatre mille musiciens par an répètent, jouent, se croisent, enregistrent à Campus. Les photos épinglées témoignent: Chico Buarque, CharlElie Couture, Salif Keita, Mory Kanté, Jac Berrocal, Touré Kunda, Cheb Kha-

der, Didier Lockwood, Sixun, NTM, Alpha Blondy, Joan Baez, Arthur H., Richard Gallia-no, ou, en visiteur, Screamin Jay Hawkins... La musique africalne des années 80 s'est élaborée ici. Aiouter à cela les Inconnus, les espoirs de garage, les rappeurs de banlieue, des percussionnistes antillais, pas mai de cadres dynamiques qui se tapent une heure de hard rock comme on irait au golf, tous les assoiffés de musique qui répètent ici au prix bas (à partir de 30 francs de l'heure) : en box, avec table de mixage, équipement, batterie sur place. La coupe géologique des musiques pratiquées à Campus est un fragment d'histoire: histoire de la ville, de Paris, du pays et, en passant, du monde actuel.

« IL FAUT TENIR »

Campus souhaite rester en plein Paris. Les offres ne manquent pas : de banlieue, de province, où des municipalités créent aujourd'hui des studios. C'est un style et sans doute un devoir. La réussite de Campus est hors norme. On se paie peut-être un outil symbolique, on n'achète pas un Imaginaire. Le basket, lul, veut récupérer ses murs pour installer des bureaux bien réels. On propose donc à Campus le Zèbre, cinéma désormais abandonné à Belleville (trop petit) ou les morgues du 19º (mal adaptées). Jean-Francois Pauvros est le président de l'association Terrain d'entente qui gère l'affaire (loi 1901), quitariste free rock tendance Hendrix en moins académique, acteur longligne aux mensurations, d'ailleurs, de basketteur, poète, entreprenant pas très entrepreneur: « Le tout, c'est de tenir, d'obtenir ce droit de donner un lieu à bas prix qui réponde à l'attente, de proposer l'outil de création dons Paris. On o tous connu les répétitions en porking, en box loués par des fumiers, en entrepôts insalubres. Compus doit continuer de répondre. L'affoire se déroule sur fond de misère. Plein de lieux ferment, lo Ropao, La Jonque chinoise, Le Limonoire... Il faut tenir. »

Le directeur de la Fédération de basket, Francis Flamme, s'en tient au droit. Il s'en remet aux pouvoirs publics et attend la réunion de décision prévue le 14 avril. Comme Campus, dans le même temps, pour des raisons assez différentes, sa fédération a pris du poids. Allégorie parfaite. Il souhaite que Campus continue. La mobilisation de la profession et des amateurs joue son jeu. Pau-VIOS: « La Mono Negra o commencé ici, Aloin Chamfort et les Gospel Voices sont ici à tout bout de chomp, c'est le rolliement du reggoe, du blues, du funk, du jozz, je joue avec Wasis Diop, les uns les autres, on s'opprend des plans... » Trois musiciens danois passant à sa hauteur: « Pauvros, lo France, ço va pas si mol, si c'est toi qui présides ici, c'est plutôt bon signe. » Pauvros à la tête d'une présidence c'est vrai - quelle qu'elle soit, avec sa dégaine de grand échalas, c'est un peu Jacques Prévert à la tête du Crédit lyonnals. Ce qui n'irait d'ailleurs pas plus mal. La preuve, c'est Cam-

Francis Marmande

Les métamorphoses de Desgrandchamps

Entre organique, minéral et végétal, une peinture du trouble présentée à la Galerie Zürcher

DANS SON ATELIER lyonnais, Marc Desgrandchamps tente d'étranges expériences bioloriques. Elles tiennent de la greffe, du cionage, des hybrides et de la transmutetion tels qu'ils se pratiquent dans certains laboratoires. D'une pierre, le peintre fait une cervelle : d'un arbre un écorché aux veines bleues et rouges; d'un pied un torse; d'un buisson une femme oue. A moins que ce ne soit l'inverse. L'œil hésite. Toute identification se perd dans l'incertitude, tout motif dans des trames qui se défont. Le visible et l'invisible, le possible et l'impossible se



confondent. Cet art de la génération faussement spontanée déconcerte et inquiète. Il emprunte les moyens du dessin et de la couleur, mais ce n'est pas pour exhiber une virtuosité ou un système. Si le mot n'était un peu lourd, on dirait qu'il y a là les signes d'une peinture métaphysique absolument contemporaine.

★ Galerie Zürcher, 56, rue Chapon, Paris 3º. Mº Arts-et-métiers. Tél. : 01-42-72-82-20. Du mardi au vendredi, de 14 heures à 19 heures : samedi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 avril.

UNE SOIRÉE À PARIS

Paul Personne s'est imposé au fil des ans comme l'un des tout premiers guitaristes de blues dans l'Hexagone – où Patrick Verbeke a placé la barre déjà très haut. Son jeu complexe et chaleureux devrait s'épanouir à l'Olympia, transformé en club chicagoan. Olympio, 28. boulevard des Copucines, Paris & . Mº Opéra, Modeleine. 20 heures, les 1ª, 2 et 3 avril. Tel. : 01-47-42-25-49, 140 F. The Inmates

Depuis un mémorable concert parisien, il y a dix ans - ils revisitaient avec panache le répertoire des Beatles lors de la Fête de la musique -, les « taulards » britanniques s'étaient faits discrets. Leur blues-rock passélste doit beaucoup aux

grands aînés. Mais eux, eu moins, ne s'eo cachent pas et ils ne s'ennuient jamais sur scène. Ris-Orangis (91). Le Plon, rue Rory-Gollogher, 20 h 30, le 2 ovril. Tél.: 01-69-43-03-03.

Airto Moreira Flora Purim Fourth World Le percussionniste brésilien Airto Moreira et la chanteuse Flora Purim auront été, dans les années 70, les précurseurs d'une world music grandie à l'écoute du jazz. Outre leur collaboration régulière, on a entendu le couple eu sein du premier Return to Forever de Chick Corea.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10. Mº Château-d'Eou. 20 h 30, le l^{er} oıril. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS ALMA GITANA

Film espagnol de Chus Gutiérrez, avec Pedro Alonso, Amara Carmona, Peret, Loles Leon, Rafael Alvarez, Julieta Serra-VO: Latina, 4º (01-42-78-47-86); Les Trois Luxembourg, 6º (01-46-33-97-77; réservation: 01-40-30-20-10).

BASQUIAT Film américain de Julien Schnabel, avec Jeffrey Wright, Michael Wincott, Benicio Del Toro, Claire Forlani, David Bowie, Dennis Hopper (1 h 45). VO: Gaumont les Halles, dolby, 1= (01-40-39-99-40; réservation: 01-40-30- 20-10); Gaumont Opère Impérial, dolby, 2 (01-47-70-33-88; reservation: 01-40-

30-20-10); 14-Juillet Beeubourg, dolby, 3 (reservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6" (01-46-33-79-38 : réservation : 01-40-30-20-10) : La Pagode, 7º (réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Ambassade, dolby, 8° (01-43-59-19-08; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 11* (01-43-57-90-81; ré-servetion: 01-40-30-20-10); Geumont Grand Ecran Italie, dolby, 13° (01-45-80-77-00; reservation: 01-40-30-20- 10): Geumont Parnasse, dolby, 14 (reserva-tion: 01-40-30-20-10); 14 Juillat-sur-Seine, dolby, 19 (réservation : 01-40-30-

LES 101 DALMATIENS Film eméricain de Stephen Herek, avec Glenn Close, Jeff Daniels, Joely Richerdson, Joan Plowright, Hugh Laurie, Mark Williems (1 h 42).

VF: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1º; Rax, dolby, 2° (01-39-17-10-00); Bre-tagne, dolby, 6° (01-39-17-10-00); réservation: 01-40-30-20-10); UGC Odéon, dolby, 6; Gaumont Marignan, dolby, 8 (reservetion: 01-40-30-20-10); Gaorga-V. THX. dolby, 8°; Gaumont Opera Français, dolby, 9° (01-47-70-33-88 : reservation : 01-40-30-20- 10) : Para mount Opera, dolby, 9 (01-47-42-56-31; reservation: 01-40- 30-20-10); Les Nation, dolby, 12 (01-43-43-04-67; réservation: 01-40-30- 20-10); UGC Lyon 8astille, dolby, 12°; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13* (01-47-07-55-88; re-servation: 01-40-30-20-10); UGC Gobelins, dolby, 13°; Gaumont Alésia, dolby, 4" (01-43-27-84-50; reservation: 01-40-30-20- 10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14' (reservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15' (01-45-75-79-79; reservation '01-40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15°; Pathé Wepler, dolby, 18° (réservation: 01-40-30-20-10); Le Gambetta, THX, dolby, 20° (01-46-36-10-96; reservation: 01-40-30-20-10).

ENNEMIS RAPPROCHES Film americain d'Alan Pakula, avec Brad Pitt, Harrison Ford, Margaret Colin, Ruben Blades, Traat Williams, Georga Heam (1 h 50).

VO: UGC Cine-cité les Halles, dolby, 19 Gaumont Opéra I, dolby, 2º (01-43-12-91-40 ; reservation : 01-40-30-20- 10) ; UGC Danton, dolby, 6°; Gaumont Marignan dolby, 8° (reservation : 01-40-30-20-10) UGC Normandie, dolby, 8°; La Bastille, dolby, 11° (01-43-07-48-60); Bienvenue Montpamasse, dolby, 15° (01-39-17-10-00 : réservation : 01-40-30-20-10] : UGC

GÉNÉALOGIES D'UN CRIME Film français de Raoul Rulz, avec Cathe

rine Deneuve, Michel Piccoli, Melvil Poupaud, Andrzej Seweryn, Bernadette La-font, Monique Mélinand (1 h 53). VO: 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6 (01-46-33-79-38; reservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15° (01-45-75-79-79; réservation : 01-40-30-20-10). Gaumont les Halles, dolby, 1-(01-40-39-99-40; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Opéra I, 2º (01-43-12-91-40; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3" (réserve-tion: 01-40- 30-20-10); Le Saint-Ger-main-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6º (01-42-22- 87-23; reservation: 01-40-30-20-10); Le Balzac, dolby, 8" (01-45-61-10-60): 14-Juillet Bastille, dolby 119 (01-43-57- 90-81; réservation: 01-40-30-20-10); Escuriel, dolby, 13" (01-47-07-28-04; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14º (réservation: 01-40-30-20-10); Sept Pernassiens, dolby, 14° (01-43-20-32-20); Le Cinéma des ciiéestes, 17º (01-53-42- 40-20 ; réserva-

tion: 01-40-30-20-10). PONDICHÉRY, DERNIER COMPTOIR DES INDES

Film français de Bernard Favre, avec Stanislas Chervin, Cherles Aznevour, Richard 8ohringer, Venesse Lhoste, K. Kaertikeyan, Jean Barney (1 h 32). Gaumont les Halles, dolby, 1º (01-40- 39-99-40; réservation: 01-40-30-20- 10); Gaumont Ambassade, dolby, 8* (01-43-59-19-08; réservation: 01-40-30-20-10); Les Montparnos, dolby, 14* (01-39-17-10-00 ; réservadon : 01-40- 30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18th (réservation: 01-40-

Film français d'Hervé Le Roux, (3 h 12). Saint-André-des-Arts L 6º (01-43-26- 48-

TENUE CORRECTE EXIGÉE Film français de Philippe Lioret, avec lacques Gamblin, Elsa Zylberstein, Zabou, Jean Yenne, Daniel Prevost (1 h 33). UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1°; Gaumont Opéra I, dolby, 2* (01-43-12- 91-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Rex, dolby, 2° (01-39-17-10-00) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6° (01-43-25- 59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10); 14-fuillet Hautefeuille, dolby, 6* (01-46-33-79-38; réservation : 01-40- 30-20-10); UGC Montpamasse, dolby, 6°; Geumont Ambessade, dolby, 8° (01-43-59-19-08; réservation: 01-40-30-20-10); Gaorge-V, 8°; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8° (01-43-87-35-43; ré-servation: 01-40-30-20-10); UGC Opéra. 9"; Les Nation, dolby, 12" (01-43-43-04-67; reservation: 01-40- 30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12°: UGC Gobelins, 13° Miramar, dolby, 14/ (01-39-17-10-00; réservation: 01-40- 30-20-10); Mistral, dolby, 14* (01-39-17-10-00; réservation: 01-40- 30-20-10); 14-Juillet Baaugrenelle, dolby, 15" (01-45-75-79-79; réservation : 01-40-30-20-10); UGC Convention, 15°; Majestic Passy, dolby, 16° (01-42-24-45-24; reservation: 01-40- 30-20-10) : UGC Maillot, 17° ; Pathé Wepler, 18 (reservation: 01-40-30-20- 10):

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE 3615 LEMONDE

14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19* (réserva tion: 01-40-30-20-10).

ou tél.: 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

MUSIQUE

Une sélection musique classique, jazz, rock. chansons

et musique du monde à Paris et en lle-de-France

CLASSIQUE **LUNDI 31 MARS**

de Wagnar, Thomas Moser (Parsifal). Kathryn Harries (Kundry), Jan-Hendrik Rootering (Gurnemanz), Wolfgang Schöne (Amfortas), Kristinn Sigmundsson (Klingsor), Gwynne Howell (Titurel), Maîtrise des Hautsde-Saine. Chœurs et orchestre da 'Opéra de Paris, Armin Jordan (diraction), Graham Vick (mise en scène), Ron Howell (chorégrephie). Opéra-Bastille, place de la Bastilla, Paris-11". Mª Bastille. 15 haures, le 31 ; 18 heures, les 3, 5, 9 et 12 evril, Jusqu'au 19 avril. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 610 F.

MARDI 1" AVRIL

Les Pêcheurs de perles de Bizet. Cécile Bonnet, Cathy Missika (Leila), Xaviar Légar, Jean-Pierre Robert (Nedir), Frédéric Albou, Frédéric Guiau (Zurga), Olivier Peyrebruna, Yusouf Samantar (Noure-bad), Pierre Muller (pieno), Christiane Mériel (mise an scène). Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Peris-11°. M° Goncourt, Belleville. 19 h 30, les 1", 2, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11 et 12 avril; 15 heures, les 6 et 13 avril. Tél. : 01-48-06-72-34. Location Fnac, Virgin. De 100 F à 130 F.

Glutto Cesare de Heendel. Susanne Mentzer (Giullo Cesare), Marie Bayo (Cleopatra), Kathleen Kuhlmann (Cornelia), Lorraine Hunt (Sesto), Brian Asawa (Tolomeo). Vessill Gerello (Achille). Chœur et orchestre da l'Opéra da Paris, Ivor Bolton (direction), Nicholas Hytner (mise an scèna). Opéra da Paris. Palais-Garniar, placa

de l'Opére, Paris-9. Mº Opére. 19 h 30, las 1º, 3, 9, 12 et 15 avril; 15 heures, la 6 avril, jusqu'eu 21 evril. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 610 F. Solistes de l'Ensemble

interContemporaln Hindemith: Soneta pour basson et pieno. Certar : Huit études et une fentaisie. Strevinsky : 5érénade en le. Chant sans nom. Martinu: Sev. tuor pour flûte, hauthois, clarinette,

deux bassons et piano. Châtelet. Théâtre musical de Paris, I, place du Châtelet, Paris-1". Châtelet. 20 heures, le 1e avril. Tél.: 01-40-28-28-40. 100 F.

Les Solistes de Moscou Œuvres de Haydn. Boccherini. Trasi. Dvorek. Messimo Palumbo (plano). Salle Gaveau, 45, rua La Boétie, Paris-8". Mª Miromesnil. 20 h 30, le 1" avril. Tél. : 01-49-53-05-07. De 95 F

MERCRED/ 2 AVRIL Orchestre de Paris

Schubert: Symphonia nº 5. Mozart: Concerto pour violon et orchestre KV 211, Symphonie nº 40. Gil Shehem (violon), Frans Brüggen (direction). Salle Pleyel, 252, rue du faubourg-Seint-Honoré, Peris-8. Mº Ternes. 20 h 30, les 2 at 3 evril. Tél.: 01-45-61-65-89. De 60 F à 240 F.

Hanna Scheer (mezzo-sopreno), Françoise Tillerd (piano). Debussy: Chansons da Bilitis. Wolf. Mahler: Lieder. Caplet: Vieux Cof-

Sceaux (92), Les Gémeaux, 49 avenue Gaorges-Clemenceau. M- 8ourg-le Reine. 20 h 45, le 2 avril. Tél. : 01-

46-61-36-67, 140 F. JEUDI 3 AVRIL

Solistes da l'Ensembla InterContamporein Ades: Catch, création, Stravinsky: Divertimanto, Septuor. Schoallar: Lemento, création. Châtelet. Théâtre musical da Paris. 1. place du Châtelet, Paris-1". Mº Châtalet. 20 haures, la 3 avril. Tél. : 01-40-28-28-40, 100 F.

Orchestra netional

Raval : Ma méra l'Ove. suite. Haydn : Concarto pour violoncalla at orchastre n 1. Prokofiav : Symphonie no 5. Han Ne Cheng (violoncelle), Cherles Outoit (direction). Théâtre des Chemps-Elysées, 15, avenue Montaigna, Paris-8. Mª Alma-Marceau. 20 heures, le 3 avril. Tél. : 01-49-52-50-50. Da 50 F à 190 F.

VENDREDI & AVRIL

Stravinsky: Fenfare for e New Theatre, Ragtime, Plano-Rag-Music. Cartar: Gra. Snow: Dance Move-ments, création. Anthell: Sonate sauvage. Druckman : Other Voices. Châtelet: Théatre musical de Paris, 1, piece du Châtelet, Peris-1*. Mº Châtelet. 20 heures, le 4 avril. Tél.: 01-40-28-28-40. 100 F. Orchestre philharmonique

de Radio-France Brahms: Ein dautsches Requiam. Ruth Ziesak (sopreno), Garald Finley (beryton), Chœur Singverein der Ge-sellscheft der Musikfreunde de Vianne, Marek Janowski (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8•. Mº Ternes. 20 heures, le 4 evril. Tél.: 01-45-61-53-00. De 80 F à 190 F.

SAMEDI 5 AVRIL Quatuor Athenaeum

Feuré : Quintette pour pieno at cordes op. 115. Franck: Quintette pour plano et cordes. Gabriel Tacchino, Fernando Rossano (piano). Conservatoire national d'art dramatique, 2 bls, rue du Conservatoire, Paris-9. Mº Rue-Montmertre. 18 heures, le 5 avril. De 80 F à 110 F. Orchestre philharmonique de Radio France

Mozart : Airs de concert. Exsultate. Jubliete. Grieg : Mélodies éléglaques. Siballus : Pelléas et Mélisande. Hillevi Mertinpelto (soprano). Arnold Œstmenn (direction). Maison de Radio-France, 116, avenue du Présidont-Kennedy, Paris-16. Mº Passy. 20 heures, le 5 avril. Tél. : 01-42-30-15-16.

DIMANCHE 6 AVRIL Frank Peter Zimmormann

Louis Lortia (piano) Brahms : 5onate pour violon et piano op. 78. Webern: Piéces pour violon at piano op. 7. Schumann: Sonete pour violon et piano op. 105. Théâtre des Champs-Elvséas, 15, avenua Montaigne, Paris-8. Mº Alma-Merceeu, 11 heures, la 6 avril, Tél. : 01-49-52-50-50. 100 F,

Ensemble Agleia Œuvres de Buonamente. Castello, Merini. Ferine. Bonporti. Dall'Abaco.

Cité de le musique, 221. avenue Jean-Jeurès, Paris-19°. Mº Porte-de-Pantin. 15 hauras, la 6 avril. Tél. : 01-44-84-14-84, 75 F. Ensemble Pyramide

Œuvres de Bach, Vennesa, Mozart, Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris-3*. Mª Saint-Paul. 17 heures, le 6 avril. Tél.: 01-42-71-38-38. Entrée libre.

JAZZ

Paolo Fresu Sextet Au duc des Lomberds, A2, rue des Lombards, Paris-1™. Mª Châtelet. 22 h 30, la 31. Tél.: 01-42-33-22-88. De 70 Fà 100 F. Didier Lockwood Trio

Sunser, 60, rue des Lombards, Peris-1". Mº Châtelet. 20 heures et 22 heures, les 1*, 2, 3, 4 et 5 avril. Tél.: 01-40-26-46-60. Location Fnac, Virgin. De 80 F à 100 F.

Edouerd Ferlat Quinter Au duc des Lomberds, 42, rue des Lomberds, Paris-1". Mª Châtalet. 22 heures, le 1º evril. Tél.: 01-42-33-22-88. De 70 F à 100 F. Les Nuits blanches

Petit Opportun, 15, rue des Lavandiéres-Sainte-Opportune, Paris-1". Mº Châtolet. 22 h 30, les 1", 8 at 15 evril, jusqu'au 29 evril. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 f.

Erik Truffaz Ouartet New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10s, Me Château-d'Eau. 20 h 30, le 2 avril. Tel.: 01-45-23-51-41. De 110 Fà 130 F

Jean-Loup Longon Saptet
Patit Journal Saint-Michel, 71, boulaverd 5aint-Michel, Paris-5. Mª Luxembourg. 21 h 30, le 2 avril. Tél.: 01-43-26-28-59. 100 F.

Eric Barret, Alain Jean-Marie Petit Opportun, 15, rue das Levendiéres-Sainte-Opportune. Paris-1". Mº Chatelet, 22 h 30, la 2 avril, Tél. : 01-42-36-01-36. De 50 F à 80 F. Joa Louis Welker

La Cipala-Kenterbrau, 120, boulavard Rochechouart, Paris-18. Mº Pigalle. 20 haures, le 4 evril. Tél.: 01-

Ravi Coltrana Quarte La Ville, 29, rua Jacob, Paris-6. Mª Saint-Garmain-das-Prés. 22 h 30, les 2, 3, 4, 5, 7 et 8 avril. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F. Trilok Gurtu

Hot 8 ass. 211. avenua Jean-Jeurés.

Me Porte-de-Pantin Paris-19. 20 h 30, les 4 at 5 avril. Tél.: 01-42-00-14-14. De 130 F à 140 F.

Christian Escoudé Quartel Au duc das Lombards, 42, rua des Lomberds, Paris-1º. Mº Châtelet. 22 heures, le 4 avril. Tél. : 01-42-33-22-88. De 70 F à 100 F.

Moncef Genou Quertet Au duc des Lombards, 42, rue des Lomberds, Paris-1™. Mª Châtelet. 22 heures, le 5 avril. Tél.: 01-42-33-22-88. De 70 F à 100 F. Steve Potts Quartet

Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1". Mª Châtelat. 22 heures, le 6 avril. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F. Marcus MRIer Colombes (92). Saile des fêtes et des spectacles, 88, rue 5aint-Denis. 20 h 30, le 1= avril. Tél. : 01-47-81-69-

Devid Linx. Claude Bartélemy Octet Tremblay-en-Frence (93). Centre culturel Aragon, 24, boulevard de l'Hôtel-de-Villa. 20 h 30, le 1= evril.

Tél.: 01-43-85-66-00. Location Fnec, Virgin. De 70 F à 90 F. Louis Sclavis et Dino Saluzzi Tremblay-en-France (93). Centre

culturel Aragon, 24, boulevard de l'Hôtel-de-Ville. 20 h 30, le 2 avril. Tél.: 01-43-85-66-00. Location Fnac, Virgin. De 70 F à 90 F. Max Roach, Randy Weston, Sam Rivers Quintet Bobigny (93). Maison de le culture,

1, boulevard Lénine. 20 h 30, le 4 avril. Tél.: 01-43-85-66-00. Location Fnac, Virgin. 150 F. Joe McPhee, Raymond Soni, Deunik Montiony-le-Bretonneux (78). Théatre de Saint-Quentin, place Georges-Pompidou. 20 h 30, le 4evril. Tél.: 01-30-96-99-00. De 65 F

ROCK

La Cigele-Kanterbrau, 120, boulevard Rochechouart, Paris-18. Mº Pigalle. 20 heures, les 1" at 2 evril. Tél.: 01-49-25-89-99, 165 F.

Bernia Worrell & the Woo Warriors Hot Bress, 211, avenue Jean-Jaurès, Peris-19. Mª Porte-de-Pentin. 20 h 30, le 1" evril. Tél.: 01-42-00-14-14. 120 F.

Labradford Selle Valencie (le Cigele), 116, bouleverd Rochechouart, Peris-18. 20 heures, le 3 avril. Tél.: 01-49-25-Treponam Pel

Rochechouart, Peris-18. Mª Anvers. 19 h 30, le 3 avril. Tél.: 01-44-92-45-Bluz Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Pa-

rls-19. Mº Porte-de-Pantin. 20 heures, le 3 avril. Tél.: 01-42-08-60-00. Nuit de l'harmonica blues

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecurles, Peris-10. Mº Châteeu-d'Eau. 20 h 30, le 3 evril. Tél.: 01-45-23-51-41. De 110 Fà 130 F. Luther Allison

Elysée-Montmartre, 72, bouleverd Rochechouart, Peris-18. Mª Anvers. 19 h 30. le 5 evril. Tél.: 01-44-92-45-45. 132 F.

Olympia, 28, bouleverd des Capucines, Peris-8. M. Opera, Madeleine. 20 heures, le 5 avril. Tél.: 01-47-42-25-49, 130 F. Barrence Whitefield & the Saveges Colombes (92). Le Cedran, 3, rue

Saint-Denis. 21 haures, le 4 avril. Tél.: 01-47-84-30-17. 70 F. Montreuil (93), Instants chevirés, 7. rue Richerd-Lenoir, 20 h 30. le 2 avril. Tél.: 01-42-87-25-91. De 40 F

CHANSON

Castafiore 8azooka La Pépinière Opéra, 7, rue Louis-le-Grand, Paris-2*. Mª Opéra. 19 heures, la 1* avril, jusqu'au 19 avril. Tél. : 01-42-61-44-16. De 70 F à 100 F.

Anne Sylvestre Théâtre de l'Est parisien, 159, evenue Gambetta, Paris-20°. Mº Pella-port. 20 h 30, las 1°, 4 et 5 avril; 19 haures, les 2 at 3 avril ; 15 he le 6 avril. Tél. : 01-43-64-80-80, 140 F.

Théatre du Paleis-Royal, 38, rue Montpansier, Paris-1". Mr Pelais-Royal, 8ourse. 20 h 30, les 1", 2, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 12 et 15 avril ; 15 h 30, les 6 et 13 avril, jusqu'au 30 avril. Tél. : 01-42-97-59-81. De 70 F à 230 F.

Souingue I Théâtre Marigny, Carré Marigny, Pa-ris-8. M Champs-Elysées · Cleman-

10, 11, 12 et 15 avril ; 17 heures, les 6 et 13 evril, jusqu'au 30 avril, Tél. : 01-42-25-20-74. Location Fnac, Virgin. De 120 F à 150 F.

Ojemel Charef Théâtre de Nesie, B, rue de Nesie, Paris-8". Mº Odéon. 17 h 30, les 5 et 12 avril, jusqu'eu 10 mai. Tél. : 01-46-

Thomas Fersen Saint-Germain-en-Laye (78). Théatre Alexandre-Dumas, place André-Mai-raux. 20 h 45, le 1° evril. Tél. : 01-30-87-07-07. 180 F.

MUSIQUES DU MONDE

Ensemblo Sama Paris-9-. M Saint-Michel. 20 h 30, les 1", 2, 3, 4 et 5 evril. Tel.: 01-43-29-86-51, 80 F.

Artango Bobino, 20, rue de la Galté, Paris-14. Mª Gelté. 20 h 30, les 1ª. 2, 8, 9 et 15 evril, jusqu'au 16 avril. Tél.: 01-43-27-75-75. Location Frac, Virgin. De 70 F à 120 F.

Ravi Prasad Hot Brass, 211, evenue Jean-Jeures, Paris-19. Mº Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 2 evril. Tél.: 01-42-00-14-14. De 80 F à 100 F.

Mario Canonge & Kann' Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandent-René-Mouchotte. Paris-14. Mº Gaité, Montparnasse-8ionvenûe. 21 heures, le 2 avril. Tél. : 01-43-21-56-70. De 100 F é 150 F.

Mauro Giola Les Abbesses (Théâtre de la Ville). 31, rue des Abbesses, Paris-18. MP Abbesses. 20 h 30, les 2, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11 et 12 avril; 15 heures, le 13 avril. Tel.: 01-42-74-22-77. 90 F.

Xallam 8aiser saié, 58, rue des Lombards, Paris-1". Mº Châtelet. 22 heures, les 2, 3, 4 et 5 avril. Tél.; 01-42-33-37-71.

Boubacar Traoré, Vaovy Massy (91). Centre culturel Paul-Bailliert, 6, ailée du Québec. 21 heures, le 2 evril. Tél. : 01-69-20-57-04. 100 f. Djeli Moussa Dlaware Montreuil (93). Meison populaire, 9 bis, rue Dombasie. 16 heures, le 5

avril. Tél. : 01-42-87-08-68. De 50 F à

DANSE

Une sélection à Paris et en lie-de-France

Usha et Srinidhi Raghaver Danse de l'Inda du Sud. Centre Mandapa, 6, rue Wurtz, Paris-13°. Mº Glecière. 17 h 30, le 31. Tél.: 01-45-89-01-60, 80 F. Elysée-Montmartre, 72, boulevard

Corinne Lansella Corinne Lenselle : Il en naîtra une Cefé de le dense, S, passage Louis-

Philippe, Parls-11. Mª Bastille. 20 h 30, les 14, 2 et 3 evril. Tél.: 01-47-00-02-71. Ballet Salya Danses du Mechreb.

Centre Mendepa, 6, rue Wurtz, Pa-ris-13*. Mº Glecière. 20 h 30, les 1° et 2 avril. Tél. : 01-45-89-01-60, 80 F lunior Ballet du CNSMDP August Bournonville: Napoli. Ashley Page: Mythologie plestique. Robart

.....

.. '!#

λ:

North: Light Fendango. Conservatoire national supérieur de muslaue, 209, evenue Jeen-Jaurès. Paris-19. Mº Porte-de-Pantin. 20 h 30, les 14, 2, 3 et 4 avril. Tél. : 01-

40-40-46-33. José Nevas José Navas: Sterile Fields, While Waiting, Postdata, Celestials. Créteil (94). Melson des erts, pleco Selvedor-Allende. 21 heures, le * evril. Tél. : 01-45-13-19-19. 100 f. Gorherd Sohner, Cesc Gelebert

Gerhard Bohner. Cesc Gelabert: Im-Goldenen-Schnitt. Crételi (94). Maison des arts, placa 5alvador-Allende. 21 heures, le 1" avril : 19 heures, le 2 evril. Tél. : 01-

45-13-19-19. 100 F ompagnie Montalvo-Herviou José Montelvo: Danses à voir et à

La Kramiin-Bicêtre (94). Espece culturel André-Melraux, 2, piece Victor-Hugo. Mª La Kramlin-8icétre. 21 haures, les 1" et 2 evril. Tél.: 01-49-60-69-42.

Compagnie la Galet gris Philippe Tréhet : Les Sept Paroles de

Prokofiev. Fonteney-sous-8ois (93), Sella Jacquos-8rei, 164, evenue Galileni. RER Fontenay-sous-8ols puls bus 124, errêt Hôtel-de-Ville. 20 h 30, les 2, 3 et 4 evril. Tél.: 01-48-75-44-88. 90 F. Compagnia Philippe Jamet Philippe Jemet : Je t'eima, tol.

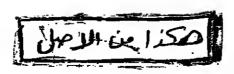
Montreuil (93). Studio Barthelot, 6. rue Mercellin-Barthelot. 21 haures, la 5 avril; 16 hauras, le ceau. 21 haures, les 14, 2, 3, 4, 5, 8, 9, 6 avril. Tél. : 01-48-70-64-63. 80 F.











TF1

20.45

COLUMBO Attention le meurtre peut n votre santé. Série de Daryl Ouke, avec Peter Falk. Le présentateur vedette d'une émission de télévision tue son producteur qui voulait le faire

chanter sur son passé d'acteur

22,20

52 SUR LA UNE Magazine. Bore thailandaise : la rage de vivre (70 min). 4512702 L'équipe de Jean Bertolino s'est rendue à Bobigny à la rencontre de Khaled Hebieb, champion du monde de boxe thailandaise, qui a ouvert, avec succès, une école de boxe au cœur de la cité de l'Etoile.

23.30 Chapeau melon et bottes de cuir. Série. Le repaire de l'Aigle. 0.25 FI magazine.

1.00 et 2.00, 2.40, 3.45, 4.25 TF1 milt. 1.10 et 2.10, 2.55, 3.55, 4.35 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 5.00 Musique. Concert (10 min).

20.00 Thalassa. Magazine (France à du 28/3/97). 21.00 Enjeux - Le Point. 21.55 Météo des cinq continents 22.00 Journal (France 2). 22.35 Le monde est à vous. imitée : Isabelle Aubre (France 2 du 23/3/97). 0.00 C'est la vie. Mario Pelchat [1/3].

20.35 Trois hommes, une femme et un bus. 21.25 Marchienne de vie. • Se Mande daté mercredi 2. 22.25 D'un neuve à l'autre. 23.20 Crabes du Kamtchatka. 23.50 Folklore et petits métiers au Togo.

21.30 Le Vagahond. 22.00 Oiseau du diable. 23.00 Beauté sauvage. Paris Première

20.00 et 0.00 20 h Paris Première 21.00 La Race des seigneurs III Film de Pierre Granier-Deferre (1973, 90 min.) 31922412

France Supervision

(1986, 115 min) 24706580 22.25 Cybervision, Magazine, 23,35 Festival Chopin. Concert. Valses (65 min).

France 3

20.45 LA DERNIÈRE SÉANCE

soirte Asa Gardner. Présentée par Eddy Mitchell. 20.50 Vaqueto II III Film de John Farross. avec Anthony Quinn (1952, 90 min). 734509 Un western dynamique, une excellente interprétation.

22.20 Tex Avery. Dessin ani 22.40 Journal, Météo. 23.20 Les Tueurs ## avec Burt Lancaster (1946, N., v.o., 100 min).

1.00 Tex Avery. The Cagey Canary. 1.10 Lignes de mire. Magazine (rediff.). 2.10 Musique grafiti, Magazine Confidence pour puno de Bach à Bai tot; coprice (Portito en do mineu BWV 826). 2.20 La Grande Aventur de James Optedin. Feuilletgin. Rap

Arte

20.45 HÔTEL SHANGHAÌ Téléfilm de Peter Pauzac, avec Agnics Clay [20] (85 min).

Suite du destin des clients de l'hôtel Shanghai... 22.10 Kinorama. Magazine.

22.20

LES AVENTURES **FANTASTIQUES DU BARON** DE MUNCHHAUSEN E Film de joseph von Balsy, avec Hans Albers, Brighte Horney (1942-1943, v.a., 115 min). 0.15 Court-circuit.

Rira bien, court-métrage américain de Robe Handers (1994, v.o., 13 min); Un coup fatal, court-métrage anglais d'Elrene

Houston (1995, v.o., 9 min). 0.40 Order = = = Malberg, Emil Hass Christensen, Preben Lerdorff Rye

M 6

20.45 BARABBAS Film de Richard Fleischer, avec Anthony Quinn (1962, 145 min).

Tiré d'un roman de Pàr Logerkvist (Prix Nobel de littérature 1951), un film historique appliqué.

23.10

LE VOYAGE SANS RETOUR Steven Bauer (100 min). 0.50 Jazz 6.

(60 min).

Magazine présenté par Philippe Adler. [1/2] Sonny Rollins

1.50 Best of Julien Cierc. 2.50 Frequenciat Magazine. Dave. 8.40 Confuses: Particle Rass. Documentaire. 455 Confuses: Parfatre Louis Tito. Documentaire. 4.50 Les Tribus du nord. Documentaire. 4.55 Hot forme. Magazine (rediff., 25 min).

Canal +

20.35 LES MENTEURS Film d'Elle Choerraqui, avez Jean-Hugoes Anglade (1996, 105 min).

Un metteur en scène, sa compagne, un producteur et une Jeune fille pratiquent à qui mieux mieux l'ort du faux-semblant. 22.20 Flash d'information.

22.25 ► LE CŒUR FANTÔME . Film de Philippe Carrel, avec Luis Rego, Aurélia Alcais (1996, 85 min). Un peintre quadro découvre que son épouse a un omant. Il la quitte mais Il est dévoré par la culpabilité d'ayoi

Chaînes

CNN

d'information

laissé ses enfants. 23.50 White Man Film de Desmond Nakano (1995, v.o., 24 mm), 9232162. 1.15 Les Anges gardiens Film de Jean-Marie Poiré (1995, 4, 109 mln). 7809642

Radio

France-Culture 20.30 Débat. Edition: De la liberté à la censure. Jusqu'où faut-il incerdire ? interdire?
21.30 Fiction. Use heurs chez
Courteline. 2. Un dient
serieux et Monsieur Sadin.

22.40 Toit ouvrant. 0.05 Du jour au lendemain. Maurice Roche (Compact). 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.00 Concert. 15° centenaire du baptène de Clovis. Donné le 18 septembre 1996, à la basilique Saine Remi, à Reims, par l'Ensemble Organum, dir. Marcel Pérès.

22.30 Mussique pluriel.
Prometheus pour sectour à vers, de Ferneyhough, par l'Ensemble Contrachamos, dir. Clorgio Bernacconi.

23.07 Entre les lignes. 23.07 Entre les lignes. 0.00 La Rose des vents. 1.00 Les Nuits de Prance-Musique.

Radio-Classique 20.40 Les Soirées .

de Radio-Classique 0.00 Les Nuits de Radio-Class

TV 5

Planète

Animaux

France 2

► UNE FEMME

Feuilleton d'Afine Issermann, avec Sandrine Bonnaire, Christian Brendel [1/6] (105 min). 23(2616

D'après le roman de Janine Boissard

CEST À SUIVRE

(95 min). 0.15 Journal,

Magazine présenté par Claude Sérition. Les Champs : ombre et soleil

Bourse, Météo. 0.35 Le Cercle de minuit.

1.45 > Histoires courtes.

2.40 O'm solell à l'autre. Magazine. Reprise France 3. 310 24 heures d'in-fe. 3.20 Météo. 3.25 Les 2'amours (re-diff.) 3.55 Pyramide (rediff.). 4.25 Un-t. Documentaire. Sauver Angelles. 4.50 Don Quichotte. Série. [5/5] (60 min.).

Une flamme.

Actualité des livres sur la religion (70 mln).

1726915

EN BLANC

20.55

22.40

21.00 Monde sauvage.

20,30 Jean de Florette #

Ciné Cinéfil

20.30 D'homme 22.10 Le Ridean

20.30 L'Animal E (1977, 100 min) 8444054
22.10 La Filbustière
des Antilles E E
film de Jacques Tourneur
(1951, v.o., 80 min) 81137899
23.30 Les Allumès
de Romertu Lfille E de Beverty Hills # Film de Penelope Spheeris (1993, 90 min) 3361677

à hommes = Film de Christian-Jaque (1948, N., 100 min) 8442696 de brisme E Film de Bryan Forbes (1964, N., v.o., 120 min) 58064219

0.10 Princesse Tam-Tam ■ Film d'Edmond T. Gréville (1935, N., 75 min) 71902130

Ciné Cinémas

Série Club

(1954, N., 125 min).

20.45 Les Dames de cœur, une aleule à pedigre. 21.45 et 1.30 La Florentine. 22.30 Le Choix de. John Brahm.

23.00 Au-delà du réel, l'aventure continue La brigade légère. 23.45 Chapeau melon et bottes de cuir.

0.40 Formule 1 (50 min). Canal Jimmy 20.00 Mister Gun. Hamerroide. 20.25 La Semaine sur Jimmy. 20.35 Souvenir. A bout portant:

21.20 New York Police Blues. 22.05 Chronique de la route. 22.10 Cherry 2000 Film de Steve Dejarnati 52931948

23.45 Quatre en un. Magazine

Disney Channel

19.30 Dinosaures. 20.10 Le Vaillant Petit Tallieur. 21.30 Santo Bugito. 22.00 La Rédac. 22.30 Sinbad. 23.00 Planète Disney.

Téva 20.30 et 23.30 Téva interview. 20.55 Les Routes de la vic.

22.35 Murphy Brown. Les copues d'abord. 23.00 Téva débat. Magazine Eurosport

19.00 Football, En direct.
Match amical:
Strasbourg-Kartsruhe,
au stade de la Meinau
(120 mari). 21.00 VIT.

22.00 Sports de force. 23.00 Eurogoals, magazine

20.50

UN AMOUR

Film de Robert St avec Dean Jones (1969, Ti0 min).

DE COCCINELLE

Un coureur automobile malchanceux sauve une vieille

Volkswagen de la casse. Reconnaissante, elle lui fait

Téléfilm A de Ross Devenish, avec Lynn Redgrave, Cyril Nrf (130 min). 8300804

Alors qu'elle effectue une enquête sur les clubs de sport,

une journaliste de la télévision britannique est témoin d'une agression au cours de laquelle

un homme frappe violenment

0.50 Capital (rediff.).

gagner des courses.

BLESSURES

SECRÈTES

22.40

Voyage 20.00 et 23.30 Suivez le guide. Magazine.
22.00 Spécial Portugal 1.
Algare.
22.30 L'Heure de partir.
Magazine (35 min).

Muzzik

21.00 Emilione. Opéra de Ro enregistre au Restival de l'opéra de Glyndebourne 260E238 (7-40 min). 23.20 Classic Biues. Concert erregistré au l'estival de jazz. de Montreux en 1992 (65 min). 4387211

4387211 0.25 Le Journal de Muzzik. 0.25 Le journal de Muzzik.
0.55 L'Arpeggione,
de Schubert.
Concert. Marc'Neikrug
(piano) et Prinches Zuierman
(alto) interpriterat railegro
moderato, radação et
railegretto de la Sonate pour
arpegione et piano, de
Schubert (30 min). 2249623

Information on continu, aver, on solvie: 20.00 et 22.00 World Bushess Today, 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 130000eryline.

Euronews Journaux toutes les demi-heur avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20

LCI

LES CODES DU CSA O Accerd According parental andispense

on interest adx moins ☐ Public adulte on intentiti aux moins de 16 ans

20.45

intrigues... 22.40

Magazine présenté par Paul Amar Thème : Les huissiers

0.35 Reportages.

hommes aui

LE COLONEL

Film d'Yves Angelo, avec Gérard Depardieu (1994, 115 min).

Cette adaptation du roman de Balzac est bien supérieure à

celle tournée en 1943 avec Raimu. Guerre, passions, et

LE MONDE DE LÉA

(105 min). 6967536 0.25 et 1.05, 3.05, 4.10, 4.50

Le bonheur des dames (rediff., 30 min). 9246734

nnent à la troupe

Portraits de cinq jeunes

CHABERT .

TF1 17.30 Melrose Place. Feuilleton.

iqu'à ce que la mort nous 18.25 Papa revient demain. Série. Chagrin d'amour. 19.00 L'Or à l'appel. Jeu. 19.50 et 20.40 Météo. 20.00 Journal, L'image

du jour, Tiercé.

16.50 Des chiffres et des lettres. 17.25 Le prince de Bel Air. Série. 17.55 Hartley, cœurs à vif. 18.45 Qui est qui 7 jeu. 19.25 et 3.15 Studio Gabriel.

20.00 Journal, A cheval !, Météo. 20,55 **PERMIS DE TUER** Film de John Clen, avec Timo Dalton, Anthony Zerbe (1989,

Toutes les manières sadiques de tuer y passent.

23.05 Les films qui sortent le lendemain dans les salles de cinéma.

23.15 **AU SERVICE** SECRET DE SA MAJESTÉ Film de Peter Hunt, avec George Lazenby, Diana Rigg (1969, 140 min).

1.35 Journal, Bourse, Météo. 7.55 Le Cercle de minuit. Magazine présenté par Laure Adler. Afrique et cinéma 3.45 24 beures d'Info. 3.55 Météo. 4.00 Les Z'amours (rediff.). 4.30 Pyta-mide (rediff.). 5.00 Luire caverne. Do-

France 2 France 3

18.20 Questions pour un champion. Jeu 18.50 et 1.00 Un livre, mu lom.

Un pont entre deux rives. d'Alaim Leblanc. 18.55 Le 19-20 de l'information. 20.00 Météo. 20.05 Fa si la chanter. Jeu. 19.55 Au nom du sport 20.35 Tout le sport.

20.50 SPÉCIAL QUESTIONS POUR

UN CHAMPION Jeu présenté par Julien Lepers. Les Masters de bronze (110 min). 125772 22.40 Journal, Météo.

23.10

POISSON D'AVRIL Vincence presente par Densi Vincence Invités: Yves Mourousi, Marie-Laure Augy, Joseph Pol, François Rollin, Brano Masure, Jusien Lepers (35 min). 2158975 0.05 Cinéma étoiles. Magazine

présenté par Christian Nève et Claire Germouty (25 min). 17918 1.05 Musique graffiti. Confidence pour piano « de Bach à Barwk » (5 min). 17958 99076622

MARDI 1- AVRIL La Cinquième

18.20 Le Monde des animativ. Sançuaires de la vie sauvage : dans la bruyère du Yorkshire. 18.50 50 jours pour 50 Palmes, 1960.

Arte

19.00 La Panthère rose. Dessins animés. 19.30 7 1/2. Magazine. 20.00 Archimòde. Magazine. (30 min).

20.45 LA VIE EN FACE:

20.30 8 1/2 journal

JESUS IN RUSSIA La guerre sainte des Américales. Documentaire d'Ellex Halpers (1996, 55 min). Les Eglises évangélistes américaines partent à la conquete de la Russie. Portrait de deux révérends yankees « en tournée », accompagnés de quelques vacanciers-missionnaires.

21.40 SOIRÉE THÉMATIQUE: BLEU, BLANC, NOIR Le nouveau polar français. Proposée par Suzanne Korn.

21.45 ► Noir 97. Documentaire d'Heinz Peter Schwerfel 5891710 (1997, 55 min). 22.40 Nada Film de Claude Chabrol, avec Fabio Testi, Maurice Garrel (1973, 110 min). 9722420 D'après un roman de J.-P. Monchette.

0.30 Débat. Le polar français en Allemagne. 0.45 Les Aventures fantastiques du baron de Münchhausen # # Film de Joseph von Baky (1942-1943, v.o., rediff., 115 min).

M 6

- Canal + 18.10 Agence Acapulco. Serie. 16.00 Les Anges gardiens (1995, 110 min). 4659913 17.50 Drôles de monstres. 19.00 Lois et Clark, Serie Chie: Jimmy Otsen. 19.54 5ix minutes ► En clair jusqu'à 13.35 18.20 Cyberflash, Magazine d'information

20.00 Notre belle famille. 18.35 Nulle part ailleurs. Invités : Jeanne Moreau 20.35 E = M 6 junior. Marieen Corris, Luscious 20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 FIÈVRE

22.45

À COLUMBUS UNIVERSITY Film de John Stogleton (1994, 125 min).-Trois nouveaux étudiants arrivent à Columbus

22.40 Plash d'information.

PIRANHA ... Film de Stott Levy, avec Alexandra Paul, William Katt (1995, 8º rom). Au cours d'une baignade dans le bassin d'une usine désaffectée, une jeune fille et son ami sont dévorés par des piranhas. Une détective privée

enquête, en compagnie d'un écrivam raté. . . . 0.15 Les Nouveaux Associés = Film de Michael Rinchie (1994, 90 mln). 1.45 Votez Dizzy I (rediff, 50 mln).

TSR

es symboles :

■ On peut voir. . . .

 $\phi_{(a)} = -\epsilon$

♦ Sous-titrage special

Radio France-Culture 20.30 Archipel science.

22.40 Nuits magnétiques. 0.05 Du jour un lendemain. Claire Chazai (L'Institution 0.48 Les Cin-glés du anssichail. 1.00 Les Nuits de France-Cutture (redift).

France-Musique

20.00 Concert.
Portraits de notre temps. La
Nuix transfigurés, de
Schoenberg : Ging fragmens
sur des tableaux de Jérôme
Bosch, de Schribtie; Hower
Bouquerte nº 60 plus 3 SCH;
de Segerssam : Symphonie
nº 8, de Schribtie, Ralmo
Sirida, tenor.
22.20 Mexicane plus le

22.30 Musique pluriel.
Tems con variazoni pour clarinette et plano, de.
Françaix, 'Garwes' de Hus.
23.07 About Choeur.

8.00 Des notes sur la guitare. Cenves de Ginlani, Vila-Lobos, Hén. LOO Les Nutis de France-Musique.

Radio-Classique 20.40 Les Soirées O Les Soirées
de Radio-Classique.
Concert enregistré le
22 février, au Théâtre de la
22 février, au Théâtre de la
Ville. Le planiste Cybrigy
Schölt, Flantaiste pour piano
en ut mineur fs. 475, de
Mozart : Sonake pour piano
p³ i en fa dièse mineur op. 11,
de Schumann ; Ballade n° 1 en
soi mineur op. 23, de Chopin ;
Mephisto Valsd n° 1, de Liszt.

des Body Temptation. 1.15 Gala de Placido Domingo à Vérone. Concert. 315 L'Equipe Cousteau et Amanouic. (\$45) Rivières d'or. 4.20 et 5.10 Histoires naturelles (rediff.). 5.00 Musique (10 min.).

4

TV 5 20.00 Enwoyé spécial. Magazine (France 2 du 27-3-97) 21.30 Perfecto. Magazine.

des cinq continents.

22.35 Bouillon de culture. Magazine (France 2 du 28-3-97) 23.45 Viva. Magazine.

21.55 Météo

Planète 20.35 Vertical. (%), (a bonne formule. 21.25 Survivre à Shanghai. 22.20 Opération barrages.

0.05 Marchienne de vie.

23.10 Trois hommes.

22.00 lournal (France 7).

Ce Monde daté mercredi 2. 1.05 D'un fleuve à l'autre. Histoires de Guyane (55 min).

Animaux 20.30 Beauté sauvage. Nos compagnons les 21.00 Monde sauvage. Rapaces nocturnes. 21.30 La Vie des 200s. Magazine... 22,00 Le Renard des glaces. 23.00 La Cigogne noire. 0.00 Monde sauvage. L'infini des caux du Nord.

0.30 Aventure animale.

1.00 Snowdona. Le royaumo des corteaux (60 min).

Paris Première 20.00 et 23.55 20h Paris Première. Magazine. 21.00 Le Gai Savoir, Magazine. 21.55 Le J.T.S. Magazine. 22.25 Jambon jambon

0.55 Stars en stock. France

Supervision 20.25 Basket-ball. 22.00 Pipes and Drums. 0.10 Les Chevaux de Marly. O.10 Les Chevaux un many.

O.35 La Darme de pique.
Opéra en vois aces de
Totalkovski, euregistré au
thélare halynois y de
Saint-Pétersbourg, en/1992
(180 min).
95500802

and the second s

Ciné Cinéfil 20.30 Princesso Tam-Tam # Film d'Edmond T. Gréville 21.45 Child of Manhattan 22.55 Rencontres E Film de Philippe Agostini (1961, N., 105 min) 3914517 0.40 Adam et Evelyne #

20.30 Le Général Jambon Jamoo. (Jambon Jambon) = Film de Bigas Luna (1992, v.o., 4181 197 23.50 Air America
Film de Roger Spotthwoode
(1990, 110 min) 91972285

Série Club

22.30 Le Choix de... Tay Garnett. Sylvia au pays des mervealles. 23.00 Les Dames de coenz. 23.50 Chapeau melon

(1935, N., 75 min) 92854449 (Taxi-girls) M Film d'Edward Buzzel (1993, N., vo., 70 min) 61481710

(1969, N., 90 min) 95984444

Ciné Cinémas de l'armée morte # Film de Luciano Tovoli (1982, 100 min) 847 22.10 Terrain miné Film de Steven Seagal (1993, v.o., 100 min) 95065420

20.45 Buck Rogers. Le paradis du jeu. 21.35 et 1.30 La Florentine.

et bottes de cuir. Un dangereus manché. 0.40 Mèdecins de min. Palars royal (50 min). Canal Jimmy 21.00 Spin City. The Apartment.

21.30 Le Fugitif.
Au revoir mos amour.

23.20 Star Trek:

22.20 Chronique de la route.

22.25 Dancing in the Street. De David Espar [3:10].

0.05 VR5. Le preneur d'otages

la nouvelle génération. Terre natale (v.o.)

Disney Channel 19.00 Petite fleur. Fantasmes de l'ad 19.30 Dinosaures. 19.30 Dinossures.
20.10 Le Livre
de la jungle M M
Frim d'artination
de Veix Obses
(1967, 80 min) 20571
21.30 Animalement vôtre.
22.30 Les Histoires secrètes
d'Enid Blyton.
Cles escrète.
23.00 Operation Mozart.
23.30 ZOUR Comps) 2057187

23.30 ZOTTO (30 min). Téva 20.30 et 23.30 Téva interview. 20.55 Pantôme sur l'oreiller.

22.30 Murphy Brown. |ournaliste de choc. 23.00 Teva debat. wagazine, |ournaliste de poor. | 12.00 Teva debat. wagazine, |ournaliste de poor. | 12.00 Teva de poor. Eurosport 19.00 Monster Truck.
20.00 Basket-ball. Eurofique:
Geri-finale renour:
PSG-Racing-Real Madrid. 22.00 Boxe. En direct.
Combate en balt reprises.
Podd légars. Bruno Wartele
(Pr.) Pear Gabbius : Poids
Jounts. Philippe Houyset.
(Fc.) Recardo Kennedy (EUI, à

23.00 Basket-ball (60 min).

Muzzik

Voyage 19.00 Rough Guide. USA.
19.53 Chronique Meunier.
20.00 et 23.30 Suivez le guide.
22.00 Spécial Portugal 2.
Lisbonne et le Nord.
22.30 L'Heure de partis. 23.25. Chronique Lanzmann (5 mm).

20.05 et 1.15 L'Invité. 20.05 et 1.15 Luvire. Le trio Wandere. 21.00 Symphonie nº 4 de Mahler. Concert donné par l'Ordestre philiamonique de Berlin, dir. Bernard Haitark (65 min). 6459933

22.05 Mozart en tournée:
Mantua. Content enregistré
au Théaire scientaique de
Bibienne, à Mantua (60 min).
3778081 23.05 Les Instantanés de la danse, Mayazine. 23.20 Carines Jazz 89: . Ben Shiran et Chuck Mangione, Corcert enregistré au Palais des festivais de Cannes en 1989

(55 min),

2.40 Hot forme (rediff.). 3.65 Tarbo (rediff.). 3.35 Movida opos 2. Docu-mentaire. 4.25 Jazz 6 (rediff.). 25 Mister Biz (rediff.). 25 Confisses: Jean-Louis Ambert (rediff., 25 min). Chaînes

d'information

CNN

Information en continu, avec, en solvée: 22.00 et 22.00 World Businers Today, 26.30 et 22.00, 20.00 World News. 21.00 Larty King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 13.30 Moneyline. 2.30 The Most Rays. Euronews Journaux townes les detril-heures, evec, en soirée: 19:35, 19:45, 20:15, 20:45, 21:15, 22:45 Économia, 19:20, 20:20, 21:20, 22:20 Analysis, 19:39, 20:09, 20:39, 21:09, 21:39, 22:09, 21:39, 21:30 Europa, 19:50, 20:50, 21:50, 22:50 Sport, 23:15, 015, 1.15 No Comment, 23:45 Cméma, 045 Visa, 1:45 Style.

FCI Journamen, Bourbes les demi-hessres, 2000, en soirée : 19.16 et 23.16 Guil-laume Durzad. 20.33 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Jour-nal. 21.39 et 22.72 Le Journal-du Monde. 21.37 et 22.19, 22.44 Journal-de l'Economie. 21.25 Carlona. 21.42 Talk culturel. 0.13 Le Debat.

22.35 Archives. Le violoncelliste Maurice Gendron. 8610821

Les films sur les chaînes européennes RTL9 20.30 Condorman: Film de Charles Jarrott (1981, 100 min).
Avec bfichael Crawford. Assentares.
22.00 Passion interdite. Teléfilm drottque de Farhad Mann.
(1994) avec bfindy Clarke, john Clayton Schafer.
23.45 Sem Puraz. Film de Marx Simenon (1981, 90 min).
Avec Jenn Le Poulain. Comédie. TMC 20.35 Les Trois Mousquetaires. Film d'André Hunebelle (1953, 120 mio). Avec Georges Marchal. Aemures.

20.35 Dis-moi out. Film d'Alexandre Arcady (1995, 170 min). Avec Jean-Hugues Anglade, Julia Maraval. Comé-

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés draque notre supplement daté dimanche-lundi. Signification

► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».

■ ■ Chef-d'œuvre ou dassique.

pour les sourds et les maleritandants.

Des perturbations sont attendues cette semaine dans les hôpitaux et les banques

Les internes appellent au durcissement de leur grève

LA SEMAINE sociale qui s'ouvre mardi le avril s'annnnce agitée dans les hòpitaux et les banques. Les internes ne désarment pas, au contraire. La publication, au Jourmi afficiel du samedi 29 mars, des arrêtés d'agrément de deux conventions médicales (Le Monde du 30-31 mars) a ravivé leur colère contre le gouvernement, qui a ainsi manifesté sa détermination à ne pas céder sur le principe du reversement d'honoraires en cas de dérive des dépenses médicales.

Réunis, samedi 29 mars, au siège de l'Intersyndicat national des internes des hôpitaux (Isnih), à Paris. les représentants des internes et des chefs de clinique ont décidé de poursulvre leur mnuvement, qui dure depuis trois semaines, et qui affectait 22 centres hospitaliers universitaires (CHU) sur 26, dimanche 30 mars. «L'agrément de In convention était une ultime manœuvre pour jouer sur une démobilisation des internes. Elle n eu un effet contraire, puisque nous appelons nu durcissement des actions », a déprécisé que ses adhérents pourraient bloquer des lignes de train et des autoroutes, mardi la avril, date à laquelle les représentants des grévistes seraient, selon lui, recus à nouveau par M. Barrot, ce que le cabinet du ministre se refusait à confirmer, lundi 31 mars, dans la matinée.

Les représentants des internes et des chefs de clinique appellent leurs troupes à participer à la jnurnée d'action des personnels hospi-taliers du jeudi 3 avril, lancée à l'origine par la Coordination médicale hospitalière (qui représente un tiers des médecins salariés des hôpitaux), pour protester contre

les restrictions budgétaires. de leur coté, les cinq organisations syndicales du secteur bancaire (CFDT, CFTC, CGT, FO et SNB-CGC) ont lancé un appel à la grève pour le vendredi 4 avril. Elles protestent contre l'intention du gouvernement, d'abroger le décret du 31 mars 1937 qui régit l'organisatinn du travail dans les banques (Le Monde daté 23-

sident de l'ISNIH. M. Glehen a 24 mars). Depuis plus de quinze ans, l'Association française des banques (AFP) réclame la suppression de ce texte, qui limite la durée d'ouverture an public des agences, parce qu'il répartit le temps de travail hebdomadaire sur cinq journées d'égale durée, et interdit le travail par relais ou roulement d'équipe. Elle crie à la concurrence déloyale, ces contraintes ne s'imposant pas à d'autres distributeurs de produits financiers tels que La Poste ou le Crédit agricole.

NOUVEAU TEMPS FORT

Elle a obtenu gain de cause, puisque le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, vient de rédiger un nouveau décret, qui abroge le précédent, et replace le secteur bancaire dans le cadre du droit commun, tout en maintenant l'obligation des deux jours de congé consécutifs pour chaque salarié. L'AFB devrait s'engager à réduire de 20 % la durée du travail des salariés qui travailleront par relais ou roulement en dehors de la plage boraire 8 beures-

18 h 30. Elle estime que la possibilité d'ouvrir six jours sur sept, et plus longtemps dans la journée, pourrait déboucher sur la préservation de 3 000 emplois. Les syndicats demandent des garanties précises sur les emplois, et veulent négocier la flexibilité dans chaque établissement.

C'est aussi vendredi 4 avril que les syndicats français, belges et es-pagnols de Renault organisent un « nauvenu temps fart européen dans l'ensemble du groupe Re-nauit ». Le même jour, le tribunal de Nanterre, saisi par le Comité de groupe européen de Renault, dira si la direction de l'entreprise a respecté ou non les procédures d'information et de consultation nécessaires, avant d'annoncer la fermeture du site de Vilvorde.

A Air France Europe (l'ex-Air Inter), qui doit entamer sa fusion avec Air France le 1º avril, la direction a prévu un « trafic quasiment narmni » pour lundi 1ª et mardi 2 avril, malgré la grève de certains

Charles Aznavour et Sheila dans l'ordre de la Légion d'honneur

legouvernen

la gestion des

LES PROMOTIONS et nominations de Pâques dans l'ordre de la Légion d'honneur sont parues au Journal officiel daté dimanche 30 mars (lire pages 9 et 10). Parmi les personnalités promues commandeurs figurent notamment Alfred Grosser, universitaire et écrivain, André Miquel, historien, administrateur du Collège de France, Jean-Pierre Changeux, professeur au Collège de France et à l'Institut Pasteur, Paul Ricard, président d'bonneur de la société Ricard, et le rabbin Liche.

Parmi les personnalités promues officiers, on relève les noms de Renée Saint-Cyr et Rusy Varte, comédiennes, Marc Augé, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Lionei Stoléru, ancien ministre, Charles Aznavour, artiste de variétés, André Stil, écrivain, et Michel Tauriac, journaliste. Enfin, dans les nominations comme chevaliers, on relève les noms de Christophe Auguin, vainqueur du dernier Vendée Globe, Sheila, artiste de variétés, Patrick Dupond, danseur étoile, André Téchiné, cinéaste, Mgr Billé, archevêque d'Aix-en-Provence, Colette Codaccioni, ancien ministre. Thierry Designdins, journaliste, et Nicolas Hulot, producteur-animateur d'émissions télévisées.

Le quotidien « Nice-Matin » est toujours absent des kiosques

LE QUOTIDIEN régional Nice-Matin o'est pas paru lundi 31 mars, au cinquième jour de conflit entre la direction et le personnel de sa filiale Publinice Services. Les salariés réclament une revalorisation des salaires et du taux de remise accordé aux vendeurs, la sixième semaine de congés annuels, le treizième mois et la retraite à cinquante-cinq ans. Samedi 29 mars, seul le supplément télévision du inumal a pu être vendu dans les kiosques.

Une ordonnance de référé, tendue jeudi par le tribunal de grande instance de Nice, a autorisé, «tant que le trouble est constoté», l'évacuation des locaux de distribution, nccupés par les grévistes. Plus de 80 employés se relaient nuit et jour pour empêcher la sortie du journal. Publinice Services emploie 380 salariés.

MMICHEL CHARASSE: l'ancien ministre socialiste du budget a réaffirmé dimanche 30 mars sur Radio J qu'il ne se reodrait pas à la convocation du juge Laureoce Vichnievsky, qui veut l'entendre sur le financement occulte du Parti communiste. « Cette offaire ne me concerne pas. (...) Je ne me suis jumnis occupé, même nu ministère du budget, du finoncement du PC », a-t-il déclaré. M. Charasse estime que certaines décisions prises par le ministère du budget, et qu'il a « tacitement ou explicitement approuvées », ne « regardent pas » le juge, mais relèvent « du contrâle politique ».

■ PAYS BASQUE: environ deux cents manifestants nationalistes basques ont parcouru, samedi 29 mars, les rues de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) pour réclamer « l'indépendance et la libération des prisonniers politiques ». La manifestation était organisée à la veille des festivités de l'Aberri Eguna - le jour de la patrie basque -, célébré dimanche après-midi à Bayonne.

TRAFIC AÉRIEN : un long-courrier « jumbo » de la compagnie British Airways effectuant le vol New York - Loodres a traversé l'Atlantique, dimanche 30 mars, avec un seul passager à bord. Les 17 hôtesses et stewards qui prennent habituellement soin des 426 passagers que peut transporter l'avioo se sont eotièrement consacrés à son service. Tous les autres passagers avaient préféré prendre un autre avion à cause d'une panne qui avait retardé le vol. - *(AFP.)*

En Roumanie, les « millionnaires en carton » n'ont plus la cote fel » haute de 50 mètres, acheté des lamas, des

de notre correspondant Le « J. R. » roumain est tombé, arrêté mercredi 26 mars par la police pour escroquerie et corruptino. Mais, à la différence du béros de la série américaine « Dallas », qu'il singeait, llie Alexandru risque d'écoper de plusieurs années de prison, bieo réelles. Cette arrestatioo est l'épilogue de l'histoire du plus excentrique des « milliordaires en carton », comme la presse nationale qualifie ces « bommes d'affaires » qui ont construit, après la chute du régime communiste, d'immenses fortunes sur la base d'emprunts bancaires complaisamment accor-

dés et jamais remboursés. Condamné pour une affaire de droit commun dans les années 80, Ilie Alexandru avait été pris de la folie des grandeurs. Dans sa petite ville de Slobozia (100 kilomètres à l'est de Bucarest), cet ancien boxeur avait construit l'exacte réplique du ranch du héros de « Dallas », gardé par des soldats armés de hallebardes, puis il avait érigé « une petite tour Eif-

dromadaires et une flotille de vnitures... Parallèlemeot, sa société investissait à tous vents, depuis l'importation de grains jusqu'à la fabrication de téléviseurs. Contrairement à « J. R. », llie Alexandru n'était pas particulièrement doué pour les affaires - son « ardoise » envers l'Etat et divers autres créanciers se mooterait à physleurs millions de dollars - mais il avait trouvé la « martingale » : incapable de rédiger des plans d'investissements, il préférait convaincre les banquiers en leur versant de généreux pots-de-vin.

Le changement de majorité politique eo oovembre dernier a précipité la perte de M. Alexandru, qui n'aurait pas pu construire soo empire sans de solides appuis au sein de l'ancien gouvernement. Le président chrétiendémocrate. Emil Constantinescu, s'est en effet lancé dans une croisade contre la « carruption dévastatrice d'Etat ». Présidé par le chef de l'Etat, un conseil national d'actioo contre la corruption et le crime organisé, disposant

d'antennes dans tous les départements, a été mis sur pied début janvier. Plusieurs bommes d'affaires et des banquiers ont été victimes de cette opération Mains propres, version rou-

DES « J. R. » ENRICHIS

La Roumanie compte bien d'autres « J. R. », enrichis grace à la collusion entre les milieux politiques et économiques, et les affaires spectaculaires de ces dernières semaines pourraient o'être qu'un début. « La volanté politique existe, mais nous ne disposons ni des outils législatifs nl des équipements pour lutter efficacement contre la corruption et le crime organisé », a néanmoins précisé, dans un eotretien accordé récemment au Monde, le procureur Gbeorghe Mocutza, chargé au parquet général de la toute nouvelle section anticorruption. Il ajoutait: « La Roumanie est un parodis pour la délinauance en col blanc. »

Christophe Châtelot

Une vive polémique oppose un évêque français à la Curie romaine

blessontes et même insultantes à l'égard des prêtres »: c'est un évêque français, Mø François Garnier, du diocèse de Luçon (Vendée), membre du conseil permanent de l'épiscopat, qui s'exprime ainsi. Il s'en prend à l'un des plus hauts personnages de la Curie romaine, Mª Dario Castrillon Hoyos, un Colombien. préfet de la congrégation vaticane pour le clergé.

En présentant la traditionnelle lettre aux pretres du pape à l'occasinn du leudi saint, Mª Castrillon Hnyos s'était livré, vendred! 21 mars, à des propns d'une rare vinlence sur « les prêtres laicisés dans leur manière de penser, de s'habiller », « ignarants de l'nuthentique théalogie du sacerdoce ». Ces prêtres, ajnutait-il « ant une visian unique et plate de leur fonction, comparable à celle d'une assistance sociale, utile seulement pour qui desire un Christ posé dans une niche au panthéan des philanthropes et une Eglise genre société de secaurs mutuel, branche d'une sarte de Croix-Rauge internationale ou d'une ONU ».

Accusant le clergé de « céder aux modes éphémères du temps », Mª Castrilina Hnyns se dit aussi convaincu que, sans retnur à l'« identite » du pretre, « on ne peut plus comprendre ni le celibat sacerdotal, ni la discipline, ni le sens du sacré avec le primot du culte divin, ni la passion missionnaire, ni l'habit ecclésiastique régulier et camplet ».

Dans un texte publié par La Croix du samedi 29 mars, Me Français Garnier se livre à une mposte d'un ton d'une violence

Tirage du Monde daté dimanche 30-lundi 31 mars 1997 : 521 451 exemplaires

« DES PAROLES inndmissibles, également rare, compte tenu des relations de déférence qui existent entre les évêques et Rome. Il se fait le porte-parole des prêtres qu'il préférerait aussi « voir taus porter cette petite croix qui les ferait immédiatement reconnaître ».

Mals, ajoute l'évêque de Luçon, « de là à laisser croire qu'ils sont ignorants de l'nuthentique théalogie, serviteurs d'un Christ seulement philanthrope, ossistantes sociales (au passnge, quel mépris pour elles !). ayant perdu le sens du sacre, le primat du culte et la passian missiannaire, parce qu'ils ne partent pas l'habit ecclèsiastique complet, alars in c'est tout simplement insupportable >.

LE TEMPS DE LA SOUTANE

«C'est aublier, pnursuit l'éveque français, que le temps de la soutane n'a pas toujaurs été celui de la sainteté. C'est ignorer le courage quotidien que le plus grand nambre de prêtres gardent intact dans leur missian plus que Jamais difficile. C'est emboucher les trompettes faciles de ceux qui les critiquent sans les cannaître. C'est leur faire un pracès d'intention, alors qu'on a la mission de les encaura-

Me Castrillon Hoyos ne fait qu'exprimer tnut haut ce qui se dit sur les pretres dans les milieux cathnliques les plus conservateurs. La réactinn de Me Garnier ne devrait pas rester sans suite au moment où les évêques français pnursuivent leurs visites quinquennales à Rome pnur des séances de travail avec le pape et la Curie romaine.

Henri Tinca

Les ONG exigent un « code de conduite » dans les accords de pêche

LES PILLEURS des mers d'hier, ratissant les fonds à quelques encablures d'Ouessant, étaient soviétiques. Ceux d'aujourd'hui seraientils bretons, espagnols ou allemands? C'est la question que posent sans détour plusieurs associations bumanitaires parmi lesquelles Agir ici, Frères des hommes, le Comité catholique contre la faim et pour le développement nu le Comité de liaison des organisations non gouvernementales. En lancant иле campagne intitulée « Changenns le cap », relayée dans sept pays européens, elles demandent d'envoyer des courriers à Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, et à Jacques Godfrain, ministre de la coopération, avant le 15 mai. Objectif: faire adopter par les autornés natinnales et européennes un « code de cunduite » qui rende les accords de pêche négociés entre la Commission de Bruxelles et divers pays d'Afrique nu d'Amérique latine respectueux de l'environnement marin et de ses ressources, et profitables aux populations locales.

Depuis 1976, l'Europe, dont les eaux ont été longtemps surexploitées, a progressivement signé des accords de pêche avec des pays en voie de développement. Les fint-tilles excédentaires du pays higouden, les armements thuniers de Concarneau, les bateaux galiciens de Vigo ou de La Corogne, progressivement écartés du Spitzberg nu des parages traditionnels de Terre-Neuve, se sont mis à chercher leur pitance au large de la Mauritanie, du Maroc ou des Seychelles. Le marchandage est simple: en échange de drnits d'accès à ces zones, Bruxelles, Madrid ou Paris verseront des redevances. Nous sommes prêts, disent en substance

Européens, à embarquer à bord

des indigènes pour les former, à vous aider à construire des usines de transformation et de conserve,

Or, pour ces pays en voie de développement, les ressources halieutiques représentent des gisements économiques aussi importants que le blé pour l'Australie, le sucre pour Cuba ou le négoce des devises pour Londres. Poisson, crustacés ou céphalopodes représentent une ressource de subsistance essentielle.

Vingt-six accords commerciaux et techniques ont ainsi été conclus et leur renouvellement donne chaque fois lieu à des négociations serrées. Le 24 mars nnt commencé à Dakar des discussions entre experts européens et autnrités sénégalaises. L'Uninn européenne n'hésite pas à mettre le prix. L'accord avec le Maroc coûtera aux contribuables européens 125 millions d'écus par an jusqu'à la fin novembre 1999, celui avec la Mauritanie 53 millions d'écus jusqu'à juillet 2001. En contrepartie, près de 600 grands chalutiers et leurs équipages, essentiellement espagnois et portugais, sont de la sorte assurés, quelque temps encore, de pouvoir jeter leurs

filets devant les côtes africaines. Les nrganisations humanitaires parient volontiers de « spoliation ». Les armateurs européens répliquent que des projets de développement sérieux unt pu être lancés au titre de la coopération. La FAO renouvelle régulièrement, pour sa part, ses mises en garde: les captures mnndiales ont atteint 112 millions de tonnes en 1995 - un record contre 109 en 1994, les pays déve-Inppés réalisant 85 % des importatinns. A ce rythme, les océans, déjà épuisés dans bien des parages, risquent le pire.

François Grosrichard

Repli à la Bourse de Tokyo

LES PLACES financières européennes étaient fermées, lundi 31 mars, en raison des fêtes pascales. La Bourse de Tokyo a terminé la séance de lundi en baisse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a perdu 186,32 points (1,02 %) pour s'inscrire en clôture à 18 003,40 points. Le marché

caire. Sur la place de Tokyo, le dollar cotait en légère hausse à 1,6797 mark, 5,6632 fraocs et 124,08 yeos. Les opérateurs suivrout de près, cette semaine. l'évolution de Wall Street, qui avait fortement baissé à la veille du week-end. L'indice Dow Jones boursier nippon est affecté par les avait cédé jeudi 27 mars 2,04 %.



INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA The Link Between Continents

UNIVERSITÉS À NEW YORK ET SAN FRANCISCO

Master of Business Administration in International Management

- Programme intensif de 12 mois.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

International Executive **Master of Business Administration**

- Compatible avec vos activités professionnelles de salarié
- 520 heures de formation intensive :
 - 10 séminaires à PARIS : 240 heures • 280 h en juillet/août à SAN FRANCISCO et/ou NEW YORK

E-Max: IUA @ IUA,EDU

IUA, School of Management 148, rue de Grenelle 75007 Paris Tél. : 01-45-51-09-09 - Fax : 01-45-51-09-08 RIA, Henr York - Paris - San Francis

